VILLE DE NANTES

(DEPARTEMENT DE LA LOIRE-INFERIEURE.)

INVENTAIRE-SOMMAIRE

DES

ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790

SÉRIE II.

DOCUMENTS DIVERS. — INVENTAIRES. — OBJETS D'ART, ETC.

Rapports de la Ville avec diverses administrations.

II. 1. (Liasse.) — 11 pièces parchemin, 30 pièces papier.

1438-1778. Lac de Grand-Lieu. — Mandement de Jean V, duc de Bretagne, au sénéchal de Nantes et autres d'enquérir sur le tracé des douves destinées à remédier aux débordements du lac de Grand-Lieu (Redon, mai 1438). — Mandats de paiement à Guillaume Laurens, procureurs de Nantes, de 16 écus par lui « employez au recouvrement d'un mandement du Roy pour faire emqueste touchant l'évacuation des eaulx de Grant Lieu » ; — de 40 s. t^s à chacun des deux bateliers ayant accompagné le sénéchal de Nantes dans sa visite au lac (1534). — Serment de « Loys de Foys, ingénieur du Roy, de soy porter fidèlement à la visitation et nyvellement du lac de Grand Lieu » (1572). — Mandement de Charles IX aux sénéchal et justiciers de Nantes leur enjoignant, conformément aux lettres de ses prédécesseurs, de faire « netoyer le lac de Grand Lieu, oster toutes les mothes, terres et aultres empeschemens retardans le cours des eaux..., pour la conduite et navigation des batteaulx, barques et aultres vaisseaulx, selon que le lac sera capable de les porter, par l'advis des ingénieurs et artizans à ce faire expertz et congnoissans », et, pour y parvenir, de faire abattre les chaussées, écluses et pêcheries élevées sur la rivière conduisant du lac à la Loire, et en même temps de lever jusqu'à 36.000 liv. à répartir sur ceux qui bénéficieront des travaux (Paris, 1^{er} août 1572). — Enregistrement et vérification des lettres précédentes (1573-1574). — Mémoire du sieur de Craponne chargé de visiter le lac de Grand-Lieu, de donner son avis sur la navigabilité entre celui-ci et la Loire, sur les moyens de parer aux dommages causés par les crues, le coût des travaux et leur durée (1575). — Lettres de Henri III prescrivant la nomination par les riverains intéressés, de délégués chargés de la répartition des sommes nécessaires aux améliorations

par eux réclamées (Paris, 1^{er} oct. 1579). — Arrêt du Conseil autorisant l'ouverture d'un nouveau canal pour aider au dessèchement, l'enlèvement des pieux plantés pour les pêcheries, l'établissement de trois portes à écluses sur le canal, aux deux extrémités et aux arches du pont de Vue, et une levée de 50.000 l. destinée aux travaux ; s'il y a de l'excédant, il sera remis aux religieux de Buzay afin de payer les éclusiers et les autres dépens (1713). — Indemnités à l'abbaye de Buzay en compensation du terrain à elle pris pour la construction du canal (1721). — Oppositions des paroisses du Port-Saint-Père, S^t-Mars, S^{te}-Pazanne et Rouans à la levée imposée en vue du dessèchement des marais (1727-1730). — Egail de la contribution des paroissiens de S^t-Même et du Port-S^t-Père (1731). — « Mémoire pour le desèchement du lac de Grand lieu par le s^t Mansard, architecte ordinaire du Roy et Compagnie » (1754). — Requêtes et mémoires (1776, 1778).

II. 2. (Liasse.) — 4 pièce parchemin, 7 pièces papier.

1531-1543. — Conseil et chancellerie de Bretagne. — Lettres du roi François I^{er}, comme administrateur du dauphin son fils duc de Bretagne, déclarant que le « conseil et chancellerie » de Bretagne sera tenu « six mois de l'an en nostre ville de Rennes, et aultres six mois en nostre ville et cité de Nantes, sellon qu'il a esté observé par cy devant d'ancienneté, si non toutesfois pour péril de peste ou aultres inconveniens », cas auquel les maîtres des requêtes et conseillers pourront se retirer en telle ville de Bretagne qu'ils jugeront convenable (Fontainebleau, août 1531) ; — mandant, sur la plainte des bourgeois de Nantes, au premier huissier requis de faire observer les susdites, auxquelles les gens du « conseil et chancellerie » ne se conforment point (Paris, 14 juin 1534) ; — de jussion aux mêmes conseillers, à peine de suspension, de tenir compte désormais des lettres précédentes, inobservées par

suite du séjour constant du conseil à Rennes « au moyen de la maladie et debilitation en laquelle estoit lors et a esté depuis jucques à son trespas feu m^e Louys des Desers, en son vivant président en nostre court de parlement, m^e des requestes et garde du seel de nostre chancellerie de Bretagne » (« Anteloust », 7 juin 1538). — Lettres du dauphin Henri, duc de Bretagne, enjoignant, sur nouvelles remontrances des habitants de Nantes, aux conseillers qui ordinairement résident à Rennes, d'observer les ordonnances de son père, et prescrivant au payeur de leurs gages de ne les leur bailler que sur certificat prouvant qu'ils s'y sont conformés (Châtellerault, 2 juin 1541). — Remontrances (en 60 articles) des habitants de Nantes pour établir contre ceux de Rennes le profit et commodité de la résidence ordinaire, ou du moins semestrielle, de la chancellerie et conseil à Nantes, remontrances basées sur l'existence en leur cité du plus fort château de la province, sur la présence chez eux de banquiers qui ne résident que là en Bretagne, sur le mauvais état des chemins aux alentours de Rennes, cause pour laquelle le Conseil avait contume de se tenir à Nantes l'hiver et à Rennes l'été, sur le besoin qu'à Nantes d'être favorisé ayant plus souffert des guerres, attendu que toute la gendarmerie de France traversa la ville, « ainsi que encore puyz troys moys a passé aud. Nantes quatre grandes compaignyes de gens de pied et de lancequenetz en grand nombre et par diverses bandes qui ont fait ung merveilleux dommaige tant aund. Nantes que ès envyrons », sur ce qu'il n'y a moyens calomnieux dont n'aient usé ceux de Rennes, depuis l'érection de la chancellerie et conseil par Charles VIII en 1494 jusqu'à 1541, pour dépouiller les Nantais de leurs privilèges, etc. [1542]¹ — Ajournement à Nantes devant Jean Bertrand, président au parlement de Paris et vice-chancelier de Bretagne, d'un délégué des bourgeois de Rennes pour témoigner « touchant le fait de la commodité ou incommodité de la tenue et séance des chancellerie et conseil de Bretagne » (1543).

II. 3. (Liasse.) — 10 pièces parchemin, 18 pièces papier.

1502-1551. — Conseil et chancellerie de Bretagne : pièces comptables. — Quittances au miseur de Nantes de 15 écus soleil, prix d'un tonneau de vin d'Anjou « présenté et baillé à Mons^{gr} le chancelier » (1502); — de 28 écus pour deux tonneaux de « vin d'Aussaye » vendus par Gonsalo de Compludo, donnés par les bourgeois pour la maison du chancelier de Bretagne « à ce présent voyage » (1506). — Ordres de délivrer du vin d'Orléans, trois pains de sucre, etc. au vice-chancelier de Bretagne, à raison de ses bons offices (1519, 1523, 1525); — de payer 6 l. à Pierre Jolivet, prix des six jours de son voyage à Rennes « pour porter lettres missives à

¹ Ces remontrances se trouvent datées par la mention du passage des lansquenets à Nantes à cette époque. Un compte de Pillays pour l'Hôtel-Dieu, terminé le 31 mars 1543 n. s., y fait allusion. Cf. GG 710.

messieurs du conseil de Bretagne pour les prier et requérir de venir tenir en ceste ville de Nantes les chancellerie et conseil, en ensuyvant les statuz et mandemens » (1528); — de bailleur aux « premier et second présidens de Bretagne », à chacun une pipe de vin d'Anjou et deux poinçons de vin d'Orléans, du meilleur (1528); — des vins d'Aujou et d'Orléans à messieurs Gilles Le Rouge, Louis des Désers, Le Viste, présidens en parlement (1531, 1532); — à mons^e Ponect, premier président en parlement, « à présent tenant led. parlement en ceste ville », et à M. de Cucé, second président (sept. 1535). — Quittance de 24 l. pour une pipe et demie de vin d'Anjou baillée à M^r du Gast (1539). — Compte général du miseur Pierre Bernard relatant l'emploi des 550 écus d'or votés pour la poursuite de la tenue du Conseil à Nantes. Dépens pour le voyage de Rennes à Nantes de Jean Bertrand, commissaire enquêteur, et de « son train », 43 l.; pâtisseries fournies pendant le séjour du président Bertrand à Nantes et à la Gascherie, 40 l.; épicerie, drogues et médecines livrées par Claude Cailleau, apothicaire, 50 l.; dîner donné chez le miseur aux maître d'hôtel, argentier, secrétaire et autres officiers du président « pour les fostoier », 40 s.; « à des joueurs de farces ung soir qu'ilz jouèrent devant led. sieur [président] au logeix de Briort », 22 s.; à l'hôtel des Trois Rois pour la dépense des chevaux, 45 l. Total des frais pendant les 24 journées de séjour du président Bertrand : 1.392 l. (nov.-déc. 1543). — Comptes spéciaux et quittances relatifs à ce voyage : bois de chauffage, linge, apothicaire, pintier, menues mises, notamment pour un jeu de cartes 3 s. 6 d., « à m^e Jacques le sonneux » 10 s., « à m^e Jehan joueux de violles » 22 s. (1543-1544). — Quittances pour vins d'Anjou, d'Orléans et de Gascogne présentés à « messeigneurs du parlement durant la scéance d'iceluy » (1550); — à « Mons^r de Seaux, premier présidant du parlement »; — aux présidens du Gast et de Cucé (1551).

II. 4. (Liasse.) — 14 pièces parchemin, 18 pièces papier, 11 sceaux.

1555-1559. — Parlement permanent de Bretagne à Nantes. — Lettres de Henri II au sujet du parlement établi d'abord alternatif entre Rennes et Nantes et qu'on voulait rendre permanent dans l'une de ces villes. Le roi déclare — après avoir ouï le délégué de Rennes qui faisait valoir que sa cité était réputée capitale : les anciens souverains ayant coutume d'y « recevoir leurs intersignes ducaux », et offrant 10.000 liv. si on lui accordait le parlement, puis les délégués de Nantes disant que celle-ci « est la cappitalle ville et plus ancienne », seule pourvue d'une université, ayant le dépôt des chartes de la province, et promettant 20.000 l. si le parlement était établi chez eux — que la décision définitive serait prise par les prochains Etats convoqués à Vannes, que chacune des cités consignerait 5.000 l. et, qu'au cas où la permanence serait adoptée, la ville bénéficiaire rembourserait à l'autre les 5.000 l. par

elle déposées (Fontainebleau, 19 mars 1555 n.s.). — Quittance des 5 000 l. versées par les Nantais à Florimont Le Charron, trésorier général du roi en Bretagne (avril 1555). — Déclarations de divers corps constitués et personnages bretons appelés à se prononcer entre Rennes et Nantes pour la résidence du parlement permanent, et nommant des procureurs pour soutenir leur opinion aux prochains Etats, savoir : les bourgeois de Quimper-Corentin, Redon, Malestroit, Auray, Hennebont, Quimperlè, S^t-Briec, Lesneven, Le Croisic, S^t-Pol-de-Léon et Rostrenen, les chapitres de Vannes, Quimper, S^t-Briec et Léon, Rolland de Chauvigné, évêque élu de Léon. Tous sont d'avis que Nantes doit être préféré (mars-mai 1555). — Lettres de Henri II autorisant les Nantais à faire une levée sur les marchandises passant par leur ville afin de rembourser ceux qui leur ont prêté les 5.000 l. (Paris, 21 fév. 1557 n. s.). — Edit de Henri II transférant à Nantes celle des deux séances du parlement de Bretagne qui par l'édit de création devait se tenir à Rennes et rendant ledit parlement permanent à Nantes ; voulant en outre qu'il comprenne deux chambres : « la grand chambre du palydoyé..., l'aultre des enquestres », réglant le nombre, les gages et les fonctions des conseillers (Compiègne, juin 1557). — Quittance des 10.000 l. Octroyées au roi « poru subvenir aux grans et urgens affaires de ses guerres » par les bourgeois de Nantes, qui ont obtenu en leur ville la séance ordinaire et perpétuelle du parlement (2 juillet 1557). — Lettres de Henri II déclarant que, nonobstant les remontrances qui lui pourraient être faites de la part de Rennes, il veut que son édit de translation du parlement sorte son effet et que sondit « parlement de Bretagne (soit) intitulé et appelé par la ville de Nantes, ainsi que noz autres parlemens sont appelez par les villes esuelles ilz sont tenuz » (Paris, 16 janv. 1558 n. s.).

Quittances de 66 s. pour transport « des meubles de boys du parlement » de la maison de l'évêque de Nantes en celle des Cordeliers (1554) ; — de 60 s. versés à Cornychon, tenant à Nantes la poste pour le roi, envoyé à Ancenis et à la Barve de Mauves pour « savoir l'aryvée de M. le premyer président » et en informer les habitants ; — de 24 l., prix de deux poinçons de vin d'Orléans donné au président de la Porte (1557) ; — de 96 l. et de 28 l. pour quatre pipes vin d'Anjou et cinq poinçons vin d'Orléans offerts aux présidents de Liste, Dugast et de la Porte (1559).

II. 5. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 11 pièces papier, 1 sceau.

1560-1561. — Translation de Nantes à Rennes du parlement permanent. — Délibération de Ville tenue aux Cordeliers, à laquelle assistaient Charles Le Frère, président au parlement de Nantes, et autres, relatant que depuis la mort du roi Henri II, qui par un édit avait établi à Nantes le siège du parlement de Bretagne, les habitants de Rennes se sont efforcés de faire supprimer cet édit et transporter dans leur ville

les séances du parlement au préjudice de Nantes qui, du reste, a payé cette faveur. Les Nantais nomment Jean Lailler, avocat, pour les défendre au privé conseil du roi et lui allouent 100 écus d'or. — Quittance de 20 écus d'or pistolets, prix d'une haquenée pour J. Lailler. — Avis des habitants de Lesneven déclarant que Nantes convient mieux que Rennes pour le séjour du parlement ; — du duc d'Etampes, gouverneur de Bretagne, lequel préférerait Rennes pour le siège de la cour : Nantes étant une ville frontière close, par suite d'un accès moins facile ; le roi pourrait en compensation lui donner les moyens de rendre prompt justice pour les affaires concernant son trafic maritime. — Supplique des Nantais au roi. L'opinion du duc d'Etampes ne saurait être prise en considération, car la proximité de ses domaines de la ville de Rennes le rend trop partial ; quant à l'enquête, les menées des habitants de cette dernière ville l'ont faussée. — Délibération où les Nantais « au nombre de cinq centz personnes ou environ » déclarent que, contrairement aux insinuations des bourgeois de Rennes, il n'y a point que les gens de justice de Nantes à désirer le maintien du parlement en leur cité (1560). — Quittances diverses de frais « pour les affaires de la séance du parlement de Nantes » (1560-1561). — Lettres de Charles IX révoquant celles de juin 1557 qui avaient transféré le parlement à Nantes, et décidant que toutes ses séances seront désormais tenus à Rennes, à charge à cette ville de rembourser aux Nantais les sommes par eux baillées au feu roi pour avoir le parlement (Fontainebleau, 4 mars 1561). — Procuration donnée en assemblée de Ville par les Nantais à Gervais Beautemps pour s'opposer aux lettres précédentes et faire des remontrances à ce sujet au roi et au privé conseil, suivie d'une Requête au duc d'Etampes, dont l'opinion a entraîné celle du roi, et récusant son avis : la proximité de son comté de Penthièvre de la ville de Rennes et, par suite, sa commodité personnelle ne le rendant pas impartial pour témoigner dans l'enquête qui avait été ouverte. — Arrêt du parlement rendu à Nantes ordonnant qu'avant de procéder à la publication et à l'exécution des lettres du 4 mars, il sera fait de très humbles remontrances du roi. — Assemblée des marchands fréquentant la rivière de Loire, tenue en l'hôtel de la communauté de ville à Orléans, décidant de présenter une requête au privé conseil pour le maintien du parlement à Nantes. — Arrêt de la cour de Rennes déclarant n'être pas en nombre, vu la récusation de plusieurs de ses membres par les Nantais, pour recevoir l'opposition de ceux-ci aux lettres de translation du parlement de Nantes à Rennes (1561).

II. 6. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 63 pièces papier, 2 sceaux.

1564-1586. — Réclamations pour le rétablissement du parlement à Nantes. — Requête au duc d'Etampes, gouverneur de Bretagne, présentée par les évêques, abbés et gens d'église, et par les

habitants des villes de la province. Ils se plaignent de ce que, depuis la translation du parlement à Rennes, les vols, les assassinats, les bandes armées se sont multipliés autour de Nantes sans répression suffisante par suite des longueurs de la justice, au point que des doléances à ce sujet ont été présentées aux derniers Etats tenus à S^t-Brieuc. Ils demandent en conséquence qu'on revienne à la pratique fixée par l'édit de création du parlement, savoir six mois de séance à Rennes et six mois à Nantes. Parmi les signataires : A. de Créqui, évêque de Nantes, Philippe du Bec, évêque de Vannes, J.² de Gaignon, abbé de Blanche-Couronne, plusieurs autres abbés de ces deux diocèses, les représentants de Brest, Hennebont, Quimper [déc. 1564]². — Requête de même teneur au duc d'Etampes par divers barons et gentilshommes bretons, signée : Henri et Jean de Rohan, Jean de Rieux, Baudouin de Goulaine, François de Guémadeuc, etc. — Requête analogue présentée audit duc par des receveurs et des fermiers. Des frais plus considérables que le produit de leurs charges leur incombent par le manque de séances à Nantes. Ont signé des receveurs généraux, les receveurs particuliers de Cornouaille, de Tréguier et même Jallier, receveur des impôts et fouages de Rennes [déc. 1564]. — Mémoires des Nantais pour le rétablissement du parlement dans leur cité (1565). — « Nallitez de l'avis de feu Mgr d'Estampes et de l'arrêt de translation de parlement en la ville de Rennes ». — Délibérations de Ville décidant de poursuivre la réintégration du parlement à Nantes et le recouvrement des deniers fournis au roi lorsqu'il y fut installé (1571) ; — de continuer les démarches pour rétablir le parlement et de contracter un emprunt de 30.000 l., cette somme devant être offerte au roi si les séances sont remises à Nantes (1574) ; — acceptant l'avance des 30.000 l. qu'André Ruys, négociant à la Fosse, s'engage à payer si Sa Majesté confirme et ratifie le contrat par lequel le roi Henri II avait, en 1557, établi le parlement à Nantes et donnant à Ruys toutes les cautions désirables (1574). — Mandements de Henri III au premier huissier requis d'assigner au Conseil privé les bourgeois de Rennes pour répondre aux remontrances de ceux de Nantes contre les lettres du 4 mars 1561 qui ont transféré le parlement de cette dernière ville à Rennes (Paris, 21 avril et 12 juillet 1576, et Poitiers, 27 juillet 1577). — Délibération de Ville. Ayant su par leurs députés en cour que les habitants de Rennes avaient offert secrètement au roi et à des seigneurs influents jusqu'à 34.000 l. pour faire transférer chez eux la Chambre des comptes de Nantes, pensant que si ils y parvenaient le parlement leur resterait sans conteste, les Nantais décident d'offrir davantage pour faire révoquer les lettres de 1561 obtenues par

² J. sic sur la pièce (copie du temps) ; il faut lire F[rançois] de Gaignon, cf. *Gallia christ.* XIV, 855.

³ Comme beaucoup de pièces de ce genre, cette requête et les suivantes sont sans date ; mais nous en savons l'époque par le compte de David Barbary, chargé d'aller les faire signer, ainsi qu'on le verra un peu plus loin.

surprise et pour conserver leur Chambre des comptes. — Protestation de nullité faite par les bourgeois, de Nantes contre l'ordonnance des Etats de Bretagne réunis à Vannes et ayant pour greffier ordinaire un Rennais, disant que la cité de Rennes était plus commode que celle des Nantes pour la tenue du parlement, attendu qu'il n'était pas juste que les gens du ressort de Rennes pussent délibérer sur cette matière. — Pouvoir donné par la municipalité à Jean-Pol Mahé, contrôleur général des finances en Bretagne et ancien sous-maire, aux fins de poursuivre l'affaire auprès du roi et lui offrir au besoin jusqu'à 50.000 l. pour le recouvrement du parlement (1577). — Requêtes aux maire et échevins de Nantes présentées par David Barbary, naguères concierge du parlement, lequel envoyé en mission en 1564 auprès de divers personnages pour leur faire signer une supplique en faveur du retour de la cour à Nantes, n'avait touché en prêt que 20 écus « pistolletz » valant 49 liv. Or, en plein hiver, il avait fait plus de 250 lieues, perdu son cheval à Blois, par suite obligé d'en louer un autre, et il n'avait point encore obtenu le remboursement de ses dépenses (1578). A l'appui de ses requêtes, Barbary produit au compte détaillé. Parti de Nantes le 4 déc. 1564, il fait signer la supplique à Angers à [Maurice de Commerce], abbé de Boquen, alors à l'abbaye de Toussaints possédée par son frère [Laurent de Commacre] ; au château d'Ussé (Indre-et-Loire) à M^{me} de Rieux et au marquis d'Elbeuf son gendre ; à S^t-Bohaire, puis à Conan, près Châteaudun (Loir-et-Cher) à [François de Gaignon], abbé de Blanche-Couronne et de Genesion ; le 18 déc., à Paris, à l'évêque de Nantes ; à Chantilly au maréchal de Montmorency ; à Vertus (Marne) à M. d'Avangour. En revenant par la Loire, il perdit du temps à Tours « à cause de la tourmente qu'il faisoit du vent d'aval » et arriva à Nantes le 3 janvier 1565. — Délibérations de Ville pour le rétablissement du parlement ; nomination d'une commission permanente de neuf membres pour suivre l'affaire et obvier aux inconvénients des mutations produites dans une municipalité élective ; délégations, invitation aux envoyés à partir sans retard, etc. (1579-1586). — Correspondance (en majeure partie copies du temps) à ce sujet. Lettres des maire et échevins au duc de Rohan, au chancelier de Chiverny, au maréchal de Retz ; du duc de Rohan au roi, à la reine mère, au maréchal de Retz, au duc de Montpensier, à M. de Chiverny ; de François, [duc d'Anjou], au roi son frère, au maréchal de Retz, etc. (1579-1586).

Requête de Vincent Reverdy à Nosseigneurs de parlement tendant à être continué « messaiger juré de la court » pour faire le service de Rennes à Nantes et réciproquement ; acceptation du pétitionnaire qui baillera caution (1566).

II. 7. (Liasse.) — 1 pièces papier.

Vers 1593. — Parlement de la Ligue à Nantes. — Requête de Jean Le Garec, ci-devant contrôleur général des finances en Bretagne, aux maire et

échevins de Nantes. Obligé, à l'occasion des guerres, de se retirer de Nantes à Angers au mois de mai 1589, sa maison avait été requise pour y loger avec sa famille [Louis Dodieu], s^r de Velly, premier président du parlement alors établi à Nantes, puis Fontenay, beau-frère dudit président. Le Garec prétendait avoir subi du fait de son mobilier une perte de plus de 2 000 écus.

II. 8. (Liasse.) — 26 pièces papier, imprimées.

1758-1770. — Parlement de Bretagne : arrêts au sujet des Jésuites. — Arrêts dudit parlement donnant acte aux supérieurs des Jésuites de Rennes, Vannes, Quimper, Brest et Nantes de la Déclaration qu'ils font de ne point adhérer aux maximes de certains ouvrages, et qu'ils sont soumis à la Déclaration du Clergé de France de 1682 (1758) ; — prescrivant la destruction de divers livres composés par des Jésuites et leur interdisant, par provision, de recevoir des novices et d'enseigner dans le ressort (1761) ; — ordonnant la saisie et séquestre de leurs biens ; — jugeant l'Appel comme d'abus interjeté par le procureur général du roi, des brefs et constitutions concernant « les soi-disans Jésuites » ; — réglant les honoraires des professeurs remplaçant les Jésuites dans les collèges de Rennes, Vannes et Quimper ; — défendant d'admettre les Jésuites comme prédicateurs ou aumôniers (1762) ; — assignant un nouveau secours de 200 l. aux anciens Jésuites ayant atteint l'âge de 33 ans ; — disant de lacérer les « Mémoires de M. d'Eguilles, président du parlement d'Aix, contre les arrêts et arrêtés de sa Compagnie dans l'affaire des Jésuites ». — Lettres patentes du roi enregistrées au parlement au sujet des biens vacants de la Compagnie de Jésus ; — des bénéfices unis à ses anciens collèges (1763, 1764). — Edit du roi donné en nov. 1764, enregistré en parlement en 1766, « concernant la Société des Jésuites ». — Arrêts du parlement de Bretagne ordonnant la destruction du libelle intitulé « Tableau des Assemblées secrettes et fréquentes des Jésuites et de leurs Affiliés à Rennes » (1768) ; — prescrivant aux « ci-devant soi-disans Jésuites » nés hors de la province de la quitter dans quinzaine, et aux originaires Bretons de prêter le serment requis par l'arrêt du 27 mai 1762 (1770).

II. 9. (Liasse.) — 45 pièces papier, presque toutes imprimées.

1764-an III. — Parlement de Bretagne. — Commission pour la Chambre des vacations du parlement. — Arrêts de la Cour supprimant certains « Remontrances du parlement séant à Rennes » (1764) ; — prescrivant lacération et brûlement de Remontrances du parlement de Rouen au Roi. — Edit supprimant plusieurs offices du parlement de Bretagne (1765). — Lettres patentes portant rappel des conseillers d'Etat et des maîtres des Requêtes députés par le Roi pour tenir le parlement ; — portant continuation du parlement de Bretagne par les officiers de ladite cour. — Arrêts du parlement de

Bretagne qui suppriment les « Troisièmes Remontrances du Parlement de Paris, du 8 février 1766 » ; — les « Très-humbles, très-respectueuses et itératives Représentations, datées à Rouen en Parlement, le 24 février 1766 ». — Edits et lettres patentes réglant et continuant le parlement (1766). — Lettre du parlement de Normandie au Roi au sujet de la province de Bretagne (1767). — Arrêts du parlement de Bretagne ordonnant lacération et brûlement des libelles : « Lettre d'un gentilhomme breton à un noble espagnol », « De l'Affaire générale de Bretagne », « Le Royaume des Femmes » et « Les Aventures du vicomte de*** », « Très-humbles et très-respectueuses Remontrances du Parlement au Roi au sujet des Affaires de Bretagne », « Très-humbles et très-respectueuses Représentations de l'Ordre de la Noblesse » (1768). — Arrêt burlesque du parlement condamnant Jovial mardi gras à être banni pendant 40 jours. — Remontrances de la Cour des Aides de Paris au sujet de la dissolution du parlement [de Paris] (1771). — « Arrêté du parlement séant en Bretagne sur la situation actuelle du parlement de Paris ». — « Remontrances d'un citoyen aux parlemens de France » (1771). — « Ah ! les grands sots ! ou Réflexions de F. M. A. D. V., décroteur, sur les affaires du tems » (s.d.). — « Lettre LXV^e du tome VII de l'Espion turc à son ami Binet Golou » (s.d.). — « Avis au public de Rennes, du 6 x^{bre} 1774 » (pamphlet en vers). — Procès-verbaux des premières séances après leur rétablissement, des parlements de Toulouse, Dijon, Grenoble (1775). — Billet d'invitation de la part de la municipalité nantaise à un *Te Deum* en l'église Notre-Dame pour la rentrée du parlement [1775]. — Mémoire au roi par la Commission intermédiaire des Etats de Bretagne touchant le rétablissement du parlement (1788). — Lettre d'envoi d'une pétition du citoyen Clavier, l'un des douze députés à Versailles en 1788 pour l'affaire du parlement (an III). — Adhésions des municipalités du Croisic et de S^t-Viaud, et de la garde nationale de S^t-Nazaire aux arrêtés de la mairie de Nantes contre la résistance de la Chambre des vacations du parlement de Bretagne aux décrets de l'Assemblée nationale (1790).

II. 10. (Registre.) — In-f^o, 163 feuillets papier.

1567. — Etats de Bretagne⁴. — « Inventaire des lettres qui ont esté envoyées à la court touchant les affaires de M^e Jan Avril et aultres ». — Au début, copie d'un mandement de Charles IX enjoignant aux gens des comptes de remettre les comptes des huit dernières années de la recette générales des finances de Bretagne, ainsi que tous les comptes rendus par Jean Avril, trésorier des Etats de Bretagne, et prescrivant aux maire et échevins de Nantes de délivrer les pièces comptables des deniers communs depuis l'année 1551, pour lesdites pièces être remises

⁴ Cf. AA 71 à 77.

à Bernard de Girard, s^r de Haillan, secrétaire ordinaire de Mgr frère du roi, puis envoyées aux commissaires de Sa Majesté chargés de les examiner (Fontainebleau, 18 mars 1567); inclus dans un procès-verbal relatant l'ouverture des archives de la ville de Nantes faite en présence de Bernard de Girard. — Comptes des miseurs Julien Poulain et Geoffroy Drouet pour les années 1551 à 1558. — Mandats de paiement aux sergents et rapports de ceux-ci sur le nombre des pestiférés, datés de juin 1552 à nov. 1553. — Quittances de Lucas Mourault, barbier de l'hôpital (1555); — de Pierre Mandyn pour vente de 89 l. de poudre à canon, attestée par Claude Bourbon et Mathurin Lambert canonniers (1555); — de sœur Nicole de Channe, abbesse de S^{te}-Claire de Nantes (1554); — de Guillaume Nicollon et de Jean Moulner, s^r de l'Eraudière, procureurs des chevaliers du jeu de l'arbalète (1554 et 1559); — de Jean le Porc, s^r de Larchaz, pour ses gages de connétable de Nantes (1554-1560); — de m^c Robert Bourry et de Jean Passelande, de 151 l. 5 s. « pour fere les afus de l'artillerie » (1554). — Délibération, rapport et quittance touchant les réparations « au jeu de bute de l'arc », *aliàs* « à la maison de l'arbalestrye » (1553-1554). — Compte des frais faits par Mathieu de Gouy pour l'entrée de la reine d'Ecosse (2 juillet 1555). — Quittance de 24 l. pour un poinçon de vin d'Orléans présenté au président de la Porte (1557). — Sommation à Guillaume Bouju de délivrer les boulets à lui vendus pour la Ville (1558). — Lettres patentes du roi pour une levée de 50.000 l. sur la Bretagne (Paris, 23 mai 1559). — Certificat de réception de 2 pipes de vin d'Anjou et de 4 poinçons de vin d'Orléans distribués à Mgrs d'Etampes, gouverneur de Bretagne, et de Gié, son lieutenant, lors des Etats de Nantes (oct. 1555). — Quittance des frais de publication « des deffences faictes de non tyrer bledz hors l'obéissance du roy » (1556). — Lettres patentes autorisant la Ville à employer « certaine somme de denyers pour la réedifficacion de maisons bruslées par fortune de feu, données à Villiers Coterestz » (28 avril 1557), et délibération municipale octroyant 600 l. à cette fin⁵. — Lettres de cachet de la reine régente touchant les pauvres (Chalons, 7 juin 1552)⁶. — Quittances de Jean Cornichon, tenant la poste pour le roi à Nantes (1557); — de 416 l. par Claude Bourbon pour la façon de 12 pièces d'artillerie, avec un état des « vielles artilleries receues par lui pour en faire de neufves » (1558). — Lettres patentes données à S^t-Germain-en-Laye le 5 oct. 1557, réclamant des habitants de Nantes dix milliers de salpêtre. — Quittances de Claude Leconte, garde général des munitions de l'artillerie de France, pour les dix milliers de salpêtre (1558); — de Jacques le Févre, docteur de la Sorbonne et de Toussaint Gibout, « docteur de la théologie de Paris », pour dons gratuits (1558, 1557); — de Claude de Laval, sgr de

Thelligné, capitaine du château et de Charles de la Tousche son lieutenant (1555); — du s^r de Sanzay, capitaine du château (1557-1560); — d'André Ruys (1558) et d'autres administrateurs de l'hôpital.

Protestation des maire et échevins remontrant « n'estre raisonnable que les originaulx d'iceulx comptes et acquictz, ny des lettres pactentes » servant de pièces justificatives, et dont ils peuvent avoir besoin, leur soient enlevés. Ils demandent à ne délivrer que des copies ou du moins qu'on leur en fasse, et cela gratuitement. Refus de Bernard de Girard, attendu qu'on lui a dit de prendre les originaux et que l'exécution des copies retarderait sa mission; il se contente de donner quittance des pièces reçues. La copie de l'inventaire, aux frais de la ville, coûta 25 liv.

II. 11. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 9 pièces papier, 2 sceaux.

1567-1577. — Etats de Bretagne. — Lettre de François du Gué, député en cour par les Etats, aux bourgeois de Nantes. A sa requête de validation des comptes du trésorier des Etats, le roi a différé de répondre jusqu'à l'audition du rapport des commissaires qu'il a nommés pour la vérification desdits comptes (1567). — Offre faite aux Etats de Dinan par les procureurs des villes de faire lever eux-mêmes les deniers pour le rachat du domaine du roi, opération qui sera ainsi moins onéreuse au peuple que si elle continue à être effectuée par Jean Avril, trésorier des Etats (1573). — Procuracy à Marc de Barberé et à Philippe Le Feuvre pour réclamer les « diaulx, papiers et actes » appartenant à la ville de Nantes qui furent portés à Paris en 1567 par Bernard de Girard. — Requête aux Etats par leur trésorier Jean Avril afin d'être déchargé de son office qu'il remplit depuis 35 ans, attendu son âge et les reproches qui lui ont été adressés indûment sur le fait de ses comptes, au point qu'en 1567 il a été emprisonné à Paris; avec opposition des procureurs des villes, lesquels demandent qu'avant de se retirer Avril apure tous ses comptes, et protestation contre le taux excessif de 12 den. pour liv. par lui perçu sur le « racquict du domaine du roy » (1573). — Opposition des députés de Nantes aux Etats contre l'ordonnance de ceux-ci imposant « le vin, toilles Autonnes, velours et autres marchandises », afin de rembourser à Jean Avril 27.000 l. à lui dues par les Etats. Les Nantais demandaient que cette somme fût égailée sur toute la province (1576). — Lettres de Henri III confirmant les Etats dans leur privilège de clore les comptes de leur trésorier en présence de députés nommés les uns par le roi, les autres par eux-mêmes, sans intervention des officiers de la Chambre des comptes de Bretagne (Blois, 18 fév. 1577). — Opposition des bourgeois de Nantes à l'audition qui doit être faite à Rennes des comptes du trésorier Avril, en raison de la composition de la commission qui doit les ouïr (1577).

⁵ Cf. CC 117.

⁶ Cf. GG 743.

II. 12. (Registre.) — In-f^o, 674 pages papier.

1774-1775. — Procès-verbaux des délibérations des Etats tenus à Rennes du 20 déc. 1774 au 20 fév. 1775⁷.

II. 13. (Liasse.) — 11 pièces papier, 1 sceau.

1566-1772. — Chambre des comptes de Nantes. — Opposition des Nantais à l'exécution d'une prétendue commission royale, non publiée ni homologuée, tendant à supprimer ou du moins à diminuer la Chambre des comptes, seul reste qu'ils aient « d'ancienne autorité et décoration » (1566). — Missive de Philippe du Bec, évêque de Nantes, au comte de Retz, le priant d'intercéder pour ses diocésains contre les menées des habitants de Rennes, lesquels s'efforcent de priver les Nantais de la Chambre des comptes « assise de tout temps et dès sa première érection en ceste ville, qui seroit leur oster tout ce qu'il leur reste d'ornementz après la court de parlement qui leur a esté ostée... Je croy qu'ilz veulent faire un villaige... de ceste ville que vous ayez tant » (1572). — Minutes de lettres tendant au maintien à Nantes de la Chambre des comptes (1582). — Missive de M. Laubier, [député en cour], aux maire et échevins les informant des intrigues relatives au règlement de la Chambre [des comptes] et à la création de dix maîtres de robe longue (1582). — Arrêts du Conseil d'Etat pour l'entrée à la Chambre des comptes de Nantes, avec voix délibérative, des trésoriers de France et généraux des finances en Bretagne (1673-1710). — Arrêt de la Chambre des comptes supprimant le livre intitulé « Liste de Nosseigneurs de la Chambre des Comptes de Bretagne », imprimé sans nom d'auteur : la préface contenant plusieurs faits faussement avancés et tendant à mettre le trouble dans la Compagnie (1732).

II. 14. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1560-1621. — Présidial de Nantes. — Délibération de Ville, à laquelle assistait notamment Bernard de la Berte, lieutenant de René de Sanzay, capitaine de Nantes, portant approbation de l'offre des Etats de Bretagne de payer 1,200 l. pour la suppression de l'office de receveur des deniers levés pour le paiement des gages des juges présidiaux, office dont était pourvu Pierre Lepvraut, qui percevait 100 l. pour cette fonction ; avec promesse de ne plus lever sur le peuple lesdites 100 l. (vers 1560). — Délibération décidant d'écrire au roi en faveur du présidial touchant le « droict annuel » ; car si satisfaction n'était pas accordée à ce corps, on pourrait craindre le refroidissement de son zèle au détriment de la sûreté publique (1621). — Supplique au Roi au sujet du droit annuel nouvellement rétabli avec une distinction entre les cours souveraines et les

autres officiers de justice. La municipalité réclame en faveur du présidial de Nantes auquel cette inégalité semble un blâme, bien que pendant « les mouvements précédents » les membres de cette juridiction aient, avec la mairie, contribué à maintenir l'obéissance due à Sa Majesté. — Autres lettres des maire et échevins à des personnages influents à l'appui de leur requête (mars 1621).

II. 15. (Liasse.) — 54 pièces papier, 1 sceau.

1597-1790. — Postes et messageries. — Délibération fixant, pour la commodité du public, au mercredi et au samedi les jours de départ des deux messagers ordinaires de Nantes à Angers et à Paris, lesquels jusqu'alors partaient le même jour (1633). — Demande de 1 000 l. par le s^r Burin, contrôleur provincial des postes en Bretagne, à la municipalité pour établir un bureau des postes à Nantes ; chaque semaine partiront l'un de Paris, l'autre de Nantes, deux courriers avec les dépêches du roi et des particuliers ; les voyageurs paieront 12 sols par poste ; le trajet se fera en quatre jours en toute saison (1634). — Commission donnée par Arnoul de Nouveau, sgr de Fromont, surintendant général des postes, à François Marin, afin d'établir à Nantes et en Bretagne les bureaux qu'il jugera utiles pour se conformer aux édits royaux (1635). — Missive de Louis XIII aux maire et échevins de Nantes établissant deux courriers ordinaires par semaine entre Paris et Nantes (S^t-Dizier, 23 sept. 1635). — Copie faite à Nantes en 1635, d'après une grosse imprimée, de différents édits et arrêts relatifs aux postes en général : Edits de Henri IV établissant dans toutes les villes et bourgs des maîtres de relais (mars 1597) ; révoquant le précédent et réunissant les services des relais et des postes (août 1602). Edits de Louis XIII créant la surintendance générale des postes (janv. 1630) ; des contrôleurs provinciaux (mai 1630) ; octroyant la nomination de ces derniers au surintendant général (mai 1632). Arrêt, sur requêtes des maîtres des postes de Beaune en Bourgogne et de Varennes, confirmant les privilèges des maîtres de postes (1634). — Tarif des lettres et des paquets entre Paris et Nantes. — Pancarte fixant les jours des « ordinaires » au départ de Paris pour le royaume et l'étranger (1635). — Arrêt du Conseil contre certains maîtres de postes, notamment ceux de Bourg-la-Reine et de Muides, qui, sur la route de Nantes à Paris, faisaient payer aux courriers ordinaires la course de leurs chevaux et inspectaient leurs malles. — Plainte du courrier Bessonneau contre les maîtres de Mauves, Yarades, S^t-Georges et La Roche qui l'ont voulu contraindre à payer la course des chevaux contrairement aux édits (1636). — Ordonnances enjoignant aux bateliers de Pirmil de passer les courriers dès qu'ils se présentent, sans les astreindre à attendre parfois pendant plusieurs heures que leurs bateaux soient remplis (1711-1712). — Pancarte indiquant pour Nantes les jours et heures de départ et d'arrivée des courriers (1711). — Plaintes

⁷ Copie provenant des doubles des archives départementales de la Loire-Inférieure. Le contenu de ce registre a été analysé dans l'Inventaire sommaire des archives départementales de l'Ille-et-Vilaine, série C, cote 2697.

diverses contre Dozet, fermier des messageries à Nantes, dont l'une pour avoir demandé 14 l. par 1 000 l. pour transport d'argent de Paris à Nantes, alors qu'autrefois on ne prenait que 6 à 8 l. (1720-1722). — Plaintes contre Vechar, fermier des messageries à Nantes, qui lève des prix excessifs sur certaines routes et, quand il ne peut procurer des chevaux aux voyageurs, interdit aux autres loueurs de leur en fournir (1723). — Procédure entre Charles Vechar, entrepreneur des postes royales au département de Nantes, puis Jacqueline Pontdavy, sa veuve, et Paul Brunet, marchand à Marans, ce dernier refusant de continuer la fourniture des chevaux de Marans à la Rochelle aux conditions prétendues par Vechar (1724-1729). — Nomination de Charles-Auguste le Moyne, s^f des Loges, à la direction des messageries et carrosses de la province de Bretagne (1734). — Requête de Jeanne Le Gueux, veuve de Jean Poissonneau, maître de la poste de Nantes, aux fins d'enregistrement de son brevet pour succéder à son mari (1742). — Réclamation au s^f Chevy, directeur de la messagerie de Nantes, touchant quatre paires de bas de soie estimées 52 l. (1752). — Brevet de maître de poste à Nantes pour François Potier (1754). — Protestation du Commerce de Nantes contre un arrêt autorisant l'adjudicataire des messageries à lever un droit de permis d'un sou par livre sur les bateliers de la Loire qui transportent des voyageurs (1781). — Requête des s^{rs} de Nanteuil aux administrateurs du département de la Loire-Inférieure afin d'être continués dans l'exercice des messageries pour les routes des ci-devant provinces de Bretagne et d'Anjou. Comme preuve de leur bonne administration, ils rappellent qu'ils ont rétabli les diligences sur la route de Rennes à Paris, abandonnées « sous la gestion des fermiers généraux des Messageries, comme sous le nom de Compagnie d'Authe-ville » (1790).

Arrêts et ordonnances relatifs au service des postes et messageries (1701-1775). — Proclamation du roi sur le décret de l'Assemblée nationale concernant les postes (1790).

II. 16. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 91 pièces papier, 1 sceau.

1575-1780. — Offices : notaires et greffiers. — Sentence du sénéchal portant réception de Jean Bertran comme l'un des 46 notaires royaux héréditaires de la sénéchaussée de Nantes (1671). — Vente de la charge dudit Bertran faite par sa veuve à Clément Beriau, s^f de la Motte, arpenteur royal, au prix de 780 l. t^s (1683). — Lettres royales de provisions pour Beriau (1684). — Lettres patentes incorporant les offices de notaires royaux et apostoliques qui doivent être établis dans les ville et diocèse de Nantes aux offices des 46 notaires royaux de la ville de Nantes (1698). — Liste de ces 46 notaires (1698). — Procès-verbal des dires et raisons entre Villaine et Poirier, notaires royaux à Nantes, au nom de leur communauté et Coutanceau, commis

audiencier au greffe du présidial, aspirant au notariat, lequel prétend se dispenser de subir l'examen de ladite communauté pour savoir s'il est capable ou non (1714). — Ordonnance de l'intendant Feydeau de Brou réduisant la taxe du dixième sur les offices des notaires, de 300 à 240 l. dont les syndics de la corporation paieront le tiers (1716). — Poursuites contre Boulanger, notaire à la Regrippière, pour avoir contrefait la signature d'un commis au contrôle des actes notariés au Loroux-Bottereau (1717) ; — contre Cailleteau, notaire à Nantes, accusé de faux (1726). — Lettre des maire et échevins d'Orléans [à ceux de Nantes] leur réclamant les lettres patentes de 1719 confirmant les privilèges de la communauté des notaires de leur ville, lettres qui ont été imprimées (1762). — Avis favorable de la municipalité et édit du roi réduisant de 46 à 20, par extinction, les offices de notaires de Nantes (1764). — Mémoires, correspondance et délibération au sujet d'un lieu de dépôt pour les anciennes minutes notariales. La compagnie des notaires étant obérée par suite du paiement au roi de sommes considérables pour les besoins de l'Etat, ayant notamment versé 15.000 l. pendant la dernière guerre, le bureau de Ville prend à sa charge 150 l. sur le loyer d'un dépôt provisoire (1763-1764). — Edits et déclarations du roi, arrêts du Conseil et autres imprimés concernant les notaires en général, les instruments passés par eux, les droits de contrôle des actes et les insinuations laïques (1706-1780).

« Edict du Roy sur la création des offices de greffiers des présentations par toutes les courts souveraines, sièges présidiaux, bailliages, seneschauccées et autres sièges et juridictions royales de ce royaume (août 1575). A Paris, par Federic Morel, Imprimeur ordinaire du Roy, 1577. » — Edit du roi pour la création des offices de greffier des arbitrages (1673). — Procédure, à requête de François de Coussy, pourvu de l'office de receveur ancien et mi-triennal des amendes, épices et vacations du présidial, contre Fréour, greffier criminel du présidial de Nantes, prévenu d'avoir fait consigner à son greffe plus de 2 000 l. pour les vacations d'une instance intentée par M. du Bois Chevalier contre la nommée Gautier convaincue d'avoir empoisonné la dame du Bois Chevalier, vacations qui ont été distribuées aux juges et officiers par Fréour à l'insu de de Coussy, frustré ainsi des six sols pour livre qu'il devait percevoir à raison de son office (1714). — Ordonnances des intendants Ferrand et Feydeau contre les abus des greffiers des experts (1715 et 1720). — Arrêt du Conseil relatif aux offices de « greffiers-gardes-conservateurs des minutes » (1717).

II. 17. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 79 pièces papier, 2 sceaux.

1694-1723. — Offices : huissiers. — Arrêt du Conseil réunissant l'office de premier huissier audiencier en la prévôté de Nantes, créé par édit de

déc. 1693, aux autres offices d'huissiers audienciers en la même cour, moyennant le payement de 4 491 l. (1694). — Ordonnances des intendants invitant les contribuables auxquels des huissiers de Nantes ont fait payer leurs exploits sans que ceux-ci eussent été taxés, à présenter les quittances de ces exploits (1712) ; — fixant les frais des contraintes contre ceux qui sont en retard à payer leurs dixièmes ; — obligeant les huissiers à tenir un journal de leurs actes (1716). — Arrêt du Conseil défendant aux huissiers de signifier aucun acte d'« Affirmation de voyage » avant son enregistrement (1723). — Ordonnances de Mellier, comme subdélégué de l'intendant, taxant les frais faits par divers huissiers au cours de poursuites (1712-1714). — Procédures entre Robert Boillève, receveur de diverses impositions, et Jean Douillard, huissier au présidial de Nantes, chargé par le premier d'instrumenter contre des retardataires. Douillard débiteur de Boillève avait été emprisonné au Bouffay (1712) ; — entre le même et Barthélemy Bernard, huissier à Nantes, en règlement de vacations de celui-ci pour le compte de Boillève. Procuration devant notaires au Châtelet d'Orléans, ville dont Boillève s'intitule bourgeois, donnée par ce dernier à Charlotte Becot, sa femme, pour affirmer la réalité de certains paiements faits à Bernard (1714-1717). — Ordonnance de l'intendant contre Perdreau et Lestourneau, huissiers à Nantes, qui, sans mandat exprès, avaient perçu 80 l. de frais de garnison, ayant logé un jour à la Corne de Cerf à Aigrefeuille et le même temps aux Trois Hermines au Bignon. Les habitants d'Aigrefeuille et du Bignon étaient en retard pour payer une taxe ; les huissiers furent condamnés à restitution des 80 l. et à 21 l. d'amende chacun (1722).

II. 18. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1728-1729. — Offices : secrétaires du roi. — Arrêt du Conseil portant obligation, à peine de déchéance de leurs droits, aux secrétaires du roi et autres officiers de chancellerie de payer d'ici un mois leur quote-part de 1.680.000 l. par eux offertes pour être rétablis dans leurs gages et privilèges (1728). — Procès-verbal de la présentation faite en l'hôtel de ville de Nantes au maire Mellier par écuyers Germain Laurencin, René Montaudouin, Jean Fremont de la Bourdonnais et René Cochon de Maurepas, secrétaires du roi, les deux premiers à la chancellerie de Bretagne, les autres à celles de Lyon et de Bordeaux, des certificats attestant qu'ils ont payé chacun 3 414 l. 12 s. 8 d. pour leur quote-part de ladite somme de 1.680.000 l. (1729).

II. 19. (Liasse.) — 51 pièces papier, la plupart imprimées.

1580-1767. — Offices divers : créations et suppressions. — Mandement de Henri III au premier huissier requis d'ajourner à son conseil les députés des Etats de Bretagne pour déclarer s'ils consentent ou non à rembourser les sommes versées par ceux qui ont secouru de leurs finances le roi en son « urgente

nécessité » et pour lesquels, en dédommagement, ont été érigés par un édit des offices d'enquêteurs dans toutes les juridictions de la Bretagne. Sur la répugnance du parlement à enregistrer l'édit, le prince avait consenti à sa suppression, mais à la condition formelle que la Bretagne rembourserait les enquêteurs (Paris, 6 juin 1580) ; suivi d'une signification à Rolland Charpentier, procureur syndic de Nantes et député aux Etats. — Lettres patentes de Louis XIII révoquant plusieurs édits par lesquels il avait créé divers offices onéreux pour la Bretagne : le parlement de ce pays ayant vérifié d'autres édits suffisamment compensateurs, notamment celui sur les toiles dont le revenu est affecté à l'entretien des navires gardes-côtes contre les incursions des ennemis et des pirates dans la province (Fontenay, 31 août 1626). — Edits du roi créant des receveurs des amendes et des épices dans toutes les cours et juridictions (1691) ; — « portant désunion du titre des offices de receveurs des épices et de receveurs des amendes, de celui d'alternatif et my-triennal ! » (1704). — Déclaration du roi concernant les receveurs des épices en Bretagne (1710). — Edits et déclaration du roi créant deux conseillers trésoriers de France en Bretagne, et concernant les fonctions des trésoriers généraux des finances de cette province (1704-1709). — Arrêt du Conseil relatif aux offices de vérificateurs des rôles des tailles (1694). — Edits du roi portant création par tout le royaume d'offices de gouverneurs dans les villes closes ; — de contrôleurs des bans de mariages ; — de receveurs généraux des domaines et bois ; — d'arpenteurs de terres, bois, eaux et forêts ; — de juges gruyers ; — de juges des traites et entrepôts des sels (1696-1709). — Edits du roi et arrêts du Conseil supprimant les privilèges et exemptions de tailles accordés lors de l'établissement de divers offices, soit militaires, soit de judicature, police ou finance : les acquéreurs étant suffisamment rémunérés par les droits de ces offices (1705 et 1715) ; — portant suppression des offices de contrôleurs des exploits (1713) ; de médecins et chirurgiens majors des armées (1716) ; — de gouverneurs des villes créés en 1698 et 1708 (1717) ; — de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois (1725) ; — de partie des charges de la grande vénerie du roi (1737) ; — des offices de présidents dans les bailliages et sénéchaussées du royaume (1764, 1767).

II. 20. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 69 pièces papier, la plupart imprimées.

1710-1787. — Gages des officiers et droits levés sur les offices. — Edit et arrêt du Conseil concernant les taxations des comptables (1713, 1715). — « Instructions particulières sur la régie des droits reservez par les édits des mois de juin et aoust 1716 ». — Arrêt du Conseil ordonnant aux prévôt de Paris, baillis et sénéchaux d'épée du royaume qui ont levé des augmentations de gages, de remettre leurs titres aux intendants (1718). —

Ordonnances de Feydeau, intendant de Bretagne, touchant la faculté octroyée aux officiers de la province de compenser ce qu'ils doivent de capitation et de dixième avec ce qui leur est dû de leurs gages (1718-1720). — Arrêts du Conseil prescrivant aux receveurs des fouages en Bretagne de rendre à l'intendant de la province leurs comptes relatifs au paiement des taxations et gages attribués aux receveurs généraux desdits fouages dont les offices ont été supprimés (1719) ; — pour la perception des droits réservés par l'édit d'août 1716 (1722). — Déclaration du roi et lettres de surannation concernant les receveurs des consignations (1748, 1763). — Arrêt du parlement de Bretagne fixant les honoraires des experts, priseurs et arpenteurs (1766). — Lettres patentes relatives aux gages des offices d'agent de change de Paris (1787).

Procès-verbal de clôture des registres du prêt et droit annuel des officiers de judicature, police et finance de Bretagne (1711). — Déclarations du roi et arrêts du Conseil portant délai pour le rachat du droit annuel ; — le rétablissant ; — le fixant ; — en prorogeant les délais de paiement ; — exemptant les receveurs de l'Annuel de diverses charges dont, par vengeance, veulent les grever les officiers atteints par les droits du prêt et annuel (1716-1723). — Avis d'ouverture du bureau de la recette du prêt et du droit annuel à Nantes chez Paul Fellonneau demeurant à la Fosse (1762 et 1767). — Arrêt du Conseil et déclaration du roi relatifs à l'Annuel (1763 et 1767). — Quittance de 120 l. à M^e Barnabé Mesnard, procureur au présidial de Nantes, pour le paiement du « droit annuel ou centième denier dudit office » (1780).

Arrêts du Conseil touchant les « augmentations de finance » imposées par le roi sur les offices (1744-1765).

II. 21. (Liasse.) — 68 pièces papier, imprimées.

1713-1724. — Liquidation des offices supprimés. — Edit du roi créant 220.000 l. de rente au denier 20 pour liquider les offices abolis de contrôleurs des exploits (1713). — Déclaration du roi et arrêts du Conseil concernant ces mêmes offices (1715, 1716, 1717). — Arrêts du Conseil, déclaration du roi, ordonnances de l'intendant Feydeau relatifs à la liquidation de la finance de divers offices supprimés par plusieurs édits de 1714 à 1717 (1716-1719 ; placards imprimés portant pour la plupart l'attestation manuscrite qu'ils ont été affichés à Nantes et publiés par le trompette de ville) ; — prescrivant la déchéance de tout remboursement aux propriétaires des offices de maréchaussée et de robe courte supprimés par édit de mars 1720, s'ils ne sont pas liquidés dans les délais fixés (1721, 1722) ; — prorogeant à différentes reprises les termes accordés aux personnes pourvues des offices supprimés pour procéder à leur liquidation (1723, 1724).

Papiers du maire Mellier.

II. 22. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 59 pièces papier, 8 sceaux.

1716-1774. — Papiers de famille. — Commission donnée par Voysin, chancelier de France, à Gérard Mellier, général des finances de Bretagne, pour exercer l'un des offices de conseillers secrétaires du roi près le parlement de Rennes, créés par édit de juin 1715, en attendant la vente dudit office. — Lettre de Voysin à Mellier au sujet des difficultés faites à celui-ci par certains officiers de la Chambre des comptes touchant la signature des arrêts de ladite chambre confiée à Mellier par sa commission (1716). — Procès-verbal de l'apposition sur le manteau de la cheminée de la grande salle de l'Hôtel de ville, d'une lame de bronze sur laquelle ont été gravés le dessin de la médaille d'or représentant d'un côté le Roi et de l'autre la Reine, offerte par le souverain à Mellier en considération de ses services, ainsi qu'une inscription commémorative rappelant que Sa Majesté, en conférant cette médaille, a « trouvé bon que M^r Mellier la porte à la boutonnière de son habit, où elle a été attachée le onzième [mai 1726] par M^r de Cheviré, commandant dans la ville et château de Nantes ». — Correspondance de Mellier et des échevins avec l'intendant au sujet de la plaque de bronze (1726). — Lettres échangées entre Vedier, général des finances à Nantes, et l'intendance de Rennes, touchant le triste état de santé de Mellier et, en prévision de son décès, sur la nécessité de mettre les scellés dans tous les endroits où pourraient se trouver des papiers de la subdélégation (nov. 1729). — Procès-verbal d'apposition des scellés par Vedier, le jour même de la mort de Mellier, sur de nombreux meubles à l'hôtel de ville, lieu où il était décédé et alors que le corps du défunt était déposé dans la salle basse, puis dans la maison « vulgairement appelée de la Table ronde, située place des Jacobins, où mondit s^r Mellier avoit un appartement », enfin dans la maison des s^{rs} et d^{lles} du Perron de Faye, vis à vis la chapelle S^t-André, où Mellier « occupoit un petit appartement ». Ces scellés, placés au nom de l'intendant, furent superposés à ceux déjà mis par la juridiction des Dervalliers et par le siège présidial. Renée Tarail, veuve Mellier déclara que tous les effets mobiliers lui appartenaient en vertu d'une donation mutuelle entre elle et son mari (29 déc. 1729). — Lettre de M. de la Tour, intendant, à Vedier. Il l'a choisi comme subdélégué. « Vous vous attacherez à mériter l'estime et l'affection par votre application, votre zèle et votre exactitude et surtout par une grande justice. Vous succédez à un homme qui estoit infiniment laborieux » (31 déc. 1729). — Ordonnance de l'intendant prescrivant, en attendant la levée générale des scellés, leur levée partielle sur le « petit cabinet » de Mellier et sur une armoire dont se servait le s^r Perrot, son commis, afin d'en retirer les affaires courantes et ce dans l'intérêt du service du roi et du bien public

(28 janv. 1730). — Procès-verbal de cette levée faite en présence des officiers du présidial et des Dervallières, de la veuve Mellier et de M. Laurencin, son beau-frère (6 fév. 1730). — Lettre de M. la Tour aux maire et échevins de Nantes qui réclamaient les papiers de leur Communauté mis sous scellés. — Arrêt du Conseil commettant Vedier à la levée des scellés pour en extraire tous les actes concernant le service du roi et la subdélégation. — Procès-verbal en conséquence, suivi de l'état sommaire des liasses, registres et portefeuilles relatifs à la subdélégation. — Lettre de Vedier à l'intendant. Il lui a envoyé à trois reprises des paquets et ballots portant son cachet et celui de la famille Meillier, et contenant « les papiers secrets et de la Chambre royale » (1730). — Billet réclamant le « portrait de Pierre-Donatien-Nantes Mellier, ex voto 1729 ». (Signé) : Mellier⁸ (1774).

II. 23. (Liasse.) — 47 pièces papier, 7 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier⁹. — Le chancelier *d'Aguesseau* (1721-1729). — De Mellier.

⁸ Cette signature est vraisemblablement celle de Pierre-Donatien-Nantes lui-même, le seul des fils du maire Mellier survivant en 1774.

⁹ Les lettres ici classées sont le reste de la volumineuse correspondance de ce magistrat, d'abord général des finances et subdélégué de l'intendant, puis, à partir de 1720, en même temps maire de Nantes jusqu'à sa mort en 1729. Nombre de pièces de cette correspondance ont déjà pris place dans les précédentes séries inventoriées par notre prédécesseur. Nous-même en avons analysé une quantité assez considérable, notamment dans HH sous la rubrique *Compagnie des Indes*.

En 1886, les Archives départementales revendiquèrent les papiers de Mellier relatifs à ses fonctions de général des finances et de subdélégué. C'était la moitié du fonds. La municipalité nantaise, tout en faisant constater qu'elle était légitimement propriétaire depuis longtemps de l'ensemble de la collection, consentit néanmoins, après une délibération du conseil municipal et pour éviter une réclamation possible du Ministère compétent, à abandonner au dépôt départemental une partie du fonds Mellier. Toutefois il fut stipulé qu'en plus des papiers de Mellier comme maire, ceux où il avait agi à d'autres titres mais pouvant intéresser le commerce et l'administration de Nantes demeuraient à la Ville, le reste devant passer au Département. Entre autres documents de valeur, ce dernier entra alors en possession de l'importante correspondance de Mellier avec les intendants Ferrand et Feydeau de Brou, qui forme actuellement dans ses collections les liasses 186 à 222 de la série C et comprend environ 5 000 pièces, tant lettres originales des intendants adressées à Mellier, que minutes des missives de leur subdélégué.

La clause qui laissait à la Ville les titres intéressant son administration et son commerce devait rendre presque impossible un triage dans la correspondance d'un subdélégué de Nantes, où les faits concernant le chef-lieu du ressort occupaient forcément une place prépondérante. Aussi est-il arrivé que des lettres où il est question des ponts, des quais, des prisons et d'autres travaux de voirie fort importante à cette époque et alors que Mellier n'était pas encore maire, figurent à l'inventaire du dépôt de la préfecture. On y peut voir des missives touchant les étoffes prohibées, la marque des marchandises de la Compagnie des Indes, la visite sanitaire des vaisseaux, alors que l'ensemble des documents de cette nature se trouve aux archives communales. La plainte contre le retard des courriers en 1711 (Cf. plus haut H 15) a laissé des traces dans les dossiers du Département, et il y est resté jusqu'à des lettres de félicitations à Mellier à propos de sa nomination à la mairie en 1720.

Si de ce chef la Ville a perdu des lettres intéressantes pour son histoire, par contre divers dossiers ne la concernant pas directement sont restés dans ses archives. Néanmoins tous ces

Il lui adresse un placet pour le nom à donner au nouveau port construit à Nantes à sa « diligence »¹⁰ (1722). — Il prend part à « la joye universelle de son retour »¹¹ et lui demande sa protection (1727). — De *d'Aguesseau*. Il a pris connaissance du procès-verbal des fouilles du tombeau de François II, duc de Bretagne et souhaite que les graveurs soient assez habiles pour bien exécuter les dessins qu'a fait faire Mellier. — Il accuse réception des estampes reproduisant les « deux faces de la boîte et couronne d'or environnée de l'ordre de la Cordelière » trouvées dans ledit tombeau ; — des volumes d'Arrêts et ordonnances de la mairie de Mellier et félicite celui-ci de son zèle (1727). — De Mellier. Annonce de sa continuation contre maire. — Du chancelier. Félicitations (1728). — De Mellier. « J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Grandeur le dessein que j'ai fait graver, avec ses dimensions, d'un poisson monstrueux de sept pieds de long, pesché à l'embouchure de notre rivière et amené en cette ville où l'on n'en a jamais vu de pareil. Nos marins assurent que ce poisson n'étant pas inconnu à la Chine, il y a toute apparence qu'il a suivi le vaisseau le *Jason* appartenant à la Compagnie des Indes » (1729). = [L'abbé] *Alano* (1721). — A Mellier alors au Port-Louis. Il lui annonce, de Vannes, qu'il va accompagner l'évêque de cette ville dans ses visites pastorales. Il prie son correspondant d'accorder sa protection au s^r Belloc et à sa femme, sœur de lui *Alano*. = Le maréchal *d'Alègre* (1724-1728). — De Mellier. Il réclame sa protection. — Il le prie de le dispenser d'assister aux Etats : ses fonctions le retenant à Nantes (1724). — Félicitations pour sa « promotion dans les ordres roiaux » (1728). = *Amette* (1729). = *D'Angervilliers* [ministre de la Guerre] (1728-1729). — De Mellier. Compliments sur son élévation. — *D'Angervilliers*. Remerciements. = *Angran* [intendant du Commerce] (1722-1728). — De Mellier. Il le félicite de sa nomination à la commission des affaires de la Compagnie des Indes (1722). — Il réclame sa

dossiers rendent témoignage de l'activité déployée par l'administrateur le plus remarquable de Nantes sous l'ancien régime et, à ce titre, ils nous ont paru rentrer dans le cadre des papiers personnels des maires, le seul sous lequel les Archives communales pouvaient ranger certains d'entre eux dans sa série des Documents divers. D'autre part, ce groupement dans notre dépôt a semblé préférable à la répartition de liasses — dont beaucoup peu volumineuses — entre les divers départements de la Bretagne, alors que quelques-uns, la Loire-Inférieure en particulier, ont déjà terminé, la publication de toutes les séries où certaines de nos pièces auraient peut-être été plus rationnellement classées. On a donc inventorié ici, après sa correspondance, tous les résidus des papiers de Mellier quel qu'en fût l'objet et en suivant, autant que possible, l'ordre méthodique combiné avec l'ordre chronologique.

¹⁰ Il s'agissait de donner le nom de Mellier lui-même au port dit alors port Lorido et antérieurement port Briant Maillard. Cet endroit, après avoir gardé pendant quelque temps le nom de Mellier, reprit dès le milieu du XVIII^e siècle celui de port Maillard, encore en usage de nos jours. Cf. DD 204 d'autres lettres au sujet de cette dénomination.

¹¹ *D'Aguesseau*, disgracié depuis cinq ans, venait de reprendre son poste de chancelier.

protection pour les marchands de draps de Nantes dans leur contestation avec les autres négociants pour les places de juge et consuls (1727). — Il lui recommande le projet de dessèchement des marais de Barbin près Nantes (1728). = [Fleuriu] *d'Armenonville*, garde des sceaux (1720-1728). — A Mellier. Il lui a rendu en cour tous les bons témoignages qu'il mérite (1720). — Remerciements pour l'envoi de volumes du Recueil des ordonnances de la mairie. — Félicitations pour sa continuation comme maire (1726). — Il a quitté sa charge dont le roi lui a conservé le titre et les honneurs « avec des appointements suffisants pour me mettre en état de vivre avec décence, et de jouir avec dignité d'un repos que mes longs services m'avoient bien mérité » (4 sept. 1727). = *Augeard*, « premier secrétaire de Mgr le garde des sceaux » (1727-1729). — De Mellier. Envoi de divers tomes de ses Arrêts et ordonnances. — D'Augeard. Remercîments, offres de bons offices. = *Avirl*, à Dinan (1724).

II. 24. (Liasse.) — 64 pièces papier, 23 sceaux.

1721-1729. — Correspondance de Mellier. — *Baillon* (1723-1729)¹². — A Mellier. Remercîments pour ses souhaits à l'occasion du mariage de la seconde fille de Baillon avec le comte de Levis de Mirepoix (1723). — Après avoir répondu aux souhaits de nouvel an que lui avait adressés Mellier et parlé de ses procès, Baillon ajoute : « Avant hyer j'allé voir la tragédie d'*Andromaque* où une jeune comédienne parut pour la première fois avec un habit estimé 10 mil liv. que le roy lui a donné, et, pour remplir la devise de *Honni soit qui mal y pense*, M^{me} la duchesse lui en a aussi donné un de 7 000 liv. ; cette jeune comédienne a de beaux yeux » (7 janv. 1725). — Prière de procurer, d'après les archives de la Chambre des comptes de Nantes, un extrait d'une montre de 1472 dont M. de Jonchée de la Goletrie, de S^t-Malo, a besoin dans un procès pour sa noblesse (1725). — « Nous sommes icy dans ces festes de jadis de la Hautière¹³, où je m'estimerois le plus heureux des hommes si quelque commission éclatante digne d&e votre attention vous y pouvoit attirer à pouvoir y entendre deux basses de viole, flute allemande et violon, qui joue pendant que j'escris » (26 déc. 1726). — « Il m'est revenu que vous faites un journal ; s'il est ainsy, je me flate qu'à

¹² Une grande partie de la correspondance entre Baillon, armateur à S^t-Malo, et Mellier a déjà trouvé place dans diverses liasses de la série HH (208, 209, 212, 220, 221 notamment), à propos des affaires de la Compagnie des Indes auxquelles ces deux hommes collaborèrent de concert, tant à Lorient qu'à Nantes en 1721 et 1722. Ils semblent avoir eu l'un pour l'autre une grande amitié. Les lettres de Baillon figurant dans H 24 sont datées, les premières de Paris (1723-1725), les autres de S^t-Malo (1726-1729).

¹³ La Hautière existe encore, mais englobée dans la ville de Nantes. Mellier, dans un journal dont nous avons reproduit plusieurs passages (HH 208), disait, à la date du 22 juin 1721 : « Nous avons disné ce jour, M. Baillon et moy, à la Hautière estant proche l'Hermitage où nous entendons la messe aux jours de festes ». Cf. aussi HH 212 où sont notées les dépenses de bouche des deux correspondants.

l'occasion vous m'en ferez part ». — Il est à la campagne où l'on ne parle que de chasse et de quadrille. « Pour éviter le compliment du nouvel an, je ne vas à S^t-Malo que le lendemain des Roys » (1727). — De Mellier. Il fait part de sa nouvelle nomination à la mairie et des éloges à lui donnés par le Roi en lui accordant une pension (1728). — De Baillon. Sachant que Mellier est connu du « marquis de Volvir[e], lieutenant de roy des 4 eveschés, devant qui M. de B[e]jauvais Grout, capitaine garde coste, a dû se pourvoir » et porter plainte contre deux domestiques de Baillon, en train de chasser près Cancalle, il prie son correspondant d'exposer à M. de Volvire, qui pourrait être circonvenu par l'« homme vif » qu'est sa partie adverse, le droit que lui Baillon avait d'y faire chasser étant propriétaire de huit bailliages dans la paroisse et que, si son domestique s'est mis en défense, il y fut poussé par l'attitude de M. de Beauvais. — De Mellier. M. de Volvire croit l'affaire apaisée ; en tout cas il a invité Mellier à pacifier les choses (1729). = Le Rév. Père Joseph *Bandinucci*, à Metz, cousin de Mellier (1724). — De Mellier. Vœux de nouvel an. Il rappelle que Lyon est le lieu de leur commune origine ; il a su que les frères de Bandinucci prospéraient dans le commerce, l'un à Amsterdam, l'autre à Lisbonne. = « Les frères *Barbou*, libraires, rue S^t-Jacques, aux Cigognes » (1727). — A Mellier. De Paris, ils réclament ses bons offices afin d'être payés de livres dont ils ont fait l'envoi à Querro, libraire à Nantes. = *De Baudry* (1722). = *Beauté*, subdélégué de l'intendance de Languedoc à Montauban (1721). — A Mellier. Demande de renseignements sur Pierre Grangeau, garçon serrurier, qui aux dernières nouvelles travaillait à Nantes, mais n'a pas écrit à son père depuis longtemps. = *De Becdelièvre* (1722-1724). — Deux lettres de M. de Bedelièvre, datées de Nantes et une de M^{me} Le Nobletz Becdelièvre, datée de Tréambert [en Mesquer, Loire-Infér.]. Recommandations pour des particuliers. = Le président *de Bedée* (1721-1728). — A Mellier. Les États sont remis au 17 déc. (1722). — De Mellier. Il est continué à la mairie pour deux années par permission du roi. Celui-ci accorde en outre que le maire préside seul dans les assemblées de Ville, à l'exclusion du sénéchal et de tous officiers royaux. — Il a été dispensé d'aller aux Etats (1724). — Il indique à M. de Bedée (qui lui en avait fait la demande pour régler devant les juges de S^t-Mars-la-Jaille les partages entre sa femme et M^{lle} de la Guibourgère, nièce de celle-ci) comme pouvant servir de priseurs nobles : MM. de Soussay, de l'Isle du Fief et de Bois de Saint-Lis. Le choix se porta sur le premier, dont un billet est annexé ; il habitait la paroisse de Grand-Champ. — A la Fête-Dieu, comme le sénéchal de Nantes « étoit sur le point de sortir du présidial à la teste de sa compagnie pour assister à la procession et y recueillir dévotement les honneurs de sa bonne mine et de sa robe rouge, il trouva M. de la Blottière, grand bailly d'épée, en manteau de cérémonie, lequel

usa de son droit de présider. Le sénéchal quitta la place et se retira sous prétexte d'une indisposition » (1726). — De Bedée. Au sujet d'un procès du s^r Rallet, fermier des devoirs à Nantes (1728). = *Belin* (1724). — De Mellier. Après lui avoir parlé finances, il ajoute : « Lorsque vous serez sur le point de revenir à Nantes, je vous prie de vouloir bien acheter pour moi à Paris et m'apporter un plumet noir pour le chapeau, selon qu'on les porte maintenant dans les jours de cérémonie de l'Ordre de S^t-Lazare. Je ne souhaite pas d'avoir des plus chers, car il y en a de tout prix ; je compte seulement d'y mettre 40 ou 50 liv. ».

II. 25. (Liasse.) — 94 pièces papier, 29 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — L'abbé *Bignon* (1729). — De Mellier. Il lui annonce, dans les mêmes termes qu'à d'Aguesseau, l'envoi du dessin d'un poisson monstrueux. = Le cardinal *de Bissy* (1729). — De Mellier. Souhaits de nouvel an et assurance de son zèle. = Le comte, puis président *de Blossac* (1722-1729). — Echange de lettres au sujet du logement de M. de Blossac à Nantes pendant les Etats et du panonceau à ses armes à placer sur sa porte. M. Laurencin compte donner asile à l'abbé de Blossac. Description des chambres, près les Carmélites, que M^{me} d'Achon pourrait louer à MM. de Jaquelot et Duhan (1722). — De Blossac. M. de Jaquelot, son cousin germain, désire avoir la commission de greffier des Etats ; cette affaire est de conséquence pour lui. Il est cadet, peu riche ; les billets de banque et l'incendie de Rennes ont extrêmement dérangé sa petite fortune. Il prie son correspondant de le recommander aux députés de Nantes aux Etats. — De Mellier. M. Prud'homme du Fontenay, échevin et M. Lirot du Châtelier ayant été nommés députés, Mellier s'emploie auprès d'eux en faveur de M. de la Motte Jaquelot. — Il agit de même envers le maréchal d'Estrées, qui venu d'Angers, est arrivé à Nantes se rendant à Rennes aux Etats. — De Blossac. Désirant donner à souper convenablement au maréchal à son arrivée, il prie Mellier de pressentir celui-ci à ce sujet, sans dissimuler ses préférences pour un jour gras ; en conséquence il demande qu'on lui fasse « avoir quelques faisands à quelque prix que ce soit et, si c'est un jour maigre, quelques belles pièces de poisson. ». — De Mellier. Il ne peut indiquer la date de l'arrivée à Rennes du maréchal. Avec lui pas de précision possible, au point que lors d'un précédent voyage qu'il fit à Nantes, le comte de Menou dut renouveler trois fois le souper qu'il lui servit : les premières viandes s'étant gâtées. Du reste il n'y a point de faisands à Nantes, on les fait venir d'Angers. — Le maréchal compte coucher à Blain chez le prince de Léon en se rendant à Rennes. — De Blossac. Il rend compte de la venue au parlement du prince de Léon qui « monta, suivant l'usage, par l'escalier de la grande lanterne », et des réceptions qui suivirent (1728). = La présidente Ferret *de Blossac*

(1725-1729). — A Mellier. Elle lui adresse les provisions de son mari comme président, le priant de les faire enregistrer à la Chambre des Comptes (1725). — M. de Blossac étant très malade, elle charge Mellier de faire rechercher l'acte primordial de la pension de 1 200 l. attachée à la charge de son époux. — De Mellier. On s'occupe de la recherche. Condoléances pour la perte de son mari qu'on vient de lui apprendre (août 1729). = *de Boisbilly*, « député des Etats de Bretagne à la cour » (1729). — A Mellier. Demande de mémoires sur le remboursement des offices, la décharge des marchandises venant des colonies et le Conseil du commerce. = *Borie* [valet de chambre du maréchal d'Estrées] (1729). = *Bouchaud* [député de Nantes au Conseil du commerce à Paris] (1720-1729). — A Mellier. Félicitations pour sa nomination à la mairie (1720). = *De Boulogne*, « premier commis des finances »¹⁴ (1726). — De Mellier lui demandant sa protection auprès de Mgr le contrôleur général, à l'occasion d'un placet qu'il a présenté pour obtenir une pension viagère. = Mgr le duc *de Bourbon* (1723-1726). — De Mellier personnellement, puis comme maire avec ses échevins. Félicitations de ce qu'il a été chargé du « Ministère principal ». Ils réclament sa protection (1723). = *Boussineau* (1721). — De Mellier. Envoi d'une lettre du Père Charanton écrite à M. de la Vrillière. = *De Breteuil* [secrétaire d'Etat] (1723-1726). — De Mellier lui témoignant la joie qu'il ressent de son « élévation » (1723). = Le premier président *de Brilhac* (1720-1729). — A Mellier. Félicitations de ce qu'il a été nommé maire. — Echange de lettres à propos des Etats d'Ancenis. Mellier veut bien se charger des commissions de son correspondant ; mais il fait remarquer que le maréchal d'Estrées a envoyé à Nantes « plus de 150 tant officiers que cuisiniers qui enlèvent tout ». D'après le projet de dépenses du maréchal, « je suis persuadé que six à sept cent mille livres et plus ne l'en tireront pas... ; le loyer seul de la vaisselle qu'il a pris à Paris et sur place et la sienne luy coûtent plus de 40.000 livres ; il en paye 314 liv. par jour ». Pour les 100 l. de sucre demandées, Mellier prie de lui dire de quelle qualité : « soit du royal, demy royal ou du sucre commun » (1720). — De Mellier. Il demande à rester, pendant les Etats, à Nantes où le retiennent les affaires du Roi et de la Ville (1724). — Il adresse une copie des ordres du roi dont l'exécution lui a été confiée « au sujet de l'insulte que M. le seneschal de Nantes a faite à la demoiselle Bedoy et à son fils dans la maison des Pères de l'Oratoire. Il est fâcheux que ceux qui sont en place s'oublient jusqu'à ce point au lieu de montrer l'exemple. Voilà pour la seconde fois que M. le seneschal s'attire cette année des marques de mécontentement de Sa Majesté sur sa conduite ». — Envoi du procès-verbal de l'ouverture du tombeau de François II ; il va faire graver ce qu'il y avait de plus curieux à l'intérieur de ce tombeau, « l'un des plus beaux monuments qu'il y ait dans ce

¹⁴ D'après la correspondance de Regnard avec Mellier, II 44.

genre ». — Il relate que le roi a décidé qu'au prochain voyage de l'intendant à Nantes, celui-ci mandera le sénéchal pour faire des excuses à la veuve Bedoy et la prier d'oublier ce qui s'est passé (1727). — Echange de lettres à propos de l'enregistrement à la Chambre des comptes des provisions de la charge dont le fils de M. de Brilhac vient d'être pourvu (1729). = *De Briquet* (1729). — De Mellier. Il a lu avec satisfaction son *Code militaire ou Compilation des ordonnances des rois de France concernant les gens de guerre*. Il le renseigne sur le casernement en Bretagne et la milice bourgeoise de Nantes dont il est le colonel. = *Brossard* du Plessis, prieure des Couëts (1722). — A Mellier. Elle se plaint de ce que les soldats aient arrêté leur cheval avec leur provision. Cela déconcerte fort la communauté « de se trouvé à dîné avec du pen [sec] un jour de jeune » (14 août).

II. 26 (Liasse.) — 91 pièces papier, 18 sceaux.

1717-1722. — Correspondance de Mellier avec Feydeau de Brou, intendant de Bretagne¹⁵. — A Millier. Il a maintenu noble le s^f du Breil du Buron non parce que ses ancêtres ont été échevins de Nantes, mais attendu qu'il a fourni la preuve de son ancienne extraction (1717). — Il prescrit d'enquérir sur la réalité d'une information parvenue au duc d'Orléans que plusieurs millions renfermés dans des caques ont été cachés à la Galottière, en Château-Thébaud, par le s^f de Launay Branlard et au besoin de les faire porter à la Monnaie (1718). — La nomination de Mellier à la mairie est de tout point désirable. Choix d'une ville du comté nantais pour les Etats. — De Mellier. Au sujet de la clef d'argent aux armes du maréchal d'Estrées fabriquée en mémoire de son entrée à Nantes et destinée aux archives de la Ville, où elle ira rejoindre les 4 clefs d'argent faites lors de l'arrivée du feu duc de Chaulnes (1720). — De Brou. Qu'on lui envoie, sitôt leur impression, deux exemplaires des mandements et catéchismes que ne manqueront pas de produire les évêques à l'occasion du jubilé accordé par le pape (1721).

De Mellier. Sur le renouvellement de sa mairie. — Echange de lettres au sujet de la réunion à la municipalité de l'office de lieutenant général de police, à la suite du décès du s^f Valleton ; — et des démarches du s^f Cicogne « qui fasché apparemment de

¹⁵ L'intendant signe constamment de Brou tout court. Ainsi que nous l'avons dit en note (II 23), les Archives départementales ont bénéficié de la correspondance entre les intendants et Mellier. De ce chef, 1861 lettres écrites à celui-ci par de Brou, de 1716 à 1721, ont été versées dans ce dépôt (C 207 à 220). A partir de 1722 seulement, bien que Mellier eût été élu maire au milieu de 1720, l'ensemble de leur correspondance est demeuré aux Archives municipales. Les lettres inventoriées ici dans les liasses 26 à 28 ne forment manifestement qu'une minime partie de celles qu'échangèrent, entre 1722 et 1728, l'intendant et Mellier : le reste ayant été antérieurement classé dans les dossiers relatifs aux affaires fort diverses qu'elles concernaient. Huit missives originales de l'intendant, de 1717 à 1721, retrouvées par nous, ont pris place en tête de la série. Elle se termine par trois autres du même et deux minutes de Mellier, de l'année 1729, alors que de Brou n'était plus intendant de Bretagne.

ce que l'on ne l'a pas trouvé digne d'estre admis parmi les échevins, veut à son tour soutenir la dignité des commissaires de police », dont il était l'un. Il avait desservi Du Mur qui postulait un commissariat, lui reprochant d'avoir « eu des singes dans sa boutique qu'il habilloit en moines, (et pourtant) les plus grands seigneurs ont des singes dans leurs vistibules, on voit les singes avant les maîtres ; personne avant Cicogne ne s'est avisé de critiquer les patrons de ces pauvres animaux ; feu M. de Miane en avoit provision vestuz d'habits de moines ou chanoines ; le fameux Teniers les a presque toujours dépeints en moines, les ouvrages de ce peintre sont néantmoins d'un prix infiny, et M^e François Rabelays compare les moines aux singes en ce que, dit il, les uns et les autres ne sont bons qu'à boire, manger et fienter ». D'ailleurs il y a prescription, depuis dix ans Du Mur n'ayant pas eu de singes ; d'autre part, « il est notoire que Cicogne a souvent habillé sa chienne en damoiselle et qu'il l'a donné, sur sa boutique, en spectacle au public ». — De Brou. Il tâchera de se rendre à Nantes pour la réception de l'arche neuve du pont de Pirmil exécutée par Laillaud. — Il en donnera avis sitôt qu'il aura reçu l'arrêt pour la réédification de la Bourse. — De Mellier. Les laquais de M. de Grenédan ont insulté les écoliers du collège. Il s'en est suivi des coups de pierre et de bâtons ; mais, grâce à M. de Menou, le désordre à été apaisé. — De Brou. « Je vois que les lacquais de M. de Grenédan ne sont pas plus sages que leur maistre ». — De Mellier. « On croit que si le sacre du Roy est toujours assigné dans cette année, que les Estats ne s'assembleront qu'après cette cérémonie, et par conséquent à la fin de novembre prochain ». — Touchant les plans et devis pour le nettoisement du port. — Il a convoqué à ce sujet à l'Hôtel de ville quinze des principaux négociants pour conférer avec l'intendant lorsqu'il arrivera à Nantes. — Concernant le lestage et délestage des navires. — « Vous avez veu, M^e, dans la gallerie basse de l'hostel de cette ville une inscription antique. Voicy l'explication qu'on vient d'imprimer ; elle est conforme à celle qui fut donnée en 1707 sur mes mémoires ». — Relativement à « une affaire qui s'est passée à S^t Brieux entre les officiers du régiment de Bourbonnois et deux gentilshommes » ; — et au passage à Nantes de deux bataillons dudit rég^t. — La Ville qui en 1720 a fait des présents à la maréchale d'Estrées, lors de sa venue à Nantes, doit-elle encore lui en offrir cette année ? Ordres du roi pour l'incarcération au château des sieurs de la Monneraye, de la Grivelière et de la Morandais qui ont voulu forcer un corps de garde. — Mellier, en faisant valoir les travaux dont la Ville lui est redevable, prie à diverses reprises l'intendant de s'entremettre pour lui obtenir « la grande députation du Tiers... Jamais je ne trouveray une si belle occasion, estant maire de Nantes où les Estats doivent estre assemblez ». — Il fait part de l'achat par la Ville, moyennant 500 l., pour la maréchale d'Estrées d'un service complet de porcelaine composé de 27

grandes pièces et de 4 douzaines d'assiettes ; il plaira davantage que les « liqueurs, dragées ou autres babiolles » qu'on avait coutume de donner, d'autant que, « chez les grands, il n'y a que les m^{es} d'hôtel qui en profitent ». — Il a retenu pour le marquis d'Coëtquen, à l'occasion des Etats, cinq chambres à l'auberge du Pélican, « c'est la meilleure de la ville ». — Il annonce que le maréchal et la maréchale d'Estrées, qui ne devaient arriver que dans deux ou trois jours, seront à Nantes dans deux heures ; il vient de faire battre la générale pour mettre tous les habitants en armes (1722).

II. 27. (Liasse.) — 88 pièces papier, 8 sceaux.

1723-1724. — *De Brou* (suite). — De Mellier. A fin de paiement de 364 l. à Jacques Mareschal, imprimeur du Recueil des ordonnances de police de la Ville ; — de 492 l. à Verger pour impression du Cahier des arrêts et règlements de la Communauté pendant deux années, soit 41 feuillets in-8° à 12 l. à 12 l. par feuille. — De Brou. Il avise de la disparition d'un jeune homme de bonne famille de Paris, nommé Lauvin ; y joint son signalement avec prière, si on le trouve, d'en prévenir M. Antheaume, vicaire de S^t-Louis en l'île Notre-Dame, « qui récompensera très libéralement » ; — de celle d'un homme de 35 ans, auquel un excès de dévotion a fait quitter sa famille pour « vivre d'aumônes à l'imitation des Apôtres ». — Le s^t Laillaud a tort de s'écarter du devis de M. de La Fond pour la construction de la Bourse ; il doit s'y conformer puisque c'est sur ce devis qu'il s'est rendu adjudicataire. — De Mellier. A propos des grands chemins ; — de la construction des quais de Chézine et de l'intention du maréchal d'Estrées de faire continuer Mellier dans sa mairie ; il prie son correspondant d'agir auprès du maréchal « pour qu'il persiste dans cette résolution, affin que je puisse conduire à leur fin nos grandes entreprises » (1723). — De Mellier. Une cabale se forme dans le but de faire élire maire le juge criminel ; la municipalité actuelle en est très alarmée, car c'est un homme hautain et le sénéchal de Nantes qui le protège aurait la main sur toutes les affaires de la Communauté. Il demande à l'intendant sa « protection pour détourner le coup ». — Prière de parler au maréchal d'Estrées de l'impression projetée « des principaux titres qui sont aux archives de notre communauté ». — Il rend compte des arrangements qu'il a dû faire pour loger « à l'hostel de ville sa petite famille, circonstances et dépendances » ; dans l'office il mettra des lits pour ses trois filles qui en ont soin, dans une chambre du grenier, son fils avec son précepteur ; « car en général tout l'appartement ne seroit commode qu'à un maire non marié et libre d'amitié, d'amours ou d'amourettes ». — « Le trompette de la Ville est mort ; nous avons trouvé un excellent sujet qui le remplace, c'est un suisse âgé de 30 ans, bien fait et suffisamment pourvu de moustache bien lissée et croquée ; il joue sa partie à livre ouvert de tous airs de trompette » ; prière d'autoriser la dépense pour lui

d'une casaque de cérémonie comme celle des archers. — « On fit icy dimanche dernier l'ouverture solennelle du jeu du papegault, la compagnie estoit sous les armes, les officiers du château, plusieurs, gentilshommes et notables s'y trouvèrent. J'eus le rang et fonctions de commandant de la ville en l'absence de M. de Menou. Ayant tiré le 1^{er}, je frapay l'oyseau dans le millieu du corps ; alors s'élevèrent grandes acclamations et applaudissemens ». — Il envoie les thèses françaises soutenues par les écoliers de l'Oratoire sur l'ancienne chronologie. A la question : « Ne sçait on pas quelques particularitez sur la vie et la naissance de Moyse ? » Mellier demanda « aux soustenants pour quoy nos peintres représentoient Moyse avec deux cornes à la teste. La réponse a esté qu'il parut tel aux Israélites en descendant du mont Sinaï » ; puis Mellier fit montre d'érudition disant, avec exemples à l'appui, que les cornes étaient un symbole de force et de puissance, et blâmant le préjugé ridicule des modernes qui en ont fait un objet de raillerie ou d'injure. A quoi le Père visiteur général dit que cette question « passoit les forces du soustenant ». — Envoi d'une requête de l'archevêque de Rouen [Mgr de Tressan, précédemment évêque de Nantes], qui demande à être déchargé d'un impôt levé pour contribuer aux réparations de Penbron. — Grands travaux en cours à Nantes : sur l'île Feydeau où 200 ouvriers battent les pieux, au quai de la Belle Croix, à Chézine. — Réparation urgente faite « à la pyramide du Pont Rouxeau » pour en prévenir la chute (1724).

Nombreuses lettres, presque toutes de Mellier, relatives aux difficultés entre le bureau de Ville et le sénéchal de Nantes [Louis Charette de la Gascherie]. — « Nous avons fait signifier à M. le seneschal et officiers du présidial l'arrêt du Conseil du 21 mars [1723] qui les exclut de la présidence dans les assemblées du l'hostel de ville ». — Il seroit à propos de faire écrire au sénéchal « par les puissances auxquelles il peut s'adresser, qu'il ayt à se contenir sur tout ce qui ne regarde point le fond de ses prétentions et que, dans la place qu'il tient, il doit donner l'exemple aux autres de sa modération et de sa prudence qui sont incompatibles avec l'aigreur et l'emportement dont il donne des preuves trop marquées. » — « Nous n'avions pu penser que M. le seneschal, après avoir sollicité et accepté nostre députation aux Estats assemblez à S^t Brieu, eut esté disposé à s'en servir pour détruire nostre droit sur la préséance. A cet égard nous avons délibéré avec trop de précipitation en sa faveur en luy confiant nos intérêts ; mais la droiture de nos intentions, que nous avons présumé telle dans la personne de ce gentilhomme, excuse cette légèreté de nostre part. Il n'estoit pas mieux fondé à nous faire des reproches enveloppez sur l'affaire des franc-tiers ». — Mellier a appris la fin prochaine des Etats de S^t-Brieu. « On a fait à Nantes l'ouverture du jubilé. Ayez agréable de nous renvoyer M. le seneschal pour le gagner. Nous devons à la religion ce que son tempérament nous

refuse ; il paroist haïr les municipaux présidiallement en dernier ressort ; il seroit plus facile de le prouver sollidement que tous les quartiers de sa noblesse » (1724).

II. 28. (Liasse.) — 92 pièces papier, 7 sceaux.

1725-1729. — *De Brou* (suite). — Echange de lettres au sujet de la résolution de M. de Menou de se démettre du commandement de la ville en ne gardant que celui du château, résolution basée sur le refus qu'on fait de lui allouer 4 000 l. pour ces fonctions. Selon M. de Menou, « il n'estoit pas juste qu'on employe les gens sans les payer et que ses revenus ne peuvent y suffire ». — De Mellier, « Je suis très aise de ce que vous approuvez les jettons de l'isle Feydeau ; tout ce qui a pour objet de conserver vostre mémoire doit estre préteux ». Il félicite ensuite l'intendant de son intention d'obtenir des réformes touchant l'ordre de la noblesse dont il n'a pas eu à se louer aux derniers Etats. — Le sénéchal a présidé l'assemblée générale pour l'élection des officiers municipaux. Ayant voulu parler affaires et impôts, on lui fit observer que ces choses étaient du ressort de l'intendant et que dans la réunion actuelle on ne devait s'occuper que des scrutins. — Pensant avoir la paix avec lui, la municipalité s'était prêtée à ce que le sénéchal présidât les réunions électorales ; « mais son levain n'est pas assez atténué pour ne point causer de fermentation dans ces sortes d'assemblées ». — « Il est arrivé dimanche dernier à l'hostel de cette ville ce qu'on n'avoit veu depuis long tems ; ma femme y est accouchée d'un enfant mâle. La Communauté m'a fait l'honneur de députer un eschevin pour le nommer ». Il demande à M. de Brou sa « protection pour cet enfant municipal » (3 juillet). — Il compte envoyer un placet à M. de la Vrillière pour obtenir en sa faveur une médaille de Sa Majesté, avec un brevet en considération de ses services ; mais il tient plus à celui-ci qu'à la première. « J'ay assez ramassé des médailles antiques pour en désirer une moderne aussy préteuse ». — Il réclame une indemnité pour son logement de la rue des Jacobins que la Communauté ne lui paye plus depuis qu'il habite l'hôtel de ville ; mais il est obligé de garder cet appartement : l'emploi qu'il occupe n'étant pas perpétuel et la place manquant à la mairie pour sa bibliothèque et ses papiers ; cependant lorsqu'il consentit à être maire pour arranger les affaires de la Ville, on lui avait promis de le rembourser de ses dépenses. — Il est tout disposé à aider M. Bigot qui doit venir travailler à la recherche des faux nobles : les impôts roturiers devant par cette mesure être répartis avec plus d'égalité. — Le garde des sceaux a envoyé à M. de la Gibonais le privilège pour la continuation de son ouvrage corrigé¹⁶ ; « mais, oh malheur ! oh désolacion pour le bonhomme Gibonnay ! on a égaré à Paris son manuscrit original dont il n'a point de copie... Il faut que la malédiction aye tombé sur cet

¹⁶ Cf. HH 144.

ouvrage : l'auteur ayant parlé avec trop de licence de l'autorité de M^{rs} les intendants » (1725). — Echange de lettres touchant la prolongation de la mairie de Mellier pendant deux nouvelles années. — De Mellier, Annonce de l'envoi d'« une carte hydrographique contenant les côtes de l'Europe depuis Amsterdam jusqu'à l'isle de Corfou, qui vient d'être donnée au public par le s^f Blein du Mary, mathématicien en cette ville... Cet ouvrier est estimé par l'expérience qu'il s'est acquise dans les différentes navigations qu'il a faites et par sa capacité » Il a dédié sa carte à Mellier son compatriote : tous deux étant originaires de Lyon (1726). — De Mellier au nom des officiers de la milice bourgeoise. Souhaits de bonne année à l'intendant. — De Brou. « Vous avés, je croy, pensé juste au sujet de la paix ou de la guerre, sur ce qu'a pu dire M. de Pontchartrain ; car suivant toutes les nouvelles que je reçois, il n'y a encore rien de certain et je ne doute pas que M. de Maurepas n'ait, comme vous le dites, une double instruction pour l'escadre de Brest. Mais pour quel sujet M. de Pontchartrain est-il venu à Nantes, je l'ignore ». — Echange de lettres touchant M. Gabriel [ingénieur] qui a visité avec soin les ouvrages de Nantes et doit partir pour Rennes où il séjournera quelque temps. L'intendant désire le loger chez lui (1727). — De Mellier. Grands travaux au Port au vin et au point de Pirmil ; achèvement de la Bourse. On aura de la peine à trouver les fonds nécessaires tant qu'on ne sera pas assuré à Nantes que lui Mellier doit être continué dans la mairie. — Abus de pouvoirs commis à Angers par le s^f du Plessis au nom du prince de Lambesc, gouverneur de cette ville ; il a notamment enjoint au présidial, sans permission de l'évêque, d'assister aux Cordeliers à des prières publiques pour ledit prince qui relevait de maladie. Ces abus ont motivé l'emprisonnement de Du Plessis au château de Saumur. — Ouverture pour cette année du jeu du papegaut. « M. de Menou s'y rendit ; j'y allay avec la Communauté. Mon fils, enseigne de la compagnie, eut le bonheur de fraper l'oyseau le premier et par ce moyen il fut élu connétable ». On a pêché près de Couëron un esturgeon de 3 pieds 2 pouces de circonférence au milieu du corps. Il est, il est vrai, plus petit que celui pris l'an dernier dans la Tamise ; mais à Nantes on n'en avait pas vu de cette taille depuis 60 ans. « Notre académie de musique se soutient à merveille, notre nombre de 150 académiciens est remply ; chaque académicien ayant droit de donner un billet d'entrée gratis à une dame, le tout compose une assemblée l'élite de 300 personnes » (1728). — De Mellier. Recommandation pour le s^f de S^t-Didier, « jeune homme de famille ». — De Brou. Il répond, de Plombières, qu'il fera volontiers ce qui dépendra de lui à ce sujet, en considération de son correspondant (1729).

II. 29. (Liasse.) — 150 pièces papier, 46 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — *Brunet d'Evry* (1723-1729). Les lettres de Brunet sont

datées de Moulins. Souhais mutuels de nouvel an. = *Carpot* « père, secrétaire du Roy » (1720-1722). — De Mellier. La Ville désirant faire confirmer ses privilèges à l'occasion de l'avènement du roi à la couronne, il lui adresse les lettres obtenues du feu roi, en mars 1644, pour semblable cause. « Il s'agist de sçavoir si nous serons obligez de produire de nouveau toutes les pièces énoncées dans lesdictes lettres. Ce seul article nous embarrasse parce que nos prédécesseurs n'ayant pas veillé avec assez d'exactitude à nos archives, elles sont très dérangées et nous ne pourrions, de quelque tems, nous trouver en estat de les restablir » (1720). — Il prie d'accélérer l'expédition des lettres accordant un octroi de six deniers par pot de vin pour le soulagement des hôpitaux de la ville. — De Carpot. Il adresse le mémoire des frais pour l'obtention des lettres patentes d'union à la Ville de l'office de procureur du roi de la police, et de celles d'octroi pour des hospices. A raison des premières il est dû 763 l., pour les secondes 219 l. seulement, car il a pu faire modérer considérablement le droit de sceau. — Echange de lettres touchant les droits dus à cause des arrêts concernant la police des boulangers et les toiles, et des lettres relatives au nom à donner au nouveau quai et port de Nantes. Pour dresser ces dernières, il faudra, dit Carpot, envoyer un mémoire instructif « afin que les lettres patentes soient raisonnablement amples et étendues ; elles en auront plus de grace, d'autant plus que je ne doute pas que vous ne les fassiez mettre en épitaphe à un endroit du port, comme cela se fait à Paris aux ponts et aux quais ». — De Mellier. « Peut estre vous jugerez à propos d'insérer dans le projet des lettres la faculté de les faire afficher et sculpter sur telle matière que j'aviseray à l'entrée dudit port ». — De Carpot. « Je féray les lettres patentes en vostre nom et qualitez. Il s'appellera le port Mellier, comme à Paris le quay Pelletier, le quay d'Orcey et autres » (1722). = [*Charette de*] *La Gâcherie* (1721). — A Mellier touchant un arrêt obtenu par les fermiers des devoirs = *Charron* [secrétaire de l'intendant de Brou] (1720-1722). — De Charron. « M. l'intendant ne devoit partir qu'hyer de Paris pour arriver aujourd'huy à Orléans, où il compte s'embarquer pour Ancenis et de là à Nantes... Tous les officiers du parlement de Paris sont partis pour Ponthoize ; mais des advocats, procureurs et huissiers ne veulent pas marcher... Le parlement de Rennes s'assembla hyer pour ouvrir une lettre de cachet qui les informe des motifs de la translation de celuy de Paris » (28 juillet 1720). — Il craint que l'intendant ne soit retardé et par le vent contraire et par les délais mis à lui préparer une cabane et un bateau pour son carrosse. — Prière de songer à lui et aux employés des bureaux afin qu'ils ne soient pas trop mal logés à Ancenis et que le personnel à leur service ne soit pas contraint à coucher sur la paille. — Charron, d'Ancenis pendant les Etats, du 16 sept. au 22 oct. 1720. — Il est très pal installé chez de pauvres gens avec des « lits de

paysans plus sales que ceux du moindre hospital » ; pour écrire ils n'ont qu'une table boiteuse qu'ils sont obligés de soutenir avec leurs genoux. — Il remercie Mellier du lit qu'il leur a envoyé par un marinier. — L'intendant est mécontent du prix élevé demandé pour le poisson adressé par Mellier à Ancenis. — Liste de la marée transmise à M. de Brou avec les observations de son maître d'hôtel sur l'état des pièces. — Charron, de Rennes. — Le s^r Belloc, marchand à Nantes, ayant vendu à l'intendant « dix bouteilles d'eau de Barbade », à 15 liv. pièce, Mellier est prié de les garder jusqu'à nouvel ordre et d'aviser Belloc afin que les bouteilles soient bien bouchées « parce que cette liqueur s'évente aisément ». — « L'incendie [de Rennes] a enfin discontinué le vendredy 27 [déc.]... ; il y a plus de 4 000 familles sans logement » (1720). — « L'hostel de Brissac a souffert quelque chose ; mais cela n'est pas considérable puisque le présidial y tient le siège présentement ». — M. de Brou vient de perdre sa mère ; renseignements sur la famille. — De Mellier. M. de Mianne vient de quitter Nantes. « Il est pourveu du gouvernement de la citadelle d'Arras avec 10.000 l. d'apointemens et 2 000 l. d'augmentation en sa faveur ». Il remplace M. de Menou très âgé auquel on donne 6 000 l. de pension, et à son fils la place de lieutenant de roi avec le commandement du château et de la ville de Nantes (25 et 30 sept.). — De Charron. Il recommande « les interets de M^r Boljoin qui fait la fonction d'ayde major dans les cinq compagnies du rég^t de la Marck qui vont à Nantes ». Il est de bonnes manières, fait régner l'ordre dans le régiment, a une femme et deux enfants. — De Mellier. Il a vu M. Boljoin. Est-il vrai que le rég^t de Brissac-cavalerie doive prochainement arriver à Nantes ? (1721). — De Mellier. Il a trouvé pour loger Charron pendant les Etats de Nantes un petit appartement en face l'hôtel de ville. Il est pris maintenant par un officier de la Marck, mais celui-ci sera bientôt obligé de le quitter. — L'intendant occupera tout l'hôtel de ville pendant les Etats, même la salle des réunions. La municipalité cherche dans le voisinage un local afin de pouvoir s'y assembler. — De Charron. Prière de faire venir pour M. de Brou 40 jambons de Westphalie en prévision des Etats. — Echange de lettres au sujet d'un achat à effectuer à Nantes de « cuir de Roussi et de marroquin que désire M. l'intendant pour faire l'attelage de six petits chevaux qui luy sont venus d'Angleterre ». Il est justement arrivé depuis peu du marroquin de Constantinople. On demande qu'il soit d'une belle couleur rouge. Il fut envoyé trois peaux de chaque façon (1722).

II. 30. (Liasse.) — 135 pièces papier, 42 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — Le Prestre, sgr de Lézonnet, puis marquis de

Châteaugiron, président au parlement de Bretagne¹⁷ (1720-1729). — A Mellier. Félicitations sur sa nomination à la mairie (1720). — On aurait grand besoin à Rennes d'une personne intelligente pour rétablir la ville ; « on bâtit seulement de tous côtés des baraques qui sont considérables, mais pour des maisons nouvelles je ne sçais quand nous en verrons ». — De Mellier. Bagarre à Nantes avec jet de pierre ; « on prétend que les laquais de M. de Grenédan ont été les agresseurs et qu'ils ont insulté les écoliers jusques dans leur collège ». — Renseignements sur M^{lle} de Goulaine en vue de son mariage avec le fils du président de Robien. Les deux hôpitaux de Nantes étaient sur le point d'être fermés vu le mauvais état de leurs affaires ; on proposait de loger les malades chez les habitants. Un nouvel impôt pour leur maintien semble préférable à Mellier (1722). — Echange de lettres de bonne année (1723-1727) ; — touchant l'ouverture par ordre du roi du tombeau du duc François II dans l'église des Carmes à Nantes. Mellier ne connaît pas toutes les raisons qui ont motivé cette ouverture ; il « présume qu'on a désiré de constater [la véracité d'] un ancien manuscrit original du héraut d'armes qui assista dans le tems à la cérémonie de la translation du cœur de la reine Anne dans ce tombeau » (1727) ; — relatives au s^r Ferrand, « baliseur » de Nantes, condamné au carcan par l'amirauté pour jurements et injures envers des officiers de cette juridiction ; cet homme étant voiturier par eau, a parlé plus par habitude que par malice ; Mellier le recommande à la clémence de son correspondant (1727) ; — au sujet de l'heureux accouchement de M^{me} de Châteaugiron et des honneurs rendus en la circonstance par le maréchal et la maréchale d'Estrées, les évêques de Rennes et de S^t-Malo ; — touchant la mort de la mère de Mellier (1728). = Le marquis de *Châteauneuf* (1720-1727). — A Mellier. Il le félicite de sa nomination comme maire et lui apprend qu'il vient lui-même d'être nommé, ce jour, par Mgr le duc d'Orléans, prévôt des marchands de Paris (1^{er} juillet 1720). — Echange de souhaits de nouvel an (1722-1727). = *Chauvelin*, garde des sceaux (1727-1729). — De Mellier. Félicitations au sujet de l'élévation de Chauvelin au poste qui lui a été confié pour le bien de l'Etat. — Lettres d'envoi du procès-verbal d'ouverture du tombeau de François II ; — du volume contenant les actes de la 7^e année de sa mairie (1727). — De Chauvelin. Le roi en permettant aux Nantais de continuer son correspondant dans sa charge de maire,

¹⁷ En tête de ses premières minutes, Mellier écrit : Le président de Lézonnet ; puis, à partir du milieu de 1724, il met soit le président, soit le marquis de Châteaugiron. C'est en août 1724, en effet, que par suite de la mort de son père, le second des Le Prestre acquéreurs de Châteaugiron put se tirer du nom de cette terre. Cf. Guillotin de Corson, *Les grandes seigneuries de Haute-Bretagne*, 2^e série, 1898, p. 96. Voyez aussi GG 669 une lettre de Mellier au marquis de Châteaugiron touchant un projet d'Académie à Rennes et à Nantes. A cette cote, les deux lettres qui ont été datées de 1725 à l'inventaire, sont en réalité de 1727. Nous avons été trompé par les chiffres mal formés sur ces minutes ; mais leur comparaison avec ceux des liasses II 23 et suivantes impose la correction.

a voulu marquer la satisfaction qu'il éprouve de ses services ; — de même, en lui accordant une pension (1728). — De Mellier. Lettre d'envoi du dessin d'un poisson monstrueux pêché à l'embouchure de la Loire (1729). = *Chesnard* (1720-1726). — De Mellier. Il prie « de favoriser le passage (sans doute à Ingrandes, d'où Chesnard date une lettre en 1720 et où il devait être fonctionnaire) de l'horloge publique de cette ville que le s^r Bodin conduit à Angers pour la rétablir et l'augmenter » (1724). = *Cholier*, prévôt des marchands à Lyon (1721). — A Mellier. Il lui adresse les règlements qu'il avait demandés, faits à Lyon à l'occasion de la peste en Provence. = *Clautrier* (1723-1729). — Echange de vœux de bonne année. Les lettres de Clautrier sont datées de Versailles. = Le comte de *Coëtlogou* (1722-1729). — A Mellier. Diverses lettres en vue des Etats de Nantes ; c'est aux Jacobins qu'il faudra faire préparer le théâtre (1722). — Il serait à souhaiter qu'il plût au roi de soulager les villes de Bretagne par quelque tempérament sur les taxes de joyeux avènement et sur l'édit créant des receveurs et contrôleurs des octrois ; il prie Mellier de rédiger un mémoire à ce sujet (1726). — Le prince de Léon et lui se demandent « ce que signifie cet écusson de macles avec un lambel qui est sur le coffret où le cœur de la reine Anne est enfermé dans une boëtte d'or » trouvée dans le tombeau de François II. — De Mellier. Le roi a ordonné aux recteurs de S^t-Laurent et de S^t-Denis de Nantes de se retirer en l'abbaye de S^t-Michel-en-l'Herm ; « les affaires du tems leur ont attiré cette disgrâce » (1727). = Le marquis de *Coëtquen* (1720-1727). — A Mellier. Félicitations pour sa mairie. — Envoi de documents relatifs à la convocation des Etats (1720 ; une des lettres ne put être signée : M. de Coëtquen ayant la goutte à la main droite). — Il arrivera à Nantes pour les Etats en même temps que le maréchal d'Estrées ; prière de lui procurer un logement le plus près possible de ce dernier (1722). — Compliments sur la continuation de Mellier comme maire (1724). = *Corneilié* (1726). — A Mellier. Souhaits de bonne année datés de Rennes. = [Jean *Cottineau*, s^r] de La Blanche (1724). — De Mellier. Au sujet de la préséance donné à M. de La Blanche, [procureur syndic], sur M. [Charette de La Gâcherie], sénéchal, pour la députation de la Communauté de Nantes aux Etats. = [Colbert], comte de *Croissy* (1720-1722). — A Mellier. De Paris. Remerciments de ses vœux de nouvel an. — Félicitations pour sa mairie. = Le chevalier *Danvaux* (1721). — De Mellier. Prière de faire remettre une lettre à M. de Menou. = *Debussat* (1728). — A Mellier. Lettre datée de Sigogne près Cognac. = *Descasaux de la Foliëtte* (1720). — A Mellier. Regrets de ne s'être point trouvé à Nantes lors de l'élection de Mellier comme maire et, par suite, comme colonel de la milice bourgeoise, ce qui lui procurera le plaisir de servir sous ses ordres. = *Descasaux du Hallay*¹⁸ (1720-1729). — Echange de félicitations à l'occasion du mariage de

¹⁸ Les lettres de celui-ci sont toutes datées de Paris.

M. du Hallay et de la nomination de Mellier à la mairie (1720). — De Mellier. Envoi des règlements nouvellement imprimés concernant la milice bourgeoise (1726). — Echange de lettres touchant la mort de M. de la Foliette, frère de Descasaux du Hallay (1726) ; — au sujet de paquets et de mémoires remis par Descasaux à M. Silva, « fameux médecin » à Paris : paquets et mémoires envoyés par Mellier en vue d'une consultation médicale pour lui (1728). = *Des Fourneaux*¹⁹ (1728). — Echange de lettres de nouvel an. — De Mellier. Demande de bons offices pour l'expédition d'un arrêt du Conseil qui lui accordait une pension de 1 000 l en considération de ses services comme maire de Nantes, arrêt dont le projet avait été remis au contrôleur général.

II. 31. (Liasse.) — 65 pièces papier, 13 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — [Charles Cherouvrier] *des Grassières*, chanoine de Nantes (1728). — A Mellier. Il s'informe des démarches à faire auprès du nouvel intendant M. de la Tour, pour le bien de leur église. — Condoléances à Mellier sur la mort de sa mère. = [Jean Cherouvrier, s^r] *des Grassières* [receveur général du Domaine en Bretagne] (1720-1728). — De Mellier. Il annonce que c'est lui qui a obtenu le plus de voix pour remplir la place de maire ; mais afin de réussir dans ce poste, s'il y est nommé, il prie Des Grassières d'appuyer auprès du maréchal d'Estrées les réformes qu'il propose dans un mémoire adressé à celui-ci. — Il réclame avec insistance ses bons offices pour, par l'intermédiaire du maréchal, obtenir du Rêgent une place de chevalier de S^t-Lazare, en considération de ses services passés et du prestige qu'il en retirerait dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Il compte faire diverses réformes, notamment dans la police de la boulangerie. — Il serait à souhaiter que l'office de lieutenant général de la police fût réuni à la Communauté. N'étant pas riche et en voulant point emprunter pour tenir dignement sa place, il serait heureux d'être payé des 10.000 liv. dont il a plu à Son Altesse Royale de le gratifier ; il prie Des Grassières de faire les démarches pour la délivrance de ce don. — « Je compte, si je suis maire, de recueillir dans les archives de la Communauté les principaux titres qui concernent les privilèges de la ville, et de les faire imprimer à la suite de l'Histoire du comté de Nantes que j'ay composée et remis à M. L'evesque qui me l'avoit demandée. J'y ay fait dessiner les plus belles veues du pays. Je me propose de dédier le livre à Mgr le mareschal, si vous estimez que cela puisse luy plaire ». — A propos du succès de la demande du maréchal d'Estrées à Son Altesse Royale qui lui a octroyé la croix de S^t-Lazare, il remercie son correspondant de son appui et le charge de payer pour

¹⁹ Mellier met toujours en marge de ses minutes : M. des Fourneaux. Dans l'unique autographe de son correspondant, daté de Marly, celui-ci a signé : Fourneaux sans la particule. D'après notre dossier, ce personnage était vraisemblablement le bras droit du contrôleur général [Le Peletier].

lui « ce qu'on a accoutumé aux officiers de l'Ordre, chez M. Dangeau ». Il a rétabli les bons rapports entre la mairie et les officiers de la milice bourgeoise ; ceux-ci ont à cette occasion donné un repas magnifique au château et M. de Mianne a fait « tirer du canon ». — Il a appris avec peine son indisposition et lui conseille le quinquina. On prépare tout à Nantes pour l'arrivée du maréchal d'Estrées ; l'entendant de celui-ci trouvant les cuisines du château insuffisantes en a fait construire une autre avec cinq cheminées dans la cour du château. Mellier est loin d'approuver ces mesures (1720). — Il demande à Des Grassières de prier le maréchal de lui faire obtenir une pension sur quelque bénéfice vacant, en faisant valoir les peines qu'il se donne tant à l'égard des travaux dont on le charge pour la Compagnie des Indes que touchant la surveillance des épidémies (1721). — De Des Grassières. Il fera payer les 4 209 l. dues sur les Domaines à la ville de Nantes pour l'entretien des lanternes (1722). — Envoi d'une décharge « pour les volumes de la Réformation des domaines de Bretagne qui ont été portez à la douane de Paris et remis ensuite aux archives du Louvre » (1726). — Félicitations sur sa continuation à la mairie, où sa présence était nécessaire pour la continuation des grands travaux. Il assurera le maréchal d'Estrées du zèle de Mellier auquel il recommande de ménager sa santé. — De Mellier. C'est avec douleur qu'il a appris le départ de M. de Brou nommé à l'intendance d'Alsace. Prière de parler en sa faveur à M. de la Tour, successeur de M. de Brou. — De Des Grassières. M. de la Tour ne manquera pas de recourir aux lumières de Mellier ; il craint même qu'on ne le charge de trop de travail au détriment de sa santé (1728). = *Des Jardins* (1720-1729). — De Mellier. Il est bien disposé en faveur du s^r Boucher qui réclame contre l'obligation de la patrouille et le logement des troupes. « Effectivement il seroit difficile au s^r Boucher de maintenir l'ordre dans son académie pendant qu'il seroit employé à la patrouille » (1720). — Souhaits de bonne année et annonce de sa continuation à la mairie (1727-1729). = Le cardinal *Dubois* (1722). — De Mellier. Félicitations. — Supplique. = *Du Clos Bahart* (1722). — A Mellier. En prévision des Etats, il s'inquiète de la chaise à porteurs du maréchal d'Estrées remise au château de Nantes, de deux bons cuisiniers et de six rôtisseries « des meilleurs » pour le maréchal. = *Du Gast* (1728). — De Mellier. Il lui adresse six volumes des Arrêts et ordonnances de la mairie de Nantes. « Je vous prie de les agréer, bien que cette ville soit infiniment au dessous de celle que vous gouvernez aussi dignement ». Il lui demande si, lorsqu'il accompagne le Gouverneur aux cérémonies de feux de joie, il marche à la tête de la Ville et présente lui-même un flambeau pour allumer le feu²⁰ = Jean

²⁰ Quoique l'original de cette lettre n'ait pas été retrouvé dans les archives de la ville de Lyon, il semble bien que ce M. du Gast sur lequel la minute ne nous renseigne point davantage, soit Laurent Dugas, prévôt des marchands de Lyon de 1724 à 1729. Mellier en

*Duhamel*²¹ (1720-1722). — Echange de lettres au sujet de deux échantillons de seaux de cuir pour les incendies achetés à Paris dans le faubourg S^t-Antoine pour la ville de Nantes. — De Mellier. Prière d'expédier les jetons commandés par la mairie et de s'informer combien il en coûterait pour 300 jetons en bronze du même modèle. — De Duhamel. Il envoie les lettres patentes expédiées ; « mais, certes, ce n'est pas sans avoir bien remué la pédale pour un vieux bonhomme décrépît que je suis, étant entré dans ma 68^e année le 22 juin dernier ». — De Mellier. Commissions pour des libraires et pour le retrait des bureaux et l'envoi à Nantes de divers arrêts (1721). — Prière de presser l'expédition de l'arrêt du Conseil concernant la réédification de la Bourse. — Il demande de faire tirer sur beau papier les armes de Mellier au moyen des deux planches de cuivre qu'il a fait graver, tant celle où il n'y a qu'une croix, que celle où il a des supports aux armoiries. D'autre part, Mellier ayant remis son « portait en buste sur toile » à l'ingénieur Lafond pour le faire graver, « en y ajoutant seulement le manteau de cérémonie de l'Ordre de S^t-Lazare tel qu'on le porte maintenant », celui-ci, obligé de s'absenter, a confié le portait à son ami Ranc, peintre du Roi, afin de diriger le graveur qu'il doit choisir. Or, comme le temps de Ranc est fort cher, Mellier charge son correspondant de s'aboucher avec le graveur et de savoir son prix (1722). = *D'Echeverry* (1728-1729). — A Mellier. De Paris, il annonce son acquisition des « deux offices de receveurs des octrois de Nantes, moyennant 100.000 liv. » ; — des « offices de contrôleurs des receveurs de Nantes, pour la moitié de la finance payée pour les receveurs » (1728). — De Mellier. Afin de voir régler sa pension de 1 000 l. Sur les octrois (1729). = *Estienne* (1727-1728). — A Mellier. Lettre d'envoi d'un arrêt obtenu à Paris dans son bureau, avec prière de le remettre à M. Le Ray, député de la ville de Nantes, ou aux juges consuls. — De Mellier. Demande de bons offices, dans son bureau, pour une requête que lui Mellier a présentée à l'intendant de Brou. « Je vous supplie d'y donner une attention favorable au cas que cette affaire soit renvoyée à M. de Gaumont »²².

effet était originaire de cette ville et la façon dont il en parle convient parfaitement à Lyon. De plus, nous citerons bientôt (II 39) le passage d'une lettre écrite un an après par Mellier à l'intendant de Bretagne lui annonçant l'envoi par le prévôt de Lyon du 1^{er} volume des actes de son administration, fait sur le modèle du recueil entrepris à Nantes depuis plusieurs années et dont ledit prévôt avait désiré des exemplaires.

²¹ Dans les lettres qu'il lui adresse, Mellier ne manque jamais de l'appeler familièrement « Monsieur et très cher bonhomme ». L'âge de Duhamel, qu'on trouvera dans le texte, explique suffisamment l'épithète. Quant à celui-ci qui résidait à Paris, il fait débiter ses missives par la formule : « Monsieur mon Général », (vraisemblablement parce que Mellier était général des finances), et les termine de la sorte : « Votre bonhomme Jean Duhamel ». C'était évidemment le factotum du maire de Nantes dans la capitale.

²² D'après ce passage, il semble bien que cet Estienne était un chef de bureau de M. de Gaumont, intendant des finances, dont on trouvera plus loin la correspondance.

II. 32. (Liasse.) — 55 pièces papier.

1720-1721. — Correspondance de Mellier avec le maréchal duc *d'Estrées*, [gouverneur de Nantes]. — De Mellier²³. Au sujet de son élection à la mairie. — Le maire faisant fonctions de colonel d'une milice bourgeoise assez nombreuse dont une partie sait manier les armes, soit à la suite de voyages sur mer, soit à raison de campagnes contre les ennemis de l'Etat, une place de chevalier de S^t-Lazare en faveur dudit maire relèverait singulièrement le prestige du colonel de cette bourgeoisie. — Remercîments pour la croix de S^t-Lazare ; — pour le rétablissement de l'ancien usage, lors de l'installation des maire et échevins, relatif au repas donné à l'hôtel de ville et à « la bougie qui doit se distribuer dans cette cérémonie et dans toutes celles où le corps de ville marche les haches hautes ». — Dispositions en vue de l'entrée solennelle du maréchal à Nantes. Lors de la venue de MM. de la Meilleraye et de Chaulnes, les clefs de la ville leur furent présentées par la Communauté entre les mains de laquelle elles étaient ; mais il n'en fut pont ainsi à l'entrée du feu maréchal d'Estrées parce qu'elles se trouvaient alors au château. S'il désire qu'on lui présente les clefs, il n'a qu'à obtenir un ordre pour M. de Mianne de les remettre au bureau de ville afin de remplir cet office. — Des abus se glissent dans l'approvisionnement de Nantes sous prétexte que certaines denrées sont destinées à la table du maréchal à Ancenis [où il tenait les Etats]. — « M. de Mianne le père est mort ce matin après avoir reçu les sacrements et donné de grand témoignages de pénitence et de conversion » (24 sept.) — Il ne peut se charger personnellement de négocier les 6 000 écus en billets de banque de 10 l. que le maréchal lui a adressés dans ce but ; il y a un « discrédit absolu de pareils billets à Nantes ». — M. d'Estrées ayant parlé d'un « projet de faire composer une histoire du comté de Nantes par le père Lobineau, il seroit bon d'y songer sérieusement... Je serois fort en estat d'ayder cet historiographe quand il viendrait travailler sur les lieux... J'ay cy devant fait tirer les plans des principales veues de la ville et de toutes les antiquitez qui s'y trouvent ». Vraisemblablement les Etats ne feront pas la dépense, mais la municipalité nantaise pourrait en délibérer. — « Il est certain que le P. Lobineau y seroit propre plus que personne par toutes les connoissances qu'il s'est aquisées en travaillant à l'histoire générale de la province ». En faisant une souscription, on pourrait avoir le moyen de faire graver tous les portraits des maires sur les originaux conservés à l'hôtel de ville : leurs descendants seraient heureux de se procurer cette histoire. Liste des matériaux que fournirait Mellier. — Les portraits de MM. de la Meilleraye et de Molac, gouverneurs de Nantes, ornant à côté de celui d feu roi la grande salle de la mairie, les Nantais

²³ A part la copie d'une lettre du maréchal, du 17 juin 1720, félicitant Mellier de sa nomination à la mairie et une missive originale du 11 sept. 1727, toutes les pièces des liasses II 32 à 34 sont des minutes de Mellier.

seraient très honorés de faire copier le portrait, s'il existe, de lui maréchal d'Estrées. — Dom Lobineau écrit qu'il sera encore occupé pendant quelque temps à finir l'Histoire de Paris et qu'après « il pourra se déterminer à travailler pour nous ». Il faudrait faire imprimer au plus tôt le prospectus. — L'incendie qui désole Rennes en ce moment a déterminé les Nantais à prendre de nouvelles précautions. On voudrait augmenter le nombre des pompes ; mais le miseur n'a en caisse que des billets de banque dont on ne peut rien tirer, et il a fallu que des particuliers fissent l'avance des fonds nécessaires pour expulser un navire venu de Marseille, dont le séjour à Nantes eût pu communiquer la contagion dans le pays (1720). — Mgr le duc de Chartres ayant reçu ses expéditions de Rome, va prendre possession de la dignité de grand maître de S^t-Lazare. Il serait avantageux à Mellier de se rendre à Paris dans cette circonstance ; mais les affaires de la ville le retiennent à Nantes. Que son correspondant veuille donc lui accorder sa puissante recommandation après du grand maître. — Ses échevins le secondent peu : les uns ont leur négoce, les autres sont absents. M. Gellée seul travaille avec application. Le maréchal devrait lui écrire pour lui témoigner sa satisfaction et ainsi « faire entendre par une voie douce et indirecte aux autres eschevins qu'ils devraient suivre un aussi bon exemple ». — « Il y a dans le faubourg de S^t Similien de cette ville une chapelle nommée de S^t Lazare que le concours de la dévotion du peuple a rendu recommandable depuis plus d'un siècle ; la procession générale du clergé s'y rendoit tous les ans dans le tems des Rogations ». Depuis 7 à 8 ans, il a fallu l'abandonner vu son délabrement. Le bénéfice annexé à la chapelle a été réuni à l'Hôtel-Dieu ; mais les principaux revenus de cet établissement étant en billets de banque, il ne peut en ce moment s'occuper des réparations. Mellier offre de remettre à ses frais S^t-Lazare en état, si le Régent voulait lui octroyer une pension sur quelque bénéfice, ainsi qu'il le lui a demandé par un placet (1721).

II. 33. (Liasse.) — 49 pièces papier.

1725-1728. — *D'Estrées* (suite). — De Mellier. Plaintes contre le sénéchal de Nantes, qui dans une assemblée générale réunie spécialement pour les élections municipales, a critiqué publiquement M. de Montaran, ancien trésorier des Etats de Bretagne, qu'il accusait d'abus dans l'administration des deniers assignés par les Etats pour réparer les ponts de Nantes. Le Mairie n'a pas voulu suivre le sénéchal dans cette voie : le débat étant de la compétence de l'intendant et ne pouvant d'ailleurs être abordé un jour d'élection. Le maréchal se doit, pour ne pas laisser affaiblir son autorité à Nantes, d'obtenir un arrêt du Conseil précisant les pouvoirs des assemblées générales afin qu'elles ne soient point entraînées au delà de leurs droits (1725). — Avis d'expédition à M. de Silly, commissaire de la marine à Rouen, de « deux cadrans sur ardoise ». — Recommandation en faveur du « s^t Boutin, le plus habille et le plus

expérimenté chirurgien de cette ville », pour la place de chirurgien major du château. — Il demande protection afin d'obtenir des lettres de noblesse et la croix de S^t-Louis ; les circonstances sont favorables, vu « le tems prochain de l'accouchement de la Reyne » (8 août). — Missives diverses touchant la continuation de Mellier à la mairie. — Recommandation pour M. de la Guerche de Rhuays, gentilhomme d'extraction (1727). — Transmission des ordres de D'Estrées relatifs aux soins à prendre des arbustes, plantes et graines qui seront envoyés de la Martinique. Il a défendu au « s^t Olivier (qui) avec une troupe de missionnaires » avait entrepris de bâtir un calvaire près la motte S^t-Nicolas, d'exécuter ce projet ; cet emplacement fait partie des fortifications et a été réservé pour la sépulture des marchands étrangers professant la religion réformée. Inondations à Nantes notamment à la Casserie et à l'île Gloriette ; dans beaucoup de rues il faut naviguer en bateau. L'arasement récemment fait « du mur de Sauvetour » est le seul point où l'on puisse passer à pied sec de la Ville à la Fosse. — Avis du départ de navires pour la Guinée. Il faudrait donner ordre aux capitaines de rapporter de celle côte et des environs de Lisbonne des arbres et des plantes pour l'entretien du jardin de pharmacie de Nantes. — Les chevaliers du papegaut, au nombre de 70, ont tiré le jeudi gras sur une oie vivante « à balle seule » ; son fils frappa dans le corps ; le s^t Tessier lui abattit le tête et fut proclamé roi du jeu. Après souper, ils virent avec leurs fifres et tambours dans la cour de l'hôtel de ville et formèrent des danses. Projet de création d'une compagnie de grenadiers dans le bataillon de milice bourgeoise. « M. le duc de la Feuillade, dans le ministère de M. de Chamillart, fit faire une coupure très préjudiciable aux pàis où coulent les eux de la Loire ; cela est fait et irréparable, car il en coûteroit des sommes immenses pour renvoyer ce fleuve dans son premier lit ». — Lettre d'envoi du plan géométral et de celui en perspective du jardin des plantes avec le laboratoire des apothicaires. — M. Gabrial, contrôleur général des bâtiments du roi, a dressé pendant son séjour à Nantes un projet pour l'embellissement du jardin de l'hôtel de ville afin d'en faire une promenade publique. — Il enverra un mémoire sur la mine de Paimpont ainsi que les échantillons de fer qu'on lui a demandés. Renseignements sur l'académie de musique de Nantes. — Le s^t Vansoul a présenté une Requête au Roi pour établir une verrerie à Nantes. MM. Dufrou et Solliés, docteurs et professeurs en médecine à Nantes, se sont battus à coups de poing dans la rue, le second ayant critiqué une ordonnance de son confrère. La Faculté en a délibéré et a interdit aux parties de se pourvoir en justice ; « mais je ne répons pas que le s^t Gherardy, chef de la troupe des comédiens, en garde le silence sur son théâtre en Bretagne ». — Il a été continué maire ; renseignements sur ceux qui ayant recueilli des suffrages lui paraissent les plus aptes à être choisis

comme échevins. Prière d'exempter de tutelle et curatelle, sa vie durant, le s^r Pondavy, sous-maire sortant de charge, lequel a toujours rempli ses fonctions avec assiduité. — Succès des exercices du papegaut ; il serait à souhaiter qu'à sa prochaine venue à Nantes le maréchal fit à la compagnie l'honneur de la passer en revue au château. — Contestations entre l'évêque et la Chambre des comptes à la procession de la Fête-Dieu pour une question de préséance (1728).

II. 34. (Liasse.) — 44 pièces papier.

1728-1729. — *D'Estrées* (suite). — De Mellier. Le sous-maire et les échevins lui ont fait présent d'une « épée décente et convenable à la qualité de maire... Cette dépense n'est que de dix pistolets ». — Répartition d'une taxe en vue d'empêcher la chute de l'église S^t-Nicolas. — On profite des basses eaux pour continuer les travaux du port d'Estrées, à Chézine. — Impositions et emprunts proposés afin de payer ces ouvrages (1728). — « Le s^r Gherardy qui joue avec sa troupe la comédie en cette ville, vient de commencer à donner un bal public dans le Jeu [de paume] où il représente. Il a fait la dépense d'une machine semblable à celle de Paris pour élever le parterre au niveau du théâtre, ce qui luy a réussy. M^{me} de Menou, M^{me} la première présidente de la Chambre, M^{me} la marquise de Châteaumorand, M^{me} la comtesse de Donges et plusieurs dames et personnes de considération y ont assistées... Le bal continuera pendant le reste du carnaval ; c'est un spectacle nouveau dans cette ville, on le goûte fort et on l'approuve ». — Mellier ayant été chargé par le cardinal de Fleury d'une affaire très importante pour le roi, bien qu'elle ne concernât point la province, et les ministres satisfaits, il en profite pour prier le maréchal d'appuyer la requête qu'il présente visant à relever sa pension de 1 000 à 1 500 l. S'il a demandé à être déchargé de l'instruction contre dom Louvard, c'est afin de n'être pas distrait de ses fonctions de maire. — Réfections au « palais de cette ville prest à tomber du côté du midy ». Construction d'un presbytère neuf à S^t-Vincent et d'une façade neuve à l'église de la même paroisse. — Une délibération municipale a décidé que le tableau représentant la Vierge et l'enfant Jésus, et à genoux devant eux le fils de Mellier, sera placé et conservé dans la chapelle de l'hôtel de ville en mémoire de ce que la Communauté a nommé son fils. — Projet de faire dessiner (vues et plans) tous les ouvrages publics exécutés à Nantes depuis que le maréchal en est gouverneur et Mellier maire, c'est-à-dire depuis 1720. Cela composerait « la partie principale et historique de vostre gouvernement ». — Condoléances touchant le décès du cardinal de Noailles. — Capture à l'entrée de la Loire d'un poisson monstrueux, long de 8 pieds, gros comme un muid de vin. « Nos marins disent que c'est une tortue, M. Boutin, fameux chirurgien anatomiste l'a visité de près. Il est de même sentiment et j'en ai trouvé la figure à la p. 184 de Rondelet [*Histoire des*

poissons], commenté par Boussuel, de l'édition de Lion en 1558. Je fais actuellement dessiner ce poisson sur l'original ». — Grieffs contre le sénéchal de Nantes. — Félicitations pour l'élévation du maréchal à la pairie. — Envoi de la relation imprimée d'une illumination avec feux d'artifice exécutés à la Bourse. « J'avois donné au s^r Portail les desseins des tableaux transparens qui ont produit un effet merveilleux ». = La maréchal *d'Estrées* (1728-1729). — De Mellier. Souhais de bonne année. — Condoléances sur la mort de « son éminence » [le cardinal de Noailles], parent de la maréchale.

II. 35. (Liasse.) — 97 pièces papier, 29 sceaux.

1714-1729. — Correspondance de Mellier. — *Fagon* (1722-1729). — De Mellier. Félicitations sur l'élévation de son correspondant au Conseil royal (1722). — De Fagon. Compliments à Mellier d'avoir été continué maire et remerciements de l'en avoir informé (1728). = *Ferrand*²⁴ (1714-1729). — A Mellier. Avis d'envois d'imprimés administratifs (1714-1715). — Il faut surseoir à la levée des droits indûment perçus pour les offices de commissaires aux prises et ventes (1715). — « Nous sommes ici dans de continuelles festes pour l'arrivée de l'infante. Je ne doute pas que vous n'en fassiez aussi à Nantes » (Paris, 10 mars 1722). — De Mellier. « Nous venons d'apprendre que 1 500 habitants de l'isle de la Martinique s'estants transportez à l'isle de Palouzie, ont obligé des Anglois qui s'y estoient establis depuis peu de se retirer » (1723). — Echange de lettres à l'occasion du mariage de M. Ferrand (1724). — De Ferrand. Il est vrai qu'il avait été choisi comme chancelier de la reine d'Espagne ; mais pour diverses raisons il n'a point voulu accepter et il a remercié la duchesse d'Orléans de la dignité dont on l'avait honoré (1725). — Il est en effet probable que l'intendant de Brou ira en Alsace et sera remplacé en Bretagne par M. de la Tour ; ce ne sera toutefois qu'après les Etats : ceux-ci devant être tenus par M. de Brou (1728). = L'abbé *Ferret* (1727). — De Mellier. Bonne année. = Le cardinal *de Fleury* (1726-1729). — De Mellier. Il le félicite de ce que Sa Majesté l'« élève au degré de confiance » qu'il mérite (appel au ministère) ; — de son « élévation dans une

²⁴ Les lettres échangées entre Ferrand et Mellier formaient autrefois dans le dépôt municipal deux parties bien distinctes. La partie la plus importante comprenait leur correspondance alors que Ferrand était intendant de Bretagne, soit jusqu'en fév. 1716. De 1710 à cette dernière date, ils s'écrivirent plus de 3 000 lettres. Toutes — sauf 5, de 1714 et 1715, retrouvées postérieurement cet classées ici — ont été versées en 1886 aux Archives départementales. Nous avons eu déjà occasion de relater ce fait (Cf. II 23, note). Lorsque Ferrand eut quitté l'intendance, son commerce épistolaire avec Mellier diminua forcément ; mais, attaché à Paris aux affaires de la Compagnie des Indes, puis conseiller d'Etat, Ferrand eut encore à correspondance assez fréquemment avec Mellier chargé à Nantes des intérêts de cette Compagnie. Les lettres à ce sujet, qui forment le meilleur de leur correspondance après 116, ont naturellement pris place dans notre série HH. Celles qu'on trouvera ici, au nombre de 44, ne sont par suite qu'un résidu où figurent surtout des lettres de nouvel an et, de la part de Mellier, de recommandation pour lui ou pour d'autres.

des premières dignitez» (promotion au cardinalat (1726). — « L'affaire de la capture de dom Louvard et du s^r Mellinet, prestre, a réussy suivant les ordres dont vous m'avez fait honorer, et je suis occupé dans les visites qui m'ont été prescrites chez tous les imprimeurs et libraires de cette ville » (1729). = *Galliot de Cran*, sénéchal de S-Nazaire (1721-1729). — A Mellier. — *Galliot de Cran*, sénéchal de S-Nazaire (1721-1729). Le frère de Galliot venant de mourir, celui-ci lui succédera dans toutes ses charges (1721). — Félicitations pour le renouvellement de sa mairie (1722). — Echange de lettres au sujet du prieuré d'Esne, en Montoir, dont était titulaire l'abbé de Vertot habitant Paris. Ce dernier avait prié Mellier de recevoir à Nantes ses fermages puis de les lui faire passer à Paris. Mellier rappelait au fermier ses échéances et répondait aux demandes de Vertot après s'être renseigné auprès de Galliot, résidant à proximité d'Esne. — De Galliot. « Le prieuré d'Esne a moyenne et basse justice, son fief est peu de chose... La chapelle est pasablement entretenue surtout pour la couverture ; pour les ornements sont très peu de chose ; on y dit la messe tous les dimanches et festes ». — Il décline pour lui-même l'office de sénéchal du prieuré, trouvant Montoir trop éloigné de S^t-Nazaire et n'étant « point dans l'habitude de rendre la justice à cheval » ; mais il indique trois personnages pouvant remplir les fonctions de sénéchal, de procureur et de greffier d'Esne²⁵. — L'abbé de Vertot avait consenti à ne pas vendre ces petites charges, il avait toutefois laissé entendre que les pourvus devaient faire quelque « gracieuseté » à son secrétaire. A quoi les officiers en question n'ont point voulu souscrire disant que cette juridiction ne vaut pas 2 liv. de rente et que, pour avoir accepté, c'est l'abbé qui leur doit de l'obligation ; ils offrent même de rendre leurs lettres de provision. Galliot confirme les allégations des officiers ; d'autre part, il ne peut faire l'inventaire des archives, ne sachant s'il en existe ni où elles se trouvent (1726-1729). = *De Gaumont* (1722-1729). — A Mellier. « Je vous remercie, Monsieur, du compliment que vous me faites sur ma charge d'Intendant des finances » (1722). — On n'a point paru disposé à augmenter de 500 l. la pension de 1 000 l. qui lui a été accordée (1729). = *Nicolas Geraldin*, maire de S^t-Malo (1714). = *Gras*, à Paris (1726-1728). — Correspondance relative à des états de finances et au paiement de sommes qui y figurent. = *Grézil de la Verronière*, doyen du présidial et subdélégué d'Angers (1720-1722). — De Mellier. Demandes de renseignements sur le service de la répurgation (1720) ; — sur les bruits d'une maladie contagieuse à Angers et à Saumur. — De Grézil. Les entrepreneurs d'Angers hésiteront à concourir pour l'adjudication des travaux à effectuer aux ponts de Nantes. — De Mellier. Devant fêter la convalescence du Roi et sur ouï-dire qu'il y avait à

Angers un artificier, il prie son collègue de le lui envoyer avec sept à huit douzaines de fusées de bonne qualité et quelque autre pièce d'artifice. — De Grézil. Il y a eu feu de joie, trois *Te Deum* avec une musique magnifique, quatre fontaines de vin qui coulèrent tout le jour, etc. ; « mais vous nous croyez trop riches icy pour avoir le moyen d'avoir un artificier et des fusées ; nous n'en avons point du tout » (1721). — De Mellier. Envoi d'affiches d'adjudication pour le pavage ; — pour la réédification de la Bourse (1722).

II. 36. (Liasse.) — 108 pièces, 31 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — *Harouys* (s.d.) — A Mellier. Souhaits de bonne année et chaudes félicitations pour tout ce qu'il a fait à Nantes. = *Hérault*, à Paris (1729). = *D'Hermainville* (1720-1721). — De Mellier. Il réclame ses bons offices auprès du maréchal [d'Estrées] et fait valoir son zèle à exécuter les ordres de celui-ci. = *Heurte* (1725). = *Hindrè*²⁶ (1720-1722). — De Mellier. Les commissaires de police de Rennes ont-ils la faculté de condamner à l'amende ? — De Hindré. Prière de le recommander ; le cas échéant, pour faire fonctions de secrétaire aux Etats. — Avis divers d'envoi de pièces (1720). — Renseignements au sujet des panonceaux à placer pendant les Etats. — « Le R. P. de la Ville Guérin, carme, m'a promis de m'apporter demain le blason de l'écusson de M^r son frère, avocat général ». — De Mellier. « Je compte de donner à manger une fois par semaine à Messieurs du Tiers pendant les Etats, en priant quinze personnes chaque fois ; mon prédécesseur n'en a pas agi autrement et M. de Montaran m'a fait l'honneur de m'écrire que c'étoit l'usage. Il n'est pas praticable de donner à déjeuner tous les jours à ces Messieurs ; outre qu'il m'en couteroit au moins 2 000 écus pour m'en tirer honnestement, cela consommeroit tout mon tems. J'en ay affaire pour chose plus importante, ce seroit tenir cabaret ouvert » (1722). = *Hulst* (1726-1729). — Correspondance avec Mellier comme général des finances. Celui-ci se sert du crédit acquis par Hulst auprès de son « illustre ami » [Fagon]. — D'Hulst. M^r Fagon n'a aucun sujet de mécontentement contre Mellier qui redoutait les plaintes faites contre lui par le sénéchal de Nantes (1728). = *Jolly des Mattes* (1728). — A Mellier. Avec ses vœux de nouvel an, il lui offre un « oyseau de mer appelé cravant ». Il le supplie « de faire cesser les poursuites du receveur de la capitation contre notre défunte mère, morte en cette isle [de Noirmoutier] au mois d'octobre [1727] ». = *Jonchée de la Goletrie* (1725). — Echange de lettres toutes relatives à des extraits de titres de la Chambre des comptes de Nantes dont avait besoin Jonchée pour soutenir une instance au « Bureau de la Noblesse ». Les lettres de celui-ci sont datées de Paris, à l'hôtel Dauphin, rue des Petits-

²⁵ Ils furent d'ailleurs acceptés et pourvus. Cf. II 47 la correspondance de Mellier avec l'abbé de Vertot sur le même sujet.

²⁶ Attaché à la Trésorerie des Etats de Bretagne, du cachet de laquelle il sert pour clore ses lettres. Celles-ci sont toutes datées de Rennes.

Champs. Y annexés une lettre et deux quittances de M. Triberge, garde des archives de la Chambre des comptes, et un mémoire des frais de M. Bidon, procureur à ladite Chambre. = *De la Bédoyère* (1729). — De Mellier. Il recommandera, suivant son désir, M. Lollivier, l'un de ses substituts au Parlement, qui se propose de demander aux prochains Etats la place de feu M. Ménage de la Morandais. = Boyer, s^r de *La Boissière* [receveur général des finances] (1720-1729). — A Mellier. Félicitations sur sa nomination à la mairie (1720). — Echange de lettres touchant la comptabilité de la Ville (1721 et 1726). — De Mellier. « On a parlé dans cette ville d'un voyage de M. le maréchal d'Estrées en Angleterre pour y substituer M. de Broglio. Je croi que les gazettes et les manuscrits n'en raisonnent pas plus solidement que sur les affaires de la guerre ». — De La Boissière. — Au sujet de l'Académie de musique de Nantes²⁷. « Vous avez déjà ouvert boutique et vous avés 24 gagistes ; c'est beaucoup s'ils sont bons. Nous n'en avons que 17 à notre concert italien. Ne faites-vous point quelque recrue à Paris ? Je vous le conseillerois ; il y a une infinité de jeunes gens qui promettent de devenir d'excellens sujets ». — De Mellier. « Nous préludons... Hier fut joué *Tancredi* avec assez de succez ; il nous est arrivée une haute contre d'Angers ». Projet de dessèchement de l'Erdre avec création d'un port près de la Chambre des comptes. On attend M. de Maurepas ; en prévision on a fait « élever 2 batteries de 36 canons de gros calibre pour saluer le Neptune françois à son arrivée, et luy donnerons aussy des harangs, des harangues et tout ce qui pourra convenir à l'aquatique ministre ». — De La Boissière. « Je l'envoye aujourd'huy à M. de la Tullaye l'engagement que j'ay fait d'une voix de femme pour votre concert. J'y ay ménagé votre bourse, vous étiez convenu de 1 500 l. et je l'ay pour 1 100 l. ; j'espère que vous en serés assés contents, il est difficile de trouver mieux ». De Mellier. « Le s^r Murair a fait escrire icy pour se proposer ; on dit que c'est un hautecontre fameux ». — De La Boissière. La mère du roi Stanislas est morte ; c'est un deuil de six mois. Il y a quelques contestations entre le chancelier et le garde des sceaux sur le partage de leurs fonctions. — De Mellier. « M. l'abbé de la Vieuxville, doïen de Nantes, receut hier au soir avis par un exprès que son tonton l'évêque de S^t Brieucreput *medius*... C'étoit un si bon homme, incapable de dissimulation et de mauvaise foi, fort attaché pour ses amis à l'intérieur et à l'extérieur, n'aïant rien retenu des modes italiques, pas même celle de la méridienne ». — « Toute notre académie de musique vous est très obligée de l'envoi de M^{lle} Huault. Je l'entendis chanter avec plaisir la cantate de *Médée* dans notre concert du 19 [sept.] ». — De La Boissière. Il a peine à croire que Murair qu'on n'a pu retenir à Paris, quitte cette ville pour Nantes. M^{lle} Huault a une belle voix et « un maintien fort séant ».

²⁷ Cf. GG 671.

— Se trouvant à Rennes (accidentellement, car toutes ses autres lettres sont datées de Paris), il parle de deux concerts donnés dans cette ville. « Guignon accompagna Aramis : *Cessés mes yeux, cessés de répandre des larmes de Tancredi* ». Guignon et Forcroix ont joué une sonate de Michel qui fut ravissante. — « Vous sçavés que le Roy est tombé de son lit sur le paquet en dormant. On luy a persuadé qu'il s'étoit blessé aux genoux et on l'a saigné ; mais ce n'est qu'un prétexte pour le tenir quelques jours en repos ». — De Mellier. Il raconte une piquante aventure arrivée au Concert. Quelques violons ayant commencé alors que les autres ne jouaient pas, non plus que l'organiste Colesse assis au clavecin, M. de la Tullaye, procureur général, déclama contre leur négligence « avec plus de véhémence que ne fit toutefois M^r Tullius Cicero, dont M. de la Tullaye prétend être descendu par son ancêtre Tullius ». Colesse répondit ; M. de la Tullaye menaça de le faire mettre en prison. Finalement « on reconnut que les simphonistes avoient raison, l'air en question étant composé par fugues, les parties devoient entrer successivement ». Le procureur « *obmutuit* » et la sortie se fit par fugues, les dames devant, les autres courant après. — De la Boissière. « Votre fugue me fait mourir de rire. J'ay cru voir Mascarille et Jodelet attaquer une lune toute entière ». On dit d'ailleurs ici que votre Concert est une pétaudière (1727). — De Mellier. Félicitations pour le don de l'abbaye de Ferrières en Poitou que le roi vient d'accorder à l'abbé de La Boissière, son frère. — « Nostre détachement du Concert partit dimanche pour Rennes... Je crains fort qu'en faisant courir les champs à nos musiciens, on ne les réduise au plein-chant et qu'ils n'oublient la musique ; en tout cas, ils reviendront enrhumés, éclopez... à Nantes » (1728). = M^{me} de *La Boissière* (1724). — De Mellier. Vœux de nouvel an. = Le président de *La Bourdonnaye* (1723-1728). — A Mellier. Compliments. = *De La Briffe*, intendant de Dijon (1728). — A Mellier. Il a reçu le certificat du recteur de l'Université de Nantes sur les usages que la Faculté de théologie observe en accordant des degrés. = [De Becdelièvre] de *La Busnelays* (1723). — A Mellier. Lettre de bonne année datée de Tréambert [en Mesquer, Loire-Infér.]. = [Pantin] de *La Guère* (1727). — De Mellier. Envoi du procès-verbal de l'ouverture du tombeau du duc François II aux Carmes. = *De La Morelie* (1720-1721). — De Mellier. Il réclame ses bons offices auprès du maréchal [d'Estrées]. — Il lui envoie une tabatière. = *Landier* (1729).

II. 37. (Liasse.) — 103 pièces papier, 55 sceaux.

1710-1714. — Correspondance de Mellier avec Pierre, comte de *Lannion*, commandant pour le roi à Nantes, puis gouverneur de S'-Malo. — A Mellier. De Quiberon. Il a envoyé à Belle-Isle, sur la demande pressante du gouverneur, 400 hommes des milices bourgeoises de Vannes et d'Auray. Le maréchal de Châteaurenault venant de rentrer à Rennes, il l'a

consulté sur l'envoi possible à Belle-Isle de nouvelles milices dont 250 hommes de Nantes (juin 1711). — Prière de confronter deux soldats du rég^t du colonel de la Vieuville, en garnison à Vannes, avec un cabaretier emprisonné au Bouffay de Nantes. — Conflit entre M. de Mianne, lieutenant du château, et M. de Lannion au sujet du s^r de Cabannac, aide-major du château, qui avait refusé d'aller prendre les ordres de ce dernier (1711). — Demande de renseignements relatifs au désordre arrivé à la Comédie (1712). — Certificat de Pierre, comte de Lannion, reconnaissant « que M^r Mellier nous a remis tous les papiers et affaires concernant le commandement en la ville de Nantes, et ceux de nos affaires particulières sur lesquelles nous l'avons consulté, dont nous le remercions et le quittons, et attestons qu'il s'est toujours acquitté avec zèle et exactitude de l'exécution des ordres du Roy et de ceux de M. l'Intendant pendant notre séjour à ladite ville » (janv. 1714). — De Lannion. On approuve à Paris que lui Lannion ait, en partant de Nantes, remis les clefs de la ville au maire et aux échevins. M. de Mianne qui les a réclamées, recevra à ce sujet une lettre bien secrète de M. de Valincour, de la part de Mgr le c^{te} de Toulouse et il n'insistera pas. — On n'entend plus parler de M. de Mianne, il est apparemment à la Papotière ; quoiqu'il ait beaucoup d'esprit, c'est sa mauvaise conduite qui lui a attiré ses chagrins. « Je suis icy dans un lieu sauvage (à son château de Quinipily) où je n'ay de commerce qu'avec les serfs et sangliers des forêts ; cela commence à m'annuyer et j'espère partir bientôt pour S^t Malo ». — De Mellier. Mgr le c^{te} de Toulouse ayant fait défendre au s^r Olivier de continuer à tenir « académie de jeux à la Fosse », M. de Briord et autres se sont mis à jouer sur les ponts de S^t-Nicolas, dans une chambre au nommé La Chapelle, « académiste » et garde du maréchal d'Estrées. La police les ayant surpris, M. de Briord a mis l'épée à la main pour s'opposer à l'arrestation de son valet qui avait éteint la chandelle. — De Lannion. Il fait part de son arrivée à S^t-Malo ; il a été reçu au bruit du canon par le maire et les notables, puis à la cathédrale où il a prêté entre les mains de l'évêque le serment qu'ont accoutumé de faire les gouverneurs (28 mars). — Diverses lettres relatives à l'expédition d'une assiette et d'un plat d'argent fabriqués à Nantes par le s^r Sevin pour Lannion, et commande par ce dernier d'une autre assiette à pans qui servira de modèle aux orfèvres de S^t-Malo. (Y annexées des quittances de Sevin payé par l'intermédiaire de Mellier). — Il a reçu la lettre de Mellier lui annonçant que « les commédiens ont commencé leur 1^{ère} représentation à Nantes » et que ce sont des archers de ville et non des soldats du château qui y ont fait garde. — Il est heureux d'apprendre que les gardes du maréchal d'Estrées placés à la porte du jeu de paume de la Comédie, prennent à ce sujet l'ordre du maire et non celui de Mianne. « Je suis persuadé qu'il mourra de chagrin d'estre contraint comme il est et d'estre borné dans le seul commandement du

château. » (Y annexées sur feuille volante des nouvelles de la Cour : Le marquis de Brancas parti de Madrid un jour après le cardinal del Giudice, est arrivé à Paris un jour avant lui, etc. Cf. *Mémoires* de Saint-Simon, année 1714. On trouverait vraisemblablement dans ces *Mémoires* la majeure partie des nouvelles jointes dans la suite des lettres du c^{te} de Lannion). — Il envoie les dernières nouvelles qu'il a reçues, concernant en particulier les affaires d'Espagne et la paix avec l'Empereur. A l'occasion de cette paix, on chantera le *Te Deum* et on fera des feux de réjouissance à S^t-Malo. — A propos des difficultés que lui suscite M. de Beauchesne, capitaine garde-côte de S^t-Servan, il adresse à Mellier une lettre qu'il a reçue de M. de Valincour sur cet objet, la réponse qu'il compte faire à ce dernier et demande à son correspondant ce qu'il en pense. M. de Beauchesne prétendait que s^t-Servan n'étant point un faubourg de S^t-Malo, le gouverneur de cette ville ne pouvait faire prendre les armes à sa compagnie. Lannion répondait que ses pouvoirs lui donnaient le gouvernement « de la ville et château de S^t Malo et tour de Solidor. Cette tour est une tour ruinée bâtie au milieu de S^t Servan. S^t Servan est donc du gouvernement de Solidor qui en est le chef lieu ». — « La tour de Solidor a été bâtie du temps du nos ducs pour contenir les Malouïns qui avoient l'esprit républicain, comme ils l'ont encore à présent ; les vaisseaux du duc venoient dans le port de S^t Servand et ces vaisseaux estoient à couvert de l'insulte de ceux de S^t Malo. Comme on n'a point entretenu les couvertures de cette forteresse, il y a cinq ou six ans qu'elles sont tombées. Il reste une grande cour et un jardin à cette forteresse qui est affermée 155 l. » — Il prie Mellier de lui faire des lettres pour MM. de Pont-chartrain et de Torcy, ainsi qu'un mémoire touchant son litige avec M. de Beauchesne. Il joint dans ce but à ses lettres des notes et un arrêt du Conseil du 23 oct. 1708. — Nombreuses missives de Lannion qui supporte mal la contestation de son commandement sur S^t-Servan. Il y voit la main de Pontchartrain tendant à accroître les fonctions de son ministère. — On fera à S^t-Malo au Général des Capucins le même cérémonial qu'à Nantes ; « on luy tirera du canon ». — Il envoie l'état des vaisseaux arrivés des Indes orientales au Port-Louis et du Pérou à S^t-Malo. — Nouvelles de la Cour ; — du siège de Barcelone ; des mariages princiers. — Félicitations sur la grossesse de M^{me} Mellier. — Le s^r Bourdas, gros négociant de S^t-Malo, vient d'être conduit à la Bastille pour avoir envoyé sans permission aux mers du Sud plusieurs vaisseaux chargés à Jersey et en Angleterre. — Remerciments pour l'envoi d'« une estampe de l'un des bas reliefs de l'église de S^t-Pierre de Nantes », dont Mellier a donné l'explication dans les *Mémoires de Trévoux*. — Le comte de Vertus a opéré le retrait de la terre de Clisson et en a pris possession. — M. de Grandville, colonel de dragons, a été condamné par les maréchaux de France à vingt ans de prison et à 400.000 l. de dédommagement, ou bien à épouser

M^{lle} de la Monnerie. Envoi d'une ordonnance du c^{te} de Toulouse donnant gain de cause à lui Lannion dans son affaire de S^t-Servan, et de certificats de l'archevêque de Besançon et de l'évêque de Nantes sur les honneurs à lui rendus dans les cathédrales de ces villes alors qu'il y commandait, pour lui servir dans le différend qu'il avait avec l'évêque de S^t-Malo au sujet desdits honneurs ; et pièces y annexées (1714).

HH 38. (Liasse.) — 91 pièces papier, 53 sceaux.

1711-1717. — *De Lannion* (suite). — A Mellier. Mauvais vouloir du chapitre de Vannes pour délivrer un certificat constatant les honneurs à lui conférés, alors qu'étant gouverneur de cette ville il avait assisté aux vêpres dans le chœur le jour de la Saint-Vincent, fête patronale du lieu, et continuation du différend entre Lannion et le chapitre de S^t-Malo (1715). — Nouveaux détails sur le cas du colonel de Grandville qui s'est évadé, et sur celui de son frère qui a fait un faux pour rendre service à ce dernier. — Nombreuses lettres rapportant les diverses phases de cette affaire. — Commande de trois autres assiettes au s^t Sevin, orfèvre à Nantes ; « il est fort habile homme et les ouvrages qu'il entreprend il les fait aussi bien qu'à Paris ». — A différentes reprises, il prie Mellier, quand il ira sur la Fosse, d'entrer dans la boutique de Sevin pour lui recommander la besogne. — Nouvelles de S^t-Malo, notamment de la déconvenue des négociants malouins, qui trompés par M. Martinet et l'abbé Juin, ont armé trois navires sous prétexte d'aller à VeraCruz, alors qu'on les devait livrer dans la baie de Cadix au roi d'Espagne pour une entreprise sur Majorque ; mais les officiers ont refusé d'obéir à ce changement de destination. — Plusieurs des lettres suivantes parlent encore de cette aventure. — Le roi envoie six bataillons, des canoniers et des ingénieurs à Malte que l'on fortifie en diligence dans la crainte des Turcs. — Nouvelles de la Cour : L'ambassadeur de Perse a été reçu à Versailles par le roi, etc. — Rupture du mariage du comte de Broglie avec M^{lle} Locquet de Grandville : le roi l'ayant désapprouvé le jour même où le futur devait assister chez les Grandville à une fête « où l'on avoit pour 5 ou 600 l. de poisson ». — Les Etats doivent se tenir à Nantes sous la présidence du maréchal d'Estrées ; « cela a fort touché et affligé le mareschal de Châteaurenault qui appréhende que la suite de cecy ne soit de ne plus revenir en Bretagne pour y commander. M. le mareschal d'Estrées sera beaucoup plus difficile que ne l'estoit le mareschal de Châteaurenault qui pourra estre regretté dans la suite ». — De son « château de Quinipilly près Vennes », Lannion envoie à Mellier afin de lui procurer des nouvelles, deux lettres qu'il a reçues de Rennes et de S^t-Malo. De la première de ces villes, entre autres racontars : « Nous avons ici M^{me} de Pont qui a un grand procès contre M. de Garnavalet. Les dames de Rennes prennent la liberté d'écrire quelques fois à ses dépens. Elle ne se coëffe pas à

leurs grée, elle mange sans fourchette avec ses doigts, elle fait des quiproquo sur les familles qu'elle ne connoist pas ». — Il est fort peiné de la perte du vaisseau qui portait son nom et, par suite, de la mort du s^t Rouzier qui en était capitaine. — Nouvelles de S^t-Malo. Noms des navires arrivés et attendus. — Evénements politiques : Réconciliation entre les cours de Rome et d'Espagne, etc. — Regrets du départ de Ferrand, intendant de Bretagne, qui était de ses amis. — Le roi d'Angleterre retenu par les vents contraires a séjourné trois semaines à S^t-Servan ; détails sur son voyage de Paris à la côte (1715). — Depuis la mort du roi, le C^{te} de Broglie a repris son projet de mariage avec la cadette de Grandville ; mais elle n'aura que 600.000 l. au lieu des 800.000 que l'on promettait l'autre fois. Mort à S^t-Malo d'un saint prêtre nommé M^r Emeric. — Décès de « M. de la Connelaye, gouverneur de Belliste », où l'intendant qui s'y était rendu pour réformer des abus, arriva alors qu'on lui donnait l'extrême onction. — Lannion envoie sa procuration à Mellier pour toucher le produit d'une pacotille de dix pièces de toile peinte rapportée par feu M. Desconhel, commissaire ordonnateur sur les vaisseaux *Mercur* et *Jason* venus des Indes, auquel Lannion avait baillé 400 l. dans ce but. — Ayant appris que ladite pacotille a été adjugée à M. de Lusançay, il désirerait la ravoir en le remboursant (1716). — Bonne année et lettre pour une question d'argent (1717)²⁸.

Du c^{te} de Lannion à...²⁹. Il rend notamment compte des insultes faites aux commis des entrées sur les boissons par plusieurs bateliers, au lieu de La Madeleine. Ils ont brisé les armes du roi attachées à la patache des commis. Les délinquants ont été envoyés au cachot [1711]. — Du même à M. de Valincour. Ce sont des auditeurs à la Chambre des comptes de Nantes qui ont présenté le Mémoire sur les prétendues exactions des commis aux boissons (1713). — Valincour à Lannion. Au sujet des honneurs à rendre à celui-ci pour sa première entrée comme gouverneur à S^t-Malo. — La comtesse *de Lannion*. — A Mellier. Remerciments pour « la part que vous voullés bien prendre dans l'affliction dont je

²⁸ Après les lettres échangées entre Mellier et le comte de Lannion, nous en avons placé six autres faisant partie de la correspondance de ce dernier avec des personnages autres que le futur maire de Nantes. Mellier fut l'homme de M. de Lannion pendant son commandement dans notre ville. C'était Mellier qui rédigeait les minutes de sa correspondance administrative, ou bien, quand elles étaient écrites par les commis de Mellier, celui-ci les corrigeait lui-même. Les liasses EE 3 et EE 4 sont en grande partie constituées par des minutes de ce genre placées à côté des lettres originales reçues par le comte. Il y en a même du fils de ce dernier à son père, datées du camp de Fribourg. Cette collaboration intime peut seule expliquer comment les documents de EE 3, EE 4 et les six de II 38 ont pu rester à Nantes dans les papiers de Mellier. Les liasses II 37 et 38 montrent bien que de S^t-Malo, Lannion eut encore parfois recours à Mellier dans les questions épineuses.

²⁹ Cette minute sans date paraît se rapporter à la même affaire que celle visée dans une lettre écrite au c^{te} de Lannion le 9 juillet 1711 par le ministre Desmarets (EE 3). Ses termes établissent qu'elle n'est point adressée à ce dernier. Il semble qu'elle le fut plutôt à M. de Valincour.

suis pénétrée par la perte irréparable que j'ay faite de ce que j'avois de plus cher au monde » (A Quinipily, 25 juin 1717).

II. 39. (Liasse.) — 127 pièces papier, 17 sceaux.

1711-1729. — Correspondance de Mellier. — *De La Tocnaye* (1722). — Echange de lettres au sujet de l'intention des paroissiens de S^t-Clément de Nantes de nommer marguillier M. de la Tocnaye, fonction dont le dispense sa charge de capitaine garde-côte. = *De La Tour*, intendant de Bretagne (1728-1729). — A Mellier. Il s'excuse de tous les dérangements causés par sa venue à Nantes avec l'intendante à M. et à M^{me} Mellier, obligés d'envoyer leurs enfants hors de l'hôtel de ville et de s'installer, eux, dans les bureaux. Il comptait descendre dans la maison de M. de la Boissière et c'est à son insu que le maréchal d'Estrées a donné les ordres qui ont causé tout ce tracas. — De Mellier. Il annonce l'envoi de divers documents : une carte hydrographique dressée par Belin du Mary, professeur d'hydrographie à Nantes, le plan de l'île et du pont Feydeau avec l'élévation des 24 maisons uniformes qui doivent y être construites, le plan et l'élévation des façades du quartier de Chézine, l'explication d'une inscription antique conservée à l'hôtel de ville, etc. — De La Tour. Il paiera lui-même certaines parties des dépenses faites par la Ville pendant les neuf jours qu'il y a passés. Quelques articles sont surfaits : en route il payait 15 sous par place de cheval dans les cabarets au lieu des 30 sous comptés à Nantes (1728). — « Je vous suis très obligé de l'almanach que vous m'avez envoyé ; il est curieux et je le lirai avec plaisir ». — De Mellier. Le froid est extrême depuis un mois ; cet hiver est le plus rigoureux qu'on ait vu depuis 1709, « les glaces arrêtent toutes les rivières qui aboutissent à Nantes ». Par suite, le bois à brûler a plus que doublé et les dépenses communales seront forcément accrues. « Avant que les intendans eussent été établis en Bretagne, les anciens officiers municipaux n'épargnoient aucune dépense voluptueuse, entr'autres pour la consommation des vins les plus exquis pour leur usage ; les caves de l'hôtel de ville en étoient remplies. Je l'ai vérifié par les anciens comptes qui sont aux archives ; M^{rs} de la Chambre qui le plus souvent étoient choisis pour l'emploi de maire, ne faisoient aucune difficulté d'allouer pareilles dépenses, et on n'en faisoit presque aucune pour l'embellissement de la ville et pour les ouvrages publics ». Mais si maintenant les services municipaux sont réduits au nécessaire, il ne faut cependant pas les laisser pâtir ; sur quoi Mellier cite le dicton suivant :

« Auteurs jadis au siècle d'or,
Maire de bois et place d'or
Maintenant ont changé de loix,
Maire d'or et place de bois ».

— De Mellier. Envoi d'une délibération municipale pour faire placer dans la chapelle de l'hôtel de ville un tableau représentant la Vierge et l'enfant Jésus et

devant eux le fils de Mellier en prière, tableau fait en mémoire de ce que celui-ci a été nommé par la Communauté de Nantes le 1^{er} juillet 1725. — De La Tour. C'est avec justice que Mellier a été complimenté dans le poème qui a été prononcé au collège des Pères de l'Oratoire. — De Mellier. « Nos députés (aux États) partiront demain ; l'un est le s^r Delmas, sous maire, homme de bon esprit, le second est M. le Ray de la Clartais, négociant à la Fosse, qui en a beaucoup » (27 août). — Il a reçu prévôt des marchands de Lyon « le premier volume de ce qui concerne sa prévôté ou mairie, pour suivre l'exemple dont j'ai commencé ici le modèle depuis que je suis maire, et dont il avoit désiré des exemplaires. Le livre est magnifique pour les caractères et l'impression et commence par une matière fort intéressante qui est celle des antiquitez de la ville de Lyon dont il a fait graver des estampes. Je suis fort en état de donner à la suite des Livres de ma mairie un abrégé de l'histoire particulière du comté de Nantes, que j'ai recueilli depuis le passage de Jules César à Nantes. Je l'avois envoyé par ordre à feu Mgr le Régent qui fit payer la dépence des veues et des desseins par M. l'archevêque de Bordeaux, son 1^{er} aumônier, et, si vous l'approuvez, je la ferai imprimer. Il en coûtera peu de chose à la Ville, car je ne compte pas de faire graver les desseins de nos vues et de nos antiquitez, cela couteroit trop ». — Il se plaint à diverses reprises du s^r Périssel, l'un de ses échevins. C'est grâce à sa vivacité qu'on a débouté le s^r Rivière sans l'entendre. « Il faut qu'il n'ait jamais vû entre autres le tribunal des bourguemestres d'Amsterdam où l'on a sculpté en si belles lettres d'or : *Audi alteram partem* ». — Etant dangereusement malade, il prie M. de la Tour de confier à M. Gellée les affaires de la subdélégation de l'intendance (1729). = *De La Tullaye* (1722-1724). — Compliments mutuels. = *Laurencin*, beau-frère de Mellier (1711-1724). — De Laurencin. Calculs relatifs aux fouages (1711). — Estimation des récoltes (1724). = M^{me} *Laurencin* (1727). — De Mellier. « Je vous envoie, Madame ma très chère sœur, une médaille que le R. P. gardien des capucins m'a remise pour vous, en m'assurant qu'elle a été bénie par le pape ». = *De Lavergne*, subdélégué général de l'intendant de Bretagne (1720-1728). — A Mellier. Il le remercie d'avoir bien voulu lui faire sa provision de café (1721). — Echange de lettres relatives à des porcelaines et à des cravates achetées pour l'intendant à une vente de la Compagnie des Indes (1724) ; — au sujet de vin de Bourgogne pour le même (1725). — Nombreuses lettres annonçant l'envoi ou la réception de pièces administratifs. = L'abbé *de La Vieuxville* (1726-1728). — A Mellier. Il remercie celui-ci de ses félicitations pour sa nomination à l'évêché de Bayonne. Il a envoyé une procuration à l'abbé Des Grassières touchant la succession de M. de Boissieux, évêque de S^t-Brieux (1728). — De Mellier. Regrets de son départ par suite de son élévation à l'épiscopat. S'il voulait résigner son doyenné de Nantes « en

faveur de M. l'abbé de Menou, qui est un très bon sujet, il seroit très agréable à tout ce qu'il y a de gens de considération à Nantes ». — De La Vieuxville. Des raisons de famille, auxquelles il ne peut se refuser, ne lui permettent pas de choisir pour successeur M. de Menou (1728). = *De La Villemeueust* (1720-1726). — A Mellier. De Paris, il lui recommande les intérêts de l'abbé de Vertot (1726)³⁰. = *De La Vrillière*, secrétaire d'Etat (1720-1725). — De Mellier. Remerciments de son appui pour l'obtention de l'ordre de S^t-Lazare (1720) ; — pour le renouvellement de sa mairie (1722). — Il le prie d'appuyer le placet qu'il adresse au Roi afin de « luy accorder l'une de ses médailles, en considération des services qu'il a rendus dans les différens employes dont il est chargé » (1725).

II. 40. (Liasse.) — 122 pièces papier, 30 sceaux.

1716-1729. — Correspondance de Mellier. — *Le Mairat* (1722-1728). — Echange de lettres de bonne année avec correspondant qui habitait Paris. = M^{me} *Le Meneust* (1720-1721). — A Mellier. Elle réclame sa protection pour elle pour une amie. = *Le Page*, [commis de M. de La Boissière, receveur général des Finances] (1729). = *Le Peletier de la Houssaye*, [intendant des Finances] (1728). — Echange de vœux de nouvel an. = *Le Peletier des Forts*, [conseiller général, puis] contrôleur général des Finances (1716-1729). — A Mellier. Application d'un arrêt concernant les impositions sur les gages des officiers (1716). — De Mellier. Félicitations pour son élévation « dans une place (de contrôleur général) que vous avez toujours méritée » (juin 1726). — Lettres d'envoi de mémoires et de placets (1726-1728). — Au sujet de fraudes commises à Belle-Isle (1728). — Touchant une augmentation de sa pension viagère ; — le successeur à donner au s^r Lesimple, contrôleur des finances de la généralité de Nantes, décédé (1729). = *Le Prieur* (1722-1725)³¹. — A Mellier. De Paris, relativement à la fabrication de jetons (1722). — De Mellier. La Communauté approuve ses réflexions sur l'objet de sa députation. « Nous ressentons avec joie qu'elle ne pouvoit estre remise en meilleures mains ». — Il lui envoie trois cartes en vélin représentant les armoiries des maires de Nantes ; il s'abouchera avec les graveurs afin de savoir combien ils demanderaient pour les graver (1723). — Il conférera avec le maréchal d'Estrées au

³⁰ Cf. II 47 la correspondance de Vertot.

³¹ L'ensemble de la correspondance entre Le Prieur et Mellier comprend près de 600 lettres et forme les liasses 175 à 179 de la série BB. Son importance s'explique par ce fait que Le Prieur, échevin puis sous maire de Nantes, fut pendant plusieurs années chargé de s'occuper à Paris des affaires de la Ville. C'est vraisemblablement par suite d'un oubli que les 13 pièces du présent dossier ne figurent point à leur place chronologique dans le classement général de cette correspondance. Comme on peut les ranger ici, nous n'avons pas cru devoir les renvoyer jusqu'au supplément de la série BB. Huit lettres mois de mai 1723 ont trait à la réunion à la Communauté des offices municipaux ; cela ressort moins du contenu des présentes que de l'ensemble de la correspondance à laquelle nous renvoyons.

sujet des mesures à prendre pour contre-balancer les manœuvres du sénéchal de Nantes qui ne peuvent que nuire à l'administration municipale (1725). = *Le Roux* (1724). = *Lesaché*, attaché au comte de S^t-Florentin (1728-1729). — Réclamation et envois de pièces. — Compliments. = M^{me} *Le Texier d'Orvault* (1722). A Mellier. Recommandations en faveur d'une pauvre femme ; — pour faire porter M. Nigonié sur la liste des échevins. = *De Lézonnet* (Voyez II 30, v^o Châteaugiron). = Dom *Lobineau* (1722). — De Mellier. Détails sur une célèbre inscription romaine, découverte en 1850 et conservée dans la galerie de la mairie. Renseignements sur les archives municipales. — On vient de trouver en démolissant l'ancien hôtel de ville une lame de bronze avec trois inscriptions relatives à « la mesure des haveneaux ou engins de pesche ». Au cloître des Carmes, il a vu « dans un bas relief un griffon tenant la bannière des armes de Jean VI (c'est Jean V), duc de Bretagne, mi-parties de celles de Jeanne de France, sa femme ; je ne sçay si vous avez eu occasion de faire quelques observations sur un pareil support des armes de Bretagne ». — Il a reçu le prospectus de son *Histoire de Paris*. Il craint que ce travail ne le détourne de l'*Histoire de Nantes*. Mellier venant d'être continué maire, dom Lobineau devrait en profiter pour venir travailler aux archives de la Ville. Renseignements sur l'état actuel du tombeau de Jean V (c'est Jean IV) [dans la cathédrale de Nantes] et sur une inscription concernant l'évêque Pierre du Chaffault. = *Lorne*, greffier des Commissions du Conseil à Paris (1722-1728). — A Mellier. Il lui promet ses bons offices auprès du garde des sceaux (1722). — Echange de vœux de nouvel an (1726). — A Mellier. Il le remercie de ses condoléances à l'occasion de la perte qu'il vient de faire en la personne de M. d'Armenonville, garde des sceaux, avec lequel il a travaillé pendant 43 ans (1728). = *Lory* [échevin], alors à Rennes pour les affaires de Nantes (1725). — De Mellier. Au sujet de divers procès que soutenait la Ville. = *Mahon*, secrétaire de l'intendant de Brou (1723-1727). — A Mellier. Reproches amicaux sur ce qu'on ne lui a pas adressé les volumes d'Arrêts de sa mairie, alors qu'on l'a fait en faveur de M. Rondeau. C'est lui cependant qui est le premier secrétaire de l'intendant (1726). = *Mairie de Nantes* (mai 1721)³². — Des échevins. Ils ont appris avec joie son arrivée à Lorient. Un vaisseau provenant de Gênes vient de mouiller à Mindin ; on en a opéré la visite. — De Bouhier de la Bregeolière, [procureur syndic]. Le voyage de Mindin n'a pas été heureux ; « tant qu'il a duré la mer a été dans une agitation continuelle ». — Des échevins. Envoi de la liste de ceux qui ont été nommés candidats comme échevins, syndic et lieutenants de milice. — Aux échevins. Il faudrait écrire à la Rochelle afin de savoir pour quelle raison

³² Correspondance administrative entre le bureau de Ville et Mellier pendant le séjour de celui-ci à Lorient où il avait été envoyé pour les affaires de la Compagnie des Indes. Cf. HH 208 et 209.

on a défendu au navire l'*Union* de Gênes d'y aborder. — De Bouhier. Au sujet des enfants du s^r Barthélemy droguiste, [nouveau converti]. Le recteur de S^t-Saturnin qui se préoccupait de leur instruction en avait écrit à l'intendant. — Barthélemy est absent pour un mois ; sa femme promet que ses enfants iront régulièrement à la messe et au catéchisme³³. — Des échevins : A l'occasion du navire l'*Union*, S. A. R. le comte de Toulouse a décidé « qu'il ne soit accordé aucune entrée ny pratique sur la côte de cette province aux vaisseaux qui pouvoient venir de Toulon, Marseille et autres ports fermez, pas mesme de les admettre à quarentaine ». — De Bouhier. Avec un collègue, il reste de 6 h. du matin à 10 h. du soir à viser les billets de banque, « et après cela le public n'est pas content ; je ne sçai ce qu'il lui faut ». Malgré deux archers qui gardaient les portes, ils ont failli être étouffés dans leur bureau. — La Cour a donné ordre de notifier au navire génois d'aller à la Rochelle ou à l'île de S^t-Maur sur la côte de Normandie. Le roi a fait connaître les deux échevins qu'il a choisis. — A Bouhier. Concernant la réhabilitation de M. Grou qui a entièrement payé ses créanciers. — De Bouhier. Il est chargé de faire sortir le vaisseau génois. On peut craindre que le capitaine ne fasse des difficultés ; mais « j'irai toujours mon chemin et monterai, s'il le faut, le plus fort navire de la rade de Painbeuf pour le couler bas à coups de canon, quoiqu'à dire vray je m'acomodast bien mieux de la commission d'aller manger à son bord une salade d'enchois et un saucisson de Bologne, ce que je ferois certainement sans craindre la peste si la Cour me le permettoit ». = L'abbé de *Maransac* (1723). — De Mellier. « Je suis persuadé (que le) ministère principal dont S. A. S. Mgr le Duc s'est chargé vous sera favorable pour mettre vostre mérite en évidence ». = Le comte de *Marthen* (1724). — A Mellier. Recommandation pour un soldat. = Le comte de *Maurepas* (1727-1729). — Echange de lettres au sujet des documents relatifs à l'ouverture du tombeau du duc François II, et du Recueil d'arrêts de la mairie, envoyés par Mellier (1727) ; — du nouvel an (1727-1729). — De Mellier. Envoi du dessin d'un poisson monstrueux pêché en Loire (1729). = *Menart* (1721).

II. 41. (Liasse.) — 130 pièces papier, 40 sceaux.

1721-1729. — Correspondance de Mellier. — de *Menou* père (1721-1722). — De Mellier. Félicitations pour « l'élévation » de son fils et la nomination de celui-ci à Nantes. — De Menou. Lettre datée de la citadelle d'Arras. Merci pour sa missive « touchant la gratifficacion que le roy a fait à mon fils en luy accordant la lieutenance de roy de la ville et château de Nantes ». — De Mellier. Il fait part au père de l'arrivée de son fils à Nantes et de la joie qu'elle y a causée (1721). — De Menou. Remerciments (1722). = *De Menou*, lieutenant de Roi au château de Nantes (1721-1729). — De Mellier. Félicitations

relatives à sa nomination à la lieutenance du château (1721). — Les officiers du château ont dîné avec lui à l'occasion de sa continuation dans la mairie et de l'installation des nouveaux échevins. Un accident est arrivé au château où plusieurs personnes ont été écrasées par la chute de deux planches. — De Menou, alors à la Rochelle. « Sy la Cour n'y met ordre, je suis menassé d'en voir souvent de parreille (aventure). Dieu veille qu'ill en ne tombe pas sur moy ny sur mes amyes ». — De Mellier. Le 1^{er} et le 2^e bataillons du rég^t de Bourbonnais vont sous peu arriver ici. — On sera à Nantes bien joyeux de la bonne issue de son voyage à la Rochelle. La milice bourgeoise se prépare à prendre les armes pour l'arrivée de Madame. — De Menou. Il a signé la veille son contrat de mariage ; sitôt celui-ci célébré, il rentrera à Nantes. — De Mellier. M. du Fresne a eu un démêlé à la porte de l'« Académie » avec quatre porteurs de chaise qui refusaient de le mener chez lui ; il a mis l'épée à la main et s'est blessé en la tirant. Il n'avait aucun droit de les contraindre à le porter, alors que leurs maîtres étaient dans la même Académie. — 17 compagnies du rég^t des Landes infanterie sont passées à Nantes ; on annonce la venue de Royal Roussillon cavalerie et de 8 compagnies de Royal Etranger cavalerie. Il a proposé de faire prendre une autre route au premier : « ne convenant pas qu'il passe par Nantes dans le tems que les Estats y sont assemblés » (1722). — Echange de lettres à propos d'une rixe survenue à Barbin ; il y a eu des blessés et les coupables ont été enfermés « au Pied de biche » (une des tours du château). Une libertine arrêtée à la requête du curé de S^{te}-Croix devra être conduite du château au Sanitat par les chasse-gueux : les soldats n'étant point faits pour pareille expédition. — De Menou. L'évêque de Rennes [Crissé de Sanzay] est transféré à Nantes. Il en est aise, car il est son voisin et son ami. — De Mellier. Les Invalides de garde ont été insultés par des étourdis « à la porte du jeu de paume où l'on représente la comédie avec des marionnettes ». Commencement d'incendie dans une salle des R. P. Carmes. — De Menou. Le duc de Richelieu désirant vendre trois petites terres qu'il possède en Bretagne, Menou envoie diverses pièces à ce sujet, priant Mellier de s'entremettre pour trouver des acquéreurs. — De Mellier. Scènes violentes à Vannes entre le sénéchal et le maire, causées par le rétablissement de la patrouille. A la suite de ce scandale, le maire a été arrêté. — Renseignements sur la terre de Pontrieux, une de celles que le duc de Richelieu voudrait céder et sur laquelle a des vues M. de Menou. « Elle est très bien située et bien bâtie dans le goût ancien à peu près comme le château de Nantes », sise trois lieues de Guingamp. La mer baigne les murs du château à toutes les marées. — De Menou. Devant se rendre à Paris, il prie Mellier de s'adresser à lui avec confiance. « Si je vous suis bon à quelque chose, je me feray un grand plaisir de vous y rendre mes services, pour vous convaincre de la confiance que

³³ Cf. GG 649.

vous devez avoir un homme qui oublie aisément le passé, pourvu qu'il n'y ait point de résidive » (1723). — De Mellier. La municipalité vient d'accomplir « à S^t Sébastien le vœu de la Ville..., le maire portoit son chapelet à la main, à la teste du corps de Ville en suivant la procession ». — Il n'y a eu ici qu'un peu de gelée ; mais la pluie est survenue. « J'avois déjà fait appareiller toutes choses pour remplir la glacière de la ville... Je suis convaincu de la nécessité d'avoir de la glace pour la commodité et pour la santé du public pendant les challeurs ». — Le maréchal d'Estrées dit qu'on ne doit mettre à la tête des compagnies de milice « personne qui tienne boutique. Il seroit bon d'en user ainsy pour les places d'eschevins vacantes, car de tels boutiquiers ont contracté une humeur mécanique qui ne s'accorde pas avec les parties nécessaires au magistrat ». — Incendie au carrefour de la Casserie. Grâce aux quatre pompes de la ville, deux étages supérieurs d'une maison seulement ont été brûlés ; mais un gabarier qui conduisait le tuyau d'une pompe est tombé sur un capucin qui portait de l'eau, celui-ci n'a eu aucun mal, l'autre s'est tué. — Depuis, on a trouvé dans les décombres cinq cadavres, notamment celui d'un arracheur de dents qui a causé l'incendie avec la térébenthine dont il se servait pour fabriquer un onguent. — Disette des grains. Au collège de l'Oratoire pendant qu'on y jouait la tragédie il s'est produit quelque désordre. « Il n'y eut personne de blessé quoique des écolliers eussent tiré l'épée ; on en mit un en prison ». — Grand'messe aux Jacobins en l'honneur de la Saint-Louis ; on a tiré le canon au château comme de coutume. — Il y a un nombre infini d'étrangers venus pour la vente de la Compagnie des Indes ; cela fait monter les marchandises à un prix excessif. — De Menou alors à la Rochelle. Les difficultés que suscite à chaque instant sa belle-mère retardent la conclusion de ses affaires de famille ; « elle nous donne du fil à retordre ». — De Mellier. Il a été enfin décidé que le maréchal d'Alègre tiendrait les prochains Etats. Peut-être le maréchal d'Estrées n'aurait-il pu être ainsi évincé s'il eût consulté « ses véritables amis dans de certaines occasions ». — Plainte de M. de Carheil, lieutenant au rég^t d'Orléans, contre un caporal de milice qui lui avait refusé l'entrée au corps de garde du Bouffay. — MM. Le Merdy, gentilhomme et de Villeneuve, sous brigadier de maréchaussée à Pont-château, se sont pris de querelle « à Bouvet » ; le second a été transpercé d'un coup d'épée et en est mort. Lescuyer et Deschamps, violons à la Comédie, en sortant du jeu de paume ont mis l'épée à la main ; ce dernier est blessé. — « Les comédiens ont fini leurs spectacles après avoir retiré plus de 40.000 l. depuis qu'ils y ont joué. Ils doivent se rendre à la Rochelle. Je doute qu'ils y aient le même succès » (1724). — Vacance de la subdélégation de Machecoul par suite de la mort de M. Le Retz. — M. de Kergoet, beau-frère du sénéchal de Pont-l'Abbé, s'est battu au carrefour S^t Jean contre un particulier qu'on ne connaît pas encore précisément et qui le tua

sur place d'un coup de seconde. On informe. — De Menou. La perte qu'il a faite cette année de son père et de sa mère lui a donné un surcroît d'affaires pressantes qui l'ont empêché de se trouver à Nantes quand le maréchal d'Estrées y est venu. — De Mellier. Mutations dans la milice bougeoise (1726). — « Le s^r Lesourd, l'un de nos commissaires de police et greffier de nos deux hôpitaux, fut empoisonné hier avec sa femme, sa fille, son beau père, sa servante et un valet de campagne, en mangeant sa soupe. Lesourd en est mort et les autres sont encore en grand danger. On publie que c'est par de l'arsenic qui a été meslé dans leur pot ». Cela fait grand bruit ; Lesourd, qui était aussi « secrétaire du renfermement des mendiants », est fort regretté, Mellier est très mortifié qu'il se soit trouvé à Nantes un scélérat capable de ce crime³⁴. — Projet de création d'une compagnie de grenadiers dans la milice. — De Menou. « Les bruits de guerre commencent à se réchauffer depuis le retour de M. de Valpol, ambassadeur d'Angleterre, qui est arrivé de Londres il y a huit jours avec le flambeau de la discorde » (14 mars). — Le maréchal d'Estrées approuve l'établissement de l'Académie de musique, à part l'article relatif à la salle du château qu'on lui demande. Menou est lui-même opposé à cet article. — « La paix et la guerre sont toujours dans la mesme incertitude... Le roy est d'une force admirable, la reine montre son gros ventre à tout le monde tant qu'elle peut, ce qui fait grand plaisir ; elle se promène beaucoup à pied dans les jardins et la voit qui veut. L'on trouve que M. le cardinal conduit le royaume à merveil » (Versailles, 9 mai). — De Mellier. On s'apprête à rendre à M. de Maurepas lors de son passage à Nantes les mêmes honneurs qu'aux maréchaux de France ; les négociants sont aises de sa venue. Cinquante jeunes gens des familles du commerce se font faire des habits rouges uniformes pour aller le saluer au Temple ou à Sautron. La plupart de ces jeunes hommes seraient aptes à composer la compagnie de grenadiers de milice projetée et les uniformes seraient tout prêts. — De Menou. On lui mande de partout que la paix est faite. « Nous en serons pour de gros frais perdus ; mais il n'y faut pas avoir regret, car nous la devons sûrement aux sages précautions que M. le cardinal a prises de nous faire faire bonne contenance et de paroître bien armé ». Il regrette que Mellier n'ait point pris le parti de venir à Bourbon pour sa santé ; il eût été charmé de lui offrir un gîte afin qu'il se reposât en passant (De Cussy [Loiret]). — L'officier porteur de sa lettre est chargé de la conduite à Nantes des équipages et

³⁴ Bien que cette minute soit datée du 2 janv. 1726, on ne saurait hésiter à la reporter à un an plus tard. Au début d'une année les papsus de ce genre s'expliquent d'ailleurs d'eux-mêmes. C'est en effet au 2 janv. 1727 que figure l'inhumation de Lesourd dans l'église S^t-Denis (Ar. Nantes, GG 56), et la minute de Mellier à M. de Mianne auquel il donne la même nouvelle porte bien 1727. L'acte de S^t-Denis, en nous montrant parmi les assistants le beau-père de Lesourd, prouve que pour celui-ci les suites de l'empoisonnement ne tournèrent point au tragique.

des convalescents d'Orléans-Dragons qui prend ses quartiers en Bretagne. Comme il se rend par eau, il sera à Nantes avant le gros du régiment lequel n'arrivera qu'à la Saint-Martin. Prière de loger lui et son détachement en attendant (1727). — Les Etats finiront le 25 [octobre], selon toute apparence (Rennes, 13 oct. 1728). — De Mellier. On vient d'arrêter 7 à 8 vagabonds nouvellement arrivés à Nantes, « dont l'un étoit habillé à la Turquie » ; trois ont été constitués prisonniers au Bouffay (1729).

II. 42. (Liasse.) — 96 pièces papier, 23 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — *De Mianne* (1720-1729)³⁵. — A Mellier. Remercîments pour les témoignages d'amitié que lui et les officiers de la milice bourgeoise, dont il est le colonel, lui ont adressés à l'occasion de son mariage (déc.). — De Mellier. Le terrible incendie de Rennes leur a fait redoubler les précautions pour garantir la ville de Nantes d'une semblable catastrophe (1720). — Nous aurons à Nantes pendant l'hiver cinq compagnies du rég^t de La Marck. — De Mianne. Son départ de Nantes ne changera rien à ses sentiments pour Mellier. Il ne manquera point de parler en sa faveur à M. de Menou [qui le remplace à Nantes] quand celui-ci passera à Saumur (31 oct.) — De Mellier. « Je désire fort que M. de Menou prenne la peine de recevoir vos instructions avant son arrivée à Nantes » (1721). — Mutations dans les cadres de la milice (1723). — Echange de lettres touchant les intérêts particuliers de M^{me} de Pas de loup, dont le mari, commissaire d'artillerie, vient de mourir, intérêts que M. de Mianne recommande à son correspondant. — De Mianne. Il envoie à Mellier copie d'une lettre que lui a adressée M. de La Busnelays et débutant ainsi : « M^r, Me trouvant fort incommode depuis dix mois et ne pouvant prévoir quelle sera la fin de ma maladie, j'ay cru vous devoir demander l'honneur de votre amitié que je vous prie de ne me pas refuser... » A quoi il a répondu : « J'ay esté aussy surpris que je suis charmé des marques de votre amitié. Ce retour de votre part, qui est esmanné de Dieu, me fait vous demander de m'honorer de la vostre. Je souhaite que mes sentiments puissent contribuer à vostre consolation... » Puis il ajoute : « Il est triste pou luy, après avoir respandu les noires calomnies qui ont courru sur mon compte, d'estre obligé d'en faire une espèce de réparation par escrit ; mais ma plus grande consolation est de n'avoir rien sur ma conscience dont je sois bourelé et que ma tranquillité est fondée sur mon innocence ». — De Mellier. La lettre en question « fait reparaître, quoyqu'avec lenteur, la saison des miracles. Je souhaite qu'un exemple aussy rare soit suivy et qu'on vous rende la justice qui vous

est due ». Plusieurs personnes à Nantes ont des copies de sa correspondance avec M. de La Busnelays ; cela fait du bruit. « Il a même dit qu'il vous avoit prié de la rendre publique. C'est un témoignage authentique et réciproque de votre charité et de votre religion. C'est un exemple rare ». Le sénéchal de Nantes élu député en second par cette ville aux Etats de S^t-Brieuc, a fait annuler par les Etats cette députation parce qu'il n'avait été nommé que le second ; mais, par un arrêt, le roi a cassé cette délibération et le député du corps de Ville a été solennellement placé au dessus du sénéchal. Il est fâcheux qu'il se soit attiré cette disgrâce ; cependant, bien que Mellier n'y ait été pour rien, on la lui impute. — « Nous approchons du tems auquel nous aurons la joye de voir que vous serez dans vostre gouvernement » (1724). — De Mianne. « Il est vraye que j'approche du temps limitté au cours de philosophie que l'on m'a fait faire icy » (Saumur, 1^{er} janv. 1725). — De Mellier. Entérinement dans un conseil de guerre tenu au château du brevet de grâce accordé à un soldat de milice, qui, étant en sentinelle, en avait tué un autre. Ce dernier, rentrant au corps de garde, avait refusé de répondre au Qui va là. — « J'ay appris avec beaucoup de joye que vous quitterez bientost le pays de Saumur ; je vous en fais mon compliment de tout mon cœur ». — De Mianne. Invitation à venir se reposer à sa campagne de l'Eschasserie (1725). — Il adresse à Mellier une copie du brevet par lequel le roi l'a autorisé à se démettre du gouvernement de la citadelle d'Arras afin de lui permettre de reprendre du service actif comme brigadier, en lui laissant une pension viagère de 5 600 l. sur les appointements dudit gouvernement, et il ajoute : « Je suis fort content du ministère et du traitement que l'on m'a fait. J'attendray patiamment d'estre fait maréchal de camp à mon tour » (1726). — De Mianne. Pour un de ses amis il demande à Mellier les couleurs des armoiries de Guy de Thouars et comme paiement, au lieu de monnaie courante, il lui adresse « une médaille de cuivre » dont il ne connaît pas la valeur, le sachant curieux de ces choses (1728). = *Millain* [attaché à M. le Duc (de Bourbon, prince de Condé)] (1723-1728). — De Mellier. Il témoigne sa joie « de ce que S. A. S. Mgr le Duc est chargé du ministère principal. Je ne doute pas que cette occasion n'en fasse naistre de récompenser vostre mérite » (déc. 1723). — Il demande sa protection au sujet de la pension qu'il a prié S. A. S. de lui accorder sur quelque bénéfice (1724). — De Millain. Remercîments à Mellier qui l'avait félicité touchant la « feuille des bénéfices » qui lui a été conservée (Versailles, 13 juillet 1726). = *Missoly* [directeur du Spectacle] (1725). — De Mellier. Remercîments pour ses souhaits de bonne année. « Je ne sçai si vous avez bien fait par raport à vos intérêts de quitter vos écoliers de Nantes ». Il a reçu sa lettre « au sujet de la troupe du s^r Cauchois. Elle n'est point dans ce païs et, si elle prend le parti d'y venir, je croi que vous ferez bien d'écrire à M. le comte de Menou, ou plustost de

³⁵ Lieutenant de roi au château de Nantes, il y fut remplacé par M. de Menou à la fin de 1721. Il ressort de la correspondance que ce fut à la suite d'une disgrâce sur les circonstances de laquelle les lettres sont fort discrets. Le tribunal des maréchaux de France eut à en connaître. Néanmoins c'était « une affaire où l'honneur est en seureté » (nov. 1722). Cf. dans le texte certaines lettres de 1724.

venir vous même lui demander sa protection sur l'affaire dont vous me parlez » (oct.) = *De Montalais*. — A Mellier. Il est sensible aux marques d'amitié qu'il lui a données « à l'occasion de la dignité dont Mgr d'Armenonville a été revêtu »³⁶. — *De Montaran* [ancien trésorier des Etats de Bretagne] (1720-1729). — De Mellier. Il le prie d'être son intermédiaire auprès de M. Dangeau pour le paiement des droits habituels à raison de la croix de S^t-Lazare conférée à lui Mellier (1720). — Echange de lettres de politesse (1727-1729).

II. 43. (Liasse.) — 78 pièces papier, 11 sceaux.

1714-1729. — Correspondance de Mellier. — Le R. P. dom Bernard *de Montfaucon* (1727). — De Mellier. Il lui envoie le procès-verbal imprimé de l'ouverture du tombeau du duc François II dans lequel on a trouvé le cœur de la reine Anne. = L'abbé *de Montgault*, abbé de Villeneuve (1724-1726). — A Mellier, au sujet du temporel de son abbaye. Lorsqu'il en a été pourvu, il fit un traité avec ses religieux ; mais il a su que depuis les fermages ont été augmentés et il désirerait être renseigné sur ces plus-values. « Il est bon que les religieux ne sachent pas que je fais ces perquisitions ». — De Mellier. Les locations ont été en effet accrues par les abbayes de Villeneuve et de Buzay ; toutefois il n'est pas sûr qu'on puisse les maintenir à ce taux, sauf pour les prairies où « la valeur actuelle pourra se soutenir par le commerce des bestiaux qui augmente considérablement » (1724). — De Montgault. On lui demande sa procuration aux fins d'aveu. Il prie son correspondant de lui faire obtenir près de la Chambre des comptes un sursis pour cette formalité. « Dans l'extrême rareté de l'argent qui va toujours en augmentant, il seroit très dur pour moy qu'on prît quelque chose cette année sur ce que je tire de l'abbaye de Villeneuve, qui est mon bien le plus clair, et dans un tems où nous ne pouvons rien tirer de ce qui nous est dû de la succession de feu Mgr de duc d'Orléans qui a laissé six millions de dettes » (1725). — De Mellier. Il a vu, au sujet de ses difficultés avec son abbé, le prieur de Villeneuve dont les explications lui ont paru satisfaisantes. — Y annexés : 1° Une lettre de M. Luzarche, prieur de Villeneuve, à Mellier : « Je suis très incommodé à l'égard de M. Mongaut ; il n'est pas seulement difficile, mais c'est la difficulté mesme » Il va s'arranger pour satisfaire, car il en veut point de procès avec lui. 2° Un « Etat des bulles et autres pièces concernant l'abbaye commandataire de Villeneuve, diocèse de Nantes, dont a été pourvu missire Nicolas Hubert de Montgault, abbé de Charlieune³⁷, lors précepteur de Mgr le duc de Chartres et l'un des 40 de l'Académie française », pièces communiquées à Mellier. 3° Diverses notes sur l'état des biens du monastère : îles des Jumelles,

prairies de l'île de Redressay, maison noble et prieuré de S^t-Symphorien, en S^t-Lumine-de-Coutais. = *Moreau de Mautour* (1727). — De Mellier. Il lui adresse un imprimé du procès-verbal d'ouverture du tombeau de François II, duc de Bretagne, dans l'église des Carmes. s'il désire faire une lecture à ce sujet à l'Académie des Inscriptions, Mellier lui enverra « un plan de quelques remarques qui peuvent y avoir rapport ». = Le comte *de Morville* [ministre de la Marine, puis des Affaires étrangères] (1723-1728). — De Mellier. Félicitations. « Il étoit juste qu'après avoir rendu des services aussi importants dans les affaires de terre, Sa Majesté vous confie celles de la mer ». — Joie qu'il ressent « des marques illustres que vous recevez de la confiance du Prince dans le changement qui vient d'arriver » (1723). — Condoléances pour la perte qu'il vient de faire en la personne du garde des sceaux [Fleuriat d'Armenonville, son père] (1728). = *Mouchet*, régisseur du « Bureau de la Monnoye des médailles » (1722). — A Mellier. A propos d'une gratification de 10 liv. que celui-ci avait cru devoir lui faire. Comme il n'a pas l'habitude d'en accepter, il lui adresse deux petites médailles d'argent correspondant à cette valeur : l'une frappée à l'occasion de la visite du roi à la Monnaie en 1719, représente celui-ci et, au revers, le soleil qui passe au travers du zodiaque ; l'autre montre « le Roy et l'Infante en regard et, pour revers, un jeune ormeau au pied duquel monte une petite vigne ». — Il a reçu les 60 l. pour la fabrication de 500 jetons en bronze rouge aux armes de Mellier et à celles de la Ville. = *Nepveu* (1714). = Mgr le duc *d'Orléans* (1726-1727). — De Mellier. Supplique ; lettres d'envoi de deux volumes des Actes de sa mairie et du procès-verbal de l'ouverture du tombeau du duc François II. = *D'ormesson* [intendant des Finances] (1721-1729). — De Mellier. Il se félicite de le voir chargé du détail des affaires de la Bretagne « par rapport à la finance » (1721). — *D'ormesson*. Remercîments (1722, 1724). — De Mellier. Compliments de bonne année et prière de lui continuer sa protection (1726, 1727). — *D'ormesson*. On lui a fait l'éloge du *Traité du droit de voirie* composé par Mellier. Il le lira pendant le séjour de Fontainebleau (1729). = *Parisot de Crugey* (1723-1724). — Echange de politesses au premier de l'an. Parisot charge à diverses reprises son correspondant de lui procurer du chocolat et de lui adresser à Paris. = MM. *Patu*, dont l'un secrétaire du roi (1720-1729). — De Mellier. Il fait part de sa nomination à la mairie et prie d'accélérer les dernières formalités lui permettant d'être reçu dans l'Ordre de S^t-Lazare (1720). — Démarches au sujet de l'expédition des lettres patentes sur l'Arrêt qui lui a accordé une pension de 1 000 l. sur les octrois de Nantes (21728). = *Peleriu* (1727). = *Pimot*, maître d'hôtel de l'intendant de Brou (1721-1725). — A Mellier. Demande de café. — Envoi d'une lettre de change. = *De Pincé* (1721-1729). — Echange de lettres relatives au logement des gens de

³⁶ Lettre du 3 avril, sans date d'année. Peut-être de 1722, époque à laquelle M. d'Armenonville devint garde des sceaux.

³⁷ *Sic*, Chartreuse, diocèse de Soissons (Aisne).

guerre. = M^{me} de Princé (1721-1725). — A Mellier. D'Angers, elle lui écrit au sujet des régiments de Beaucour dragons qui est à Angers, et de Brissac qui doit partir prochainement pour Nantes. Son mari étant absent, elle prie Mellier de lui écrire à temps si sa présence est nécessaire (1721). — De Mellier, touchant des appointements dûs à feu M. de Princé (1725). = *Rassicod* (1724). — A Mellier. De Paris, il le remercie de l'envoi de deux volumes des Règlements de sa mairie. = *Raudot*, « intendant de la Marine, à Versailles » (1729). — A Mellier. Il lui demande un ou deux exemplaires de son portrait gravé, et aussi les dessins des travaux qu'il fait exécuter à Nantes, ceux-ci d'un format qu'il indique, destinés qu'ils sont à un recueil. — De Mellier. Envoi de deux exemplaires du portrait ; pour les vues de Nantes, il faudrait que le comte de Maurepas engageât la Ville à en faire la dépense, laquelle serait ensuite ratifiée par l'intendant. — De Raudot. Remercîments pour l'envoi des « estampes du pavillon sans quartier trouvé dans le navire du nommé Dulin, forban ».

II. 44. (Liasse.) — 158 pièces papier, 4 sceaux.

1725-1729. — Correspondance de Mellier avec *Regnard*, attaché à Le Peletier, contrôleur général des Finances. — Echange de lettres au sujet du pont de l'île Feydeau ; — de l'interdiction de bâtir désormais « en pans de bois » et en toutes matières sujettes « à être facilement embrasées » (1725). — De *Regnard*. Le roi Stanislas vient de partir de Ravanne, sis à deux lieues de Fontainebleau, où il résidait sous le nom de comte de S^t-Pierre. Il venait tous les jours voir le roi et la reine (26 oct.) — Envoi du discours du cardinal de Fleury au roi après avoir reçu la barrette de ses mains à Fontainebleau le 5 nov. (copie y annexée). — Le roi passe à Versailles son temps à chasser, « où Sa Majesté avec les seigneurs qui l'accompagnent font eux memes la cuisine » (1726). — De Mellier. Missives diverses recommandant son placet pour l'obtention d'une pension de 350 l. en qualité de « doyen des trésoriers de France et généraux des finances » de la Bretagne. — De *Regnard*. « La reine est accouchée de deux princesses entre onze heures et midy. Les réjouissances pouront estre moins grandes que si elle estoit accouchée d'un prince ; mais comme cela nous prouve sa fécondité, nous devons espérer que Dieu luy donnera un dauphin dans sa première grossesse... Les princesses sont en bonne santé ; la dernière venue est un peu moins forte que la première » (Versailles, 14 août 1727). — Echange de lettres touchant les travaux devant faciliter les communications entre Nantes et la Fosse. Un riche négociant, M. de la Broulière, serait décidé à réunir pendant la belle saison les matériaux de l'œuvre ; mais il faudrait activer l'expédition au Conseil royal (1727) ; — au sujet du dessèchement des marais de Barbin ; — des travaux du pont de Pirmil. — De *Regnard*. Le Contrôleur général est parti pour « S^t-Fargeau, terre magnifique qu'il a acheptée il y a

quelques années de M. Crosat, celui ci de M. de Lauzun à qui feu Mademoiselle l'avoit donnée ». Il envoie la liste des bénéfices concédés par le roi le 31 mai 1728 : L'abbaye de S^t-Victor de Paris à l'abbé de Fitz-James, l'abbaye de Geneston au diocèse de Nantes, à l'abbé Moreau de Maupertuis, fils du député du Commerce de S^t-Malo, etc. — Grande chasse au cerf à Compiègne, fort brillante, car tous les chasseurs étaient en habits neufs uniformes. Elle fut « faite pour M^{rs} les plénipotentiaires du Congrès qui estoient venu exprès de Soissons. Il fut couru deux cerfs ; mais il n'y eut que le premier de pris ». — Le voyage du roi de Pologne à la cour de Prusse provoque bien des suppositions. « Quelques personnes vont jusqu'à dire que le fils du roy de Prusse se fait catholique pour estre élu roy des Romains, qu'ensuite il épouse une archiduchesse, que l'on parle de rendre le royaume de Pologne héréditaire, etc. » — On veut, croit-on, donner un coadjuteur au cardinal de Noailles et ce serait le cardinal de Rohan. — L'Arrêt relatif aux ponts de Pirmil est signé. — M. d'Angervilliers marie sa fille unique à M. de Longueil, président à mortier du parlement de Paris. — M. de Brou, nommé intendant d'Alsace, partira incessamment de Paris pour Strasbourg. Il est attendu à Fontainebleau où il prendra congé du roi et des ministres. — Renseignements sur la loterie destinée au remboursement des rentes de l'Hôtel de ville. — Détails circonstanciés touchant la maladie et la convalescence du roi atteint de la petite vérole. — Dictons sur le Congrès de Soissons : « La Reyne de France : Si je n'avois qu'un seul petit roy au lieu de mes trois dames, je gagnerois plus que tout autre. Dannemarc : Je suis content de mesler les cartes sans jouer. Le duc de Lorraine : Je n'ay point d'argent pour jouer, etc. » — Le 23 nov. à Versailles le roi vit « ma représentation de la tragédie de *Médée*, pièce de feu Longepierre » ; le 25, il se fit tirer une dent, etc. (1728). — « La Reyne fut saignée hier, ce qui fait qu'on ne doute plus de sa grossesse ». Liste des bénéfices auxquels il a été nommé le 9 janvier. — « Nous avons jubilé à Paris... M. le cardinal de Noailles a donné les pouvoirs à 12 jésuites pour confesser ; voilà un commencement de réconciliation ». — On va sceller les lettres patentes établissant un nouveau marché à Nantes tous les lundis. Détail des frais, tant pour le sceau que pour la bourse commune, au total 491 l. 18 s. — Le roi se rend de Versailles à Compiègne avec le cardinal de Fleury. Avant son départ, il passera la revue des Gardes françaises et suisses. — Le marquis de Gandelu, frère du duc de Gesvres, doit épouser au château de Beaumont en Gâtinais une des filles de M. le prince de Tingry. — M. Gabriel va se rendre à Bordeaux pour les travaux publics ; mais auparavant il enverra à votre intendant son devis réformé du pont de Pirmil. — Il y a un ordre du roi de mettre en liberté M. de Keriou, prisonnier au château de Nantes. — Liste des seigneurs et dames qui sont du

voyage de Marly avec le roi et la reine (23 juin). — « Un Anglois, inventeur d'une espèce de paste, a exposé dans une des sales du château (de Marly) les figures au naturel du Roy, de la Reyne d'Angleterre et des princes leurs enfants ; cela a paru d'un nouveau gout » ; mais il est douteux que les princes français fassent ainsi faire leurs figures : le dessinateur n'étant pas habile, « et peut estre ces bonnes gens seront réduits d'aller à Paris faire voir leur cour d'Angleterre pour de l'argent ». — « Il y a eu icy (à Versailles) un spectacle de dévotion. C'est une procession de 40 esclaves à la teste desquels estoient les Pères de la Mercy qui ont esté rachepter en Barbarie » ; parmi eux se trouve un Père de la Mercy portugais et un gentilhomme des environs de S^t-Malo. — De Mellier. « Nous espérons d'avoir une récolte de vin assez abondante. Il croit peu de bled dans cet évesché ; cela ne peut servir à la substance de nos habitants plus de quatre mois. Nous sommes obligés d'emprunter pour le surplus le secours de nos voisins et celui des habitants des autres éveschés de cette province ». — De Regnard. « Le grand et intéressant évènement d'aujourd'huy mérite bien d'occuper seul la lettre que j'ay l'honneur de vous écrire. La Reyne est entrée en mal d'enfant à 2 heures du matin et, à 3 heures et 40 minutes, elle a mis au monde un dauphin qui du mieux conditionnez. Vous jugez bien de l'effet que cela doit produire dans l'Etat » (Versailles, 4 sept.) — Détails sur les réjouissances et fêtes célébrées à Paris. Au souper servi à l'Hôtel de ville, le prévôt des marchands « n'eut pas peu de fatigue, car outre qu'il est grand et fort gros, il estoit couvert d'une grosse perruque et chargé d'une robe de 22 aulnes de velours ». Au magnifique feu d'artifice qui suivit, « un serpenteau d'une fusée entra par la croisée où estoit le Roy, luy friza la joue et alla bruler la perruque de M. de Maurepas » (1729).

II. 45. (Liasse.) — 119 pièces papier, 21 sceaux.

1711-1729. — Correspondance de Mellier. — *Robert*, maire d'Angers (1725-1729). — De Mellier. Il donne les renseignements à lui demandés par son correspondant sur le partage noble concédé aux descendants de plusieurs maires de Nantes (1725). — Annonce d'envoi de divers volumes des Actes de sa mairie (1726-1729). = *Robin* (1715 et 1729). = *Rondeau*, secrétaire de l'intendant de Brou (1720-1728). — A Mellier. Il lui parle du grand incendie de Rennes où il réside (1720-1721) ; des octrois (1722). — Remercîments pour les gratifications de 100 l. que la municipalité de Nantes lui a faites à l'occasion du commencement de l'année (1724 et 1725). — De Mellier. Il lui adresse de la part de M. d'Hardancourt [directeur de la Compagnie des Indes] une pièce de mousseline et une pièce de mouchoirs des Indes (1725). = *De Ronseray*, curé de la Chapelle-Basse-Mer (1720). — A Mellier. Félicitations pour sa nomination à la mairie. = *De Ruberzo* (1722-1727). — A Mellier. Prière de vouloir bien faire déposer à l'évêché la batterie de cuisine

qu'il envoie de Rennes à Monseigneur de Nantes (1722). = *Saintard*, à Paris (1722). = Le comte de *Saint-Florentin* [secrétaire d'Etat] (1725-1729). — De Mellier. Condoléances sur la perte qu'il vient d'éprouver en la personne de Mgr le marquis de la Vrillière (1725). — Correspondance au sujet des lettres de noblesse demandées par Mellier. Dès lors que celui-ci jouit de la noblesse à raison de ses charges de trésorier de France et de maire, Saint-Florentin ne voit pas la nécessité de ces lettres sujettes à des taxes et à être révoquées. Mellier n'insiste pas. — De Mellier. Envoi du procès verbal des fouilles opérées dans le tombeau du duc François II (1727). — Il s'occupe de la visite qu'on lui a ordonné d'effectuer chez les libraires et imprimeurs de Nantes (1729). = *De Sanzay*, évêque de Nantes (1723-1727). — De Mellier en son nom personnel, et comme maire avec ses échevins. Félicitations touchant sa nomination au siège de Nantes. — De Sanzay. Remercîments, avec la signature : « l'Evêque de Rennes nommé évêque de Nantes » (1723). — Recommandation pour ceux qui ont pris son évêché à ferme. — De Mellier. Difficultés faites aux juges des Regaires de Nantes par le sénéchal de cette ville (1724). — De Sanzay. Il réclame l'exemption de la patrouille en faveur du s^t Dubois, architecte, chargé actuellement d'une construction à l'hôpital du Sanitat (1727). = *Séguier* (1720). — De Mellier. Souhaits de nouvel an. = *Tardiveau* [receveur du duché de Retz] (1720). — A Mellier. De Machecoul, il le félicite de sa nomination à la mairie. = *Texier* [de la] *Grimaudière* (1724). — A Mellier. De S^t-Colombin, il lui donne des instructions sur les moyens de lui faire parvenir les lettres que pourra lui écrire M. Montgault, abbé de Villeneuve. = *Thevenon* [ingénieur attaché aux travaux publics en Bretagne]³⁸ (1711-1727). — A Mellier. Lettres diverses relatives aux ponts de Nantes. — Il s'inquiétera pour lui de la copie de la bataille d'Auray qu'il a demandée. — La bataille d'Auray est peinte en miniature dans un livre de M. de Piré. Le s^t Hugué a dessiné à la plume d'après ce livre la prise de La Roche-Derrien, la bataille des Trente, etc. ; ces dessins ont été donnés aux Bénédictins pour les faire graver dans *l'Histoire de Bretagne*, car « il ne voulut pas leur prêter son livre ». Si Mellier veut avoir le dessin de la bataille d'Auray, fait par Hugué, il faut adresser à celui-ci une lettre pour M. de Piré. — Il pense que le beau temps aura permis aux entrepreneurs d'avancer les ponts de Nantes (1711). — Il enverra prochainement à M. de la Tullaye les projets de l'écluse de Vertou. — L'intendant compte profiter d'un voyage à Blain pour visiter les salines de Guérande et du Croisic en vue des travaux nécessaires afin d'en éviter la submersion. — L'intendant ayant pris le jardin de S^t-Cyr [à Rennes], appartenant à M. de Lesnen, greffier des Etats, d'où on jouit d'une « veüe enchantée », lui Thevenon est chargé des constructions et aménagements à y effectuer. — Le président de

³⁸ Cf. DD 99-107.

Lézonnet a marié sa fille cadette avec M. de Bruc, conseiller au parlement. — Les entrepreneurs des ponts de Nantes font, pour augmenter leur note, des travaux qui n'étaient point nécessaires ; mais on les tiendra par les devis qui sont très explicites (1712). — Il donne des renseignements sur les torches en cas d'incendie demandées aux ciriers de Rennes par Mellier, et l'entretient des difficultés advenues au s^r Laillaud, adjudicataire des ponts de Pirmil (1727). = *Thierriat* [attaché à l'intendance de Bretagne] (1729).

II. 46. (Liasse.) — 116 pièces papier, 9 sceaux.

1714-1729. — Correspondance de Mellier. — Le Rév. Père *Toubon* (1723). — De Mellier. Il lui adresse deux volumes des Règlements rendus pendant sa mairie. « Je souhaite qu'il s'y trouve quelque article qui mérite d'être rapporté dans vos *Mémoires*, afin que cet exemple puisse servir d'avis aux maires des principales villes ». = [Louis-Alexandre de Bourbon], comte de *Toulouse*, [gouverneur de Bretagne] (1728). — De Mellier. Remerciements pour la pension qui lui a été accordée sur la recommandation du comte. = Le Rév. Père de *Tournemine* (1727). — De Mellier. Envoi du procès-verbal de l'ouverture du tombeau de François II dans l'église des Carmes. = De La Vergne de *Tressan*, évêque de Nantes, puis archevêque de Rouen (1720-1729). — A Mellier. Compliments sur son élévation à la mairie. — De Mellier. Ce n'est pas la prairie au Duc, mais celle de la Madeleine dont la mairie a fait l'acquisition (1720). — Il s'excuse au sujet de l'achat de la prairie de la Madeleine qui a mécontenté l'évêque ; mais c'est le maréchal d'Estrées qui proposa l'affaire à la Ville et Mellier en signala lui-même les inconvénients. — On travaille aux réparations des moulins de l'évêché. — Il sollicite son crédit à Paris au sujet d'un navire de Gènes, suspect de contagion, qu'en son absence (ayant été envoyé à Lorient par Son Altesse Royale pour les affaires de la Compagnie des Indes) les échevins paraissent disposés à laisser entrer en Loire. — De Tressan. Il a fait valoir les raisons de Mellier pour interdire l'entrée du fleuve au navire gênois. La Bourse et sa chapelle qu'on veut reconstruire se trouvant dans son fief, cette opération ne peut s'accomplir sans son consentement. — De Mellier. Il disculpe lui et ses échevins des bruits malveillants qu'on fait courir à leur endroit touchant le vaisseau contaminé. C'est au contraire grâce à eux que ce navire a pu être mis en quarantaine à l'île S^t-Nicolas des Défunts et désinfecté sous la garde d'un caporal et de trois soldats de la garnison du château. — Envoi de l'arrêt du Conseil établissant un Bureau de santé à Nantes. — Prière de l'honorer de sa protection auprès du cardinal Dubois (1721). — L'arrêt du Conseil concernant la réédification de la Bourse ordonne que les bâtiments, la chapelle, etc. demeureront sous le fief immédiat des regaires. — Il vient d'expédier pour Orléans le précieux tableau que l'archevêque de Narbonne a procuré à Son Altesse

Royale. — Il a accompagné l'abbé de La Vieuxville à l'assemblée de la Faculté de théologie. Les ordres du roi ont été reçus avec soumission et l'abbé Mellinet a rendu les registres. — On vient d'adjuger « la démolition de Chasseil » (maison de campagne des évêque). — De Tressan. Dispositions à effectuer au manoir épiscopal, car il doit se rendre à Nantes pour les Etats. — De Mellier. Un loueur de chaises demande 12 l. par mois pour en procurer une, non compris la peinture des armes de l'évêque et, après les Etats, il faudra faire « restablir la peinture ordinaire de sa chaise ». — « On a finy la réédification du pont de S^t Pierre près de l'evesché... ; les embellissemens de la motte S^t Pierre seront finis avant les Estats » (1722). — Félicitations pour son élévation à l'archevêché de Rouen. — De Tressan. Il prie Mellier d'examiner diverses réclamations des fermiers de son temporel (1723). — Il se plaint des procédures extraordinaires et onéreuses qu'on songe à lui intenter à Nantes (1724). — Echange de lettres au sujet de réparations antérieurement exécutées à la pointe de Penbron après du Croisic, auxquelles on veut faire contribuer Mgr de Tressan (1726) ; — de lettres de politesse au nouvel an (1725-1729). = *De Valincour* [attaché au comte de Toulouse, gouverneur de Bretagne] (1714-1729). — A Mellier. « M. de Mianne ne doit avoir les clefs de la ville en aucune façon » (1714). — De Mellier. Tracasseries causées à Nantes par le sénéchal et par le s^r Périssel échevin (1720). — Il est chargé de l'exécution des ordres du roi relativement à l'insulte faite par le sénéchal de Nantes à M^{me} Bedoy et à son fils chez les Pères de l'Oratoire (1727). — Remerciements de ses bons offices lors de la pension à lui octroyée. — Voies de fait entre deux docteurs en médecine³⁹. — Gherardi, directeur du Spectacle, lui a parlé de la concurrence qui pourrait être faite à sa troupe à Nantes par une autre qui aurait l'autorisation de S. A. S. [le comte de Toulouse] de jouer en Bretagne. — Le sénéchal de Nantes est parti pour Paris afin d'éviter, dit-on, l'ordre du roi qui l'oblige à présenter des excuses à la veuve Bedoy à raison de l'insulte qu'il lui a faite lors de la tragédie jouée au collège de l'Oratoire. — Il envoie la liste des sujets proposés pour les places vacantes à la mairie. « J'ay croisé l'article de ceux qui paroissent les plus dignes de les occuper ». — En l'absence des officiers du château, il commande la Ville à cause de ses fonctions de maire. Il serait très honoré si le comte de Toulouse voulait à cette occasion lui donner « une épée d'argent toute simple ornée de ses armes », avec un brevet (1728). — Affaire du P. Hilaire, capucin⁴⁰. — Mellier se disculpe de divers griefs que lui font ses envieux. — De Valincour. « Le tremblement de terre n'est pas une chose commune à Nantes ; c'est pour

³⁹ Cf. II 33, lettre au maréchal d'Estrées où l'aventure est racontée à peu près dans les mêmes termes. Elle l'est encore dans une lettre au marquis de Volvire, II 47.

⁴⁰ Cf. GG 620, lettre de Mellier au maréchal d'Estrées au sujet de ce fait, également relaté dans une missive à M. de Volvire, II 47.

cela que je vous seray très obligé de me faire faire une petite relation la plus exacte et la plus circonstanciée qu'il se pourra de celui qui est arrivé, tant dedans que dehors la ville » (1729).

II. 47. (Liasse.) — 99 pièces papier, 22 sceaux.

1720-1729. — Correspondance de Mellier. — *Vallés* [attaché aux bureaux ministériels à Versailles] (1729). — Echange de lettres au lieu et place de M. Regnard pendant une maladie de ce dernier. = Le marquis de *Vastan*, intendant de Limoges (1722-1729). — A Mellier. A propos de l'entrée de lui *Vastan* dans la famille de M. Le Mairat (1722). — De Mellier. Félicitations sur sa nomination à l'intendance de Limoges (1723); — sur la naissance d'un fils (1724). — Echange de lettres de politesse à l'occasion du nouvel an et des réélections de Mellier dont celui-ci informe son correspondant (1725-1729). = L'abbé de *Vertot* (1726-1729). — Correspondance entièrement relative au prieuré d'Esne, en Montoir, dont était titulaire l'abbé de *Vertot*⁴¹. — De Mellier. A diverses reprises il avertit l'abbé qu'il lui fait adresser par lettres de change sur Paris le montant de la location de son bénéfice affermé 150 liv. — De *Vertot*. Il s'est rendu chez le marquis de La Villemeneust, leur ami commun, le remercier des bons offices que Mellier lui rend sur la recommandation dudit marquis (1726). — « Grâce à Dieu, tout se porte à merveille dans le Palais Royal, la grossesse de la Reine demeure toujours pour constante. S'il y a de la guerre, je ne doute pas [que] Monseigneur ne marche escorté de cette valeureuse noblesse qui compose sa maison... Dieu mercy la guerre n'est pas encore déclarée ny la tranchée ouverte devant Gibraltar » (8 mars 1727). — Lettre d'envoi des provisions pour les officiers du prieuré de S^{te}-Marie d'Esne. « C'est assez la coutume dans les villages voisins de Paris [que] la plus part des seigneurs vendent ces petites charges. Pour moy, je me contente que les trois personnes comprises dans ces provisions fassent, selon que vous le jugeré à propos, une honesté à mon secrétaire » (1727)⁴². — De Mellier. La tentative de faire une gracieuseté à M. Lescahier, secrétaire de *Vertot*, n'a point réussi auprès des officiers; ceux-ci offrent même de rendre leurs provisions. « Le duc d'Orléans ne pouvoit remettre en meilleures mains l'histoire de notre Ordre [de S^t-Lazare] qui a tant de rapport à celle de Malthe que vous avez composée ». Demande de renseignements

⁴¹ La plupart des lettres de *Vertot* sont datées du Palais Royal et dans l'une il s'intitule : « L'un des secrétaires de S. A. S. Mgr le duc d'Orléans »

⁴² Au dossier figurent des copies desdites provisions : comme sénéchal pour n. h. Joseph Belliot, s^t de la « Villaluin », sénéchal de la vicomté de Donges ; comme procureur fiscal pour M^e Maximilien Moret, s^t de Kerrio ; comme greffier pour M^e François du Bochet. Cf. II 35 la correspondance entre Millier et Galliot de Cran, sénéchal de S^t-Nazaire. Ce dernier, voisin de Montoir, servait d'intermédiaire entre Mellier et l'abbé de *Vertot* pour toutes les affaires du prieuré, et ce fut lui qui proposa des sujets pour la juridiction. On a déjà pu voir dans II 35 que les officiers ne goûtèrent pas l'invite à une honnêteté au secrétaire.

sur l'ouvrage projeté. — Il a touché le fermage « dû à feu M. l'abbé de *Vertot* » ; prière d'envoyer une quittance notariée au nom de ses héritiers (23 fév.) — De Dorigny de Corneville. « M^e l'abbé de *Vertot*, mon oncle, grâces à Dieu, se porte beaucoup mieux... Quand on vous a dit sa mort il a été très mal à la vérité, mais il est heureusement tiré d'affaire » (28 fév. 1728)⁴³. — De Mellier. Le bruit s'est tellement répandu dans ce pays de la mort de *Vertot*, que sur ses quittances, après sa signature, il faudra qu'il fasse certifier son existence par « M. Bosc, chancelier de notre Ordre » [de S^t-Lazare] (1729)⁴⁴. = Le marquis de *Volxire*, « commandant dans le comté Nantois », *aliàs* « lieutenant de roy des 4 eveschés » [de la Haute-Bretagne] (1727-1729). — De Mellier. Félicitations touchant la commission qu'il a reçue du roi pour commander en Bretagne. — Echange de missives au sujet de M. du Bignon, capitaine au rég^t de Navarre, et de M. de la Pommeraye, lieutenant au rég^t d'infanterie de la Reine, absents de leurs corps-Volvire priaît Mellier de rechercher les motifs de cette absence (1727). — De Mellier. Le chevalier de Boiséon a été conduit dans la citadelle de Belle-Isle. A Nantes, les grandes eaux forcent à naviguer dans la plupart des rues. — De *Volxire*. Renseignements sur la famille de Rohan et ses procès (1728). — Le rég^t de Vermandois sera à Nantes les 11 et 12 juin. — Echange de lettres concernant un délit de chasse accompagné de violences, commis par deux domestiques de M. Baillon, de S^t-Malo, à l'encontre de M. de Beauvais Grou. Mellier recommande M. Baillon, qui est son ami, afin d'éviter tout procès. — De Mellier. Le rég^t d'Harcourt est attendu. On continue les réjouissances pour la naissance du dauphin. M. Valleton, capitaine de dragons, originaire du pays, va donner à ce propos une fête où rien ne sera épargné : illumination des jardins, festin et bal (1729). = *Anonymes*. — A Mellier. La façon dont on a tiré le canon « à coups pairs » au château est une ironie et une moquerie à son égard (Nantes, 8 juillet 1720)⁴⁵. — De R. C., lettre datée d'Angers. Le zèle de Mellier pour Nantes « ayant échauffé le génie d'un de ses enfans », il prend la liberté de lui adresser des inscriptions de sa composition (1727).

II. 48. (Liasse.) — 17 pièces papier, 3 sceaux.

⁴³ Pendant deux mois, c'est Dorigny qui à trois ou quatre reprises a tenu la plume. Il réclame les fermages : son oncle ayant besoin d'argent et étant hors d'état de travailler.

⁴⁴ Au lieu d'agir ainsi, *Vertot* fit passer sa quittance par devant notaires. Il s'y intitule : « Messire René d'Aubert de *Vertot*, commandeur de Fonteny, ordre de Malthe, l'un des quarantes de l'Académie royale des Belles Lettres, censeur des Livres sous l'autorité de Mgr le garde des sceaux, prieur du prieuré de S^{te} Marie d'Esne, ordre de S^t Augustin, secrétaire des commandemens de feu son Altesse sérénissime Madame la duchesse d'Orléans, demeurant à Paris au Palais Royal » ; et, à la fin : « a déclaré ne pouvoir écrire ny signer, à cause de la paralésie qu'il a sur la main droite ».

⁴⁵ Au sujet des circonstances où le canon fut ainsi tiré, cf. II 31 une lettre de Mellier à Des Grassières, du 9 juillet 1720.

1714. — Epizootie. — Lettre de l'intendant Ferrand à Mellier le priant de s'enquérir s'il n'y a point de maladies sur les bestiaux dans les paroisses de son ressort. Il dressera un état indiquant le nombre d'animaux atteints et morts, la nature, la cause, la durée de leur mal, les remèdes employés. — Circulaire de Mellier en conséquence adressée aux « fabricateurs » de différentes paroisses. — Avis divers de publication aux prônes. — Réponse des habitants de Rezé, signée du recteur Raffin, des paroissiens de la Chapelle-sur-Erdre, signée : « Le chantre de Notre Damme de Nantes et recteur de la Chapelle sur Erdre », de ceux de S^t-Similien, S^t-Sébastien, Sautron, Sautron, Saffré, etc. Tous, sauf M. Renat, recteur de Cordemais, déclarent qu'il n'y a point d'épidémies dans leurs paroisses. Celui-ci, au nom des « fabricateurs, pauvres laboureurs qui ne savent point écrire », fait connaître que dans les villages la mortalité des bêtes n'a eu aucune importance ; mais il n'en a pas été de même sur la grande île de la Loire nommée Belle-Isle. Suivant lui, la faute en est aux propriétaires de ces pâturages qui n'enfouissent pas assez profondément les animaux crevés

II. 49. (Laisse.) — 22 pièces papier, 3 sceaux.

1589-1716. — « Mémoire concernant la garnison du château de Marchecoul ». — Minute d'un mémoire ainsi intitulé dressé par Mellier sur la demande de M. de Montaran, afin de soutenir les droits du maréchal de Villeroy à une allocation faire par le roi pour l'entretien de ladite garnison [1716]. — Lettres relatives à la préparation du mémoire, aux matériaux fournis à Mellier pour sa rédaction d'après les archives du duché de Retz et celles de la Chambre des comptes de Nantes, puis à l'envoi du mémoire au maréchal de Villeroy : lettres échangées entre Mellier et MM. de Montaran, à Paris, Avenat, garde des archives, à Machecoul, et Triberge, garde des archives de la Chambre des comptes (oct.-déc. 1716). = Extraits et copies de titres ayant servi à la confection du mémoire, notamment cinq extraits de montres, d'août 1589 à avril 1590, établissant que la garnison se composait de 5 suisses, 1 sergent, 3 caporaux, 45 soldats, 2 canoniers, *aliàs* de 61 soldats. — Arrêt du Conseil d'Etat continuant au duc de Retz l'allocation annuelle de 18.000 l. pour la garde de ses châteaux de Machecoul et de Belle-Isle, jugée d'importance, et à laquelle il consacre plus de 30.000 l. par an (1619). — Extrait de la Déclaration fournie au roi pour la réformation du domaine, donnant une description du château de Machecoul, flanqué de six tours crénelées et laissant voir les fondements de trois autres grosses tours, donjon, râteau de fer, pont-levis, courtines, etc. (1679). — Inventaire dressé en 1715 de pièces concernant la défense du château de Machecoul, inventaire communiqué à Mellier en 1716. On y peut noter : Lettres d'Henri III approuvant l'édification des fortifications faites par le duc de Retz, maréchal de

France (1589). Ordonnance de Charles de Gondi, marquis de Belle-Isle, prescrivant une levée de deniers sur diverses paroisses afin de s'opposer aux « progrez que prétendent faire les ennemis de la Couronne » (1591). Adhésion du marquis de Belle-Isle au parti de l'Union (1591). Lettres du duc de Mercœur permettant audit marquis de lever des impôts sur les marchandises, en considération de ses grandes dépenses pour l'entretien des places de Machecoul et de Belle-Isle (1596). Lettres d'Henri IV en faveur de la veuve et des enfants du marquis de Belle-Isles, interdisant toute recherche sur ce qui s'est passé durant la guerre (1598). Six contrats d'acquêts faits par [Pierre de Gondi], évêque de Paris, de maisons particulières et d'héritages englobés dans les travaux de défense du château (1600-1602).

II. 50. (Laisse.) — 32 pièces papier, 3 sceaux.

1715-1726. — Projet d'érection à Nantes d'une statue équestre de Louis XIV. — Etat des marbres et bronzes pour la statue commandée par les Etats de Bretagne à Antoine Coyzevox, sculpteur ordinaire du roi, et ancien directeur et recteur de l'Académie royale de sculpture et peinture, chargés dans quatre bateaux appartenant à Coulon et à Hyver : 35 pièces de marbre pour le piédestal, la figure du roi et 2 grands bas-reliefs de bronze, le cheval de bronze, 2 tables de marbre noir pour les inscriptions. Suivi du certificat de réception par les bateliers, et de la déclaration de déchargement à Nantes sur le quai de la Bourse (1715). — Lettres de Mellier à l'évêque de Nantes et au maréchal d'Estrées leur annonçant l'envoi d'une délibération de la municipalité de Nantes afin d'engager les Etats à faire ériger dans cette ville la statue équestre du feu roi ; — audit maréchal demandant l'envoi de commissaires des Etats pour choisir, de concert avec la Mairie, l'emplacement à donner au monument. — Lettres de l'intendant de Brou se déclarant prêt à appuyer la proposition des Nantais (1720). — Déplacement, par suite des travaux de la Bourse, des différentes pièces de la statue et du hangar qui les abrite sur le Port au vin. Soumission de l'entrepreneur, correspondance, ordre de payement (1722). — Affichage à Nantes de l'adjudication du transport de la statue (1725). — Procès-verbaux constatant l'état actuel des marbres et bronzes du monument et correspondance relative à leur transfert de Nantes à Rennes. Ils furent chargés sur une barque, qui sortie de Nantes avec un vent favorable, fit voile sur Redon. Dégradations aux parapets du quai de la Fosse et de l'ancienne Bourse lors de l'embarquement (1726).

II. 51. (Liasse.) — 16 pièces papier, 1 sceau.

1720-1728. — Archives de la Ville. — Délibération par laquelle de Bureau de ville reconnaissant que, pour le soutien des droits de la cité et le service du public, il est indispensable de ranger ses titres en meilleur ordre et d'en faire exécuter un inventaire exact, charge de ce soin M. Triberge, garde

des archives de la Chambre des comptes de Bretagne. L'original de l'inventaire restera aux Archives et l'on en déposera une copie au greffe de la Communauté pour les besoins du service. — Devis d'une armoire pour les papiers ; elle sera de « bon bois de chesne bien sain, bien sec et sans nœuds vitieux ». — Paiement de 900 l. à Triberge à raison de son travail, et de 227 l. pour la copie⁴⁶ et autres frais. — Correspondance de Mellier au sujet de cet inventaire dû à son initiative (1720-1722). — Lettre de Mellier à l'intendant de Brou, avec réponse de celui-ci touchant l'impression du travail fait par Mellier concernant les papiers de l'Hôtel de ville (1724). — Echange de missives entre Mellier et l'intendance en vue de recouvrer des pièces et des registres provenant des archives, communiqués à d'anciens maires. Ceux-ci ne les ayant point rendus, il y aurait lieu de s'adresser à leurs héritiers (1723). — « Mémoire des livres et pièces dont M. Mellier, maire, est éditeur et par lui déposées aux Archives de la ville et Communauté de Nantes ». 23 articles comprenant : Arrêtés notables de sa mairie, livre doré de l'Hôtel de ville, règlements pour la police, pour l'Académie de musique, plans des emplacements de Chézine, etc. (1728).

II. 52. (Liasse.) — 51 pièces papier, 7 sceaux.

1721-1722. — Passage à Nantes de tableaux destinés au Régent. — Lettres de l'intendant de Brou à Mellier l'avisant d'un achat fait à Rome par Son Altesse Royale Mgr le duc d'Orléans de tableaux que « M. Bernage, intendant de Languedoc, doit faire aller à Bordeaux par le canal de Languedoc et ensuite sur la Garonne. Lorsque ces tableaux seront arrivés à Bordeaux, les plus précieux et les moins grands seront transportés par terre à Paris, et les plus grands seront envoyés à Nantes par mer pour remonter la Loire et venir ensuite par le canal d'Orléans, la rivière de Loing et la Seine jusqu'à Paris ». M. Boucher intendant de Bordeaux, est chargé de l'embarquement dans cette ville des tableaux ainsi que de ballots, les uns pour le cardinal de Bissy, les autres provenant du feu cardinal de Mailly. — Lettres de Boucher à Meillier et à de Brou. Les tableaux arrivés de Cvita-Vecchia vont être embarqués pour Nantes sur un bâtiment freté exprès. Il y a 30 caisses pesant 10 tonneaux. Comme S.A.R. a beaucoup d'impatience de recevoir ces tableaux, il faut tenir prêt à Nantes un bon et fort bateau et prévoir des relais de chevaux de quatre en quatre lieues. Il a fallu faire élargir l'écoutille pour introduire les caisses, aussi est-il convenu avec le capitaine que le pont du navire sera remis dans son état primitif. — Ordre de Mellier aux commis de la prévôté de Nantes pour qu'on l'avise de la venue du bâtiment qu'il a mission de faire décharger sans perte de temps. — Lettre du même à Boucher. Il est regrettable, si l'on avait hâte d'avoir les tableaux, qu'on ne les ait point envoyés par terre

de Bordeaux à Orléans, car, en cette saison, il faut compter avec les vents contraires et les glaces en Loire. Du reste, il n'y a point sur ce fleuve de chevaux pour remonter les bateaux. Cela se fait à bras d'hommes et l'on est souvent arrêté par l'interruption des chemins de halage (15 nov.) — Boucher à Mellier. Le sculpteur qui a été chercher les tableaux à Rome les a toujours accompagnés et il est chargé de les conduire jusqu'à Paris. — Mellier à de Brou. La barque portant les 30 caisses ou ballots vient d'arriver au Pellerin, à quatre lieues de Nantes où elle remontera à la première marée. M. de l'Estache qui a été le prendre en Italie lui a paru fort intelligent. Celui-ci estime qu'au lieu de remonter le canal de Briare, il serait à propos de suivre la voie de terre à partir d'Orléans. — Il a choisi le plus fidèle voiturier par eau du pays ; celui-ci a pris 12 hommes d'équipage et doit les renforcer sur la route. M. de l'Estache « travaille depuis 7 ans à l'Académie de peinture de Rome ; on l'a détaché pour cette conduite... Les tableaux les plus estimés du Titien, de Paul Véronèse, de Rubens, du Corrège, du Guide et de Raphaël y (dans l'envoi) sont compris ». M. de l'Estache se plaint fort de M. de Bernage qui l'a retardé 18 jours dans son département. — Mellier à M. de Bouville, intendant d'Orléans. Il payera 600 l. au batelier s'il se rend de Nantes à Orléans en 18 jours et, si faisant diligence, il ne met que 12 jours, il bénéficiera d'une gratification de 100 l. — Le même à l'évêque de Nantes. Le bateau a quitté Nantes le 26 nov. avec un vent favorable. — En l'absence de M. d'Argenson, intendant de Tours, Le Normand de la Place, [son subdélégué général], informe Mellier que le bateau est parvenu dans cette ville ; le vent étant un peu contraire, il lui a fait fournir 8 hommes qui n'iront sans doute pas au delà d'Amboise : la brise étant redevenue bonne. Il est persuadé que le voiturier gagnera la prime en arrivant en 12 jours à Orléans. Il a avisé de passage M. de Bouville et son subdélégué à Blois (1721). — Etat des sommes payées par Meillier : 2101. 12 s. 6 d., dont 55 l. pour réparations au navire la *Marie-Scolastique* de Penerff, qui avait pris le chargement à Bordeaux, et 150 l. d'à-compte à Joncherie, le voiturier par eau (1721-1722).

Boucher à Mellier. De Bordeaux. Il expédie pour Nantes un tableau de grand prix procuré à S.A.R. par l'archevêque de Narbonne. « Ce tableau, qui contient une grande espace dans un vaisseau », est accompagné du « s^r Cassette, cy devant prévost de Narbonne et ancien lieutenant de cavalerie », chargé d'y veiller jusqu'à Paris. — Il pite de payer à Jean Dorteau, maître de la *Sainte-Anne* de Ruis, la réfection du pont de sa barque « rompu pour placer commodément la caisse qui renferme ce tableau » ; le fret est réglé. — Mellier au cardinal Dubois. Le tableau vient d'arriver à Nantes. Il a pris ses mesures pour l'expédier promptement par la Loire jusqu'à Orléans. — De Brou à Mellier. « Si on juge de la beauté par le prix, ce tableau doit être un rare

⁴⁶ Cette copie de l'inventaire de 1720 existe aux Archives. On la trouvera classée à la fin de la série II avec les autres inventaires.

morceau. Il est vray que Raphaël estoit le plus grand peintre qu'on ayt veu ». — Mellier à de Bouville. Il payera au batelier Joncherie 500 l., et 100 l., de gratification si M. Cassette est content. Joncherie a pris 10 hommes pour « accélérer sa voiture » et s'est engagé à ne charger aucune autre marchandise. — Crozat à Mellier. De Paris, au sujet d'« un tableau que l'église de Narbonne a donné à S.A.R. Mgr le duc Régent ». Celui-ci ayant appris par M. de la Houssaye, qui arrive de Vichy, que les eaux de la Loire étaient fort basses et que le canal d'Orléans allait être mis à ses pour y faire des réparations, prie d'envoyer le tableau par mer jusqu'à Rouen, d'où il remontera la Seine. — Meillier à de Brou. La lettre de M. Crozat lui est parvenue huit jours après le départ du tableau. Si à Orléans le canal n'est pas praticable, S.A.R. avisera. — Etat des dépenses pour le transbordement du tableau de la *Sainte-Anne* sur le chalan et pour le radoub de la barque dont il a fallu refaire le pont à neuf, etc. Total : 662 l. 6 s. — Mellier à de Brou. « Le voiturier qui a conduit ce tableau jusqu'à Paris a usé de diligence malgré le peu de vent et d'eau. S.A.R. est venue expressément de Versailles pour le recevoir et a fait donner une gratification à ce voiturier dont elle est très satisfaite » (1722).

II. 53. (Liasse.) — 35 pièces papier, 1 gravure, 1 sceau.

1722-1727. — Fouilles diverses. — Requête présenté au présidial par la municipalité pour opérer une descente dans une maison de « la place des Changes, nommée vulgairement le Corps de garde », où l'on a trouvé, en la démolissant, une pierre avec les armoiries de la ville et une poutre aux armes d'un ancien maire de Nantes. — Procès-verbal en conséquence relatant la découverte, provenant d'un manteau de cheminée, d'une pierre montrant « en bosse un navire avec ses mas, cordages et guaines ou pavillons qui nous ont parus estre semblables aux armes de la ville », et d'une autre portant un écu écartelé, aux 1 et 4, de 3 têtes « qui nous ont parus estre de quelques oyseau ou autre animal semblable », et aux 2 et 3, semble-t-il vu le mauvais état, « deux croix fichées sur un champ fretté », N. h. Louis Dansain, qui faisait opérer la démolition, avait déjà transporté à son domicile de la Fosse, des poutres sur l'une desquelles on releva les mêmes armoiries : le navire bien distinct d'une part et, de l'autre, l'écusson à 3 têtes arrachées d'oiseau qui ont semblé des griffons, et à un fretté avec 2 croix en chef. Le tout a été mis à l'hôtel de ville (1722). — Transport au même lieu, le 23 avril 1722, d'une lame de bronze « attachée depuis longtems au mur de l'ancienne maison de Ville vulgairement apellée le Corps de garde des Changes », donnant la dimension des mailles des filets⁴⁷. = Correspondance entre Mellier, l'intendant Feydeau de Brou, le comte de S^t-

⁴⁷ Cf. HH 176, sous la date 1679, et II 40, correspondance avec dom Lobineau.

Florentin, le maréchal d'Estrées, M. de Valincour, touchant le projet d'ouvrir le tombeau du duc François II dans l'église des Carmes. — Commission donnée en vertu des ordres du roi, par Feydeau à Mellier, son subdélégué, afin d'assister à ladite ouverture et d'en dresser procès-verbal. — Procès-verbal en conséquence reproduisant les inscriptions relevées sur les cercueils en plomb du duc et de ses deux épouses, et celles figurant sur la boîte en or contenant le cœur d'Anne de Bretagne. Cette boîte précieuse renfermée dans une série d'autres enveloppes fut retirée du caveau, déposée dans le trésor de l'église et réintégrée le lendemain à sa première place, après soudure des enveloppes. — Correspondance de Mellier avec les mêmes au sujets de frais de fouilles, de la gravure des deux faces de la boîte d'or, etc.⁴⁸. Dans une lettre à M. de Valincour, Mellier insinue qu'une des raisons secrètes de l'opération était la conduite suspecte des Carmes qui auraient pu ne pas épargner la boîte et ses ornements d'or pu. — Gravure, par *Desbruslins*, du « vaisseau de fin or » en forme de cœur (1727). = Lettres de Mellier au maréchal d'Estrées et à Valincour. En faisant des travaux dans la cathédrale, on a levé de grandes pierres tombales qui n'avaient point été remuées depuis plus d'un siècle ; les châsses de plomb étaient absentes de ces caveaux où les ossements étaient mêlés avec des morceaux de bières en bois. On y trouva aussi « plusieurs vases de terre cuite dont quelques uns paroissent être des lachrymatoires et quelques uns des cassolettes ». Dans un petit caveau on a rencontré une lame de bronze établissant que les restes qu'il contenait étaient ceux de Jean de Malestroït, évêque de Nantes et chancelier de Bretagne, mort en sept. 1443 (1727).

II. 54. (Liasse.) — 15 pièces papier, 1 sceau.

1711. — Contestation au sujet du déchargement de prises faites par des corsaires. — Procès-verbal constatant les violences allant jusqu'à faire tomber une balle de cacao dans la Loire, commises sur des portefaix par Raoul-Philippe Foucquer, s^t de Kersalio, lieutenant général de l'Amirauté de Nantes, pour s'opposer au déchargement d'une gabare ancrée à Chézine, près de la raffinerie du s^t Grillaud de la Vinaudière. Cette gabare, remontée de Paimbœuf, était une de celles qu'on avait chargées avec les prises hollandaises faites par les frégates *Jupiter* de Bayonne, *Mutine* et *Fidèle* de Dunkerque, armées en course. Foucquer prétendait avoir seul le droit de faire décharger les gabares les unes après les autres ; mais Michel Rozzé, Denis Le Coq, Sigogne, marchands de Nantes, au nom des armateurs, s'appuyant sur un règlement de 1695, disaient que,

⁴⁸ Un certain nombre de lettres de la correspondance générale de Mellier, inventoriées précédemment, relatent l'envoi à divers personnages soit de son procès-verbal que Mellier fit imprimer sur le champ, soit de la planche gravée. Quelques-unes ajoutent même des détails non consignés ici. Voy. notamment II 30, lettres au président de Châteaugiron et du comte de Coëtlogon.

dans le cas de plusieurs prises, l'enlèvement des marchandises pouvait se faire simultanément, et ici il s'agissait d'éviter le dépérissement des cargaisons et les frais de nourriture des 5 à 600 hommes montés sur les frégates. — Procès-verbaux et exploits subséquents relatants la mauvaise volonté du s^r de Kersalio en se rendant pas aux heures où livraison des marchandises doit être faite aux armateurs, et leur imposant ainsi des retards forcés. — Liste des marchandises provenant des six vaisseaux hollandais : *Roi David*, *Jeune Isaac*, *Roi de Portugal*, *Duc de Malbouroug*, *Paix* et *Grand-Saint-André*, revenant de « Corasol » [Curaçao], pris et amenés dans la rivière de Nantes par le *Jupiter*, la *Mutine* et la *Fidèle* et mises en vente à la Bourse de Nantes, à requête de Rozée et autres marchands susdits, ainsi que de MM. Lure, Larbourie et Meullebeck. Les cargaisons comprenaient notamment des cacaos, cuirs, indigos, tabacs, cotons, sucres, jus de limon, écorces d'organes, bois de « Sainte-Marthe », de gayac et de campêche. — Procès-verbal de Mellier chargé par l'intendant d'informer dans l'affaire entre Kersalio et les armateurs. — Protestation de plusieurs marchands de Caen et d'Argentan, acquéreurs à la vente de lots importants de cuirs, contre l'inertie calculée de Kersalio. — Lettre de Ferrand, intendant de Bretagne, à Mellier. La cause ayant « été portée au parlement, le plus court est d'y renvoyer les parties ».

II. 55. (Liasse.) — 62 pièces papier, 3 sceaux.

1711-1714. — Instruction d'un procès contre un étapier accusé d'avoir fabriqué une « fausse route ». — Feuille de route au nom de Pierre, comte de Lannion, donnée à un sergent et deux soldats du rég^t du chevalier de Lannion, à présent à Ypres, pour rejoindre ledit rég^t, passant par Nantes, Ancenis, Angers, Saumur..., Houdan et Mantes. — Procès-verbal de remise par Pierre, comte de Lannion, gouverneur de Vannes et de S^t-Malo, et commandant pour le roi à Nantes, à Mellier, subdélégué de l'intendant, de ladite feuille de route, attendu qu'elle est fautive : la signature ayant été contrefaite, et de l'incarcération au Bouffay de l'étapier et du particulier ayant fait usage de feuille. — Interrogatoire par Mellier d'Edme Veroda, 28 ans, maître de danse à Nantes depuis cinq ans, pour lequel, à son dire, fut fabriquée la pièce et qui, se rendant à Paris, son lieu de naissance, s'en servit jusqu'à Houdan afin de s'éviter des frais de route. Il déclarait en outre que l'étapier avait des raisons particulières et intimes de voir lui Veroda quitter Nantes ; par suite, il ne lui fit point payer le document et le gratifia même d'une épée afin de faire croire qu'il était soldat. — Interrogatoire par le même de Mathieu Pillas, 40 ans, sous fermier des étapes de Nantes et d'Ancenis, lequel nie avoir fabriqué la « route » en question, et aussi en avoir acheté à des officiers, bien qu'on lui en eût offert. La livraison de ce faux document est une vengeance de Veroda, qui demeurait rue S^t-Léonard dans la même maison que lui, de la conduite

déplorable duquel il avait dû se plaindre à la police. — Seconds interrogatoires. Veroda, fort malade de la fièvre, fut interrogé à l'infirmerie de la prison. Outre sa profession de maître à danser, il déclare avoir exercé également celle de fabricant de lames (*aliàs* de peignes) pour les tisserands. Pillas dépose avoir connu Veroda joueur de violon et ouvrier en lames pour tisserands, quand celui-ci vint habiter la même maison que lui. De plus, il prétend trouver de la ressemblance entre l'écriture de la fausse route et celle d'un certain Godet, amant de la belle-sœur de Veroda. — Dépôts des témoins : Jean Constantin dit Maltais, garde du marquis de Sévigné, lieutenant de roi au comté de Nantes ; Pierre Goré, cabaretier « en Erdre, à la maison où pend pour enseigne *la Pucelle*, paroisse de S^t Saturnin » ; n. h. Yves Lebeau, procureur du roi de la Communauté d'Ancenis, etc. — Rapports de Louis Moret, avocat et de Sulpice Hordebourg, greffier du chapitre de Nantes, nommés experts. L'écriture de la pièce incriminée est une italienne bâtarde, mêlée, nette et hardie ; « celluy qui l'a écrite taille ses plumes le costé du pouce plus long que celluy du costé des doigts, selon la bonne manière de tailler la plume, et en écrivant tient la main panchée en dehors, qui est aussy la meilleure manière de tenir la plume ». Ayant eu comme points de comparaison d'abord une dictée faite par Pillas dans la prison, ils trouvèrent les deux écritures assez dissemblables et ne purent prendre une détermination ; puis, sur le vu d'un « mémoire intitulé ptisanne pour les siatiques », rédigé par Pillas, et de missives adressées par lui au bureau des étapes de Rennes, ils conclurent à la similitude d'écriture avec la fausse route. — Confrontations des témoins avec Pillas. Celui-ci incrimina fort les dépositions de Pierre Goré et de sa femme, dont le cabaret était un lieu de rendez-vous galants. — Confrontations avec Veroda. Il s'éleva contre le témoignage de sa logeuse la traitant de m... et de voleuse ; puis, contre celui d'un portefaix. Ce dernier s'était plaint de ce que dans une querelle entre eux, Veroda l'avait poursuivi avec une épée nue et n'avait pu, plusieurs femmes étant intervenues, la lui passer au travers du corps ; après quoi, de rage, Veroda avait brisé son épée. Cet accusé nie la poursuite ; quant à l'épée brisée trouvée à son domicile, c'était « pour luy servir de gouges à faire des violons ». — Confrontation des experts avec Pillas. Il met en doute la capacité de l'un d'eux et dit qu'à la date de la route incriminée, il n'avait aucun intérêt à en fabriquer une, puisqu'il en possédait plusieurs autres authentiques à lui laissées par des officiers, faute d'avoir pu faire leurs recrues, ou dont les soldats levés en Bretagne avaient déserté. — Confrontation des accusés entre eux. Pillas raconte la vie peu édifiante de Veroda chassé de différentes villes, en son attaque récente contre un autre prisonnier qu'il a blessé dangereusement. — Ordonnance de l'intendant prescrivant de transférer les accusés des prisons de Nantes en celles de Rennes. — Jugement en dernier

ressort rendu par l'intendant Ferrand condamnant les accusés à l'amende et au bannissement hors de la Bretagne, Pillas pour cinq et Veroda pour trois ans. — Lettres, mémoires des frais, quittances.

II. 56. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 67 pièces papier, 1 sceau.

1712. — Instruction d'un procès contre des militaires qui avaient au théâtre blessé les sieurs Belon. — Information devant le présidial au sujet de l'arrestation faite à la Comédie, dans le parterre du jeu de paume du Chapeau-Rouge, du s^f Belon, fils d'un conseiller du roi au présidial. Ce jeune homme fut fort maltraité par des soldats de marine qui l'arrêtrèrent, et blessé par le sergent qui les commandait. Parmi les spectateurs appelés en témoignage figure « Pierre Harispe dit Laborde, homme de chambre de Monsieur l'évêque de Nantes », 25 ans, demeurant à l'évêché. — Plainte des sieurs Belon relatant qu'au cours de la représentation deux jeunes garçons ayant fait du bruit, un sergent de la compagnie de marine du capitaine Le Mairat souffleta l'un, ainsi que le fils Belon qui était près d'eux ; ce dernier fut ensuite renversé, frappé à coups de crosse par les soldats accourus, et blessé par le sergent de deux coups d'épée, l'un au bras, l'autre dans le corps. Arraché aux mains des militaires, on le passa du parterre par l'orchestre sur le théâtre où des chirurgiens le pansèrent. Un oncle du blessé étant survenu fit des reproches aux soldats d'avoir assassiné un enfant sans défense, et reçut lui-même un coup de baïonnette dans la poitrine. Enfin, le père arrivé, son fils est porté en chaise à la prison du Bouffay : le sergent n'ayant point voulu le laisser conduire à son domicile. Un peu plus tard, M. Le Mairat prévenu, permit d'emporter le blessé chez son père. — Arrêt du Conseil commettant l'intendant Ferrand pour faire le procès d'Antoine Reboul dit Besançon, sergent et de La Franchise, soldat des compagnies de marine Le Mairat et Du Bourdet. — Ordonnance de Ferrand prescrivant à Mellier d'instruire la cause. — Procès-verbal des dépositions, reçues à leurs domiciles, de Pierre Belon, étudiant en droit, 17 ans, et de François Belon, s^f de la Sinière, 35 ans, ci-devant mousquetaire du roi, compagnie de M. de Vins, oncle du précédent, sur l'agression dont ils ont été victimes, et de la levée par les s^{ts} Dufrou et Boutin, médecin et chirurgien du roi, de l'appareil posé sur la blessure du dernier. — Information devant Mellier. Jean Thébaud, écolier, étudiant en théologie, 21 ans, accompagnait Belon ; lorsqu'il le vit aux prises avec les soldats, il aida à l'enlever par dessus l'orchestre où quelques comédiens qui étaient sur le théâtre le prirent par les mains pour l'attirer, tandis que les militaires le retenaient par les cheveux. Jean Beranger, graveur, contribua avec des joueurs de violon de l'orchestre à délivrer Belon, qui dans la lutte s'était saisi de la corde raide tendue au parterre. Julien Mellinet, prêtre, 27 ans, s'est rendu comme

aumônier avec le chirurgien au corps de garde où l'on avait porté Belon ; les soldats croisèrent la baïonnette devant eux et il fallut de longs pourparlers avant d'autoriser l'entrée du médecin. Il assista à l'arrivée au Bouffay du capitaine Le Mairat, « habillé de rouge, paremens noirs », et des quelques notables qui l'accompagnaient ; il se rendit alors auprès du jeune homme chez son père. Jean Flachot, chirurgien. Julien Boutin, chirurgien du roi. Jean-B^{te} Troisdames, contrôleur de la prévôté. Ce dernier a vu frapper Belon de la Sinière alors qu'il se retirait en « passant sous la galerie du jeu de paume », et M^{lle} Fontenay, belle-sœur du jeune Belon, recevoir au poignet une blessure du tranchant d'une baïonnette, etc. — Interrogatoire de Bernard Reynaud dit Saint-Louis, sergent à la compagnie de marine de Maugerou. N'était point de garde ; alla prévenir du désordre le c^{te} de Lannion et ramena des hommes de renfort. — Interrogatoire de Joseph Lory, banquier à Nantes, 25 ans, accusé par plusieurs témoins d'avoir excité les soldats contre le fils Belon, notamment par ces paroles : « Faites main basse sur cette canaille ». Il prétend au contraire avoir dit : « Voilà de grands marauds d'assassiner ainsy le monde », et voulut se jeter dans le parterre pour sauver le blessé. — Interrogatoires de divers soldats. Jean Borde dit Bellerose était en sentinelle entre les deux portes d'entrée du jeu de paume ; au cours de la représentation, le sergent Besançon lui demanda sa hallebarde ; alors, se voyant sans armes, il retourna au corps de garde. Jean Loiseau dit Gerzé, posté à la porte d'entrée, *aliàs* à l'entrée du degré du théâtre ; a constaté que Besançon, dans la bagarre, avait perdu son chapeau, sa cravate et sa perruque. Rodolphe Matheau dit l'Altéré, dans la lutte, « porta un coup de bourade de fusil dans le costé » d'un bourgeois ; mais il n'avait pas de baïonnette, ne l'ayant pas apportée au jeu de paume. Pierre Gazier dit Parisien a vu La Franchise donner un coup de baïonnette à Belon de la Sinière. Les soldats cherchent à disculper Besançon qui n'était pas en tenue d'ordonnance, quoiqu'il fût de garde ; celui-ci, avant de frapper, aurait eu à se défendre de voies de fait, ayant failli être étranglé. — Assignation et sentence de défaut contre Reboul et La Franchise partis de leurs logements depuis deux ou trois mois. — Procès-verbal d'Etienne Dufrou, docteur régent en la Faculté de médecine de l'Université de Nantes, conseiller médecine ordinaire du roi, et de Julien Boutin, chirurgien juré du roi, relatant que les plaies de Pierre Belon sont cicatrisées et guéries, et que celle de Belon de la Sinière ne l'est pas encore : l'os mis à découvert s'étant exfolié ; elle est néanmoins en bonne voie. — Conclusions du procureur du roi requérant six mois de prison contre Reboul et La Franchise et mettant Lory hors de cause. — Jugement rendu par l'intendant Ferrand condamnant les deux coupables à un mois de prison, renvoyant Lory hors d'accusation et faisant défense au sergent Reynaud et autres soldats inculpés, « lors qu'ils seront commandez pour la garde des jeux et

assemblées publiques dans la ville de Nantes, de battre ny excéder ceux qui s'y trouvent, sauf à eux, en cas de bruit et de désordre, d'arrêter les tumultueux et les constituer prisonniers, s'il y échoit ». — Mémoire des frais s'élevant à 401 l. 10 s., quittances, inventaires des pièces. — Correspondance. Dans une lettre écrite à l'intendant par Mellier, celui-ci trouve que la moitié des six mois de prison auxquels a conclu le procureur, serait suffisante par forme d'exemple et pour ne pas faire perdre au roi un sergent et un bon soldat.

II. 57. (Liasse.) — 45 pièces papier.

1712. — Duplicata sur papier timbré des pièces de l'instruction du précédent procès, toutes paraphées par Mellier et par le greffier Roy.

II. 58. (Liasse.) — 18 pièces papier, 1 sceau.

1715-1716. — Instruction d'une affaire de faux billets. — Interrogatoire par Mellier d'Arnaud du Gouyon, conseiller secrétaire du roi au parlement de Metz et ayant soumissionné pour être incorporé à la chancellerie du parlement de Rennes, demeurant à Nantes, au sujet de 4 billets faux sur l'Extraordinaire des guerres. Prié par un individu disant se nommer De Cortade, être officier au rég^t du Maine, et se faisant passer pour le parent d'un receveur des décimes à Condom qu'avait connu Gouyon, celui-ci avait recommandé à Christophe Brion, banquier à Paris, ledit inconnu pour qu'il pût négocier ses billets de subsistance montant à 2 600 l. — Lettre de Mellier à l'intendant Ferrand. Gouyon s'est montré bien imprudent dans cette affaire. Il semble que c'est l'individu en question qui a fabriqué les faux billets qu'on n'a point voulu négocier à Paris. On pourrait, avant d'instruire la contumace, tâcher de retrouver Cortade à Rennes où il disait se rendre en quittant M. du Gouyon, qui lui avait même prêté trois louis afin d'effectuer ce voyage. — Ordre du Conseil de guerre pour informer, billets faux, correspondance, mémoire des frais à la charge de Gouyon.

II. 59. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1717. — Intervention dans une affaire en détournement de récoltes. — Comparution devant Mellier de Mathurin Peillac et d'Alexandre Touzé, habitant Roche-Ballu, « abienneurs sur les vins » du sieur Peillac de la Hibaudière, lesquels assignés pour prêter serment de se comporter fidèlement à la régie des fruits saisis sur Peillac, en vue du recouvrement des amendes par lui encourues comme usurpateur du titre de noblesse, déclarent que celui-ci, actuellement à sa maison de la Hibaudière, fait procéder lui-même à ses vendanges et qu'ils ne sont point en mesure de veiller aux destinées de sa récolte. — Assignation, correspondance. Dans une lettre écrite à Mellier par le s^r Desnoiers, chargé de la poursuite, celui-ci relate que l'intendant connaissant le caractère de M. de la Hibaudière contre lequel avait été, l'année précédente,

dressé un procès-verbal de rébellion, l'a autorisé à se servir d'archers et d'huissiers en nombre suffisant pour recouvrer l'amende due au roi.

II. 60. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1722-1723. — Opérations chez divers comptables. — Extrait d'une lettre du cardinal Dubois à l'intendant de Brou, chargeant Mellier de vérifier l'état de la caisse, de parapher et arrêter les registres du trésorier des troupes et du directeur de la Monnaie. — Procès-verbaux en conséquence chez Nicolas Chevrier, trésorier particulier de l'Extraordinaire des guerres, et à l'hôtel des Monnaies où Thomas Fachu, directeur et trésorier, présenta dix registres, entre autres ceux intitulés : Fontes d'argent, blanchiment d'argent, lames d'argent donné au moulin et livre du moulin d'or (1722). = Commission de M. de Brou à Mellier pour contrôler les recettes effectuées par feu Louis Legrand, en 1714 et 1715, des droits et taxations attribués aux offices de receveurs triennaux et quadriennaux des fouages en Bretagne. A cet effet, Louis Legrand fils représentera les registres de son père. — Etat des sommes perçues pour les susdits droits par le feu s^r Legrand de la Coutaye, receveur des fouages de l'évêché de Nantes. Total de l'ensemble des taxes : 30.992 l. 16 s. avec le détail pour chacune des paroisses du diocèse. — Autre état sans le détail par paroisses ; mais expliquant la différence de 262 l. 7 s. 1 d. perçue en moins, causée principalement par une décharge de fouages en faveur de Batz et du Croisic (1723).

II. 61. (Liasse.) — 34 pièces papier, 7 sceaux.

1724. — Enlèvement de M^{lle} Sabot. — Lettre de Le Normand de la Place, subdélégué de l'intendant de Tours, à Mellier, lui envoyant un mémoire sur les circonstances de la fugue d'une jeune fille de Paris, qui vint par bateau rejoindre à Tours un individu se faisant appeler le chevalier de Visière (*aliàs* de la Vilière). Après avoir passé une nuit ensemble à l'auberge des *Trois Barbeaux*, ils se sont dirigés sur Nantes avec les bateliers d'Orléans qui avaient amené la demoiselle. Prière de rechercher celle-ci pour la faire enfermer dans un couvent jusqu'à ce que ses parents en soient avertis. — Signalement des fugitifs. — Notes de Mellier rapportant dans quelles conditions le policier Dumur put, en s'y prenant en douceur, conduire la demoiselle en chaise à porteurs au couvent de S^{te}-Elisabeth (du Marchix) à Nantes. — Ordre d'internement et engagement de sœur Marie-Françoise de Trevelec, supérieure de S^{te}-Elisabeth, pour garder la jeune personne. — Lettres de ladite supérieure à M. de Menou, lieutenant de roi de Nantes, et à Mellier. — Lettre d'Elisabeth Sabot (la demoiselle internée) réclamant divers objets d'habillement et de toilette dont elle a besoin, notamment trois coiffures avec les fonds, son miroir, ses « plons », sa boîte à poudre, deux flacons d'eaux qui sont dans sa boîte à thé, son sucre, du café, un pot de pommade, du tabac, etc., et, en ost-scriptum :

« L'on ne donne point de vin rouge, je prie qu'on m'en envoie et quelque fois de petite dousseurs ». — Lettre de M. du Champ du Mont, grand chantre et chanoine de S^t-Martin de Tours, à Mellier. C'est pour rendre service à une mère désolée qu'il lui a fait écrire par son ami le subdélégué de Tours. Il remercie Mellier d'avoir procuré la capture de cette demoiselle d'honnête famille, qui a été débauchée par un coquin, soi-disant homme de condition. Comme la mère se plaint qu'on lui ait également dérobé près de 1 000 écus, des boucles d'oreilles et bagues en diamant, et quelques pièces d'argenterie, il en indique les marques pour les transmettre à la Monnaie et chez les orfèvres. — De Mellier à M. du Champ du Mont. Il a fallu l'intervention de M. de Menou afin de décider la supérieure à garder M^{lle} Sabot, car il n'y avait ni ordre du roi ni pièce judiciaire pour son arrestation. — Il a vu à Nantes M. de Briort qui, d'après son correspondant, connaissait le chevalier de la Vilière ; celui-ci, depuis qu'on l'a séparé de la jeune fille, avait fait des propositions de mariage. M. de Briort, auquel en effet La Vilière n'est pas étranger, ignore s'il est gentilhomme ; il le croit de Toulouse et ayant fait quelque fortune. En tout cas, il le tient pour un galant homme. — Pouvoir donné par la veuve Sabot, fripière à Paris, rue de la Grande Truanderie, en vue de retirer sa fille du couvent et de signer toutes décharges. — Ordres de Mellier pour la délivrance de M^{lle} Sabot après le paiement de sa pension ; — de ses hardes et bijoux mis sous séquestre ; — attestant que le s^r Joannau qui doit la ramener à Paris est muni d'une procuration notariée.

II. 62. (Liasse.) — 16 pièces papier, 2 sceaux.

1725. — Contestation entre les fermiers généraux et la Communauté de Morlaix. — Lettre de M. de Boisbilly à Mellier lui exposant que Charles Cordier, régisseur des fermes du roi, prétend imposer les toiles de Morlaix, en s'appuyant sur une pancarte de 1565 pour les droits des ports et havres. Morlaix n'a jamais rien payé jusqu'ici sur cet article ; si on l'imposait, ce serait la ruine de ses manufactures dont le commerce avec l'Angleterre et l'Espagne, déjà bien diminué, serait accaparé par les marchands de Hambourg, de Silésie et de Brême. — Mellier à Boisbilly. On n'a point trouvé à la Chambre des comptes de Nantes un procès-verbal de M. de Nointel, de 1681, à la suite duquel un s^r Moreau aurait été débouté de prétentions du même genre que celles élevées à présent par Cordier. Conseils touchant la poursuite de l'affaire. — De Brou à Mellier. Un sac contenant des lettres patentes intéressant la Communauté de Morlaix est possédé par un particulier ; mais celui-ci ne veut le remettre que moyennant 150 l. Prière à Mellier d'examiner ces titres au préalable afin qu'on puisse juger de leur importance. — Echange de lettres entre M. de Bedée, M. Dorigny, maire de Morlaix, et Mellier touchant l'affaire. — Inventaire des pièces (au nombre de 44 et comprises entre 1522 et 1655) renfermées dans le sac dont l'examen a été confié à

Mellier : 1522. Lettres patentes exemptant pour dix années les habitants de Morlaix, dont les Anglais brûlèrent et pillèrent la ville, d'aides, impôts, billots et des droits de ports et havres. 1528. Prorogation de cette franchise et concession d'octrois. 1538-1647. Lettres royales diverses continuant les octrois. 1566. Commission pour visiter le fort du Taureau du Morlaix, etc. — Mellier à de Brou. Il lui annonce l'envoi de l'inventaire « qui montre que toutes ces pièces originales devraient être remises aux archives de la Communauté de Morlaix. Il est étonnant qu'on les aye abandonnées, me paroissant par l'état du sac et par l'érosion des rats qu'il y a toute apparence que depuis plus de cinquante ans ces pièces n'avoient vu le jour ; cependant elles portent concession de plusieurs beaux privilèges ». La somme demandée de ces titres est peu de chose comparée à leur utilité. Pour éviter de semblables pertes à l'avenir, les communautés devraient dresser des états détaillés de leurs archives, dont un double serait remis à l'intendant⁴⁹.

II. 63. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1726-1728. — Internements dans des communautés. — Lettre de cachet enjoignant de renfermer aux Pénitentes de Nantes M^{lle} Anne Querrandreau, paroissienne du Pont-S^t-Martin. — Procès-verbal notarié, dressé à requête d'Alexandre Gicqueau, s^r de la Saltière, oncle de la d^{lle} Anne Querrandreau, fille des feus s^r Jacques Querrandreau et d^{lle} Françoise Gicqueau, relatant un vol commis en la maison du Rocher appartenant à sadite nièce, par Echappé, engagé depuis peu dans un régiment en quartier à l'île de Ré, et décrivant le maigre mobilier de la demeure. — Placet de la détenue au comte de S^t-Florentin se plaignant d'avoir été enfermée sur les faux rapports de son oncle, qui condamné à lui payer des sommes importantes, a voulu ainsi se venger. Il est vrai qu'elle est enceinte des œuvres de Jean Echappé, fermier de ses biens ; mais ç'a été sous promesse d'un mariage auquel ses parents n'ont pas voulu consentir. — Placet d'A. Gicqueau en réponse au précédent. — Certificat de sœur Marie-Thérèse de Mauvillain, supérieure des Pénitentes, attestant que la d^{lle} Querrandreau internée une première fois dans sa communauté, en est sortie pour faire ses couches et vient d'y rentrer de nouveau. — Lettres de M. de Brou à Mellier, dont la dernière rapporte que M^{lle} Querrandreau s'étant évadée des Pénitentes à la faveur d'une corde, c'est à ses parents, à la sollicitation desquels elle y avait été mise, à faire les perquisitions requises (1726-1727). = Lettre de cachet pour la séquestration aux Pénitentes de la femme du s^r Terrien de la Merlicotière, sur requête de son mari qui payera la pension (1727). = Marie de Busson, fille unique de M. Busson de S^t-Clément, capitaine d'infanterie, avait été, après la mort de ses

⁴⁹ Un mémoire (assez intéressant bien qu'il semble incomplet) sur le commerce des toiles à Morlaix au XVIII^e siècle a été joint à ce dossier, quoique ne provenant pas des papiers de Mellier.

père et mère, mise au couvent de S^{te}-Elisabeth par ses autres parents. — Plainte d'écuyer Armand-Augustin Cassard, s^t du Port-Lambert, oncle et curateur de Maire, contre Louis Charette, sénéchal de Nantes, qui de son autorité privée a fait transférer la jeune fille au Calvaire. — Approbation par la famille du mariage de celle-ci avec M. de Monti. — Ordre du roi afin de faire sortir M^{lle} de Busson de la Visitation où il l'avait fait placer, à raison d'« une contestation entre ses parens pour sçavoir où elle demeureroit », ordre remis par Mellier à la supérieure Françoise-Angélique de Sesmaisons (1727-1728).

II. 64. (Liasse). — 23 pièces papier, 2 sceaux.

1677-1729. — Procédure dans une question d'héritage. — Extraits de baptême de Jacques-Hubert Hequin, baptisé à S^t-Etienne de Lille, en Flandre (1677) ; — de décès du même, tailleur d'habits, mort à Paris, paroisse S^t-Germain l'Auxerrois (1710) ; — de baptême de Michel-Antoine Hequin, fils posthume du précédent, baptisé à S^t-Eustache de Paris (1711). — Extrait du testament de François Breville légnant 10.000 l. au fils de son cousin François Hequin dit de Lille, m^e tailleur à Paris, au *Grand Louis*, rue S^t-Honoré, et nommant René Montaudouin, négociant à la Fosse, son exécuteur pour les affaires de France, et les s^{rs} Moreau et Rossignol pour celles de S^t-Domingue (1725). — Certificats constatant que Michel-Antoine, demeurant à Paris, rue Bailleul, est bien le fils de Jacques-Hubert et de Marie-Louise de Rienne, à présent remariée à Philippe Rohaut (1725) ; — que Jacques-Hubert Hequin a par erreur été prénommé François dans le testament Breville (1726). — Défenses de Montaudouin disant « qu'il n'a aucuns effets appartenans à la succession Breville », et que ceux-ci sont à Léogane aux mains de Rossignol et de Moreau (1726). — Réponses du procureur fiscal des Regaires de Nantes ne trouvant point suffisamment prouvés les dires des Hequin touchant l'erreur de prénom et, d'autre part, s'étonnant de l'allégation de Montaudouin, attendu que celui-ci doit au moins posséder, sur l'avoir de Breville, le produit de dix barriques d'indigo arrivées par l'*Etoile d'Orient* et le *Salomon* (1726). — Sentence des Regaires levant l'erreur du prénom de François au lieu de Jacques-Hubert, et déclarant Michel-Antoine Hequin apte à recueillir les 10.000 l. à lui léguées par Breville (1727). — Procurations ; correspondance entre l'intendant de Brou et Mellier au sujet de l'affaire ; inventaire des pièces.

II. 65. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1705-1715. — Emprunt des paroissiens de S^{te}-Croix pour réparer leur église. — Arrêt du Conseil d'Etat autorisant les paroissiens de S^{te}-Croix à s'imposer, de 1705 à 1713, afin d'acquitter les dettes de la paroisse, pour la somme de 10.484 l. qui sera répartie sur les ecclésiastiques séculiers et réguliers, les nobles et autres gens (1705). — Compte des fonds destinés au paiement desdites dettes pour les années

1710 à 1713, rendu devant Mellier par Pierre Perrault, s^t de la Chaussée, auditeur des Comptes de Bretagne, nommé *ad hoc* par délibération capitulaire des notables de S^{te}-Croix, en présence du recteur Barniquel, de Sanegon, marguillier, et de Rouckaert, ancien marguillier. L'église étant tombée en ruines au point de n'y pouvoir célébrer le service divin, on avait emprunté de divers particuliers par contrats de constitution la somme de 20.730 l. Le tout fut consommé en travaux, de sorte que le roi du autoriser une levée sur les paroissiens afin de payer les intérêts et les arrérages. Recette totale : 38.666 l. 19 s. 5 d. Dépense totale : 38.335 l. 4 s. 5 d., dont la majeure partie en franchise des contrats (1713). — Approbation du compte par plusieurs anciens marguilliers, avec remerciements de ses soins au s^t Perrault. — Ordonnance de Mellier et de l'intendant Ferrand pour son règlement (1715). = Procédure entre Françoise Loquet, veuve de n. h. François Gourdet, docteur en médecine, demeurant à Pirmil, paroisse de S^t-Sébastien, d'une part, et écuyer Louis-Alexandre de Lyon, s^t de la Chesnais, premier juge garde de la Monnaie de Nantes, Henri Sanegon et Valleton, marchands, « fabriqueurs » de la paroisse S^{te}-Croix, au nom des paroissiens, d'autre part. Jadis propriétaire de maisons sises rues de la Juiverie et de la Bacterie, et depuis par elle vendues à M. Terrien des Bruères, la dame Loquet avait payé plus qu'elle n'aurait dû d'une taxe levée pour solder les dettes de la paroisse. — Quittances à l'appui, requête, exploits, procès-verbal de Mellier, sentence de Ferrand ordonnant restitution de 15 l. à ladite dame (1707-1715).

II. 66. (Liasse.) — 23 pièces papier, 1 sceau.

1720-1723. — Réparations aux presbytères du Loroux-Bottereau, de Château-Thébaud et de Vigneux. — Envoi d'un placet de René Lirot du Chastelier, recteur du Loroux-Bottereau, aux fins d'obliger les habitants de cette paroisse à louer une maison pour le loger et à faire rétablir le presbytère. — Procès-verbal de Mellier rapportant les raisons du recteur René Lirot, disant qu'on ne peut sans péril habiter la cure ; de n. h. Philippe Bourigaud, docteur en médecine, frère et héritier de feu Robert Bourigaud, précédent resteur du Loroux, mort le 26 déc. 1719, et s'étonnant qu'on l'implique dans la cause ; des marguilliers de la paroisse qui usent d'atermoiements. Finalement Mellier rend une sentence de défaut contre ces derniers et renvoie les parties devant l'intendant. — Plaintes de Lirot qui, aux approches de l'hiver et par suite d'intrigues, voit la maison qu'il afferme depuis un an sur le point d'être louée à un tiers. — Ordonnance de l'intendant portant que le recteur restera dans la maison qu'il occupe jusqu'au rétablissement du presbytère et que le loyer sera à la charge des paroissiens (1720-1721). = Demande par les habitants de Château-Thébaud de lever sur eux-mêmes 2 500 l. pour les réparations de la cure et d'abattre dans les garennes

qui en dépendent les bois nécessaires. — Procès-verbal par Roussel, architecte, des réparations à effectuer. — Lettre de M. de Brou à Mellier. Il l'informe que le curé refusant de fournir les 810 l. qu'il avait promises pour les travaux, il n'y a qu'à laisser les choses en l'état. — Lettre de M. Tribara, recteur de Château-Thébaud, qui ayant consenti à contribuer pour 810 l., prie d'envoyer la commission nécessaire afin de réparer la maison, car il n'en voit point d'autre dans toute la paroisse convenable pour se loger : « mon église et ma paroisse étant éloigné du bourg d'un quart de lieu » (1722). = Echange de lettres entre l'intendant et Mellier au sujet du presbytère de Vigneux à reconstruire et du logement provisoire du curé (1722-1723).

II. 67. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 27 pièces papier, 2 sceaux.

1722-1729. — Impositions et contestations dans les paroisses de S^t-Sébastien et du Pont-S^t-Martin. — Arrêt du Conseil autorisant les habitants de S^t-Sébastien à s'imposer de 6 000 l., soit 1 500 l. pendant quatre années, dans le but de se libérer d'un emprunt de 4 000 l. fait à la fabrique de S^t-Saturnin de Nantes, et de constituer un fonds de 100 l. de rente qu'ils doivent au recteur dudit S^t-Sébastien à l'acquit de fondations en son église (1722). — Arrêt d'un rôle de répartition pour 1723 montant à 1 530 l. 8 s. 7 d. (1724). — Imposition de 963 l. 10 s. sur les contribuables au casernement de la paroisse S^t-Sébastien (1727). — Délibération capitulaire du général des habitants, représenté par Yves Minée, recteur de S^t-Sébastien et doyen rural de Clisson, François-Bertrand, procureur fiscal de Pirmil, etc. chargeant du service intérieur de l'église : soin des autels, distribution du « pain d'union », quêtes « même lors des processions des paroisses qui y viennent [en pèlerinage] ordinairement, jour et nuit, pendant une bonne partie de l'année », E. Bretineau qui offre de le faire pour 25 l. par quartier, et ce aux frais et place de Jean-Antoine Buis, lequel nommé « fabriqueur » refuse d'en remplir la charge. — Requête du général de S^t-Sébastien et ordonnance conforme de l'intendant de la Tour obligeant Buis, à peine de 500 l. d'amende, à la confection de l'état des miliciens, besogne que le second fabricant ne peut accomplir seul. — Dires et raisons des parties devant Mellier ; Buis arguant, pour être dispensé de l'office de fabricant, de ce qu'il n'était point marié. — Ordonnance de l'intendant condamnant Buis à une amende et au paiement intégral de la capitation qu'il avait été chargé de lever, et dont s'était acquitté pour lui, d'ailleurs fort mal, le s^r Olive (1728-1729). = Arrêt du Conseil permettant aux gens du Pont S^t-Martin de lever sur eux-mêmes 3 400 l. pour rembourser un contrat de constitution avec ses arrérages, contrat consenti aux paroissiens en 1689 par Marguerite Vilaine, veuve de Mathurin Guitton, écuyer, s^r de la Rairie (1724). — Dires et raisons, devant Mellier, des collecteurs du Pont-S^t-Martin et

de Joseph de Melient, s^r de Laujouère, ce dernier se prétendant trop imposé pour sa métairie du Pas Rivière et insinuant que les égailleurs ont commis des injustices dans la confection de leurs rôles (1727).

II. 68. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1725-1727. — Contestation entre la fabrique de S^{te}-Croix et des voisins de l'église. — Arrêt du Conseil d'état défendant de bâtir ou de réparer les maisons de Nantes, notamment celles du quartier de la Fosse, autrement qu'avec des pierres de taille, moellons, briques et autres matières non sujettes à s'enflammer (1725, imprimé). — Dires et raisons, en présence de Mellier, du général des paroissiens de S^{te}-Croix de Nantes, d'une part, de César-Mathieu Lafond, chirurgien et consorts, d'autre part, au sujet d'un mur à reconstruire entre la maison de la Jaille, appartenant à la fabrique, et celle de l'*Épée royale* possédée par les seconds qui vient d'être incendiée, mur de séparation qui devra être bâti conformément à l'arrêt précité de 1725. — Autres dire où Lafond et consorts répondent que le général de S^{te}-Croix peut rebâtir le mur à ses frais ; mais qu'il ne saurait y faire contribuer ses voisins, dès lors que ceux-ci ne s'en aident point pour leurs constructions. De plus, Lafond et sa partie ne peuvent réédifier l'immeuble brûlé, grevé d'hypothèques, indivis et touchant lequel ils sont en procès avec le locataire Philippe Guerché, m^e pâtissier, responsable du sinistre. — Ordonnance de l'intendant prescrivant la reconstruction du mur à frais communs (1726) ; — condamnant par défaut Lafond et autres à payer à la fabrique de S^{te}-Croix 250 l., moitié de la valeur du mur que ladite fabrique a été obligée de faire édifier (1727).

II. 69. (Liasse.) — 10 pièces papier, 2 sceaux.

1724-1732. — Economats de Bretagne. Comptes généraux. — Etat des frais faits par M. Belin au sujet des comptes à rendre par le feu s^r de la Carrière. — Compte général rendu par M^e François Belin, s^r de la Guilbaudière, directeur des économats en Bretagne, à [Sébastien] Marchal, conseiller du roi, receveur général des domaines et bois de la Généralité de Metz, préposé à l'exercice des offices d'économistes sequestres supprimés par édit de nov. 1714. Recette totale : 20.175 l. Pour l'abbaye du Relec, dont est titulaire Mgr d'Argenson, archevêque de Bordeaux, celui-ci est chargé de 826 l. pour les frais de la procédure criminelle contre Le Peletier, meunier du moulin de Cran, à l'occasion, de sa rébellion. Dépense totale : 7 128 l. (1726). — Bordereaux généraux de ce que Belin doit compter à Marchal (1728 et 1732). — Correspondance entre M. de Baugé et Belin (1724) ; entre MM. Marchal et Belin (1730-1731).

II. 70. (Liasse.) — 1 cahier de 324 f^{os} papier, 16 pièces papier, 4 sceaux.

1721-1730. — Economats du siège épiscopal de S^t-Briec. — Vacance de 1720. — Procès-verbal d'architectes pour les bâtiments dépendants de l'évêché de S^t-Briec, après le décès de Mgr Louis de Frétat de Boissieux, à requête de François Belin, s^r de la Guilbaudière, y appelés les procureurs de Louis, Louise-Marguerite, Jacques-Hector et Marie-Henriette-Agnès de Frétat de Boissieux, aptes à succéder audit évêque, et de Pierre-Guillaume de la Vieuxville, nommé à l'évêché de S^t-Briec. Les parents du défunt font valoir que celui-ci a dépensé plus de 60.000 l. pour la réédification de sa cathédrale. Visite détaillée du palais épiscopal : salle du synode, chambre dite du Soleil, chambre du prédicateur, chapelle, etc. La salle des archives n'a pu être examinée : les scellés y étant apposés. Le jardin est borné par la rue au Vicaire et par la rue S^t-François. Visite de la prison des regaires avec sa chapelle, de l'auditoire, de la halle aux bouchers dont les portes donnent sur la rue aux Toiles et sur la place du Martray, de la maison de la Pompe et de son jardin, du grand four avec sa boutique, d'une maison dans la Grande rue, commune avec n. h. Charles Lochet, des moulins à eau de S^t-Barthélemy, de l'Evêque en Tréguen, du Chaix en Cesson, du pavage de la place du Martray. Visite du manoir du Chastelet en Ploufragan, dont l'ancien pont-levis est en ruines ; dans le bois de décoration l'évêque défunt a fait abattre environ 40 fouteaux, tant afin de réparer ses moulins que de faire cuire la tuile « pour la rediffication de la vouste de la cathédrale de Saint Briec » ; mais il a fait replanter. Dépendent du Chastelet : un colombier, le moulin de Monvoisin, la métairie de la Porte, la métairie du Froc (mars-avril 1721). — Compte rendu à Belin par Hilarion Le Saulnier, procureur à S^t-Briec, tant pour la vacance de l'évêché advenue par la mort de Mgr de Boissieux, que pour celle de l'abbaye de Beauport, à la suite du décès de M. de la Rochefoucaud, abbé de Beauport (1724). — Procès-verbal, par devant Mellier, de vérification des registres de la gestion Boissieux par le s^r Belin, à requête de Pierre-Guillaume de la Vieuxville, doyen de Nantes, évêque nommé de Bayonne, et de son frère Alexandre-Guillaume (1728). — Lettres écrites à Belin par Desaulnay Le Saulnier et Beausemaine Le Clerc, et [à Mellier] par M. de la Vieuxville au sujet de la succession Boissieux (1727-1728).

Vacance de 1727, par suite de la mort de Mgr de la Vieuxville. — Lettres de Desaulnay Le Saulnier à Belin. Il comptait le voir lors des Etats de S^t-Briec et être réglé de ses avances dans les affaires dudit évêque (1730).

II. 71. (Liasse.) — 8 pièces papier, 1 sceau.

1726-1731. — Economats. Sièges épiscopaux de Vannes, de Nantes et de Tréguier. — Etat de ce qui est dû par Belin pour les deux vacances de Vannes, par la démission de M. de Tressan en 1717, et par celle de M. de Caumartin nommé à Blois et remplacé

à Vannes en 1719 par M. Fagon (1726) = Compte rendu par Sébastien Marchal à Mgr de Sanzay nommé à Nantes en 1723, après la translation à Rouen de Mgr de Tressan. Total des revenus de l'évêché du 26 oct. 1723 au 21 nov. 1724 qu'a duré la vacance : 26.736 l. 2 s. 3 d. = Lettre de Villeneuve Dorigny à Belin. Il ne « souhaite la mort de personne » ; mais comme l'évêque de Tréguier, « voullant ou croiant aller aux Estats », a eu la précaution de faire dire des prières à Lannion, cela ressemble à ses dernières volontés. En prévision de la mort de ce prélat, il s'enquiert des formalités à remplir. — Ordre de Villeneuve Dorigny, économiste de l'évêché de Tréguier, à un huissier d'assigner tous ceux qui tiennent quelque chose de feu Mgr l'évêque. — Mesures prises entre le s^r Belin, d'une part, Jean-Gilles Jégou de Paule, chantre et chanoine de Tréguier, pour lui et les autres héritiers de feu Olivier Jégou de Kervilliou, évêque et comte de Tréguier, d'autre part, à raison de la vacance (1730-1731).

II. 72. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1725. — Economats. Clergé séculier. — A requête de Sébastien Marchal, économiste général, bail des dîmes et revenus de la cure de Donges, litigieuse entre François-Jacques Le Borgne et Joseph Coedic, prêtres, non compris le presbytère et le jardin réservés à celui qui fera la desserte, adjudé 1 040 l. à Jean-Louis Trévalet, greffier de la juridiction de Blain au siège de Plessé. — Sentence des commissaires généraux députés par le roi pour juger en dernier ressort les contestations entre Mgr de Tressan, archevêque de Rouen, précédemment évêque de Nantes et les curés pourvus par lui, d'une part, et les curés pourvus en cour de Rome, d'autre part⁵⁰, adjugeant à Le Borgne nommé par l'évêque de Nantes, la récréance de la cure de Donges, avec injonction à l'économiste sequestre de rendre compte audit Le Borgne des fruits perçus, et à Coedic, son concurrent pourvu par le pape, de ne le point troubler dans la jouissance des revenus. — Publications, assignations, procédures entre Trévalet et Le Borgne : ce dernier refusant les clefs et faisant des difficultés à l'adjudicataire. = Jugement des mêmes commissaires adjugeant à Jean Mosnier de la Dinanchère, prêtre du diocèse de Nantes, candidat de l'évêque, la récréance de la cure de Frossay et ordonnant à Christophe-Hyacinthe Le Livec de Rergat, prêtre du diocèse de Vannes, son concurrent nommé par le pape, et à l'économiste sequestre, de lui restituer tous les fruits dudit bénéfice. Parmi les nombreuses pièces signalées dans ce jugement figurent l'acte mortuaire

⁵⁰ Les cures litigieuses sont toutes indiquées dans le préambule commun aux trois jugements concernant Donges, Frossay et S^t-Même, les seuls conservés dans II 72. Outre les trois susdites cures, ce préambule mentionne celles de Lavau, Savenay, Marsac et Vue, briguées respectivement par Flannery, de Lerat, Bouvais et Hory, candidats de l'évêque, et par Rifflet, Menguy, Le Tignier (celui de Vue n'est point nommé), candidats du pape. Cf. cinq autres pièces relatives à la même affaire, *Bibliothèque nationale, Catalogue des factums* par A. Corda, IV, 4, et V, 153-154.

du s^r Laisné, précédent curé de Frossay, décédé le 18 oct. 1723, un procès-verbal d'enfoncement de portes par Le Livec, une sentence condamnant celui-ci « au Séminaire pour y subir les peines canoniques », etc. = Jugement des mêmes commissaires adjugeant la récréance de la cure de S^t-Même à Jacques Lorigo, prêtre du diocèse de Nantes, nommé par le Chapitre, le siège vacant, sur la démission de Mathurin Gauthier qui avait eu la collation de ladite cure par Mgr de Tressan, à l'encontre de Jean Joubinet, prêtre, pourvu en cour de Rome. Parmi les pièces produites se trouve l'extrait mortuaire, du 44 août 1723, du s^r Piron, recteur de S^t-Même avant Gauthier.

II. 73. (Liasse.) — 50 pièces papier, 1 sceau.

1721-1733. — Economats. Clergé régulier. — Diocèse de Rennes. Saint-Melaine. — « L'abbaye a vacqué le 23 oct. 1724. La vacance a duré 10 mois, 28 jours... Le produit net pendant la vacance est de 7 053 l. » — Requête de Sébastien Marchal aux fins de nomination de Thevenon et d'Huguet le père, ingénieur du roi, pour procéder, en sa présence et celle des héritiers, à la visite des immeubles de l'abbaye vacante par le décès du feu s^r de la Roche (1725). — Lettre de Jean-Corentin Ulliac de Kerleau, procureur au présidial de Rennes, [à M. Belin]. On va assigner les héritiers ; « mais je croy que ce sera temps perdu, parce que l'on dit qu'il est mort gueu et qu'ils renonceront à sa succession ». — Assignation à Jeanne-Charlotte de la Roche, veuve de M^e Didier Guillaume, avocat en parlement, Claude de la Roche, secrétaire de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Charles de la Roche, garde de la Marine à Brest, Gabriel de Clinchant, officier de marine et Marie-Françoise de la Roche, son épouse, héritiers de Michel de la Roche, chanoine de Paris et abbé commendataire de S^t-Melaine, pour comparoir à la visite des immeubles. — Lettre d'Ulliac à Belin au sujet du paiement aux officiers de la juridiction de S^t-Melaine de leurs frais de justice à l'occasion de deux frères arrêtés, du vivant de l'abbé, pour vol d'un bœuf et pendus pour ce méfait, depuis son décès. — Réponses de Belin fournies au présidial de Rennes, tendant à ce que Jean-Louis Melet de Mivoys, archidiacre de Porhoet, Anne Le Borgne, dame de Keruzoret, le général de la paroisse de Pancé, créanciers de l'abbé de S^t-Melaine, ne soient payés qu'après prélèvement du montant des réparations nécessaires aux édifices de l'abbaye (1725). — Mémoire justificatif pour Belin, expliquant la longueur de la liquidation causée d'abord par les retards de Louis Caignon, s^r de la Touche, fermier général de l'abbaye, puis par les longues procédures entreprises au nom de Joseph du Maine, s^r de la Jossierie, procureur de Marchal. — Bordereau de compte (1724-1729). — Inventaire des pièces concernant S^t-Melaine envoyées à Paris par Belin à Marchal. = Diocèse de Nantes. — La Chaume. — Compte rendu par Belin à Marchal, du 6 mars 1725,

date de la vacance advenue par le décès de Guy de Lopriac de Coetmadeuc, au 9 oct. 1725 que Mgr de Sanzay, évêque de Nantes, a pris possession de l'abbaye. Total de la recette : 828 l. 6 s. 8 d. — Blanche-Couronne. — Compte du même, du 14 mai 1729, jour de la célébration du mariage du comte de Béthune d'Orval, titulaire de l'abbaye, au 21 oct. suivant qu'en a pris possession l'abbé de Langle. Recette totale : 4 723 l. 11 s. — Lettre de M. de Loréal des Hettières à Belin réclamant un délai afin de rendre le compte de Blanche-Couronne (1730). — S^{te}-Marie de Pornic. — Compte du même pour une vacance de 5 mois, 25 jours, de ladite abbaye, ayant produit 918 l. 10 s. 2 d. payés le 2 août 1725. — Prieuré de S^t-Pierre sur Sèvre, en Vertou. — Requête aux fins d'expertise des réparations à effectuer au prieuré, à présent sous sequestre à raison du litige entre Philippe Filleux, prêtre, prieur du collège du cardinal Lemoine, et dom Guillaume Aubré, religieux bénédictin, se disant l'un et l'autre prieurs de Vertou, le premier sur présentation de l'abbé de S^t-Jouin de Marnes, le second pourvu en cour de Rome. — Procès-verbal de visite dressé par Louis Terrien expert et Jean Moullineau architecte. A côté de l'église du prieuré il y a au midi une petite chapelle et, de l'autre côté, un petit logement en appentis qui pouvait être anciennement une sacristie. Un quart de toise de la couverture de la fuie a été enlevé par l'ouragan (1724). — Sentence du présidial de Nantes condamnant les religieux de S^t-Jouin de Marnes à payer au recteur de Vertou, pour les pauvres de la paroisse, 316 liv. faisant le tiers des revenus du prieuré, dont ils ont joui depuis le 2 juin 1714, jour de la mort de dom Gabriel Pouget, dernier titulaire, jusqu'au 26 janv. 1720 que Filleux en a pris possession : les deux autres tiers ayant été employés aux réparations. Pour les années postérieures à l'entrée en possessions de Filleux, il lui sera versé 150 l. par an par les détenteurs des fruits (1730). — Compte durant le sequestre, qui a duré 6 ans, 3 mois et 6 jours, approuvé par Belin, fr. Bonaventure du Plessix, cellérier de Vertou et fr. David Chazal, procureur de S^t-Jouin (1733).

II. 74. (Liasse.) — 29 pièces papier, 10 sceaux.

1720-1732. — Diocèse de Quimper. — S^{te}-Croix de Quimperlé (1728). — Langonet. — Compte de Belin à la suite de la vacance qui s'est produit le 3 avril 1724 par le décès de l'abbé de Marbœuf (1732). = Diocèse de Vannes. — S^t-Gildas de Rhuis. — Compte du même, du 4 mars 1725, date de la mort de l'abbé de Roquette, au 30 janv. 1726, jour de la prise de possession par l'abbé de Villeneuve. Recette totale : 3 622 l. 5 s. 3 d. — Lettres de M. Alano Querthomas à Belin au sujet de S^t-Gildas et, en particulier, des renseignements qu'il lui a demandés sur l'état des prieurés dépendants de ladite abbaye (1725-1727). = Diocèse de Léon. — S^t-Mathieu de Fineterre. — Compte de Belin, du 24 nov. 1721,

époque du décès de M. de la Penissure de Menou enterré à Loches, au 8 août 1725 que M. l'abbé de Romigny a pris possession. Total de la recette : 8 522 l. 15 s. 6 d. (1726). — Le Relec. — Lettres de M. Pouliquen à Belin, datées de Relec. Sur la nouvelle que lui donne Belin de la mort de l'archevêque de Bordeaux [de Voyer de Paulmy d'Argenson, abbé du Relec] et la demande qu'il fait du bail que lui Pouliquen tenait de l'abbé, Pouliquen envoie ledit bail à son correspondant et avoue devoir 7 000 l. (nov. 1728). — Il désire voir Belin s'accommoder avec Mgr de Genetines, abbé actuel. Ce dernier prétend avoir trouvé un fermier lui offrant net 12.000 l. par an. L'opération sera mauvaise pour le fermier et, si c'est le prieur du Relec, les vassaux de l'abbaye seront bien à plaindre. — Il a envoyé à l'abbé un bordereau de son compte pendant la vacance, laquelle a duré du 25 oct. 1728 au 15 mars 1730 ; mais il ne sait au juste ce qui regarde ledit abbé ou les héritiers de Mgr d'Argenson. — Il ira trouver Belin à S^t-Briec, s'il s'y rend pour les Etats (1730). — Lettres de M. de Kerdreu Marzin, procureur à Lesneven (1728), et de M. de Launay Gougeon (1730) à Belin relatives à la même vacance. = Diocèse de S^t-Malo. — Montfort. — Compte de Belin, du 18 août 1720, époque de la mort de Mgr d'Obeille, évêque d'Orange et abbé de Montfort, au 30 juillet 1721, date de l'entrée en jouissance de René-Auguste de Marbœuf. Recette : 2 377 l. 4 s. 6 d. — Compte du même, du 12 mars 1725 que l'abbé de Champlais a été nommé sur la démission de l'abbé de Marbœuf, au 5 janv. 1726 que la vacance a pris fin conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 janv. Recette : 1 802 l. 15 s. 6 d. — Compte de Sébastien Marchal rendu à M. de Champlais (1726). — Paimpont. — Etat des sommes dues à Belin pendant la vacance advenue par la mort, le 25 mars 1722, de l'abbé Robert, auquel a succédé l'abbé de Serignan (1724). = Diocèse de Dol. — La Vieuville. — Compte de Belin pour les revenus de l'abbaye à la suite du décès de l'abbé Fagon (1726). = Diocèse de S^t-Briec. — Beauport. — Compte du même pour cette abbaye qui a vaqué le 16 mai 1722 par la mort d'Alexandre de la Rochefoucault, et à laquelle l'abbé de Roye a été promu (1724). — Boquen. — Compte du même ensuite de la vacance causée par le décès, le 23 déc. 1721, de M. Le Chapelier auquel a succédé l'abbé de Duras (1724).

II. 75. (Liasse.) — 20 pièces papier, 5 sceaux.

1720-1730. — Economats. Pièces diverses et correspondance de Belin, directeur des économats, avec les régisseurs de divers diocèses et avec ses procureurs auprès des cours de justice. — Quittances de Marchal à Belin pour droits d'économat dans l'évêché de Rennes (1727). — Compte des frais faits par Jean-Corentin Ulliac, procureur à Rennes, dans l'instance entre Belin et Jean-Louis Bouchet de Sourches, évêque de Dol (1724-1726). —

Correspondance entre Belin et Ulliac, procureur ordinaire de Belin dans ses affaires de l'économat (1728-1730). — Lettres écrites de Quimperlé à Berlin par M. Colomb. Il acceptera avec plaisir l'économat du diocèse de Quimper aux mêmes conditions qu'il avait avec M. de la Carrière, soit le quart des droits. Ce sont les bénédictins de Quimperlé qui ont eu le prieuré de Landujan par résignation de l'abbé Lancelot. — Prière de lui notifier, sitôt qu'il en aura connaissance, le décès de M. de Marbœuf, abbé de Langonet qui a plus de 85 ans. — M. Thibaut, fermier de l'abbaye du Relec, vient de mourir noyé à Morlaix (1720). — Lettre à Belin par M. de Keranguen Hyré, procureur à Quimperlé, pendant une absence de M. Colomb. L'évêque de Rennes [de Sanzay] est en appel au sujet de son abbaye de Quimperlé avec le président de la Roche, héritier défunt abbé (1720). — Traité entre Belin et M. Lucas pour la régie des économats au diocèse de Quimper (1727). — Lettre de ce dernier à Belin. L'abbesse de Kerlot est vieille et indisposée ; l'abbaye est royale et située dans la ville de Quimper (1730). — Lettres d'Alano Querthomas, datées de Vannes, adressées à Berlin. Il est déjà fermier général de l'évêché ; il consent à se charger de la régie de l'économat dans le diocèse. Son « épouse »⁵¹ présente ses civilités à Berlin (1720).

II. 76. (Liasse.) — 18 pièces papier, 11 sceaux.

1723-1724. — Correspondance de Belin comme directeur des affaires du roi chargé du rétablissement des offices supprimés. — Lettres de Mauye, datée de Quimper, demandant le prix des emplois de gouverneur, lieutenant de roi et major de Pontcroix, et de celui de major de Quimper (1723) ; — de M. de Pennenrun, écrite du même lieu, réclamant une liste des charges à vendre (1723) ; — de M. Faguer, qui représentant déjà Belin pour les offices à Quimper, veut bien aussi s'occuper des économats de ce diocèse (1723). — Lettres de Jean Lafaille, s^r de la Fage, miseur de la Rochebernard. Il se plaint de n'avoir point touché de gages depuis seize ans pour divers offices dont il est titulaire. Il serait très obligé à son correspondant de lui procurer l'office de maire qu'il est disposé à acquérir (1723-1724). — Lettres de M. du Lestier, lequel a acheté pour lui la charge de gouverneur de la Rochebernard, et dont le frère a obtenu celle de lieutenant de roi dans le même lieu. Il trouve les frais bien élevés pour une ville non close et sans juridiction royale, et se plaint de la date tardive donnée à leurs lettres de provisions, alors qu'il les avaient payées depuis plusieurs mois, et de ce que leurs services n'y aient pas été suffisamment relatés (1723-1724). — Lettres de M. de Morinay fils, datées

⁵¹ Cet alano étant le même que celui qui a écrit la lettre de 1721 adressée à Mellier (Voy. II 23) — l'écriture en fait foi —, il s'ensuit que la qualité d'abbé que nous lui avons attribuée à cette cote, ne doit pas être maintenue. Ses fonctions de fermier de l'évêché expliquent suffisamment que dans la missive de 1721 il parle d'accompagner l'évêque. Cf. II 74 et 73 d'autres lettres d'Alano.

du Croisic. Il demande le prix du gouvernement de Guérande. — Il s'informe des raisons qui retardent ses provisions de major au Croisic. — Il est fort contrarié de la suppression de son office de major, attendu qu'il avait pris l'épée. Pour empêcher ses ennemis de le tourner en ridicule, il supplie Belin, s'il n'est pas possible de lui conserver son office de major, de lui procurer le grade de capitaine garde-côte. Belin se trouvant alors à Paris, « cloître de S^t Jacques de l'Hôpital », est prié de faire solliciter dans ce but par ses amis le comte de Toulouse (1723-1724). — Lettre de M. Brée, à Nantes, au sujet de la charge pour laquelle il a versé les fonds et dont les provisions ne lui sont pas expédiées (1724). — Correspondance d'Alano Querthomas comme chargé à Vannes par Belin de la vente des offices municipaux. Ces offices et les maîtrises de corporations ne sont pas fort recherchés. Il est vrai qu'ils sont chers. La raison pour laquelle les nouvelles charges ne trouvent point acquéreurs tient surtout aux tracasseries laites par le présidial. Celui-ci perdant, à cause d'elles, son ancien crédit à l'hôtel de ville, suscite des difficultés au maire pour dégoûter les candidats aux autres offices municipaux. Ainsi le sénéchal, sous prétexte qu'il avait seul le droit d'établir des patrouilles, vient de faire emprisonner le maire parce que celui-ci s'était porté au secours du commandant de la patrouille établie par lui (1723).

II. 77. (Liasse.) — 61 pièces papier, 2 sceaux.

1706-1723. — Offices. — Quittance de P. Lucas aux marguilliers de Couëron de 1 400 l. à valoir sur le remboursement de son office de syndic perpétuel, ancien, alternatif et triennal de ladite paroisse (1706). — Quittance baillée au trésorier général des Etats de Bretagne, au nom de Marie Grilleau, veuve de n. h. Pierre Lucas, s^r de la Champignonnière, de 2 052 l. 2 s. pour la liquidation de ladite charge (1713). — Requête du général de Couëron tendant à ce que soit remise aux archives de la paroisse ladite quittance des Etats, par la veuve Lucas et écuyer Julien Martin, s^r du Plessis Rabatière, son beau-frère, auditeur en la Chambre des comptes de Bretagne. — Dires et raisons des parties devant Mellier, à ce commis par l'intendant. — Lettre de Ferrand, intendant, à Mellier. L'affaire est renvoyée au bureau de la Capitation ; que les habitants députent donc à Rennes pour obtenir le remboursement de ce qui leur est dû (1714). = Procédure entre les habitants des paroisses Notre-Dame, la Trinité, S^t-Jacques et S^t-Gilles de Clisson, représentés par le sénéchal Pierre Hallouin, et ceux de la paroisse de la Madeleine du Temple de la même ville, représentés par Antoine Morisson leur recteur : ces derniers se prétendant indûment taxés par les premiers à 90 l. sur les 900 l. réclamées à la ville de Clisson et à ses faubourgs pour la suppression des arpenteurs royaux. Les gens de la Madeleine disaient ne point constituer un faubourg ni relever de la seigneurie de Clisson, mais être une commanderie appartenant au commandeur qui relève

du roi. — Dires des parties devant Mellier, ordonnance de l'intendant en faveur de la Madeleine, état des dépens, etc. (1714). = Quittance de 27.272 l. 14 s. 7 d. délivrée par le trésorier des revenus casuels de Sa Majesté à Jean-Nicolas Petit-Jean, s^r de Menque, pour acquisition de l'office de receveur général, ancien, alternatif, triennal et quadriennal du taillon de Bretagne, aux gages de 2 527 l. 10 s. effectif par an. — Requête et réplique de Petit-Jean touchant les difficultés qui lui sont faites pour la payement intégral de ses gages (1715). = Ordonnances de Mellier aux possesseurs de charges créées depuis 1689 et non réunies au Domaine, de lui communiquer leurs titres ; suivies des certificats de signification à Piron, Mary et L'Official, ciriers, juréscrieurs de la Ville ; — Le Breton l'aîné, syndic de la communauté des notaires royaux, Ernoul, greffier des insinuations ecclésiastiques, Charrier, greffier de l'Université ; — Praud de la Gerardière, receveur des épices de l'Amirauté, Menardeau du Peré, conseiller d'honneur au présidial, demeurant rue de la Poste, paroisse S^t-Vincent, etc. (1716). — Correspondance entre l'intendant et Mellier relative aux formalités à observer par les pourvus d'offices supprimés, lesquels devront présenter à Mellier pour les parapher et en dresser un état, leurs registres de recettes et autres pièces comptables. — Inductions devant Mellier des pièces produites par les officiers du présidial touchant les charges de vérificateurs des défauts et de commissaires enquêteurs examinateurs, acquises par lesdits officiers ; — par François de Coussy, propriétaire des offices de receveurs anciens des épices, vacations et amendes du présidial. — Déclarations, productions de pièces, requêtes par Julien Forget, « contrôleur ancien et mitrienal du receveur et payeur des épices, vacations, sabbatines de la juridiction des monnoies de Nantes » ; — Pierre Lejeune, s^r de la Vincendière, receveur des amendes de la Chambre des comptes ; — Jean Bonnet, s^r de la Châtaignerais, vérificateur des défauts au siège de la Prévôté ; — Charles Valleton, seul juge de la Prévôté, au sujet du produit de l'office de commissaire enquêteur réuni au sien (1716) ; — Guillaume Fresneau, receveur des épices de la Chambre des comptes ; — Rerné Boullay, commis à la perception des droits sur les offices de contrôleurs des greffiers garde-minutes des chancelleries ; — la communauté des procureurs au présidial ; — Thomas Mac Nemara, garde et dépositaire des archives de la juridiction des traites ; — n. h. Pierre Barnabé, s^r de la Papotière, pour lui et Julienne-Françoise, sa sœur, héritiers de n. h. René Barnabé leur père, receveur des épices et contrôleur des amendes et aumônes de la Prévôté ; — n. h. Nicolas Polly, receveur des amendes, épices et vacations de la juridiction de la Monnaie ; — René Darquistade, receveur des amendes, épices et vacations des généraux des finances de Bretagne ; — d^{lle} Marie Michau, veuve de n. h. Nicolas Bertrand, contrôleur du receveur des

amendes et aumônes de la juridiction des Monnaies (1717). = Circulaires adressées à Mellier par l'intendant de Brou au sujet des droits perçus sur certains offices ; — réclamant des états d'officiers (1722) ; — l'avisant que les Etats de Bretagne ont obtenu la faculté de rembourser les titulaires de divers offices (1723).

II. 78. (Liasse.) — 55 pièces papier.

1716-1723. — Pensions et gages. — Arrêt du Conseil ordonnant que les récépissés des sommes payées aux traitants, dont il n'a point été délivré de quittances de finance — attendu que par ce défaut les particuliers qui ont payés ces sommes sont privés de la jouissance des gages et droits y attribués — seront représentés dans les trois mois aux intendants (1716). — Déclarations en conséquence dudit arrêt, par René Gourdineau, s^r des Bonnelières, qu'il a payé 868 l. 6 s. et qu'il lui est dû 8 années de gages de greffier garde-minutes de la chancellerie présidiale de Nantes ; — par Louis Alexandre, notaire à Nantes, qu'il a payé 360 l. pour l'entier franchissement de sa capitation ; — par le s^r de Marquès, faisant pour Metiveau, son beau-père, qu'il a payé 150 l. pour sa part des rentes annuelles créées par édit de mars 1710 ; — par écuyer Nicolas Ballet, qu'il a payé 2 200 l. au caissier des augmentations de gages attribuées aux officiers vétérans, etc. (1716-1717). — Déclaration du roi concernant les pensions. — Arrêts du Conseil relatifs aux gages, augmentations de gages, rentes et autres charges dont la réduction a été ordonnée au denier 25 ; — réglant ce qui doit être observé par les pensionnaires du roi (1717) ; — ordonnant l'arrêt des états de pensions ; — pour l'extinction des augmentations de certains gages héréditaires ; — autorisant le remboursement des augmentations de gages (1719) ; — concernant les pensions et les gages (1720-1723).

II. 79. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1712-1719. — Domaines du roi. — Ordonnance de Melleir, à requête du receveur de la finance provenant de l'aliénation des domaines, contre Seguineau et consorts, fermiers de la moitié du passage du port Pilon, paroisse de Cheix, appartenant à Pierre Guilbaud, prêtre de l'Oratoire, les obligeant à déclarer ce qu'ils doivent audit Guilbaud, pour que ledit receveur puisse se payer de 11.200 l. à lui dues par Pierre Guilbaud et Paul-Mathurin, son frère, acquéreurs de biens provenant du domaine du roi (1713). — Ordonnances de Mellier taxant divers huissiers, pour procès-verbaux, saisies, perquisitions, sommations par eux faits à requête de Boillève, chargé du recouvrement du rôle pour l'aliénation des domaines, contre Locquet de la Petite Noe, les Jacobins, les héritiers de la dame de Mont, etc. ; — contre plusieurs particuliers des paroisses de Montbert, Aigrefeuille et Château-Thébaud (1712-1713). — Edit du roi pour la vente et engagement des petits domaines. — Affiche en conséquence

énumérant ceux-ci dans l'évêché de Nantes : fermes des pêcheries, des bancs des boucheries, des moulins des Halles à Nantes, emplacement vague au Marchix sur les contrescarpes des douves, passage en barge du Port-Launay au Pellerin, menues rentes du domaine de Guérande, etc. (1717). — Arrêts du Conseil relatifs aux possesseurs de domaines et droits domaniaux ; à leur vente ; aux prix fixés, suivant leur âge, pour les acquéreurs à vie (1718-1719).

II. 80. (Liasse.) — 233 pièces papier, beaucoup d'imprimées, 7 sceaux.

1716-1724. — Banques. — Lettres patentes portant privilège au sieur Law et à sa Compagnie d'établir une Banque générale ; — contenant règlement pour ladite banque (mai 1716). — Déclaration du roi sur les endossements de la Banque générale. — Lettres de l'intendant de Brou à Mellier relatives aux versements à effectuer à Paris en billets de banque par les receveurs de province, afin d'éviter les frais des transports d'argent ; — au paiement obligatoire des billets par lesdits receveurs sans exiger d'escompte (1716). — Arrêts du Conseil, ordres de l'intendant et de Mellier réitérant aux comptables l'obligation d'acquitter en deniers les billets de la Banque générale, à peine de destitution. — Edit du roi créant 1.200.000 l. de rentes viagères pour retirer les billets de l'Etat (1717). — Arrêts du Conseil et circulaires de l'intendant concernant les billets de la Banque générale. — Déclaration du roi pour convertir la Banque générale en Banque royale (1718). — Arrêts du Conseil touchant la Banque royale et ses billets ; — y nommant le directeur, l'inspecteur, le trésorier et le contrôleur (1719). — Arrêts du Conseil relatifs à la Banque de la Compagnie des Indes ; — aux actions de ladite Compagnie et aux billets de banque ; — ordonnant que, dans les pays d'Etats, les particuliers qui payeront en billets de banque leurs impositions jouiront du bénéfice de dix pour cent. — Copie d'une lettre de Le Peletier des Forts à de Brou sur l'importance, vu les circonstances présentes, de ménager les fonds dans les caisses des Monnaies. — Lettre de M. de Lavergne à Mellier, datée de Rennes. « La foule et l'empressement pour convertir les billets en espèces augmentent chaque jour à la Banque. Il y eut hier trois ou quatre personnes qui y tombèrent en foiblesse... Grâce à Dieu l'abondance des légumes et des petits fruits nous soulagera un peu en attendant la récolte ». — Instruction sur la manière dont seront ouverts les comptes courants et se feront les virements des parties en banque, tant à Paris qu'en province. Nantes, imp. Pierre-Isaac Brun. — Correspondance au sujet des directeurs et de l'inspecteur de ce service à Nantes. — Procès-verbal de l'élection, par les officiers municipaux et le corps des marchands, des six membres qui doivent être présentés à cet effet au Régent. — Lettre de Feydeau de Brou au Régent lui envoyant ce procès-verbal ; il donne son opinion sur chacun des élus, indique ceux

qui lui semblent devoir être choisis et, au cas où S. A. R. ne se croirait pas limitée à prendre l'inspecteur dans le corps des marchands, il propose comme très capable Mellier, lequel est général des finances et son subdélégué. — Copie d'une lettre de Law à Feydeau l'informant que le Rêgent a choisi pour directeurs des comptes et virements à Nantes les s^{rs} Pierre Michel et Beloteau de Beaulieu et pour inspecteur le s^r Mellier, conformément à ses propositions. — Lettre de Jean Butler à Mellier le félicitant de sa nomination comme inspecteur de la Banque à Nantes et, attendu que lui Butler a obtenu la même place à la Rochelle, il demande à son correspondant divers renseignements pour l'exercice de ses fonctions. — Procès-verbaux d'installation de Mellier et des directeurs par le maréchal d'Estrées et l'intendant de Brou ; — d'arrêt des livres de la Banque royale, au domicile de feu Danguy, s^r de la Faveletière. — Lettre de Mellier à Law l'avisant d'une manœuvre des intéressés de la Compagnie des Indes à S^t-Malo, lesquels portent à cinq à six fois la valeur ordinaire des marchandises, sous prétexte que les paiements ne peuvent être effectués qu'en comptes de banque, manœuvre devant jeter le discrédit sur ces comptes. Il réclame la protection de Law auprès du Rêgent afin d'obtenir une pension sur un bénéfice vacant : la gratification de 10.000 l. à lui faite ayant été payée en billets de banque dont la majeure partie lui reste. — Arrêts du Conseil, ordonnances de l'intendant, lettres de Durand et Saintard, directeurs de la banque à Paris, de Le Peletier des Forts, de Law, de Brou, de Butler, du maréchal d'Estrées, etc. et minutes de Mellier relatifs à la régie, puis à la suppression des comptes courants et virements de parties ; à la réception ; à la suppression des billets, et autres matières de banque (1720). — Lettres de [Le Peletier] de la Houssaye, contrôleur général des finances, à de Brou, priant de faire remettre à la Monnaie de Paris tous les sceaux de la banque envoyés en province pour y marquer les billets ; — disant que la suppression des comptes en banque ayant fait cesser les fonctions des directeurs établis pour tenir les livres de ces comptes, il y a lieu de vendre les meubles des bureaux ouverts à cet effet. — Procès-verbal en conséquence de la vente du mobilier du bureau de Nantes, situé à la Fosse, paroisse S^t-Nicolas. — Note des directeurs et de l'inspecteur réclament leurs honoraires, soit 3 000 l. chacun. — Lettres de Mellier à de Brou le priant d'obtenir la conversion en espèces des billets de banque qui sont dans la caisse du trésorier des Etats, pour qu'on puisse avoir les moyens de rétablir quatre piles et trois arches du pont de Pirmil ; — de Saintard à Mellier au sujet du paiement des directeurs de banque, et lui recommandant son ami Grignon, négociant à Paris, lequel se rend à Nantes pour « la vente » [de la Compagnie des Indes] (1721). — Arrêts du Conseil et correspondance concernant les comptes et les billets (1721-1723). — Lettres (imprimées) relatives aux faux bruits répandus que le roi avait dessein d'émettre « un nouveau Papier »,

bruits ne pouvant qu'interrompre la circulation des espèces et troubler le commerce du royaume. — Procès-verbal de vérification par Mellier des paiements effectués en billets de banque par le s^r Cherouvrier des Grassières, receveur général des domaines en Bretagne (1724).

II. 81. (Liasse.) — 39 pièces papier.

1720. — Procès-verbaux dressés les uns par Jean-Joseph Triberge, avocat, sénéchal des Dervallières, les autres par Gérard Mellier, des billets de banque représentés par René Preau, receveur de la capitation ; — Mathurin Belabre, receveur des fouages extraordinaires de l'évêché de Nantes ; — Jérôme Mitard, trésorier des fortifications de Nantes ; — Herouard des Bonnelles receveur général des fermes unies ; — Augustin Desison, greffier du Consulat ; — Noël Senigou, receveur des droits d'amortissement et francs-fiefs ; — François-Claude Boucquay, s^r de la Maultaye, receveur des impôts et billots au département d'Ancenis, etc. — Procès-verbal de Triberge aux fins de représentation de leurs billets, relatant que Noël Senigou, « receveur de la formule » à Nantes, Reliquet de la Roberdière, René Preau, receveur de la capitation, Pinard, directeur des domaines, sont momentanément aux Etats à Ancenis. — Etat de tous les billets appartenant à la Communauté de Nantes, se trouvant dans la caisse de M. de Launay Branlard, miseur de cette ville. Total : 55.610 l. (oct.-déc. 1720).

II. 82. (Liasse.) — 30 pièces papier.

1715-1729. — Loteries. — Déclaration du roi afin de faciliter l'acquisition des actions d'une loterie en forme de tontine établie par édit de juin 1714, et lettre d'envoi de l'intendant Ferrand à Mellier (1715). — Arrêts du Conseil pour le paiement des billets de la Loterie royale autorisée par édit de déc. 1705 (1716-1717). — Déclaration du roi établissant en l'Hôtel de ville de Paris, dans le but de parvenir à l'extinction des billets de l'Etat, une loterie à 25 sols le billet. — Ordonnance de Mellier annonçant que 500 billets de la loterie de l'Hôtel de ville ont été envoyés à Nantes (1717). — Bordereaux de la recette à Nantes : en nov., placement de 430 billets ; — en déc., 326 ; — en janv., 336 ; — en fév., 252 (1717-1718). — Bordereau général de nov. à fév. Recette : 1 663 l. 4 s. pour le montant des billets. Paiements sur le tirage de janvier : 200 l. à M. de Marquette, officier de la garnison, dont le billet avait pour devise « Va comme tu pouras », et 200 l. à Mathurin Guesneau, avec un billet à la devise « Argent gagné, mais je ne le tiens pas ». — Liste (imprimée) des numéros, noms ou devises auxquels sont échus les 600 lots d'avril. Devises : « Un lot pour marier Margot... Ta Maîtresse est inconstante... A la pauvre femme veuve qui a 4 orphelins... A l'intention de la Vierge de la S^{te} Chapelle... Pour dégager la houbille du P. Hemard... Saint Nicolas ne m'oubliez pas... Au pot de chambre cassé de la rue de la Mortellerie... »

(1718). — Arrêt du Conseil concernant la loterie de l'Hôtel de ville (1719). — Liste (imprimée) des numéros, noms ou devises auxquels sont échus les 1 440 lots d'octobre. Devises : « Dieu conserve le Roy et M. de Villeroy... Les filles de l'Opéra de Missicipi demandent un lot... Plus heureux à la loterie qu'aux actions... *Sors hominum in manu Dei est...* Aux inclinations de M^{lle} Louison... Oui, Messieurs, la société de Dacqueville sera heureuse... La société d'Augustin Richer sera heureuse... » (1720). — Avis relatif à la loterie pour les rentiers de l'Hôtel de ville (juin 1729).

II. 83. (Liasse.) — 114 pièces papier, imprimées.

1716-1727. — Rentes. — Arrêts du Conseil concernant les acquéreurs et les arrérages de rentes créées par différents édits (1716-1717). — Edits du roi portant suppression des rentes constituées de 1656 à 1663 qui n'ont point été converties jusqu'à ce jour (1717) ; — concernant les constitutions de rentes ; — créant 8 millions de livres de rente sur les Recettes générales ; — 4 millions sur les Aides et gabelles (1720). — Arrêts du Conseil pour la conversion en rentes des récépissés des directeurs des Monnaies (1721-1723). — Edits fixant les constitutions de rente (1724-1725). — Edit du roi et arrêts du Conseil portant réduction des rentes viagères (1726-1727). — Arrêts du Conseil en faveur des rentes de l'Hôtel de ville de Paris (1718-1719). — Edit du roi en créant de nouvelles sur ledit Hôtel de ville (1720). — Arrêts du Conseil relatifs auxdites rentes (1720-1724) ; — concernant les rentes du Clergé (1720-1723). — Edit du roi créant 4 millions de livres de rentes viagères sur les tailles (1723). — Arrêts du Conseil touchant les acquéreurs et les arrérages des rentes sur les tailles (1721-1726) ; — le visa et la liquidation des contrats de rentes, actions et autres effets (1721-1723).

II. 84. (Liasse.) — 30 pièces papier, la plupart imprimées, 1 sceau.

1715-1723. — Dettes de l'Etat. — Arrêt du Conseil enjoignant aux porteurs d'assignations non acquittées de les faire viser pour, ensuite, y être pourvu. — Ordonnances de Ferrand, intendant de Bretagne, prescrivant à tous officiers des troupes et fournisseurs de l'armée, porteurs de billets ou certifications des trésoriers de l'Extraordinaire des guerres, de les lui envoyer à S^t-Brieuc pour y être visés ; — à tous officiers de Marine et fournisseurs, porteurs de billets ou ordonnances sur les trésoriers de la Marine, de les lui faire tenir à S^t-Brieuc aux fins de visa (1715). — Arrêts du Conseil ordonnant aux officiers, munitionnaires, entrepreneurs de travaux militaires, envers lesquels le Roi est redevable, de prendre des reconnaissances auprès des trésoriers des guerres ; — de remettre les états et décharges à l'appui de leurs comptes ; — nommant des commissaires pour examiner les dettes des fournisseurs de l'armée ; — relatifs au visa et à la

liquidation de ces dettes (1716-1719). — Lettres de Charron, [secrétaire de l'intendant], à Mellier. Les officiers, ingénieurs, chirurgiens, entrepreneurs auxquels des reconnaissances de ce qui leur était dû de 1720 et 1721 ont été données, devront en fournir un état à l'intendant. — Il est instant que les intéressés retirent du trésorier [des guerres] leurs reconnaissances, sous peine de se voir frustrés du paiement (1722). — Arrêts du Conseil pour la représentation des billets des trésoriers de l'Extraordinaire des guerres ; — touchant les contestations entre les entrepreneurs des vivres et fourrages et leurs sous-entrepreneurs et créanciers (1723).

II. 85. (Liasse.) — 28 pièces papier, imprimées.

1711-1723. — Mesures financières diverses. — Ordonnances de l'intendant Ferrand prescrivant aux seigneurs fonciers de déclarer les rentes qui leur sont payées pour les domaines congéables et convenants leur appartenant (1711) ; — activant le zèle des receveurs des deniers publics, dont les recouvrements ont été ralentis par les travaux des champs (1715). — Edit du roi concernant les lettres de change, les billets au porteur et pour remédier aux abus (1716). — Arrêts du Conseil ordonnant à tous comptables et receveurs d'envoyer chaque mois au Conseil des finances la copie des registres-journaux qu'ils doivent tenir ; — condamnant pour « faux employ manifeste » Pierre Barbelle, receveur des tailles de l'élection d'Evreux, à payer 168.070 l. ; — enjoignant à tous officiers comptables d'adresser au Conseil des finances un état des comptes qu'ils ont à rendre (1717). — Ordonnance de l'intendant Feydeau prescrivant de contraindre à payer le dixième et la capitation ceux qui sont redevables desdits impôts (1718). — Arrêts du Conseil remettant aux sujets du roi les restes des impositions de toute nature antérieures à 1719 (1719) ; — concernant les lettres de change et billets de commerce (1720) ; — nommant le s^r Le Virloys afin de recevoir la capitation extraordinaire mise sur ceux qui ont fait des fortunes considérables dans la négociation des papiers royaux (1722) ; — relatif à la conversion en quittances comptables des récépissés des caissiers du Trésor royal ; — touchant les droits des changeurs qui continueront à être payés aux frais de Sa Majesté (1723).

II. 86. (Liasse.) — 24 pièces papier, imprimées.

1716-1722. — Chambre de Justice. — Ordonnance du roi notifiant qu'ayant par édit de mars 1716 établie une Chambre de Justice pour la recherche de ceux qui se sont rendus coupables de malversations dans ses finances, il défend à tous officiers comptables de quitter sans congé leurs résidences ordinaires. — Arrêt du Conseil les délibérations antérieures des Etats de Bretagne relatives aux vexations des traitants : les affaires y visées ressortissant désormais de la Chambre de

Justice. — Déclaration du roi concernant le recouvrement des impôts et de ses droits (1716). — Arrêts du Conseil portant extinction et amortissement de plusieurs rentes constituées comprises dans les rôles de taxes faites sur les justiciables de la Ch. de Justice (1716-1717). — Déclarations du roi voulant que les appels des jugements rendus par la Ch. de Justice qu'il a supprimée, soient portés à la Cour des Aides; — pour la réception des charges de secrétaires du roi en paiement de ce que doivent divers particuliers sujets à la Ch. de Justice (1717). — Arrêts du Conseil afin de faciliter les versements de taxés en ladite Chambre (1718); — pour arriver au complet paiement des fournisseurs des vivres de la Marine, de 1700 à 1709, dont les comptes ont été révisés par la Ch. de Justice (1721); — pour la présentation au s^t Ollivier, receveur général de la Ch. de Justice, de leurs arrêts de décharge ou de modération par ceux qui en ont obtenu; — pour le paiement de ce qui reste à recouvrer des taxes de la Ch. de Justice (1722).

II. 87. (Liasse.) — 13 pièces papier, imprimées.

1702-1729. — Recherche des usurpateurs des titres de noblesse. — Arrêt du Conseil ordonnant à Charles de la Cour de Beauval et à son personnel de remettre à François Ferrand, qui lui a été substitué, et à ses commis les rôles des sommes dues par les usurpateurs du titre de noblesse (1702). — Déclaration du roi limitant à cent années les preuves de noblesse et annonçant la cessation prochaine de la recherche des usurpateurs (1714). — Arrêts du Conseil prescrivant la continuation par Ferrand de la recherche des usurpateurs de noblesse (1713-1717); — portant décharge pour Desnoyers, Le Noir, de la Rochemacé, employés à la recherche en Bretagne (1717); — supprimant la Commission de la recherche de la noblesse (1718). — Déclaration du roi qui renvoie aux cours des Aides les instances indécisées concernant l'usurpation du titre de noblesse (1729).

Papiers du maire Vedier.

II. 88. (Liasse.) — 88 pièces papier, 11 sceaux.

1730-1731. — Enquête sur l'agriculture. — Circulaires en vue de dresser des états concernant l'agriculture, les bestiaux, les manufactures et le commerce, états destinés uniquement à renseigner le Conseil royal de Commerce nouvellement établi par le roi. — Lettes de Vedier aux recteurs du diocèse tendant à obtenir des réponses relatives à l'agriculture et au bétail; — aux juges et consuls de Nantes demandant des documents sur le commerce et l'industrie. — Lettre de Thierriat, attaché à l'intendance de Rennes, à Vedier le priant d'insister auprès des agriculteurs sur le but de l'enquête qui n'a rien de fiscal. — Tableaux donnant les réponses pour les paroisses de S^t-Léger, le Pellerin, Bouyae et Brains. — Lettres d'envoi de J. Blouet, recteur de S^t-

Léger. de J. Caffin, recteur de Bouyae et de Pichereau, recteur du Pellerin. Ce dernier dit que ses paroissiens ont d'abord été effrayés par crainte de quelque taxe. Ils sont surchargés; la paroisse a perdu plus de 200 habitants depuis que la Compagnie [des Indes] a enlevé de Nantes le commerce de Guinée; sa rade est déserte: les vaisseaux restent à Paimbœuf à se faire radouber; la milice enlève matelots, calfats, charpentiers de navires. — Lettre du vicaire de Montbert, en l'absence du prier. Des vagabonds nommés « coquets » par les gens du pays qui les redoutent, fréquentent les foires vendant des allumettes et du lien; ils vivent de pillage, « habitent le jour les bois où ils font bouillir la marmite, tournent la broche, le tout des moutons et volailles qu'ils ont attrapé subtilement dans les vilages. La nuit ils logent dans les granges des metayeries ». — Lettre d'envoi de M. de Ronseray, recteur de la Chapelle-Basse-Mer⁵² (1730). — Correspondance entre Vedier et l'intendant de La Tour. Celui-ci se plaint de n'avoir reçu qu'un nombre infime d'états. — Lettre de M. Gellée chargé d'activer l'enquête en l'absence de Vedier; 9 paroisses seulement sur 47 ont répondu. — Lettres de M. Tribara, curé de Château-Thébaud, adressant « l'éclaircissement que Mgr l'intendant exige »; — de divers curés s'excusant parce qu'ils n'ont point reçu, l'année précédente, les tableaux à remplir. — Lettre de M. Duppe, recteur de S^{te}-Luce. Il ne paraît pas « qu'il soit du ministère d'un curé de courir les vilages de sa paroisse pour s'informer combien il y a de cochons et de vaches, si on les vend gras ou maigres et d'aller aux foires pour sçavoir d'où sont les marchands qui les achètent ». Il prie d'en charger les « fabriciens » qui auront l'honneur de présenter sa lettre. — Vedier à La Tour. Il est désolé de n'avoir pu encore réussir dans 30 paroisses. Il n'y voit qu'un moyen: expédier des exprès, exiger les rapports dans un délai déterminé, sinon envoyer des garnisons aux frais des fabriciens. « Autrement il règne dans les campagnes un tel esprit de terreur et peut-être de mutinerie, où les principaux entretiennent le peuple, qu'il ne sera pas possible de finir cette opération ». — Nouvelle circulaire aux retardataires avec menace de garnison. — Fontaine, recteur de la Haye, à Vedier. « Je vous témoigne ma joye de votre retour de Paris, qui a été d'autant plus grande que quelqu'un avoient débitté que cette belle ville de Paris, si féconde en gens d'esprit, vouloit en grossir le nombre et vous y agréger en vous donnant une place digne de vous ». Il lui a envoyé depuis longtemps le mémoire qu'il réclame. — Plusieurs curés répondent que leurs états ont déjà été remis. — De Besse du Peyrat, prier, adresse les éclaircissements. Il l'eût fait beaucoup plus tôt sans la mauvaise volonté des habitants qui l'accusaient « de vouloir vendre la paroisse ». Il est faux qu'il ait conseillé de ne pas répondre. — Etat de la paroisse de Casson. — Ordonnances de Vedier prescrivant à Gervais Pontonnier, cavalier de la maréchaussée,

⁵² Les tableaux de Monbert et de la Chapelle-Basse-Mer manquent.

d'aller tenir garnison chez les fabriciens du Loroux-Bottereau, la seule des 47 paroisses de la subdélégation n'ayant point obtempéré aux requêtes ; il y sera « à leur pot et à leur feu, sans qu'il puisse se mettre au cabaret » ; — de lever la garnison en percevant six livres. — Nomenclature des paroisses de la subdélégation. — Correspondance de Vedier avec l'intendant pour l'envoi des états sur l'agriculture. Quant au mémoire touchant le commerce maritime de Nantes, il est terminé. Il n'y a plus qu'à le mettre au net (1731).

II. 89. (Liasse.) — 41 pièces papier.

1731. — Défenses de planter des vignes. — Arrêt du Conseil d'Etat (imprimé) ordonnant de ne faire aucune nouvelle plantation de vignes dans le royaume et de ne pas rétablir à moins d'une permission expresse du roi, sous peine de 3 000 l. d'amende, celles qui auront été deux ans sans être cultivées ; et ce, attendu qu'il y a trop de terres occupées par la vigne au détriment des autres cultures et que le prix du vin s'est avili (5 juin). — Liste des paroisses de la subdélégation auxquelles ont été envoyés des exemplaires dudit arrêt. — Exemplaires de l'arrêt portant certificat de publication au prône par les recteurs ou vicaires de Bouyae, Bouguenais, Carquefou, le Loroux-Bottereau, Mauves, le Temple-Maupertuis, Thouaré, etc. — Certificats de publication par Daillon, vicaire de S^t-Herblain, Pignon de Selincourt, curé de Geneston et Deluen, recteur de Brains.

II. 90. (Liasse.) — 79 pièces papier, 11 sceaux.

1731-1732. — Autorisations de planter des vignes. — Placet d'Antoine Poullain de la Vincendière, ex-capitaine au rég^t de Bigorre, demandant à replanter en vigne blanche 45 hommées de vigne rouge qu'il avait fait arracher en la Chapelle-Basse-Mer. — Lettre de M. de Ronseray, recteur de cette paroisse, à Vedier qui l'avait chargé d'une enquête. — Vedier à l'intendant La Tour lui envoyant un procès-verbal par lequel trois vigneron ont attesté que le terrain est plus propre à la vigne qu'à toute autre culture. — La Tour à Vedier. Le contrôleur général suspectant les dires des gens du métier « trop intéressés à la conservation de la vigne pour donner un avis contraire », réclame un autre rapport dressé par quelque officier plus indépendant. — Vedier à La Tour. Joseph Grelier, sénéchal de la juridiction de la Clairaye, alloué de l'Epine-Gaudin et du marquisat de Goulaine, a rédigé un nouveau procès-verbal. Il en résulte qu'il n'y a plus de difficultés à autoriser le s^r Poullain. = Requête de n. h. Jacques Mellet, s^r du Bois, avocat, demandant à planter en vigne un terrain de 3 journaux en Sucé, à condition d'ensemencer en grain une ancienne vigne de même contenance. = Supplique de René Boux, sgr de S^t-Mars et de Procé, suivie d'un procès-verbal des notables de Grand-Champ attestant que la terre de Procé, acquise le 18 janv. 1729 de François de

Renouard, maître des requêtes, par René Boux, n'a plus aucune vigne : l'ancien fermier ayant arraché l'unique clos de la propriété. — Lettres de Boux qui n'a pas une goutte de vin pour la provision de Procé, insistant afin d'être autorisé à replanter, d'autant que le terrain est resté en friche. = Procès-verbal de Vedier relatant qu'il s'est rendu au parc des Dervallières près Nantes dont est propriétaire le s^r Stapleton. Dans un canton de terre il a constaté qu'on y voit de vieilles souches de vigne et que le sol rocheux n'y permet pas d'autre culture. = Lettre de M. de Beauchamp, datée de Paris et sous enveloppe aux armes du cardinal de Fleury, remerciant Vedier de l'avis qui l'autorise à planter 50 journaux de vigne dans sa propriété de la Guérivière [en la Chapelle-Basse-Mer]. = Placet de M^e Julien Menoret, procureur au présidial de Nantes, aux fins d'autorisation pour rétablir une petite pièce d « 18 hommées, dont l'hommée est ce qu'un homme peut bêcher par jour de ses bras, autrefois plantée en vigne qui n'a été arrachée que par le grand hiver de 1709 ». Cette pièce dépend de sa maison de la Bigrolière, paroisse du Loroux-Bottereau. — Procès-verbal de J. Garnier, notaire et procureur du marquisat de Goulaine, rapportant « que le fond du terrain ne peut être propre qu'à la production de la vigne, étant trop sujet aux eaux le long de l'année pour y pouvoir faire venir du grain, dont l'écoulement des eaux ne se peut faire comme se fait ordinairement à la vigne par les tranchées et profondeur de raise qui se font entre les planches où la vigne est plantée, et que le fond de la terre est de soi même très froid ». = Placet de René de Martel, ch^{ef}, sgr de la terre du Pé en S^t-Jean de Bouguenais, à lui advenue de la succession de Jean de Martel, son père. Tous les terrains du Pé ne sont favorables qu'à la vigne qu'il a fallu rétablir à grands frais à la suite de l'hiver de 1709. Depuis, trois cantons ont été ensemencés en grain, mais ils ne produisent presque rien ; le sol rocailleux ne peut être mis en pré, la vigne seule lui convient. — Enquête du s^r Barais, sénéchal du Pellerin. = Requêtees au nom de Louis de la Bourdonnaye pour replanter 20 hommées sur sa seigneurie de Launay en Vertou ; — par Jean Legrand, sgr de la Coutais, auditeur en la Chambre des comptes de Bretagne, afin de replanter 26 hommées sur la Rabiliardière en Haute-Goulaine ; — par François Valton, auditeur aux Comptes, pour planter sur ses terres du Désert en Bouguenais et des Brosses en Bouaye. = Placet d'Olivier Busson, sgr de la Ville Jégu, doyen de la Chambre des comptes, aux fins de planter en vigne les pièces du Châtelier et de la Bourgettrie sur sa terre de la Ville Jégu en Couffé, que le roi vient d'anoblir et d'ériger en fief de moyenne et basse justice. — Lettres du requérant, de La Tour, de Vedier, d'Arthur de Launay, procureur fiscal d'Oudon, chargé d'enquérir⁵³

II. 91. (Liasse.) — 79 pièces papier, 2 sceaux.

⁵³ Toutes les requêtes dont il est question dans cette liasse furent suivies d'une autorisation.

1732-1734. — Autorisations de planter des vignes. — Requêtes et pièces annexes en faveur de Marie-Anne des Champsneufs, épouse du s^r Muenier, procureur du roi au présidial de Tours, pour un morceau de 10 boisselées en Le Bignon ; — d'Anne-Sébastien de Rosmadec, marquis de Goulaine, pour replanter le lieu de la Roche en le Loroux-Bottereau ; — de Louis Guigner marchand à la Fosse de Nantes, pour 20 hommées en Basse-Goulaine ; — de la veuve Gabriel Lory, pour 9 journaux en sa terre de la Bernadière, paroisse de S^t-Herblain ; — d'Etienne du Moulin, ch^{er}, sgr du Brossay, pour un clos en S^t-Jean de Bouguenais ; — de la veuve François Dargent, maître tanneur, pour l'emplacement d'une haie qui sépare deux petits clos dépendant de la Hachère en S^t-Herblain ; — de Pierre La Chaup, droguiste, pour 13 hommées en Le Pellerin et S^t-Jean de Bouguenais ; — du chevalier de la Roche-Saint-André, capitaine au rég^t de Bresse, pour 2 journaux dépendants de la maison noble de la ChUNETIÈRE, paroisse de Vertou⁵⁴. = Lettre de Couillaud de Boisidoré, « fabriqueur » de Vertou, à Vedier, l'informant que Pierre Rousseau du Village du Mortier en Vertou, a fait planter de la vigne dans une terre labourable sans autorisation et malgré avertissement qu'il contrevenait à l'édit de juin 1731. — Ordonnance de Laurent Chebrou, écuyer, subdélégué général de l'intendant de la Tour, prescrivant d'informer. — Procès-verbal d'enquête par Célestin-Alexandre Bizeul, avocat, procureur du roi au siège de la Monnaie de Nantes, constatant la contravention. Le terrain planté est peu étendu, de mauvaise qualité et envahi par la fougère. — Vedier à Chebrou. L'affaire est si peu importante qu'on pourrait « laisser tomber cette dénonciation ». — Ordonnance de la Tour condamnant Rousseau à arracher la vigne et à 3 000 l. d'amende. — La Tour à Vedier. Il a fallu pour l'exemple prononcer conformément à l'arrêt du Conseil. La vigne sera arrachée ; quant au paiement de l'amende, on y sursoiera jusqu'à nouvel ordre (1732-1733).

Requêtes et pièces annexes⁵⁵ en faveur de Jean-François Menardeau, sgr de Maubreil, pour 20 journaux en Carquefou ; — M^e Claire de Guer, conseiller du roi et son procureur en la maîtrise particulière du comté nantais, pour 2 boisselées dans un clos de sa maison du Mesnil en Ligné ; — de François Drouin, négociant à Nantes, qui désire planter en vigne « 61 à 62 hommées ou six journaux » de terrains divers sur la propriété de l'Asnerie en S^t-Herblain, qu'il a acquise depuis huit

⁵⁴ Toutes ces affaires ont reçu une solution favorable aux demandeurs.

⁵⁵ Bien que Vedier ne soit pas intervenu dans les cinq dernières affaires de cette liasse, il n'a point paru qu'on pût les séparer des dix-neuf autres, absolument semblables et avec lesquelles elles font série, qui constituent la liasse 90 et la partie la plus notable de la liasse 91. Dans les trois premiers dossiers l'intendant de La Tour s'adresse à Charles Gellée, secrétaire du roi, et dans les deux autres au s^r du Rocher, procureur du roi à l'Amirauté, qui remplacèrent successivement Vedier à la Subdélégation de Nantes.

ans, terrains en partie incultes, rocailleux et trop humides pour le grain (1733) ; — de Michel Le Vaulle, s^r de la Grammoire, pour 12 boisselées en Vertou ; — de Céleste Pichelin, avocat à la cour et procureur au présidial de Nantes, pour un canton en friche à la Bretellière, paroisse de Boissière [-du-Doré] (1734)⁵⁶.

II. 92. (Liasse.) — 13 pièces papier, 3 sceaux.

1731-1732. — Affaires diverses. — Lettres de J.-H. Morin, veuve Bedoy, à l'intendant de La Tour réclamant justice contre M. [Charette] de la Gascherie, sénéchal de Nantes, qui l'aurait insultée ainsi que son fils dans la cour des Pères de l'Oratoire. Voilà quatre ans qu'elle attend réparation. Tantôt le sénéchal est à la campagne, tantôt il se dit retenu à sa maison par la goutte ; or il était à la chasse alors qu'il faisait valoir cette excuse⁵⁷. — Echange de lettres à ce sujet entre Vedier et l'intendant « pour faire cesser s'il est possible les importunités de cette femme » (1731). — Réclamation d'écuyer François Besson de la Vieuville, gendarme du roi, aux habitants de Varades, de diverses sommes jadis à eux prêtées par son beau-père et non mentionnées dans un arrêt du Conseil, du 19 août 1727, liquidant les dettes de la paroisse, parce qu'alors il n'avait pu produire ses titres de créance qu'il a retrouvés depuis. — Missives de la Tour et de Vedier à ce propos. — Lettre de Besson parlant des « fanatiques de Varades » qui jettent bas ses fossés à mesure qu'il les fait creuser. — Projet d'arrêt (1732). — Mémoire (incomplet) de Vedier rendant compte de diverses difficultés entre la municipalité de Nantes et lui comme subdélégué de cette ville (s.d.). M^{me} du Chaffault de la Senardière, prieure de Couëts, à Vedier le priant d'obtenir des pavés pour les cours du monastère qui sont impraticables. — Vedier regrette de n'en pouvoir fournir, car la Ville ne peut parvenir à faire paver toutes les rues qui en ont besoin (1732). — Lettre de Picquet de Melesse au maire Vedier au sujet d'une revue [de troupes ou de milice bourgeoise] (s.d.).

Papiers du maire Richard de la Pervanchère.

II. 93. (Liasse.) — 20 pièces papier, 5 sceaux.

1787-1788. — Recommandation à lui adressée par le vicomte de Pontual pour une place de compteuse de sardines en faveur d'une pauvre femme. — Lettre de Roulleau de la Roussière, entreposeur du tabac à Montoir en vendômes, priant de rechercher et de faire interner dans une communauté son fils parti subrepticement, et qui a dû gagner Nantes afin de s'embarquer ; signalement du jeune homme. — Lettre à M. Prouvé, juge pour le roi des salines de Dieuze en Lorraine, au sujet de dettes

⁵⁶ Solutions favorables pour ces cinq demandes.

⁵⁷ Cf. II 46 deux missives de Mellier à M. de Valincour (1727 et 1728). Dans ses lettres à l'intendant de Brou (II 28) et au maréchal d'Estrées (II 33), Mellier parle encore du même incident.

contractées à Nantes par son fils. — Echange de missives entre Richard de la Pervanchère, l'intendant de Bretagne Bertrand et M. [Charette] de la Colinière, touchant l'auditoire de la juridiction de la Gascherie. Cet auditoire se trouvait dans une des tours de la ville. La municipalité ayant voulu disposer de celle-ci, avait fait reconstruire un autre auditoire dont le M^{is} [Charette] de la Gascherie avait accepté les plans ; mais, après la mort de ce dernier, son neveu de la Colinière prétendit que la construction ne répondait pas aux exigences d'un siège de justice et il menaçait la ville d'un procès. — Lettres écrites à M. Richard par une d^{elle} Cornet, veuve d'un sieur Boursin, huissier de l'Amirauté de Nantes, datées de Paris, lui confiant ses malheurs et demandant un certificat de bonnes vie et mœurs ; — de Nantes, par le premier président de Becdelièvre en faveur d'une femme ; — par une jeune femme de 25 ans que son mari, officier auxiliaire de la marine de Bayonne, vient d'abandonner, donnant son signalement et celui de « sa coquine qui est très vilaine, dont la figure est ronde extrêmement marquée de petite verette, cheveux rouges ».

Titres de famille et de propriété concernant les familles d'anciens maires de Nantes.

II. 94. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1536-1771. — Famille Bernard de la Turmelière. — Accord entre n. h. Rolland le Voyer, époux de Marguerite de l'Isle, d'une part, Pierre Bernard, s^f de la Houdinière, mari de Jeanne Caradieux, et Jacques Parès, d'autre part. Ces derniers contribueront chacun pour un quart dans la somme de 1 200 l. que le premier devait aux autres cohéritiers avec lui de Guillemette Guyomar, « décebdée possessure » du lieu de la Turmelière, en Château-Thébaud, afin d'avoir la jouissance de cette terre. Moyennant le versement de 300 l. chacun, Bernard et Parès jouiront respectivement d'un quart de la Turmelière (1536). — Testament de n. h. Jean Bernard, s^f de la Turmelle. L'aîné de ses neveux devant avoir les livres de son feu père, il désire que le second, s'il fait « profession de lettre », ait les siens et ses « escriptz qui ne sont point pour affaires », ne voulant pas qu'ils soient mis à prix, « et serois mari que ce à quoy j'ay tant prins de plaisir feust vandu ou divisé ». A Françoise de Harouys, dame de la Turmelière, sa belle-sœur et principale exécutrice testamentaire, il donne 300 l. pour faire confectionner une aiguère ou autre pièce d'argent sur laquelle « ses armes est les miennes plaines y seront gravées en mesmes escusson d'alliance, avecq ses motz autour : *Pium amici donum* » (1624). — Traité entre Nicolas Richard, prieur, et les autres religieux du couvent des Jacobins de Nantes, d'une part, Françoise de Harouys, veuve de Pierre Bernard, s^f de la Turmelière, Regnaud de Sévigné, sgr de Monmoron, conseiller au parlement de Bretagne, et Pierre d'Espinose, conseiller au présidial de Nantes, d'autre part, aux fins d'exécution

du testament du susdit Jean Bernard. Ce dernier ayant laissé 3 000 l. pour services divins et construction d'un enfeu sans en préciser l'emplacement, ses exécuteurs choisissent le chœur de l'église des Jacobins, qui acceptent (1626). — Marché entre les exécuteurs testamentaires précités et Guillaume Belliard, maître architecte, pour la construction de l'enfeu qui sera contigu à celui du feu s^f de Lussan. La « chapelle (dont Belliar a produit les plans) sera voultee avecq des branches d'ogives et, dans la clef desd. ogives, sera fait deux pieczes d'armoiries », etc. ; le tout moyennant 900 l. (1627). — Transaction entre Jean Monton, prieur et autres religieux Jacobins, et René-François Bernard, ch^f, sgr de la Turmelière et de la Turmelle, capitaine de la grande fauconnerie du roi, au sujet de la possession de l'enfeu. René-François, qui n'était point de la ligne directe des fondateurs, en gardera la propriété sous certaines obligations (1740). — Généalogie de René-François-Amable né en 1744, marié en 1771.

II. 95. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 31 pièces papier, 1 sceau.

1457-1783. Famille Fournier de la Pinsonnière. — Aveu rendu par Pierre Bachelot à n. h. Jean Labbé, ch^{er}, sgr de la Rochfordière et la Briort, pour diverses terres au bailliage de la Macrière, paroisse d'oudon (1457). — Procédur entre Pierre de Loucaud, écuyer, sgr de la Rue et de la Macrière en Oudon, et Jean Gaisdon, marchand, au sujet d'héritages en Oudon acquis par ce dernier de Jean Bachelot, sgr de la Chevasnerie (1544). Enquête pour Jean Fournier, sgr du Rouzeray, demandeur, afin d'établir ses droits à une rente en seigle contre un certain nombre de paroissiens de Varades, rente que les témoins disent avoir vu jadis verser par moitié à Gillette Raoul, Fille d'Yves Raoul, sgr du Bois-Maqueau et de Jeanne Le Clerc, femme de feu Jean Fournier et mère du demandeur, et à Louise Le Clerc, sœur de Jeanne (1546). — Terre tenues par h. h. Claude Fournier au fief de Bouhardy, paroisse d'Oudon (1623). — Assignation à M^f Claude Fournier pour rendre hommage à Mgr le prince [de Condé], premier prince du sang, comme sgr d'Oudon (1633). — Lettres de provision par Louis XIII (copie) pour Jean Fournier, avocat, de l'office de conseiller au présidial de Nantes qu'à résigné en sa faveur Gille Bonamy (1642). — Accord entre les chanoines de Notre-Dame de Nantes et la Ville représentée par Jean Charrette, son maire, Jean Fournier, s^f de la Pinsonnière, échevin et autres, au sujet de boutiques que faisaient établir les chanoines devant au moulin à eau leur appartenant sur les ponts de Nantes, en prenant attache sur un moulin de la Ville La Communauté autorise moyennant 800 l. versées par le chapitre la continuation des travaux qu'elle régleme (1652). — Actes par lesquels Jean Fournier maire et la municipalité s'engagent à faire sculpter les armes du chapitre de la cathédrale de Nantes sur les constructions neuves du collège S^t-Clément, afin de

reconnaître le droit de fief du chapitre sur le fonds, ainsi qu'il avait été spécifié dans l'acte d'érection du collège en 1555 et pour remplacer les écussons des bâtiments démolis (1655) ; — les mêmes conviennent avec les pères des pauvres de l'Hôtel-Dieu, et ce pour la simplification des comptes, de leur payer en deux termes seulement par an les rentes de 17 contrats de constitution montant à 46.519 l. dont les échéances étaient fort diverses (1656). — Lettres de Louis XIV (copies) nommant Jean Fournier, ancien maire de Nantes, conseiller ordinaire aux Conseils d'état et privé, et des finances ; — Donnant commission au maréchal de la Meilleraye pour bailler, de sa part, à Jean Fournier le collier de S^t-Michel, ordre dans lequel il a été élu lors de l'assemblée des chevaliers (1660) ; — nommant le même conseiller honoraire au présidial de Nantes (1673). — Reconnaissance de d^{lle} Claude Bretin, veuve de Julien Richardeau, s^r des Gats, des sommes de 2 394 l. et de 1 616 l. envers Gabriel de la Monneraye et Jean Fournier, s^r de la Pinsonnière, qui les lui ont prêtées (1676). — Contrat de constitution de 5 000 l. consenti à René de la Ramée par les Jésuites de Nantes, représentés par Gilles Butault de la Chasteigneraye leur supérieur et par Philippe Le Lou de Bois Berault leur procureur (1685). — Franchissement par Henri-Eugène-Calliope Fournier, sgr de Tharon et de la Galmelière, d'une rente de 55 l. qu'il devait aux religieuses du prieuré de la Trinité de Clisson (1691). — Requête dudit Henri Fournier au présidial de Nantes en tant que créancier de Charles-Yoland de Cornulier, sgr de la Caratrie (1710). — Arrêt du parlement de Bretagne déclarant Gilles Fournier, écuyer, s^r de la Galmelière, noble d'extraction, sans s'arrêter à la décision de la Chambre de la Réformation de 1669 qui n'avait reconnu la noblesse des Fournier qu'au titre de Jean, comme ancien maire de Nantes (1753). — Brevet de maître ès aris en la Faculté de Nantes pour Jacques-Laurent Fournier ; signé notamment du recteur Milhos et de J. de la Barbonnière, doyen de la Faculté des aris (1759). — Institution de Thérèse Le Chauff comme tutrice d'Henri-Hyacinthe, fils d'elle et de feu Gilles Fournier (1783).

II. 96. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1722. — Famille Poullain de la Vincendière. — Lettres de Louis XV (copie) autorisant à partager noblement Antoine Poullain, s^r de la Vincendière, Louis Poullain, s^r de la Haye-Mériaies, Pierre Poullain, s^r de la Salmonaie, Jean-B^{te} Poullain, s^r des Dodières, comme issus de Pierre Poullain, s^r du Housseau leur bisaïeul, et de Jean Poullain, s^r de la Vincendière leur aïeul, anciens maires de Nantes en 1639 et 1661, gratifiés par suite de la noblesse à raison de leur charge.

II. 97. (Liasse.) — 2 pièces parchemins, 118 pièces papier, 14 sceaux.

1474-1826⁵⁸. — Famille Moricaud de la Haye. — Mémoire sur procès entre les héritiers de Jacques Moricaud (1695). — Acte de décès d'Isabelle Moricaud, femme de René d'Achon, procureur syndic de Nantes, inhumée à Notre-Dame de Nantes, présent Jean Olive, maître de musique de ladite église (1698). — Positions de thèses philosophiques de François de la Haye Moricaud au collège de l'Oratoire de Nantes (1705). — Lettre de cachet continuant François Moricaud dans les fonctions de procureur syndic (1717). — Acquisition par François Moricaud, s^r de la Haye, de l'office de conseiller du roi au présidial de Nantes de feu François Moriceau, s^r du Pontreau, pour 15.600 l. — Mandement du roi enjoignant de le mettre en possession (1724). — Compte rendu en qualité de fabriciens de la paroisse S^{te}-Croix de Nantes par François Moricaud, Joseph Turpin, s^r du Prouzeau, marchand de draps et soie, et Louis Lourmand, draguiste. Recettes : pour les fosses ouvertes dans l'église 166 l., dont 8 l. pour celle du s^r Faschu, directeur de la Monnaie ; location de la maison de la Jaille, 1 350 l., etc. Dépenses : au R. P. Tiburée (sic), récollet, pour le sermon du Samedi saint, 6 l., etc. (1727). — Testament et codicilles d'Ursule de Coutance de Tharon qui choisit M. de la Haye Moricaud pour l'un de ses exécuteurs. Elle demande à être inhumée dans l'enfeu de son mari aux Jacobins auxquels elle a précédemment donné sa robe de damas blanc pour faire un ornement (1730-1832). — Nomination par le roi de [François] Moricaud à la mairie de Nantes. — Minute du discours par lui prononcé à cette occasion. — Lettres de félicitations de l'intendant Pontcarré de Viarmes datée de Rennes, et du duc de Béthune écrite de Versailles (1738). — Autres discours adressés au maréchal d'Estrées ; — à la fille du duc de Brancas (s.d.) — Requêtes, mémoires et correspondance de François Moricaud, qui ayant été taxé au casernement et aux francs-fiefs, en réclame l'exemption : les anciens maires ayant toujours joui des privilèges de noblesse (1743-1748). — Diplôme de bachelier en droit pour Jean-B^{te} Moricaud (1752). — Positions de thèse pour l'examen en droit français du même devant la Faculté de Rennes (1753). — Cession par François Moricaud à Jean-B^{te} son fils aîné de l'office de conseiller du roi au présidial de Nantes moyennant 10.000 l. (1754). — Positions de thèse à la licence ès droits canon et civil d'Henri-François de la Haye Moricaud devant la Faculté de Rennes (1755). — Contrainte à Henri-François Moricaud, mari de Catherine Angevin, de payer 600 l. pour droit de franc-fief à raison de la terre de la Maillardière, paroisse du Loroux-Botttereau, qui leur est advenue par le décès de M^r Angevin leur père (1768). — Requêtes et mémoires d'Henri-François protestant contre cette mesure, attendu que la noblesse de son père comme ancien

⁵⁸ On n'a pas cru devoir séparer du reste du dossier de cette famille les 8 pièces du XIX^e siècle qui la concernent. De même a-t-on fait pour les rares documents du XIX^e siècle qui entrent dans la composition des cotes II 108, 111 et 113.

mairie de Nantes est héréditaire. — Lettres de Louis XV déclarant que la succession d'Henri-François et de sa femme doit être partagée noblement (1769). — Extraits et copies de pièces à l'appui des dires d'Henri-François Moricaud : Edits de Louis XI créant la mairie d'Angers (1474) et de François II établissant celle de Nantes (janv. 1559 v. s.). Confirmation des privilèges de noblesse en faveur des maires de Nantes (1721). Aveu de René d'Achon, sgr du Plessis, et d'Isabelle Moricaud son épouse à Charles de Sévigné, à raison de son fief de Vigneu en S^t-Etienne-de-Mont-Luc (1694). Maintenu de noblesse pour Jean-B^{te} d'Achon (1750), etc. — Missive du s^r Laporte, officier d'artillerie, à M^r Moricaud lui demandant de consentir à son mariage avec M^{lle} Paris l'aînée, parente de Moricaud et cousine germaine du futur (1781). — Certificats de résidence à Nantes, rue de l'Isle, pour René Angevin Maillardière (1793) ; — à Blois, pour François Moricaud et sa fille Henriette (an IV) ; — à Nantes, pour cette dernière (an VI). — Lettres de Moricaud de la Haye, datées de Blois, au citoyen de Launay, avoué à Nantes, Malgré la liberté dont on jouit depuis le retrait du décret du 26 germinal, il est néanmoins inquiet. Son nom figure sur le Supplément à la liste des émigrés, bien qu'il ne soit jamais sorti du territoire de la République et ait pris des certificats de résidence. Les incendies et de Vendée et la mise en prison de Maillardière [son beau-frère] les lui ont fait perdre. Quand « la Terreur estoit au point qu'on craignoit de paroistre dans les rues », il est resté chez lui à Nantes huit mois sans sortir. « J'espère, par le sincère interest que j'ay pris aux cruels traitement que l'on vous a fait esprouver », que vous voudrez bien faire à Nantes les démarches pour me procurer le certificat dont j'ai besoin. — Sa fille n'est point sur la liste des émigrés, mais bien ses deux fils qui sont à la « Nouvelle Angleterre » depuis 3 ans et dont il est sans nouvelles depuis 2 années. Les voyageurs arrivant de Nantes ne l'engagent pas à y retourner ; il est ici « sous une administration honneste et paisible ». — Un grand nombre de Nantes réfugiés à Blois ont vu leurs affaires s'améliorer ; prière de tenter la levée des scellés mis sur sa maison de Nantes. — Les lettres de Nantes le font frémir pour ses amis qui y habitent. Il craint « que le traité fait avec Charrette ne soit une emplastre ». — Le décret accordant aux ascendants d'émigrés un délai de deux mois pour effectuer leurs déclarations, l'engage à surseoir à cette formalité, espérant toujours retourner à Nantes (an III). — On lui a écrit de Paris qu'il était rayé de la liste des émigrés ; ce qui le retient à Blois, c'est de n'avoir point à Nantes d'appartement : le sien étant toujours sous scelles (an IV). Lettre au nom du Département de la Loire-Inférieure à Moricaud l'avisant de sa radiation définitive de la liste des émigrés et du maintien du séquestre sur ses biens « à cause de l'émigration présumée » de ses enfants (an IV). — Factum (imprimé) touchant la succession du s^r Angevin La Maillardière mort en oct. 1793, dont sont

héritiers Henriette Moricaud de la Haye et ses frères Armand [-François] et Constant Moricaud [1806]. — Pouillain de la Vincendière, colonel de la Division du Loroux, atteste que François Moricaud a fait sous ses ordres, comme chef de bataillon, la campagne de 1815 dans l'Armée royale-vendéenne d'Anjou (1816). — Lettres diverses adressées à François Moricaud en tant que maire et chef de légion de la garde nationale du Loroux (1817-1818). — Arrêté de M. de la Haye, maire du Loroux, autorisant les anciens soldats de Charrette à assister avec leurs armes à l'inauguration à Legé du monument de ce général (1826).

II. 98. (Liasse.) — 2 pièces papier, 2 sceaux.

1727-1728. Famille Gelée. — Lettres datées du Pellerin adressées par le c^{te} de la Blottière à M. Gellée, ancien échevin de Nantes et subdélégué de l'intendant, au sujet de notifications à faire aux paroissiens de S^t-Mars [-de-Coutais] et de Rouans.

II. 99. (Liasse.) — 53 pièces papier, 5 sceaux.

1762-1791. — Familles Charrette de la Gascherie et de la Colinière : « Etat de divers papiers trouvés par le citoyen Neau fils dans un tiroir secret d'un bureau qu'il a acheté, provenant des effets du cy devant château de la Gascherie ». — Billet de M. de Kerouartz déclarant que sur les 31.000 l. à lui payées par M. de la Colinière pour l'office de conseiller au parlement qu'il lui a vendu, 8 000 l. sont des derniers de M^{me} du Letier (1762). — Quittance du même à M. de la Colinière de 3 600 l. à valoir sur sa charge de conseiller (1770). — Billets du président de la Colinière s'engageant à verser diverses sommes chez M. Gibert, notaire à Paris (1786). — Lettres d'affaires dudit notaire (1788). — Mémoires de fournisseurs : arbres pour la Gascherie, etc. Quittances de fournisseurs, de parents (1789-1791). — Mémoire sur les insultes faites à Rennes au président de la Colinière par des gens armés qui s'opposaient à son départ. Ils avaient été ameutés par un notaire de cette ville réclamant des honoraires discutables. — Lettre anonyme invitant M. de la Colinière, alors à son château de la Gascherie, à se soustraire par la fuite avec sa famille aux violences méditées contre lui (1790). — Lettre à M. de la Colinière, alors à Bruxelles, écrite de Nantes par son homme d'affaires. Il raconte incidemment l'entrée à Nantes de l'évêque constitutionnel Minée. Dans la cathédrale, « consacrée depuis sa fondation à chanter les louanges du Seigneur, on entonna en l'honneur du nouveau prélat cette arriette d'opéra si connue : Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ? » (1791). — Reçu de 402 l. et de 5 escalins du Brabant baillé à M. Coustard par le comte de la Gascherie, les chevaliers de la Colinière et de la Gascherie, donnant « nostre parole d'honneur la plus sacré de n'en faire usage que pour nos besoins les plus urgens, ainsi que de nous en servir pour nous rendre à Coblense, au cas que nostre organisations l'exige... à Bruxelles, le 5 oct. 1791 ». — Lettres écrites par sa fille à M. de la

Colinière, à Mons en Hainat (s.d.) — Notes informes mentionnant d'anciens aveux, acquêts et autres contrats.

II. 100. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1775. — Famille de Cornulier. — Protêt à l'occasion d'une lettre de change de 2 496 l. souscrite par M. de Cornulier et à lui présentée à Paris, rue des Petits Augustins, à l'hôtel de M. de Catulan.

Inscriptions. — Historiens de Nantes.

II. 101. (Liasse.) — 11 pièces papier.

Fac-similé d'une inscription romaine (encore existante, encastrée dans le mur d'une galerie de l'Hôtel de Ville). Ce fac-similé de 1^m.28^e de long et de 39^e de haut est sensiblement de même dimension que l'original⁵⁹. — « Extrait de l'explication historique d'une inscription antique conservée dans la Ville de Nantes, par M. Maureau de Mautour, de l'Académie des Inscriptions et Médailles. A Nantes, chez Nicolas Verger, M. DCC. XXII ». In-16, 23 p. (2 exemplaires). — « Lettre de M. Moreau de Mautour... au sujet d'un Imprimé ayant pour titre : Explication historique et littérale d'une Inscription ancienne conservée à Nantes à l'Hôtel de Ville, par*****, prêtre du diocèse de Nantes ». Nantes, N. Verger M. DCC. XXIII. In-12, 11 p. (2 exempl.) — Note manuscrite anonyme critiquant le syndic de la Ville qui fit enduire de chaux le marbre original afin d'y copier l'inscription. = Fac-similé de trois inscriptions romaines trouvées à Nantes en 1760. La première, 34^e de long sur 28^e de haut (4 lignes), est ainsi conçue : TIB CL CAES | [A]VS GER P P | IMP PC | S P CVRA. La seconde, 38^e de long sur 23^e de haut (3 lignes), porte : NERO CL CAE | AVG GERM | P P P M. Sur la troisième, 95^e de long sur 12^e de haut (1 ligne), on lit : [N] ERO CLAVDIVS CAES AVG⁶⁰.

⁵⁹ Il s'agit d'une inscription célèbre à Nantes, trouvée en 1580 dans l'ancienne muraille romaine et sur laquelle on a beaucoup écrit : le nom du dieu, auquel les habitants du port dédiaient le Tribunal qu'ils avaient élevé, étant lu VOLIANO par les uns, VOLKANO par les autres. C'est à cette inscription que se rapportent les deux plaquettes et la note inventoriées après ce fac-similé.

⁶⁰ Ces trois inscriptions sont perdues. Nos fac-similé, de la même main que celui de l'inscription précédente, doivent reproduire les monuments à leurs grandeurs naturelles ainsi qu'il en est pour l'inscription conservée. Elles ont été insérées sans aucune variante et vraisemblablement d'après ces fac-similé, mais à des échelles réduites, non identiques dans ses deux ouvrages, et sans indiquer leurs dimensions réelles par Fournier (*Histoire [lapidaire] de Nantes et Antiquités de Nantes*, mss. 1424 et 1427 de la Bibl. de Nantes, datant de 1866). Cet auteur s'y fait l'cho d'une tradition d'après laquelle les inscriptions découvertes en 1760 (c'est la date écrite sur les fac-similé par celui qui les a exécutés) auraient été conservées, du moins les deux premières, à l'Hôtel de Ville jusqu'en 1790, qu'on les aurait employées toutes trois dans les fondations de la colonne des cours, à présent colonne Louis XVI. Fournier est tellement suspect et a été pris tant de fois en défaut, que nous ne nous portons nullement garant de son assertion. A priori, on ne se figure pas bien la nécessité de transporter ces pierres à plusieurs centaines de mètres de la Mairie pour les placer

« Entrée des rois à Nantes ». Extraits de l'*Histoire de Nantes* (alors inédite) par l'abbé Travers. — Table alphabétique des *Annales nantaises* [par Guimar]. Nantes, an III⁶¹.

Documents étrangers à la ville de Nantes.

II. 102. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 1 cahier papier de 95 p., 69 pièces papier, 7 sceaux.

1667-1789. — Papiers de l'abbé de la Tullaye, archidiacre de la Mée au diocèse de Nantes⁶². — Enquête devant Jean Megret, vicaire général de l'évêque de Nantes, à requête de Salomon de la Tullaye, maître en la Chambre des comptes de Bretagne, comme héritier de feu François de Vaucouleurs, sa mère, contre Federico Silvestri, chevalier de l'Ordre de Calatrava, à raison d'une maison sise à Rome, « in via Aquilae in regione Parionis », « provenue de l'héritage de deffunct messire Thomas Regis, aliàs le Roy ». Rolland Guihard, chefcier de la collégiale de Nantes, présente la grosse du testament dudit Thomas, évêque de Dol et de clerc de la Chambre apostolique, passé à Rome, inséré dans une sentence du 20 fév. 1528 (v. st.). Énumération des actes dont La Tullaye désiré avoir des copies authentiques pour la défense de ses droits. Parmi les témoins produits : Gilles Libor, chantre de la Collégiale et Yves de Monti, sgr de la Chalonnaire, vicomte de Rezé. Ce dernier a assisté, il y a 18 ans, aux funérailles de Françoise de Vaucouleurs dans l'enfeu de la chapelle S^t-Thomas fondée dans la Collégiale par Thomas Regis, grand-oncle de Françoise. Il a vu à Rome en 1622 la maison de Thomas Regis, avec des fleurs de lis et des hermines dans ses frises ; elle était située dans la rue conduisant de S^t-Pantaléon à l'église S^t-Laurent in Damaso et bornée, d'un autre côté, par la place appelée « alli Pullaruoli », aliàs « des Poullarolles » (1667). — « Blason des armes des successeurs de Thomas Regis alias le Roy, sgr du Plessix Raffray, et de ses alliances, tombée dans la famille de la Tullaye par Françoise de Vaucouleurs, fille unique de Renée le Roy qui espousa Gilles de Vaucouleurs, sgr de Tadaïn, fille unique et héritière de Pierre le Roy, dernier sgr du Plessix Raffray ». — Notice sur Thomas Regis, évêque de Dol, la chapelle S^t-Thomas par lui fondée dans la collégiale de Nantes, et les embellissements apportés à ladite chapelle par Salomon de la Tullaye où il a, notamment, « fait

où il le dit. Quoi qu'il en soit, les inscriptions sont perdues jusqu'à nouvel ordre. Les fac-similé des deux premières nous apprennent que celles-ci étaient en granit. Aucune note de ce genre sur la troisième ; selon Fournier elle était en calcaire.

⁶¹ Cette table manuscrite, faite en 1838, est beaucoup plus complète que la Table des matières du volume imprimé.

⁶² A part les trois premières qu'on peut considérer comme des titres de famille, la moitié environ des pièces de ce dossier sont relatives à divers bénéfices possédés par l'abbé de la Tullaye, l'autre moitié à l'archidiaconé de la Mée dont il fut le dernier titulaire. Le tout, acheté autrefois chez un libraire, ne provient manifestement pas d'un ou, plus exactement, de plusieurs fonds d'archives, mais bien de papiers personnels demeurés chez le bénéficiaire.

poser un tableau de la main du s^f le Goux, peintre fameux venu de Rome, représentant l'image de saint Thomas accoudé contre un rocher sur le bord de la mer aux Indes où il fut martyrisé » (1671). — Extrait de la Déclaration des domaines de l'évêché de Nantes rendue par Mgr Gilles de Beauvau (s.d.)⁶³. — Présentation par Jean-Sévère, comte de Rieux et provision, au nom de l'évêque de Nantes, de la chapellenie d'Assérac en la collégiale de Nantes pour Jean-Marie de la Tullaye, cleric tonsuré. — Prise de possession par le titulaire (1748). — Ferme par Marie-Jean de la Tullaye, prêtre, prieur de S^t-Saturnin de Nozay, du temporel d son prieuré (1753). — Procédures entre Pierre Bertrand du Pineau, prêtre et M. -J. de la Tullaye, chanoine de la cathédrale de Nantes, demeurant d'ordinaire au château du Plessis-Tison, paroisse S^t-Donatien de Nantes, celui-ci comme prieur du Bois (*alias* du Bail) d'Assérac en Couëron, tous deux prenant fait et cause pour leurs fermiers respectifs dans un litige au sujet de dîmes (1754-1759, avec extrait d'un aveu rendu en 1721 par Jeanne Bertrand, veuve de n. h. Jean Mainguy, s^f du Pineau, à Jean-B^{te} Blanchard, marquis du Bois de la Musse). — Baux par Isaac-Bénigne de Regnon, abbé commendataire de S^t-Maurice de Carnoët et archidiacre de la Mée, du Pré aux Chevaliers, situé prairie de Mauves, vis-à-vis le mur des Minimes, pré dépendant de son archidiaconé (1760) ; — du rez de chaussée de l'hôtel de l'archidiaconé de la Mée pour 250 l. (1773). — Bail par Marie-Jean de la Tullaye, archidiacre de la Mée, chanoine de la cathédrale et vicaire général de Nantes, à n. h. Joseph de Braucourt, contrôleur général des fermes, du second étage de l'hôtel de l'archidiaconé de la Mée, rue S^t-Laurent, pour 450 l. (1776). — « Narré simple de l'établissement du scrutin dans le chapitre de Nantes », établissement qui donna lieu à des dissentiments entre les chanoines (1779). — Vente par n. h. Joseph Vallin et Marie Pondavy sa femme à n. h. Martin Marion de Procé, négociation à Port au Prince, de diverses terres dont partie relèvent d la seigneurie de l'archidiaconé de la Mée (1780). — Ferme par M.-J. de la Tullaye du temporel de son prieuré de S^t-Saturnin de Nozay à Jean Guérin, s^f de la Guillotière, juge-lieutenant de la châtellenie de Nozay, et quittances de rentes payées par ledit prieur à la messe abbatiale de S^t-Florent de Saumur (1780-1784). — Licitation du moulin du Champ Corbin près la chapelle de Miséricorde, en S^t-Similien, devant le sénéchal de la juridiction de la Mée (1783). — Provisions de « sergent, garde-chasse, bois et pêche » en ladite juridiction (1787). — « Copie du repertoire des titres de l'archidiaconé de la Mée dont l'original relié est chez le sieur de Launai, procureur fiscal de ladite juridiction... Repertoire des titres des fiefs et seigneurie de l'archidiaconé de la Mée à M. l'abbé de la Tullaye, qu'il tient en arrière fief des reguaires de l'évêque. Fait en 1777 ». On y signale de

⁶³ Cette Déclaration est vraisemblablement celle de 1681-1688 cotée G 7 aux Arch. de la Loire-Infér.

nombreux aveux compris entre 1420 et 1774, des rôles rentiers, contrats d'acquêt, registres d'audience, etc., des acensements consentis par Guillaume de Linières, archidiacre de la Mée (1531, 1539), un arrentement donné par Charles-Louis Robert du Moulin Henriet, archidiacre de la Mée (1712).

Devant la juridiction du grand archidiaconé de Nantes, tutelle des enfants mineurs de Jean Jallais, laboureur, décédé à la Patouillerie en S^t-Similien de Nantes (1719). — Fermes consenties par Claude de Sesmaisons, ch^{er}, exempt des gardes du corps du roi, et par Marie-Gabrielle-Louise de la Fontaine Solare, son épouse, comme sgr et dame de la Sauzinière (1738-1747), puis par François Hitier, charron à Nantes, en qualité de fermier général de la Sauzinière (1751-1763), de divers logis et terres situés à la Patouillerie. — Apposition de scellés, actes de tutelle, inventaires relatifs à des habitants de la Patouillerie, passés par la juridiction de l'archidiaconé de Nantes (1743-1766). — Requête de Madeleine Robert, veuve Dupont, fermière de la métairie de la Patouillerie, à elle joints Renau d'Espinose, archidiacre de Nantes, et Isaac-Bénigne de Regnon, archidiacre de la Mée, présentées aux commissaires des Etats de Bretagne contre les prétentions d'Armand du Pé, sgr d'Orvault, qui veut faire imposer ladite Robert aux rôles de la paroisse d'Orvault, alors que sa ferme est en la paroisse de S^t-Similien. — Requête du sgr d'Orvault en réponse à ses parties adverses (1769).

II. 103. (Liasse.) — 11 pièces parchemin, 3 pièces papier, 3 sceaux.

1403-1714. — Affaires ecclésiastiques. Clergé séculier. — Délibération des habitants de Rennes assemblés en la maison commune par ordre de François du Gué, vicomte de Méjusseaulme, leur capitaine et gouverneur. Ils assurent le roi de leur loyalisme et de leur obéissance, le prient de les maintenir en leurs privilèges et de leur donner un évêque pour succéder à feu Bertrand de Marillac (1573). — Séquestre sur l'église paroissiale du Bourg des Moutiers, diocèse de Nantes, pour Jean le Bronnec contre Pierre de Loyon (1501). — Bref du pape Paul III relatif à la compétition sur l'une des portions de l'église paroissiale de Vallet, diocèse de Nantes, entre Guy Droillart⁶⁴ et Thomas Faverel à la suite du décès de Jean le Barbier. Au dos : Décret dans la cause, au nom de Jean Gaultier, chantre de Notre-Dame de Nantes, l'un des juges nommés par le pape (1544)⁶⁵. — Lettres du vicaire général de l'église de Nantes pendant la vacance du siège,

⁶⁴ La cure de Vallet est en effet l'une des sept dont Guy Droillart jouissait en Bretagne, sans compter l'abbaye de Prières, divers prieurés et prébendes (*Livre de comptes de Claude de la Landelle*. 1553-1556. Nantes, 1906, p. 4).

⁶⁵ Les deux actes de 1501 et de 1544 ayant été employés dans des reliures, leur encre a beaucoup pâli et, de plus, le couteau de l'ouvrier les a légèrement mutilés. Pour en donner des notices, nous avons pu nous aider des sommaires et des notes transcrits au dos des documents.

révoquant les pouvoirs des précédents fabriciens de la paroisse de Savenay et en donnant de nouveaux à Guillaume Eon, Jean Olivier, Guillaume Sauvaiget, Fr. Lefeuve et Julien Viau ; — de la paroisse S^{te}-Croix de Nantes, avec pouvoirs pour Simon Sauvaiget, Jean Beaujouan *alias* de Veuz et Maurice Marteaux ; — de la paroisse d'Abbaretz, avec pouvoirs pour Jean Garondel et Guillaume Godart (1542-1543). — Lettres de Guillaume de Lignières, archidiacre de la Mée, vicaire général pendant la vacance du siège, donnant pouvoirs à (les noms sont restés en blanc) prêtres, d'administrer la paroisse de S^t-Sébastien d'Aigne jusqu'au prochain synode ; — à Jacques Chederaut et autres d'administrer la paroisse de Remouillé (1542-1543). — Provisions par François [de la Guesle], archevêque de Tours, sur refus de l'évêque de Nantes, pour M^c Olivier Bourdel, prêtre du diocèse de Nantes, de la chapellenie fondée par Guillaume Rolland, prêtre, dans l'église de S^t-Julien-de-Vouvantes (1614). — Provisions par Gilles de Beauvau, évêque de Nantes, d'une chapellenie en l'église de S^t-Cyr [-en-Reiz], pour Mathurin Gallot, après le décès de Jean Gallot, recteur de S^t-Mars-de-Coulais, ensuite de présentation par Claude Gallot, sgr de Lierne (1714). — Requête de Raoul Gendrot, recteur de « Saint Pater » de Vannes, aux fins d'assignation de Jean Rouxel, recteur de S^t-Armel, dans l'instance entre eux touchant le « poccois » de la cure de S^t-Pater (1558). — Ratification par Guillaume Riou de la fondation faite par feu Louis, son frère, dans l'église de Beauvoir-sur-mer d'une chapellenie pour l'assiette de laquelle ce dernier avait assigné 14 journaux de prés en Notre-Dame-de-Monts, et présentation par ledit Guillaume de Jean Gandon comme chapelain. Approbation par Etienne [Loyseau], évêque de Luçon (1403). — Provisions de la même chapellenie par Nicolas [Boutault], évêque de Luçon, pour Olivier du Chastelier, prêtre, m^e ès arts (1467) ; — par les vicaires généraux et l'official de Pierre [de Saciereges], évêque de Luçon, pour Gilles Gaillard (1500) et Alain Gordeau (1506). — Transactions entre Guillaume Foucault et François Riou, prêtre, lequel avait pris pension chez Foucault à Palluau (1535).

II. 104. (Liasse.) — 11 pièces parchemin, 3 pièces papier, 2 sceaux.

1365-1727. — Affaires ecclésiastiques. Clergé régulier. — Abbaye de Geneston. — Don audit monastère par Pierre Baudri, valet, de sa personne et d'« un tenement appelé la Rivière et autrement le Petit Racinoux, sis en la paroisse de S^t Columbain », y consentant Jean et Olivier Baudri, ses frères. Annonce du sceau de la sénéchaussée de Poitou pour le prince d'Aquitaine et de Galles (1365). — Ordre d'écroû contre Jean Guischard, receveur de l'abbaye de Geneston, lequel sera emprisonné au Bouffay de Nantes s'il peut être appréhendé (1549). = Prévôté de Vertou. — Bail par Pierre Avignon, receveur de Nantes et commis par le roi et duc à la levée des

fruits dudit bénéfice, à Pierre le Moenne, de la ferme du Cloître de la prévôté de Vertou (1501). — Procuration donnée par René de Beauvillier, « abbé de Saint Sateur⁶⁶, Selles en Berry et prevost de Verton », à Michel Buisson pour percevoir les revenus de sa prévôté (1536). = Abbaye de S^{te}-Croix de Quimperlé. — Convention entre Christophe Turpin Crissé de Sansay, évêque de Nantes, abbé commendataire de S^{te}-Croix, et dom Jacques La Fosse, procureur des religieux, pour réparations notamment au pignon de l'église de l'abbaye (1727). = Prieuré d'Indre. — Aveux rendus à Jean Brunet, abbé de S^t-Mahé, prieur d'Indre, d'Escoublac et de Bécherel, à raison de son prieuré d'Indre, par Guillaume Javart (1495) ; — à François du Plessier, écuyer, prieur commendataire d'Indre, par Mathieu Grosard, prêtre (1637). = Prieuré des Couëts. — M^e Jean de Henleix, sgr de Chézine, reconnaît devoir à Gervaise de la Chapelle, prieure des Couëts, 60 s. de rente pour une lampe ardente fondée en leur église par feu Thomas de Henleix son père (1428). — Procuration des religieuses à M^{es} Raoul Savaton, Guillaume de Belouan, etc. etc. pour la gestion de leurs affaires (1493). — Procédures entre Laurent Bernard, fermier du devoir de l'apetissement des boissons vendues au détail en la paroisse de Bouguenais, et Michelle Biton, veuve Landreau qui, au dire du fermier, a débité 60 pipes de vin nantais, alors que ladite veuve déclarait n'avoir débité que 20 pipes du crû de la prieure des Couëts. Michelle Biton réclame la garantie de la prieure et « se purgera sur et vers les relicques monsieur saint Hervé et autre relicques gardées en l'église de S^t Pierres de Nantes » (1497). = Prieuré de S^t-Cyr de Nantes. — Procuration donnée par Renée de la Porte, prieure du Bourg des Moutiers et de S^t-Cyr de Nantes, membres de Notre-Dame d'Angers (1493). — Institution par Renée de Viltiers prieure du Bourg des Moutiers, comme receveurs et administrateurs de ses fiefs de S^t-Cyr de Nantes « Boays Garen » et Carquefou, de Guillaume Brossaud, notaire en cour d'église (1527), et de Pierre Quentin, curé de S^t-Léonard de Nantes (1528). — [Sous-] Ferme des revenus du prieuré du Bourg des Moutiers « ès paroisses de Saultron, Boys Garant et S^t Cire de Nantes », consentie à Michel Papolin, maître juré libraire de l'Université de Nantes, par Michel Remois et Pierre Hervé, prêtres, fermiers dudit prieuré pour Renée de Villiers (1536).

II. 105. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 4 pièces papier.

1659-1743. — Marches communes de Poitou et de Bretagne. — Arrêt du Conseil par lequel le roi maintient les habitants des Marches ès paroisses de Gugand, Gétigné, la Trinité de Machecoul, etc. en leurs exemptions, franchises et privilèges, sans que le paiement de 60.000 l. par eux fait à Sa majesté pour

⁶⁶ Vraisemblablement S^t-Satur sous Sancerre au diocèse de Bourges. René de Beauvillier figure bien sur les listes de la *Gallia* pour Selles, diocèse de Bourges et Vertou, diocèse de Nantes, mais non pour S^t-Satur.

droit de joyeux avènement puisse tirer à conséquence (1659 ; impr. à Nantes chez la V^e P. Mareschal). — Factum relatif à une ferme de dîmes du doyenne de Machecoul, appelé improprement doyenné de la Marche (1717). — Vente par Julien Rucher à François Remond de son « état et office héréditaire de sergent royal » dans lesdites Marches pour le prix de 724 l. (1743).

II. 106. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 1 cahier papier de 22 f^{ms}, 1 pièce papier, 1 sceau.

1664-1781. — Documents concernant la Marine. — Patente de santé pour le navire et l'équipage du navire « *Bishop of Galloway*, du port de 150 tonneaux, délivrée par le maître de port de Douvres dans le comté de Kent en Angleterre (1664). — Monitoire d'Henri du Bois de la Ferrière, chanoine de S^t-Aubin de Guérande et official de Nantes, relatant un certain nombre de pillages d'épaves sur plusieurs points de la côte entre la Loire et la Vilaine. On a même été jusqu'à déterrer pour le dépouiller un cadavre de femme enseveli dans l'anse d'Escoublac. Certificat de publication par P. Jogo, recteur de Piriac, et noms des témoins de cette paroisse à assigner (1724). — « Mémoire contre les juges royaux de l'amirauté de Brest pour M. le duc de Rohan-Chabot », maintenu par arrêt du Conseil, du 4 avril 1775, dans le droit de connaître des faits maritimes en sa principauté [1781].

II. 107. (Liasse.) — 3 pièces parchemin, 11 pièces papier, 3 sceaux.

1394-1727. — Seigneurie des Houmeaux, en Mouzeil. — Mandement de Jean, sire de Rochefort et de Rieux, d'informer au sujet du droit de cep que possédait à Mouzeil Tiphaine du Tay (1394). — Enquête. Divers témoins rapportent qu'au temps où le bâtard de Bretagne était marié à Aguaice de Trémereuc, dame de la Sehérie, longtemps avant la mortalité qui arriva en 1362, ils ont vu ledit cep au bourg de Mouzeil, non loin de la grande porte de l'église. Or Tiphaine jouit à présent des terres et juridictions d'Aguaice (1395). — Aveux rendus sous la juridiction des Houmeaux, à n. h. Samson Chomart, prêtre, ayant le droit sa vie durant de René Chomart, écuyer, sgr des Houmeaux et de la « Riaglaee » (la Riallais), par divers tenanciers (1544) ; — à Pierre Charette, écuyer, sgr des Houmeaux et de la Hautière, par Pierre Pitard, du village du Boullay (1587) ; — à Prégent de Kermeno et Jeanne Charette sa femme, sgr et dame des Houmeaux, par M^c Louis Fresnays demeurant au passage de la Chapelle Breton (1605). — Factums et requête dans la cause entre César de la Muce, sgr dudit lieu et Jean de Kermeno, sgr des Houmeaux, au sujet des prééminences dans l'église de Mouzeil [1664]. — Contestations entre M. de la Preuille, s^t des Houmeaux, et le président de Cornulier, sgr de S^t-Ouen en Mouzeil, relatives à un poteau délimitant leurs fiefs ; — entre MM. de la Preuille et de Pontual

sur une demande d'aveu pour la Fouquelière [XVII^e s.]. — Factums pour Claude de Gastinaire, s^t de la Preuille, et pour Yves Tangy, recteur de Mouzeil, contre Jean-Pierre Cherbonneau, sgr de la Malorais, dans une question de dîmes (1727). — Inventaire (détaillé) d'une quinzaine de pièces concernant les Houmeaux, s'étendant de 1364 à 1582 : contrats de vente, d'échange, aveux, sentences (s.d.).

II. 108. (Liasse.) — 5 pièces parchemin, 22 pièces papier, 1 sceau.

1515-1815. — Terre du Port-Guichard, en S^t-Donatien près Nantes. — Aveux pour le Port-Guichard rendus aux évêques de Nantes sous leur juridiction des regaires, par Yvonnnet le Bosco (1515) ; Jacques Tavenet, s^t de Richebonne (1607) ; m^c Louis Hudomme, s^t de Richebonne (1640). — Contestation touchant la propriété de la terre du Port-Guichard entre n. h. Pierre Pitard et François le Barbier (1578). — Partage en trois lots des biens de feu n. h. Louis Hudomme, époux de Guillemette Gobé. Le second lot comprenant le Port-Guichard échut à Robert Vallais, s^t de la Coudraye et à Marguerite Hudomme sa femme (1675). — Procédures en règlement des créanciers de Robert Vallais et femme sur le prix de la vente du Port-Guichard par eux faite à Mathurin Bellabre, marchand. Au nombre des réclamants figurent les paroissiens de S^t-Donatien au sujet d'une « busse de vin nouveau » donnée tous les ans, à Pâques, par les propriétaires du Port-Guichard à la fabrique de S^t-Donatien pour le vin de communion (1677 et 1680). — Aveu à Mgr de Beauvau, évêque de Nantes, par Mathurin Bellabre (1681). — Sentence des regaires condamnant Bellabre à payer à la fabrique de S^t-Donatien un quart de pipe de vin pour servir aux communions, du dimanche des Rameaux à celui de la Quasimodo ; sentence rendue après production d'actes de 1533 et 1534 (1693). — Arrentement perpétuel, au prix de 100 l. par an, par le recteur et la fabrique de S^t-Vincent de Nantes, à Mathurin Bellabre, ancien échevin de Nantes, de leur borderie du Petit S^t-Vincent dont les bâtiments menacent ruine et qui se trouve à proximité de la maison du Port-Guichard (1724). — Enquête sur la valeur de ladite borderie dont l'arrentement à ce prix constitue un avantage considérable pour la paroisse. — Homologation par Mathieu Gautron de la Bâte, prieur de S^t-Thomas de Château-Thébaud, chanoine et official de Nantes (1724). — Délibérations du général de S^t-Donatien acceptant le franchissement par Mathurin Bellabre, moyennant 300 l., de la rente d'un quart de vin pour la communion pascale (1730). — Vente par licitation du Port-Guichard : la propriété ne pouvant sans inconvénients être partagée entre les divers héritiers de Mathurin Bellabre, au profit de d^{lles} Marie-Elisabeth et Gabrielle-Françoise-Louise Le Loup de la Biliais (1777). — Procès-verbal d'expertise et d'estimation du Port-Guichard

appartenant aux citoyennes Le Loup, en suite d'une délibération du Conseil de la Commune : « ladite maison devant être rasée de suite, comme étant nuisible à la tire du canon du fort qui la voisine » (an II). — Lettre du préfet De Brosse aux d^{lles} Le Loup de la Biliais réclamant pour leurs fermiers du Port-Guichard la liberté de pêcher dans l'Erdre (1815).

II. 109. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 16 pièces papier, 1 sceau.

1473-1781. — Titres divers : féodaux, de propriété, etc. — Enquête à l'instance de Pierre Simon, s^r de Trenoust, au sujet d'une « sainture et escussions d'armes » que depuis un an Patry Provost, sgr de la Tenaudaie, a fait peindre et figurer au cœur et chanceau de l'église paroissiale de Jans. Les seigneurs de Trenoust ont toujours eu une litre armoriée en l'église ; ceux de la Tenaudaie en firent également mettre une, mais placée au dessous de la précédente. Il y a une vingtaine d'années, les paroissiens ayant fait blanchir l'église et « peindre plusieurs histoires de la Passion », les ceintures disparurent. Jean Sorin, alors sgr de Trenoust, s'empessa de faire rétablir la sienne. Quand Gillet Provost mourut en janv. 1472, Patry fil peindre une litre à ses armes ; de sable à 3 fleurs de lis d'argent et à celles de sa femme ; mais il la plaça au dessus de celle des seigneurs de Trenoust. Parmi les témoins : Mathurin et Charles Paris, écuyers, Philippe Cauchais, écuyer, sgr de la Muce, en Jans (janv. 1473). — Cahier contenant partie d'une procédure dans laquelle M^e Pierre Blanchet, s^r de la Durandière [en Port-S^t-Père], énumère les acquêts par lui effectués et les dépenses qu'il a faites. On y lit notamment : « Item ung contract d'aquest fait par led. M^e Pierres de la maison feu M^e René Perro, la maison ajasente o la chapelle et préminances avecques, pour cent liv. » (début du XVI^e siècle)⁶⁷. — Mandement du roi François I^{er}, usufruitier du duché de Bretagne, à l'alloué et autres justiciers de Nantes, de connaître en la cause de Jacques Clerambault, vicomte du Grand Mon[t]revault, et de Guyonne de Villeprouée, sa femme, contre Jacques du Croisil, baron de Rays, auquel ils réclamaient diverses sommes, « sans avoir esgard à assignation de plectz generalx [et] previllège de menée dudict Rays » (Rennes, 19 déc. 1534). — Déclaration des biens nobles qu'il tient du roi sous la sénéchaussée de Rennes par Raoul le Roy, écuyer, sgr du Plessis Raffray en la paroisse de Domagné (1540). — Sentence transférant à André Ruys, Yvon

⁶⁷ Un ancien possesseur de ce cahier, à la fin du XVII^e siècle, y a consigné diverses notes, en particulier celles-ci relatives à la maison et à la chapelle visées au précédent article : « La maison de René Pero c'est la maison appelée la maison de la Tour, sise en la rue des Carmes vis à vis le jeu de Paulme », vendue en 1575 par Pierre le Roy, s^r de la Tour en Orvault, à Jacques Rousseau. « La chapelle avec préminances est la chapelle sise dans le cœur de l'église de S^t de S^t Léonard de Nantes, dans laquelle sont les armes des Pero en relief en plusieurs endroits, tant plaines qu'en alliances, et dans le grand vitral de lad. église, au bas duquel sont deux priants dont les habits sont chargés des armes des Pero. »

Rocaz et autres, qui s'engagent à le faire fructifier à 8 pour cent, le dépôt de 5 000 l. provenant de la vente judiciaire de la Salle en Orvault, acquise le 6 juillet 1551 par Charles le Frère, s^r de Belle-Isle (1555). — Compte des menues dépenses faites pour les vendanges à la Vannerie [en Haute-Goulaine] : « A ung homme qui a aydé à faire le sep de la raspe » 12 d. A un ouvrier qui a « desmonté la vix du pressouer pour racoustrer les mollettes qui avoinct rompu », etc. (1558). — Enquête devant Guillaume le Maire, sénéchal de Nantes, relative à un accord amiable entre des particuliers du Loroux-Bottreau, accord procuré par François du Lix, sgr de Loigne, demeurant à Nantes « en la rue de Saint Pierres près du Pillory » (1561). — Mandement de Charles IX, sur requête de Claude, comte de Maure, baron de Lohéac, vicomte de Fercé, sire de Landal, le Gué au Voyer, etc., enjoignant aux justiciers de Bretagne de faire reconnaître celui-ci « pour seigneur féodal » par ceux qui ont refusé de le faire et de lui payer les droits en résultant (Chartres, 11 janv. 1563 n. s.) — Aveu rendu devant la cour de Rays à Vue par Pierre Guérin à Charles de la Blanchardaie, sgr dudit lieu (1563). — Certificat de bannies pour la vente faite par M^e Alain Riallen, s^r du Pebrolle, de ladite terre du Pebrolle, paroisse de Montbert, à Jean Lemercier et Jeanne Bourgoigne sa femme, au prix de 7 000 l. (1574). — Procès-verbal de Jean Charette, s^r de la Bretonnière, alloué de Nantes, constatant le mauvais état des lieux du domaine du Boisvert, en S^t-Aubin-des-Châteaux, que laisse dépérir Jeanne du Ponceau, veuve de Claude des Melliers, s^r du Boisvert, et ce au détriment de ses enfants mineurs qu'elle abandonne au point de les obliger à mendier leur vie (1583). — Aveu au roi par écuyer Jacques Foucher, sgr de Brandeau, en l'évêché de Luçon, fils des feus Louis Foucher et Louise Gabart, de laquelle il tient les devoirs de Souché consistant en rentes sur les bateaux passant à Nantes, aveu rendu au bureau de la prévôté dudit lieu (1622). — Foi et hommage prêté par n. h. Jérôme Massuau, s^r de la Giraudière et sa sœur, demeurants à Orléans, à Louis de la Mothe, s^r de Cottainville en la paroisse d'Oinville-S^t-Liphard (1631). — Souffrance d'hommage octroyée par ledit Louis de la Mothe à Elisabeth Massuau, fille mineure dudit feu Jérôme (1638). — Procès-verbal en suite de bris de scellés sur une maison près S^t-Georges, vis-à-vis la chapelle, au quartier de S^t-Donatien (1752). — Aveu rendu par René d'Achon, sgr des Rigaudières, pour sa terre de Champcartier en Vallet, à Charles de Rohan, comme sgr de Clisson (1757). — Prise de possession par Charles Chevallier, sgr du Bois Chevallier, de la juridiction de Legé qu'il a acquise du marquis de Brie-Serrant, baron de Rets. Le procès-verbal constate que sur la porte latérale gauche de l'église on lit la date 1645, sur celle de droite la date 1651, qu'elles sont surmontées des armes des Gondi et qu'une plaque de cuivre, dans l'église, est gravée aux armes des Villeroy, anciens seigneurs de Retz (1781). — Requête des officiers de l'Election

d'Angers formant opposition à l'union au duché de Bretagne de la châtellenie de Chantoceaux composée de neuf paroisses (s.d. ; imprimé).

II. 110. (Liasse.) — 15 pièces parchemin, 3 sceaux.

1539-1665. — Titres des familles Baiseau et Crosnier, de Noirmoutier. — Vente par Etienne Durand charpentier à Pierre Rebuffé marchand, d'un clos de vigne de 5 journaux en l'île de Noirmoutier (1539). — Partage entre Jacques Baiseau marchand, époux de Françoise Moreau, et Sébastien Baiseau, mari de Louise Moreau, notamment d'une maison couverte d'ardoises en la Grande rue de Noirmoutier (1590). — Vente par Pierre Pissot laboureur, d'une pièce de vigne de 5 journaux à Barthélemy Crosnier, marchand en l'île (1596). — Contrat de mariage entre Barthélemy Crosnier et Louise Moreau, veuve de Sébastien Baiseau (1596). — Echange entre Barthélemy Crosnier et Vincent Boucard, de maisons en la ville de Noirmoutier, l'une couverte en tuiles située « en la dixainne de la Basse Rhue », l'autre couverte « de roche... size en la ruhe du four à ban » (1597). — Acquisitions de terres et prés par ledit Crosnier (1597, 1598, 1600). — Cession par Barthélemy Crosnier, comme tuteur de Sébastien Baiseau, fils de sa femme, et autres membres de la famille Baiseau, au profit de n. h. René de Nouzillac, sgr dudit lieu, d'un moulin turquois à vent situé au village de Bressuire, qu'ils tenaient à titre emphytéotique (1600). — Echange par B. Crosnier de 5 journaux de vigne contre un terrain en ville joignant la rue de la Boucharde et la Grande rue (1605). — Acquisitions d'un clos de vigne et de salines par n. h. Jean Baiseau, s^f de la Pallu (1662). — Amortissement par le même d'une rente grevant une maison par lui achetée à Noirmoutier (1640, 1665).

II. 111. (Liasse.) — 12 pièces parchemin, 108 pièces papier, 4 sceaux.

1643-1824. — Titres des familles Bonnefoy et Abinal, teinturiers à Nantes. — Déclaration au roi faite lors de la Réformation du domaine, par Jacques Guyot, m^e teinturier à Nantes, pour sa maison de la rue de la Clavurerie (1678). — Scellés et inventaire après décès chez Guillaume Levillain, m^e teinturier, rue de la Clavurerie, et tutelle de ses enfants mineurs (1738). — Contrat de mariage entre Jean Bonnefoy marchand et Mathurine Levillain, fille dudit Guillaume. — Sentence en reddition du compte de tutelle des mineurs Levillain (1739). — Acte de la réception par Jean de Plumaugat, lieutenant de police, de Jean Bonnefoy comme maître teinturier, admis par les jurés après chef-d'œuvre (1740). — Partage en trois lots du restant des biens de la veuve Levillain : 1° une maison à 4 étages rue de la Poissonnerie ; 2° deux corps de logis rue S^t-Léonard, bornés par la maison de l'archidiaconé et le mur de ville, plus au village de Sèvres deux petits corps de logis et quelques vignes ; 3° rue S^t-Léonard, un corps de logis

et partie d'un autre dont le surplus est au général de la paroisse S^t-Saturnin, plus deux maisons au faubourg de Petite Biesse. Bonnefoy et sa femme, demeurants rue de la Clavurerie choisissent le premier lot (1742). — Procédures devant la juridiction de S^t-Viaud, entre Bonnefoy et divers particuliers au sujet d'une pièces d'étoffe qu'on lui avait donnée à fouler, laquelle avait été perdue (1752). — Scellés, tutelle et inventaire après le décès de Jean Bonnefoy, mort rue de la Clavurerie (1760). — Requête à l'évêque de Nantes par Jacques Abinal, compagnon teinturier chez la veuve Bonnefoy qui doit l'épouser, en dispense de bannies à La Canourgue, diocèse de Mende, d'où il est originaire [1762]. — Extrait du contrat de mariage entre Guillaume Bonnefoy, garçon teinturier et Anne Chevas (1780). — Sentences d'appropriement pour Jacques Abinal et Mathurine Levillain, sa femme, d'une maison à Nantes, rue Contrescarpe et de terres au village de Sèvres par eux acquises de Pierre Mijouille (1783). — Inventaire après décès des valeurs mobilières dépendant de la communauté de Jacques Abinal, teinturier rue Clavurerie, et de Mathurine Levillain, récemment décédée (1786). — Contrat de mariage entre Joseph Bernon, de La Canourgue, garçon teinturier chez Abinal, et Mathurine-Rose Bonnefoy, fille de Jean et de Mathurine Levillain (1786). — Prisage, à requête des enfants Bonnefoy et aux fins de licitation, d'une maison rue de la Poissonnerie « bâtie en murs et partie en pans de bois », estimée 5 000 l., et d'une autre maison rue S^t-Léonard prise 3 000 l. — Vente de la maison rue Poissonnerie pour 11.000 l. (1787). — Requête de Joseph Bernon pour l'établissement de deux chaudières à teinture en laine au pont de la Madeleine. — Avis favorable de Crucy, architecte voyer (1791). — Reconnaissance de 1 000 l. à Joseph Bernon, rue Bon Secours, par Grellier, tisserand, « rue Jacques sur les ponts de Pirmil » (an V). — Jugement autorisant Abinal à se saisir des meubles de ses locataires de la rue Contrescarpe, qui plaident en divorce et lui doivent leur loyer (an VII). — Rachat au gouvernement de la République par Jacques Abinal d'une rente foncière qu'il devait à la Collégiale de Nantes sur sa maison de la rue Clavurerie (an VIII). — Procédures au tribunal de Commerce entre Joseph Bernon teinturier, demeurant pont d'Orient, *aliàs* pont de la Madeleine, et ses débiteurs (1810-1812).

Titres de propriété de la famille Homo remis par Mijouille à Jacques Abinal lors de son acquisition de 1783 (Cf. plus haut). — Acquêts de la pièce du « Miglau, en S^t Sébastien d'Aigne » par M^e Jean Bureau, s^f des Nouelles, procureur au présidial de Nantes (1643) ; — d'un canton de vigne par le même, qualifié sénéchal de Rezé, Vertou et la Maillardière (1653). — Vente à André Homo marchand, par n. h. Pierre Bigeaud, demeurant « en la ville du Faou, paroisse de Roslohan » (Rosnoën) et ses cohéritiers, de la moitié d'une maison rue de la Casserie, et d'une maison entière près la motte S^t-Nicolas sur la

contrescarpe, pour 3 000 l. (1707). — Vente par Louise de Trevelec de Keriquello à d^{lle} Julienne Homo d'une borderie au village de Sèvres, paroisse de S^t-Sébastien, au prix de 5 000 l. (1717). — Echange de terres en S^t-Sébastien entre Julienne Homo et n. h. Julien Lesage, conseiller aux Traités de Nantes (1777). — Partage des biens de feu Julienne Homo entre ses deux héritiers Pierre Mijouille, son neveu, et Marie Beraud, veuve Gély (1782). — Procuration donnée au bourg d'Ovar, évêché de Porto en Portugal, par Pierre Mijouille, natif de Nantes, à Gaspar de Campo Redondo, négociant à Nantes, certifiée par le consul de France. — Vente par ledit Gaspar, au nom de Mijouille, à Jacques Abinal de ses propriétés à Sèvres et de sa maison rue Constrescarpe, pour 10.548 l. (1782).

II. 112. (Liasse.) — 37 pièces papier.

1717-1781. — Titres de la famille Legal, de Nantes. — Requêtes et mémoires présentés devant la Cour du chapitre de Nantes par Yves Legal, fermier du passage et pêcheries de l'étang d'Erdre, dans une procédure en restitution d'un terrain dont l'avaient frustré feu Guillaume Papin, tanneur et Madeleine Caffin, sa veuve (1722-1723). — Vente par Yves Legal père et deux de ses enfants à Jacques Viollain, marchand, de leurs parts respectives dans une maison au Bourgneuf, paroisse S^t-Similien, bornée par l'Erdre, pour 1 916 l. L'acquéreur retient diverses sommes par lui payées au compte des vendeurs, notamment 200 l. aux Chartreux sur la ferme des marais et passage du Port-Communeau dont jouissaient les Legal (1741). — Requête de Jean Dargent, tanneur, aux juges des eaux et forêts demandant la démolition d'un batardeau construit dans l'Erdre par Pierre Legal jardinier, attendu qu'il est nuisible à son industrie (1748). — Contestations entre Pierre et Yves Legal frères, fermiers des Chartreux, pour leurs marais et pêcheries depuis la chaussée de Barbin jusqu'au râteau de Nantes, et pour le passage du Port-Communeau (1751-1752). — Transport de rente foncière sur la susdite maison du Bourgneuf consenti par François-Alexis Cousin dit Oto, maître libraire à Nantes (1753). — Procédures entre Pierre Legal et les héritiers Viollain touchant la maison du Bourgneuf et la déshérence desdits Viollain dont l'un, Pierre, s'était engagé dans un rég^t de dragons et n'a pas donné de ses nouvelles depuis 17 années (1753-1768). — Procédures entre Pierre Legal, fermier des marais et pêcheries d'Erdre depuis la chaussée de Barbin jusqu'au bas des murs des Carmes, et Jacques Templé, fermier des moulins de Barbin et des pêcheries de la chaussée ou écluse dudit lieu, au sujet d'empiétements sur leurs pêcheries respectives (1767-1768) ; — entre Legal et M^c Julien Joubert, greffier des Traités à Nantes, en usurpation de terrain (1777) ; — entre Legal, Sarot et Robin, ses associés pour la pêche, qui devaient à tour de rôle se servir de la seine (1781).

II. 113. (Liasse.) — 3 pièces parchemin, 35 pièces papier.

1725-1820. — Titres de la famille Léauté, du Bignon. — Vente à Martin Léauté l'aîné, laboureur au Pin en Le Bignon, d'un jardin audit lieu (1725). — Lot choisi par Joseph Léauté dans l'héritage de feu Martin son père (1735). — Vente à Joseph Léauté d'une maison au Pin (1744). — Tutelle des mineurs de Joseph Léauté (1765). — Vente par les enfants Chevillard à Guillaume et Jean Hamelin d'une borderie au village de la Bauche-Tue-Loup, en Pont-S^t-Martin (1771). — Association de Jean Hamelin et de Joseph Léauté laboureurs pour l'exploitation en commun de leurs à la Bauche-Tue-Loup (1776). — Inventaire après décès et vente des biens et bestiaux de Jean Monnier et de Martine Léauté sa femme, au compte de leurs mineurs (1780). — Bail consenti par René Guyot, greffier de la maîtrise des eaux et forêts de Nantes, à Pipaud, Hamelin et Léauté, des terres et près joignant la forêt de la Meilleraye, paroisse du Pont-S^t-Martin, composant « les délaissemens attribués à sa charge de greffier » (1781). — Vente des effets de la succession de Thomas Janneau et de Perrine Léauté, sa veuve (1782). — Inventaire, partage et vente des meubles et bestiaux de feu Joseph Monnier, décédé à Guéneaud, paroisse du Bignon (1784). — Baux des terres dudit Monnier échues à des mineurs (1785, 1790). — Pétition de Joseph Léauté à l'administration municipale de Nantes au sujet du terrain appartenant à la République, dont il est fermier. Pendant deux ans il a suivi les troupes républicaines qui stationnaient sur sa ferme, sans pouvoir la cultiver ; à cinq ou six reprises, les « Brigands plus forts que nos troupes » les ont obligées à quitter la région, lui-même dut se réfugier à Nantes. La tranquillité étant revenue, il est retourné aux champs, « aimant mieux risquer de païrir que d'abandonner la culture de ses terres : un laboureur bersé dans les travaux de la campagne, qui est honnête homme et qui aime son travail, ne peut abandonner la charue ». Il demande continuation de sa ferme et décharge de payement pour le temps où il n'a pu l'exploiter (an IV). — Bail du « canton des Poitards, formant ci-devant les délaissemens de la forêt de la Meilleraie », à Joseph Léauté et à Julien Pipault (an IV). — Quittance de tutelle à Joseph Léauté, qui ne pourra être inquiété pour non présentation de diverses « quittances... incendiées dans le cours de la guerre désastreuse de la Vendée » (an VI). — Fermes de la métairie de la Grande Barre, au village de la Bauche-Tue-Loup, faite à Joseph Léauté par Marie-Vincente de Guerry, veuve d'Antoine de Bruc, pour 225 francs (an XIII, 1813 et 1820).

II. 114. (Registre.) — Petit in-f^o, 103 feuillets papier, blancs à partir du feuillet 56.

1743. — Titres de la famille Pépin de Bellisle. — Livre de compte. — Etat des provisions achetées à Bordeaux. — Ventes à Buenos-Ayres à d^{lle} Gaspard de Los Reyes : 4 vestes brodées or et argent à 55

piastres chaque... ; 2 pièces voile blanc de Reims, 75 piastres, etc. ; — à Juan Bruno : 2 caisses dentelle du Havre, 355 p. — Compte de M. du Velaert : pour 2 armoires de vernis du Japon, 50 p. ; une coiffure de femme chinoise en filigrane d'argent doré, 11 p. ; 1 corne de rhinocéros en forme de tasse, 13 p. ; 1 chinois à cheval roulant, 9 p. — Au compte de Gabriel Michel : 1761 piastres doubles « que je charge sur le vaisseau le *salomon*, moy capitaine » ; 100 chapeaux castor de Paris, de 7 à 8 p. — 31 montres or et argent envoyées par M. Noyau et autres ; bagues et boucles d'oreille. « Laissé à vendre à Buenos-Ayres 3 cornalines et 1 bague rosette démontée », etc.

II. 115. (Liasse.) — 30 pièces papier, 8 sceaux, 36 plans.

1743-1776. — Titres de la famille Pépin de Bellisle. — Montant des frais faits à Buenos-Ayres pour le vaisseau *Salomon* par M. de Bellisle : différents voyages d'officiers « pendant la carenne », 8 piastres ; M. Grout lui tiendra compte du produit de sa pacotille, etc. [1743]. — Comptes courants entre Eon de Carman et Pépin de Bellisle : boucauts de café envoyés par le *Diamant*, capitaine Breville, etc. — Reconnaissance de Julien Pépin, s^r de Bellisle, lieutenant des vaisseaux du roi, alors à Brest, de 16.290 l. à Julien Eon, s^r de Carman, de S^t-Malo (1748-1751). — Facture des marchandises chargées à Bordeaux sur la barque le *Florissant*, au compte de Pépin de Bellisle, commandant la frégate du roi *Hébé* : 20 barils farine de Moissac, vin, épicerie, etc. — Croquis des « persintes » tribord et babord de l'*Hébé*, à S^{te}-Croix de Ténériffe (1763).

Lettre d'un sieur Seguin, datée de « Schrobenshausen ». Il mande à son correspondant (dont le nom et l'adresse manquent) qu'il va partir pour Munich et d'adresser à M. de Sallière ce qu'il apprendra des ennemis du Haut Palatinat, ainsi qu'à M. de Colerus, aide-major général (27 fév. 1745). = Lettres écrites à M. Pépin de Bellisle, officier des vaisseaux du roi, puis qualifié (1774-1776) chef d'escadre. — Le s^r Perrette. De Lisbonne. Félicitations sur l'heureuse arrivée à Paris de Bellisle. Il vient d'embarquer pour Rouen sur un navire portugais ses 2 tigres pourvus de ce qui leur est nécessaire, ainsi que les 6 peaux de tigre ; ordre a été donné de les faire parvenir au prince de Soubise. Les Anglais bouchent toujours la rivière ; quand viendra-t-il les en chasser (1744) ? — Les sieurs du Vernay. De Lisbonne. Compliments sur son mariage et son retour à Nantes. On était persuadé ici qu'il avait suivi le prétendant et on l'appelait déjà ; « Mylord Bellisle » (1746). — Eon de Carman. Félicitations pour la naissance d'un enfant (1751). — Bacarit, architecte à Paris. Au sujet des plans de la maison que M. de Bellisle doit faire construire à Nantes et des modifications que, suivant ses intentions, il a apportées aux chambranles pour les cheminées (1774-1775). — L'abbé Seguin. De Versailles. Il a pris des renseignements touchant les honoraires à donner à M. Bacarit. « Le Prince est

revenu de son régiment pour la maladie du roi et n'y retournera pas ; des affaires plus importantes le retiennent ici... Le Nouveau roi a les meilleures vues et donne les plus heureuses espérances ; il a pris M. de Maurepas pour son conseil ». — Chaussart. De Versailles. Il verra M. Bacarit à Paris. Nouvelles du fils de M. de Bellisle qui fait du cheval, des armes, de la danse, de l'allemand, des mathématiques, etc. — « Je suis plus occupé que vous ne l'avez cru de votre cordon... M. Turgot est à Compiègne ; j'ay fait passer votre lettre à une de mes amies, femme très jolie, qui la lui remettra en mains propres » (1774). — Francheteau. De Rennes. Il le prie de patienter au sujet de son « affaire » qui ne peut avoir qu'une issue favorable ; il veillera à l'énoncé de l'arrêt (1776). = Lettres adressées à M^{me} de Bellisle. — Binet, médecin. De Marmoutiers. Nouvelles de la santé de sa fille dont il a soigné les yeux. Il l'a fait embarquer avec M^{me} du Liepvre, son fils et sa fille qui se rendent à Nantes, pour de là partir à S^t-Domingue (1771). — M^{me} [Charette] de la Gascherie. Elle lui envoie une petite vache. Les pâturages de sa correspondante, à la Frudière, sont meilleurs que ceux de la Gascherie ; l'animal ne saurait donc dégénérer (1772). = Plans de l'hôtel que M. de Bellisle veut faire construire à Nantes : plans par terre des divers étages, élévation sur le terrain entre la Visitation et l'Oratoire, élévation du côté de la cour, détails de certaines pièces, porte du salon de compagnie, etc. L'un de ces plans est signé de l'architecte nantais Ceineray, 2 juillet 1772 ; un autre est daté de 1773.

II. 116. (Liasse.) — 11 pièces parchemin, 50 pièces papier, 1 sceau.

1337-1788. — Familles diverses. — Vente par Hervé Bernard, son frère et sa sœur, à Nicolas *Abraham*, de diverses terres en Cordemais (1655). — Extrait du baptême à Rennes, paroisse S^t-Jean, de Marguerite-Françoise, fille de François *d'Andigné*, sgr de S^t-Malon (1661). — Brevet de maître et capitaine au long cours pour Martin *Cadou*, lequel s'est appliqué « à la cannoissance des bancs, courans, marées, escueils, flux et reflux de la mer, variation du compas », après examen par deux capitaines et sur le vu d'un certificat du R. P. Paluart jésuite, professeur d'hydrographie à Nantes (1731). — Relation d'un combat naval auquel prit part le capitaine [Jacques] *Cassard* en vue d'Antibes, Nice et Monaco (1710). — Lettre de Cassard (copie) au ministre de la Marine relative aux officiers d'un armement qu'il prépare (1712). — Relation de la descente de Cassard à Surinam et lettre de François de Collart, colonel des milices de la Martinique (copies) touchant la même affaire (1713). — Remontrances (original) au Conseil de marine au sujet des pertes faites par Cassard, capitaine de vaisseau, dans ses armements en course à Toulon et demandant décharge du cinquième des prises revenant au roi (1719). — Acte de décès dudit Cassard mort à Ham (1740). — Contrat de mariage

de Pierre *Couturier*, vitrier, avec Marie Guillou, demeurants à Nantes sur les ponts, rue de Vertais (1731). — Testament (copie du XVII^e s.) de Pierre *l'Epervier*, «clerc, citeyn de Nantes», et de Péronelle, sa femme. Ils élisent sépulture au tombeau de leurs parents, Pierre chez les Frères mineurs, Peronelle dans l'église S^t-Nicolas, fondent à la collégiale N.-D. de Nantes une prébende dont le patronage appartiendra à celui de leurs héritiers auquel adviendra le manoir de S^t-Thomas, en S^t-Etienne [-de-Mont-Luc], etc. (1337). — Congé pour Olivier *Fardel*, pilote du Croisic (1787). — *Follenfant* (1780). — Requête à l'intendant de la généralité de Paris par Pierre *Fourier*, capitaine des fermes de Sa Majesté, demeurant aux Sables-d'Olonne, et par Louis Chefdeville, laboureur, aux fins de planter des vignes dans l'élection de Meaux (1757). — Acte de mariage de Louis Couvy, employé dans les Fermes, avec Perrine Fourier, fille du précédent. — Emancipation et tutelle de Pierre-Marin et de Pierre-René Fourier, fils de feu Pierre, employé dans les Fermes, décédé à Nantes à la Fosse (1772-1774). — Constitution de rente au profit de n. h. André *Gaudin*, s^r du Breuil, négociant à Nantes (1779). — Transfert de ladite rente par les héritiers Gaudin à M^e René Garnier de Mulnière, procureur au présidial de Nantes (1788). — Sentence sur procès entre Julien *Gueguen*, fils de feu Guillaume Gueguen, s^r du Clos, et Françoise de la Villéon sa mère, d'une part, et Christophe de Sesmaisons et Françoise de Brehant sa femme, comme héritiers de Jean de Pledran, doyen de Nantes, d'autre part : procès en reddition du compte de tutelle des biens de feu Bertrand Gueguen, père du susdit Guillaume et de la succession du feu Guillaume Gueguen, évêque de Nantes (1556). — Lettres écrites à M. *d'Haveloose* à Nantes par des membres de la famille espagnole Davalos, ses parents, relatant leur commune noble origine (1735-1737). — Obligation de Bertrand du Pouez, écuyer, sgr de la Moricière, envers Jean *Hux* qui lui a prêté 300 écus d'or (1520). — Donation réciproque de tous leurs biens au dernier survivant entre Bertrand *Jonchée* et Perrine Brisard, sa femme, sieur et dame des Portes, bourgeois de S^t-Malo (1575). — Lettres du duc de Bretagne François II (copie) franchissant de fouages, leur vie durant, Jean *Kerrays*, son valet de chambre et son fils (1470). — Extraits des registres de la Communauté de Nantes pour permettre à Germain *Laurencin*, négociant à Bilbao, de se faire admettre au rang de la bourgeoisie de cette ville (1763). — Lettres d'affaires de *Leray* de la Brechotière, procureur à Nantes, à Gault, avocat au parlement (1765). — Transactions entre Herguy *Mahé*, pâtissier à Nantes, et ses créanciers, notamment Etienne Rivière auquel il doit 40 l. (1520-1523). — Sentence du sénéchal de Rennes entre n. h. Jean *Maillard*, s^r des Portes, et Georges Brindel, s^r des Longrais (1640). — *Miouille* (1752-1753). — Vente de plusieurs sillons de terre labourable, paroisse des Touches, faite à Jean *de Nozay*, prêtre,

par Robin Cotineau (1475). — Extrait de l'acte de sépulture à S^t-François du Havre de François *Panetié*, premier chef d'escadre des armées navales du roi, commandant la marine en Normandie (1696). — Echange et partage de biens en Vallet entre Charles *Peigné*, jardinier demeurant à Nantes près la croix des Chartreux, et d'autres membres de sa famille (1737-1777). — Partage en quatre lots de la terre et seigneurie de Ranzay, en S^t-Donatien de Nantes, entre les enfants des feus Pierre *Raboceau* et Madeleine Taupier sa femme (1512). — Extraits des matricules des gens de mer au Croisic relatant les états de service de divers membres de la famille *Riel* (1702-1764). — Contrat de mariage de Claude-Louis de *la Touche-Limouzinière*, conseiller au parlement de Bretagne, et de Perrine-Marie de Thehillac, dame des Touches, passé au couvent des Carmélites de Rennes (1777). — *Vauquelin* de la Rivière, homme d'affaires à Malestroit (1785). — Passeport donné par François de la Rochefoucauld, marquis de Rochebaron, commandant à Lyon, à *Vial* du Tresle, négociant à S^t-Etienne (1758).

II. 117. (Liasse). — 5 pièces parchemin, 18 pièces papier, 7 sceaux.

1477-1786. — Autographes. — Nomination par Robert [Guibé], cardinal [et évêque] de Nantes, de Drouet Cheminet à la cure de S^t-Vincent-des-Landes, diocèse de Nantes, à la place d'Alain Piron décédé (1511). — Quittance de G[illes] de Beauvau, évêque de Nantes, de rentes à lui dues sur le Pré l'Evêque et le bois la Touche (1713). — Lettre de P[ierre] Rogier du Crevy n[ommé] évêque du Mans, à X l'informant de sa nomination (1712). — Certificat d'Hervé-Nicolas [Thépault de Brignou], évêque de S^t-Brieuc, attestant la véracité de la signature du recteur d'Allineuc sur un extrait de baptême (1754). — Lettre missive de François II, duc de Bretagne à [Jean l'Espervier] l'évêque de S^t-Malo, son conseiller, lui mandant de faire sceller les lettres de l'office de sénéchal de Châteaufremont, jadis tenu par feu Raoul Pastourel, alloué de Nantes, qu'il vient de donner à M^e René Pero (S^t-Dolay, 1^{er} juillet [1477])⁶⁸. — Lettres patentes du même duc autorisant Geoffroy Preseau, écuyer, à reconstruire le colombier de la terre Loiselinière, sous la juridiction de Clisson, terre qu'il possède depuis peu (Nantes, 22 oct. 1478). — Lettres de François de Bretagne, baron d'Avaugour, sgr de Clisson, permettant à Pierre Preseau, écuyer, sgr de Loiselinière, d'y édifier « une fuye de pierre à tel nombre de pertuys qu'il verra l'avoir affaire » (1531). — Commission de Louis XIV au duc de La Trémoille pour présenter de sa part au s^r de Parigni Grasserée le collier de l'Ordre de S^t-Michel auquel il vient d'être promu (Paris, 25 oct. 1658). — Brevets au nom de Louis XV, de lieutenant de frégate pour le

⁶⁸ Non datée de l'année comme toutes les missives, la date de la présente est fixée par celle des lettres d'institution de Pero à la place de Pastourel, le 8 juin 1477, mentionnées dans un registre de chancellerie. (Arch. Loire-Inf., B 8, f^o 125).

s^f Samoual (Versailles, 14 août 1762) ; — de remise de la peine des galères perpétuelles encourue par Pierre Harnois, canonnier de marine qui avait déserté (Marly, 14 juin 1769). — Lettre close du même roi au duc de Luxembourg, colonel du rég^t de Luxembourg-infanterie, lui notifiant la nomination de Joseph-André-Jean Desvaux comme sous-lieutenant au rég^t d'infanterie de Hainaut (Versailles, 7 avril 1773). — Ordonnance du vice-amiral Charles-Henri, comte d'Estaing, nommant M^t Desvaux capitaine au rég^t de Hainaut (1779). — Lettre du prince de Montbarey à Desvaux lui annonçant que le roi l'a gratifié de 200 l. pour la « manière distinguée » dont il s'est conduit sous les ordres du comte d'Estaing (1780). — Prolongation de congé octroyée par Louis XVI au s^t Desvaux, capitaine en second au rég^t de la Guadeloupe (1786). — Lettres de sauvegarde accordée par César, duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, pour la maison de la Turmelière, paroisse de Château-Thébaud, avec défense à tous gens de guerre d'y loger ou fourrager (1621). — Passeport au nom de Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, amiral de France de France et gouverneur de Bretagne, pour Denis Saroil, maître du bâtiment nommé le *S^t-Bernard*, afin d'aller du Pouliguen à S^t-Jean-de-Luz (1741). — Lettres du susdit L.-J.-M. de Bourbon à M. Bascher, lieutenant général de l'amirauté de Nantes, accusant réception des états d'entrées et sorties du port (1760, 1761). — Quittance de Boucherat, chancelier de France, de 470 l. au tuteur onéraire du marquis d'Angennes de Poigni (1698). — Lettre [du chancelier] de Lamoignon remerciant des vœux de nouvel an à lui adressés (1766).

II. 118. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 26 pièces papier, 8 sceaux.

15.-1785. — Autographes. — Lettre de Pontchartrain, [ministre de la Marine], aux officiers de l'amirauté de Nantes, les avisant de la prorogation de la défense aux corsaires espagnols d'arrêter les navires ennemis ayant des passeports du roi (1713). — Ordre du maréchal Jean-B^{te}-François de Maillebois au rég^t de Condé-infanterie de se rendre de Vence au Biot (1746). — Lettre du maréchal d'Estrées, datée de Bielefeld, à M. de Baullart, à Ruremonde. Il veut bien que l'on arrête le s^t de Colignon, mais ailleurs qu'en Hollande (1757). — Requête aux maréchaux de France par le s^t Droz, horloger à Paris, auquel un gentilhomme doit 253 l., contre-signée du maréchal de [Clermont-] Tonnerre (1775). — Missive adressée à « Monsieur de Maistre » par Guillaume du Fay, datée du château de Dinan dont ce dernier avait la garde. Il ne manque pas de « trechts d'arbalestre », mais n'a point de fers pour les garnir ; il serait bon de lui en envoyer. Doit-il s'aider de M. du Plessis-Ballisson et du capitaine de S^t-Malo ? (xvi^e s.) — Provisions de sénéchal de Mauves par René d'Avaugour pour Guillaume d'Achon (1581). — Echange entre Louise de

Tallensac, dame douairière de Vieillevigne, et Josias Senault, sgr de la Girardière, de terres sises paroisse de Pamplie (1613). — Pouvoirs de sénéchal de sa terre de Noirmoutier octroyés par Louis de la Trémoille, marquis de Noirmoutier, à Pierre Thibaudeau (1645). — Contrat de dot pour Catherine-Marie de Gondy leur fille aînée, religieuse au Calvaire de Nantes, signé de Pierre de Gondy, duc de Rais et de Catherine de Gondy, duchesse de Rais, ses père et mère (1668). — Provisions de notaire et procureur au duché de Retz pour Pierre Guignard, par Louis-Nicolas de Neufville, duc de Villeroy et de Retz (1727). — Règlement arrêté et singé par de Caradeuc de la Chalotais, procureur général au parlement de Bretagne, relatif au serment du sénéchal de Nantes en qualité de juge conservateur des privilèges de l'Université de cette ville (1755). — Quittance de 1 200 l. donnée par le comte de Lally-Tolendal (1756). — Lettre d'affaires de Le Brigant [avocat et littérateur] à Gautier, avocat à Rennes (1762). — Congé militaire pour Julien Potiron, de Sucé, soldat au rég^t de Brie, signé du colonel du Cambout de Coislin et du maréchal de camp de Talaru (1762). — Lettre de M^{me} de Montmorency-Carcado au tuteur de M^{lle} de Nétunières. Elle consent à la vente de la terre de la Vrillière (1764). — Lettres du duc de Choiseul aux officiers de l'amirauté de Nantes au sujet des otages anglais qui peuvent se trouver dans les prisons de leur juridiction (1764) ; — au chevalier de Champagné, touchant des armes qui ont besoin d'être réparées (1768). — Lettre du duc de Praslin à X relative à l'arrestation d'un assassin (1769). — Lettres d'affaires adressées à Gauttier de la Guittièrre, avocat au parlement à Rennes, par Boullé de Kerzého, employé au secrétariat de la Compagnie des Indes à Lorient (1771) ; — par le marquis de Serent (1775). — Lettre d'affaires de M. de Cacé à Lefebvre, procureur à Rennes (1776). — Lettre d'envoi par M. de Goyon à X d'une lettre de S. A. S. Mgr le duc de Penthièvre (1779). — Lettres de Le Quinio de Kerblay, avocat, à M^{me} la présidente de Cornulier pour postuler la charge d'alloué de son comté de Largouet sous Auray (1780) ; — des fermiers généraux de Bretagne à Paris, à Meillet, distributeur des devoirs et des postes à Nozay (1782). — Quittance de Le Chapelier, avocat à Rennes (1785).

II. 119. (Liasse.) — 12 pièces papier.

Mélanges. — Vers satiriques contre les juifs et leurs usures (xvi^e s.) — Eloge de l'amitié. Discours latin composé par Pierre Hardré, adressé à M^e François Macé, sous-diacre de l'église Notre-Dame de Nantes (début du xvi^e s.) — « Aux curieux. Le jeu du piquet de l'Europe sur les affaires du tems. Le roy de France : J'ay quinte, quatorze et le point... Le roy de Suède : J'écarte un Roy... Le mareschal de Villars : Le cœur me fait gagner... Le mareschal de Villeroy : Je veux ma revanche » etc. — « La Vie de Friponnet mise en chanson ». — Vers sur un attentat

contre le roi. — « Adresse des dames » [de Nantes] : « M^{me} Grou, à la Grosse maîtresse, rue de Montorgüeil ; M^{me} Dédodière, hôtel de la Minauderie, rue de la Puanteur » etc. (pièce burlesque et satirique). — Sermon sur l'Enfer. — Discours relatif à la profession d'avocat. — Mémoire touchant la richesse publique (XVIII^e s.).

Documents provenant de reliures.

II. 120. (Liasse.) — 33 pièces parchemin.

1390-1493. — Comptes et pièces comptables. — Compte de Thomas Pivert faisant mention de la recette de Guillac, du vicomte de Rohan, de l'abbé de Paimpont, du « maistre de l'escole de S. Meen », du sire de Beaumanoir, de Derian Mauclerc, sénéchal de Ploërmel (1390). — C. relatant divers rachats advenus par décès dans les paroisses de Plouzané, Ploudalmézeau, S^t-Renan (1391-1393). — C. de travaux au château ducal de Sucinio : charpentiers à parachever la porte neuve, scieurs pour les planchers des chambres et les bois « pour employer ès pontz leveiz et dormanz du chastel, et en un manteau de bois qui est sur la guerite au desus de la porte ». Du 20 juillet au 6 août 1394, il n'y eut pas moins des sept jours suivants, sans compter les dimanches, à être chômés à raison des fêtes des saintes Marguerite et Madeleine, des saints Jacques, Samson, Pierre, Etienne et Sixte (1394-1395). — C. de fouages : Plouagat, Plouvara, La Méaugon (1398). — C. pour une barge et un baleinier : achat d'haussières, « corde guinderesse », « droce bastarde », pièce de bois « nommée corbeton pour mettre une polye à guinder le tref », salaire les marins qui tirèrent la barge à sec pour la gratter et laver, firent ce travail, puis la remirent à flot. — C. de fouages : Combourg, Landal, La Boussac, Montbert (XIV^e s.). — C. de travaux au château de Jugon : planches pour réparation « des garites, de la chapelle, du ballet, des us et fenestres », serrures « pour le grant us de la tour neufve et pour l'us de la prinson » (XIV^e s. ou XV^e s.). — C. de la châtellenie de S^t-Aubin [-du-Cormier] (1411-1412). — — C. de l'hôtel du duc de Bretagne [Jean V]. Napperie : « A la dame de Basoges, gouverneresse de Mgr le conte [François, fils aîné du duc], VI serviettes pour li ». A Jean des Haies, marchand de Rennes, 100 sous, prix de 10 aunes de toile pour 11 couvre-chefs dont 4 furent baillés « à mestre Vincent Ferrier » par le commandement du duc. Toile perse d'Allemagne. Audit Jean des Haies, « une pièce et demie de damas noir du pris de xxx l. la pièce pour faire une houpelande pour mond. sgr le duc pour le veaige qu'il fist à Rouan devers le roy d'Angleterre » (1418-1419). — C. de l'hôtel de la duchesse de Bretagne. A Guillaume Piedru, marchand et bourgeois de Nantes, 11 l. 5 s. pour 5 aunes de drap vert brun de Rouen à 45 s. l'aune « pour faire une houpelande à grandes manches ouvertes pour madame d'Anjou [Isabelle de Bretagne], et une autre houpelande pour madame Marguerite de Bretagne ». A Guillemot Guihomar,

marchand de Vannes, 17 l. 10 s., prix de blanchet d'Angleterre « pour faire un couvertouer pour le lit de mad. dame » [la duchesse]. Drap vermeil de Rouen destiné aux houpelandes de noce de Jeanne le Dantec et de Guillemette Boterou, filles de chambre de la duchesse. M^e Jean Hervé aumônier de la duchesse (1418-1419). — C. de « briefs ». Le *Saint-Julien* et la *Notre-Dame* de Guérande. Jean Bernard, maître du *Saint-Gilles* d'Hennebont, chargé de froment et d'avoine. Olivier Alin, maître de l'*Autorité* de Guérande, chargé de sel, montre ses « briefs d'armée » pris de Guillaume Simon, lieutenant de Jean Morin, receveur de Guérande. Perrot Lecoz, maître du *Saint-Pierre* de « Locpezran » [auj. Port-Louis], chargé de cuir, montre ses « briefs de vitaille » pris du receveur de « Laustenc » [auj. Nostang]. La *Notre-Dame* de « Brevellenez » [auj. Merlevenez]. La *Notre-Dame* d'Arz (1421). — C. de briefs. Les navires du port de Dahouet : S^t-Julien chargé de chaux, Noël chargé de vin, S^t-Nicolas chargé de sel (1423). — C. de la châtellenie de Chevré. Réparations aux moulins à blé, à draps et à tan, à « la justice et quarrée ». Transport de pierres au château de Vitré où l'on faisait des constructions. « Pour curer la fuye de Chevré et les pertuys d'icelle, x s. » Poursuite jusqu'à S^t-Julien-de-Vouvantes et exécution à Chevré de deux larrons qui avaient volé deux tasses d'argent, une robe de morquin et autres objets. Saisies de biens de divers sujets de la châtellenie faites précédemment « en la semaine que les Anglais courirent à Chevré » (1433). — C. de fouages en l'évêché de Cornouaille : Ergué-Gabéric, Beuzec-Conq. Pierre Bras, son fils et Jean Guillo de Quimperlé, Yvon le Pennec de Carhaix anoblis par le duc [1431-1438]. — C. de Jamet de Bonabry pour les « dons et empruns qu'il a receus ès éveschez de Leon et de Treguer et qui par Mgr le duc furent ordonnez en aoust l'an XXXVII pour l'entretenement et conduite de la paix générale du reyaume de France » (1437-1438). — C. d'un receveur particulier (Vitré ?). Payé 70 s. à Georget Baffer pour la nourriture d'un levrier ; 10 l. à « frère Pierres Menier, de la religion des Carmes de Ploermel » ; 67 s. 6 d. pour achat de beurre porté à Vannes « à Madame » (1439). — C. d'un receveur de Vitré. Paiement de leurs gages à divers officiers : Guillaume Chevalier alloué et Jean Hardi procureur de Vitré, Pierre Breillet, alloué de Vitré au siège du Pertre (1439-1441). — Comptes du chapitre de Nantes. Rentes dues sur une maison à Richebourg près la tour Gauvaing, 42 s. ; sur celle où demeure le bourreau du chapitre, 42 s. 6 d. pour le service anniversaire de M^e Nicolas de Tremeneuc ; sur une maison sise dans la rue du portail S^t-Cyr, 3 s. ; — sur les maisons de Raoul Morel scolastique ; de Jean Morel chantré ; de Pierre Preczard et de Gacien Ruys chanoines ; sur celle tenue antérieurement par Jacques Ferré et maintenant par Guillaume de Kerloguen (vers 1440). — Compte pour le comté de Penthievre. Dépenses en froment aux mesures de Plancoët, du Plessis-Balisson, du

Chemin-Chaussée, de Dinan. Un boisseau baillé à Jeanne Daunay « pour faire empais (empois) ès atours de mes dames et de leurs damaiselles » ; 2 boisseaux pour la nourriture des petits oiseaux de Mgr et de mesdames ; 8 boisseaux pour « la recluse du Chemin Chaucé » (1445-1446). — C. d'un receveur indéterminé. Pour rentes dues à diverses maisons religieuses, savoir : 120 l. à fr. Jean de la Valée, gardien des frères mineurs de Guingamp ; 40 l. à Yves de la Haye, doyen de N.-D. du Folgoël ; 20 quartauts froment à fr. Rolland Deryan, prieur de S^t-Sauveur de Guingamp (1446-1447). — C. du receveur général du duché relatant des versements effectués par les receveurs particuliers de Rennes, de Fougères, d'un fouage de 4 l. 4 s. par feu au clos de Rays, des ports et havres de l'évêché de Vannes (1450). — C. de l'hôtel [du duc François II]⁶⁹. A son usage : robe de drap d'or, robe courte d'écarlate rosée garnie de dix fines martres zibelines noires, housse de cheval, pourpoints en satin noir et cramoisi, souliers, « galoches », etc. A l'usage de la duchesse et de « belle suer Marie » : toile de Hollande pour couvre-chefs et coiffes ; « pour ung coetill au lit de nostred. belle suer Marie à la venue de belle suer d'Arguel, XL s. » ; damas gris et écarlate pour robes ; 82 peaux « fins aigneaux de Bougie » à 15 s. pièce, menu vair, etc. [1459]. — Rôles de quittances baillés à Jean Gourdel, cleric de l'artillerie de Bretagne, au nom des charretiers, pour leurs journées à conduire l'artillerie « ou voyage que a fait le duc nostre souverain sgr en France » (juillet 1465). — Compte des dépenses pour le « service et obsèque que le duc a fait faire en l'église de S^t-Pierre de Nantes pour feu Phelippes, duc [de Bourgogne] ». Cire pour des torches, écussons aux armes du défunt, 35 s. 10 d. pour une grande image de saint Jean devant servir à l'autel de la chapelle « où fut le duc à vigiles », 273 aunes de gros noir pour les 80 robes et chaperons des porte-torches. Total de la dépense : 850 l. 16 s. (août 1467). — Quittance d'Arthur Jacques de 3 aunes 1/2 de drap à 60 s. l'aune et de 4 manteaux d'agneaux noirs à 30 s. pièce, par don du duc (1485).

II. 121. (Liasse.) — 34 pièces parchemin, 4 pièces papier.

1500-1696. Comptes et pièces comptables. — Compte de l'hôtel de la reine Anne de Bretagne. Achat de chevaux : 38 l. 10 s. pour un « hobin bay » donné à Pierre de Candalle ; 105 l. pour un grand cheval acheté de François de Daillon, s^r de la Crote et donné à Mgr de Montafilant ; 70 l. pour une haquenée blanche acquise de Loppe de Dicastillo. 66 paires de souliers distribués à 29 pages et à 4 valets de pied. Charles Brodeau mercier, Pierre de

⁶⁹ Bien qu'il ne se trouve aucune date sur notre fragment, c'est manifestement de ce duc qu'il s'agit, à raison de ses sœurs Marie et la dame d'Arguel dont il est parlé. On sait par ailleurs que cette dernière, Catherine de Bretagne, épouse de Guillaume de Chalon, comte de Tonnerre et sgr d'Arguel, vint en Bretagne en nov. 1459, peu après l'avènement de son frère (D. Lobineau, *Hist.* I, 674 et D. Morice, *Preuves*, II, 1747). C'est vraisemblablement de ce voyage qu'il est ici question.

Sambaulx barbier du commun de l'hôtel. 4 l. 7 s. 6 d. payés à un apothicaire de Nantes pour les pages qui ont été malades en cette ville ; 70 s. « pour les confessions et offrandes des paiges pour le jour et feste de Pasques » (1500-1501). — C. de l'hôtel de ladite reine. Bertrand Garnier sellier, Jean Hausart tailleur. Charles Brodeau mercier fournit 3 « locques doubles façon de Milan » pour 6 l. Raoul de Tournemine et Pierre de S^t-Gille dit Bethon, écuyers d'écurie. Etienne Dissire brodeur confectionne 46 aunes de franges d'or et des cordelières argent et or pour un caparaçon selon le « patron à luy fait et baillé au plaisir et devise de lad. dame ; en quoy faisant ont vacqué vingt compaignons troys jours et troys nuytz, qui ont esté paieez xxx s.l.⁸ par chascun jour et nuyt » (s.d.)⁷⁰. — C. de l'hôtel de ladite reine. Charles Brodeau mercier vend de la futaine blanche, de la soie « pour faire ouvrages sur le mestier au plaisir de lad. dame ». Achat de couteaux à manches d'acier avec leurs gâines. Guyonnet Texier tailleur (s.d.) — C. du chapitre de la cathédrale de Nantes. Anniversaires de Guillaume Larcher, naguère doyen de Nantes et de Pierre Beziel chanoine. Pour les processions des Rogations : 55 s. 6 d. ; pour le *Libera* du duc aux Chartreux : 4 l. [1511]. — C. du receveur général de Bretagne. Ferme du devoir de billot en [l'évêché de] Vannes pour 1512 : 3 715 l. ; ferme du billot de l'évêché de S^t-Briec en 1514 : 2 500 l. Total de la mise du compte : 11.514 l. (1512-1514). — C. du chapitre de la collégiale N.-D. de Nantes. Énumération des rentes dues par Gilles de Chevigné, sgr d'Anetz ; Ferrando de Rio espagnol ; m^e Julien Lefeuvre, avocat en cour laie, par transport de Raoul Tual « chanoene de céans » ; Jean de Beaumont, paroissien de Maisontiers près Poitiers ; René Tallourt de S^t-Sembin (S^t-Similien de Nantes), en la rue de Sauvetout, etc. Gains des chanoines, des choristes, de ceux qui ont officié aux fondations, aux anniversaires de Geoffroy l'Espervier, de Thomas de Mès, d'Henri des Courtitz, chefciers de céans, de Jean de Malestroit, évêque de Nantes et chancelier de Bretagne, de Pierre Briend, recteur des écoles de Nantes (1512-1514 ; 16 feuillets). — C. de l'argenterie de la reine [Claude de France, femme de François I^{er}] (1517). — C. de l'hôtel de la même. A Bertrand de Chassay, valet de pied des dames de l'hôtel, 24 s. pour un voyage d'Amboise à Orléans ; voyages en juin 1518 vers le roi et la reine à Angers ; certificat de Michelle de Saubonne, dame de Soubise, dame d'honneur et gouvernante de Renée de France (1517-1518). — Comptes de l'hôtel. La reine et son train à Dijon le 20 mai 1521 : paneterie, échansonnerie, cuisine, fourrière ; à l'hôte de la *Croix d'Or*, 70 s. pour du bois. — La reine et son train à Compiègne le mercredi 27 nov. 15[2]1 ; paneterie,

⁷⁰ Ce fragment et le suivant non datés dans le texte, le sont approximativement par la mention du mercier Brodeau qui figure également au fragment qui précède, portant la date 1500-1501. Aussi bien Tournemine et S^t-Gille paraissent-ils comme écuyers d'écurie dans un état de la maison de la reine Anne, de 1505, imprimé dans D. Morice (*Pr.* III, 877).

échansonnerie, etc. — Compte de décimes de l'évêché de Dol (1547). — C. d'une aumônerie d'Angers mentionnant un enclos « près le portal Lyonnays de ceste ville d'Angers », des maisons au faubourg de Brécigné, des biens aux Ponts-de-Cé et à S^{te}-Gemmes-sur-Loire (1550). — C. de la chancellerie de Bretagne (1566). — C. de l'année du rachat advenu par le décès du s^r de Martigues pour des terres de la juridiction de S^t-Brieuc. Sous-rachats à cause des décès de Geneviève du Hallet, veuve d'Etienne de Rosmadec, à raison de la seigneurie de la Ville-Solon, de Raoul de Quelen, de Marie Derien, dame de la Ville-Calottes, etc. (1572). — C. de fouages visant diverses paroisses de l'évêché de Rennes : Betton, l'Hermitage, Mordelles (1578). — Mandement de Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, au receveur du grenier à sel de Pouancé de payer les arrérages dus au s^r Le Royer [1587]. — Compte de Nicolas Fyol, receveur général de Bretagne. Le receveur des fouages et taillon de Fougères et Vitry n'a pu lever ceux-ci ; les « tabliers de sa recette (étant) occupés par ceux de [la] Ligue » (1591-1592). — Sixième compte de François Moreau, receveur du domaine de Nantes pour une année finie à la Saint-Jean 1623. L'île d'Indret possédée à présent par le duc de Vendôme à cause de son épouse, en raison du décès de la duchesse de Mercœur. Les revenus de la seigneurie de la Bonnomerie, en Port-S^t-Père, sont tombés en rachat par le décès d'écuyer Olivier Robert, s^r du Moulin-Henriet ; ceux de la seigneurie du Piépain, en S^t-Philibert-de-Grand-Lieu, par la mort d'écuyer Claude de Lannion (28 feuillets). — Frais d'avocat (1688-1691).

II. 122. (Liasse.) — 98 pièces parchemin, 1 pièce papier.

1462-1726. — Aveux, transactions, contrats de vente, d'échange, etc. — Vente par Guillaume Nyson à Jean Belot de la terre de la Noe Frogier sous la seigneurie de Pannecé (1482). — Vente par [Jacques] Prunier notaire, époux de Robine Peleport, d'une maison et d'un jardin à Nantes, paroisse S^t-Léonard (1503). — Minu des héritages de feu noble et puissant Jean de Penhoet, sgr de Kerim[el], décédé au mois d'avril, tenus de la duchesse sous la juridiction de Lannion, notamment le moulin de Keranguel (après 1503). — Vente de terres en Oudon, entre autres au col de la Poirier Chenu (1527). — Au Mans. Vente de la Pelouzière et des Fontaines grevées de devoirs au fief du roi et à l'abbaye de la Couture (1560). — Acquisition de vigne par Gilles Coustau, demeurant au village du Haut Coustau, en Varades [1563]. — Aveu rendu à Jeanne de Kermeur, abbesse de S^t-Georges de Rennes, pour des biens en S^t-Héliér (1572). — Contrat de constitution de 100 écus de rente consentie par Claude-Catherine de Clermont, femme d'Albert de Gondi, comte de Retz, et par Guillaume Fournier, sgr du Bouffay, à Louise Pinot, veuve de Jean Gazeran, greffier du bureau des trésoriers de France [1565-1581]. — Vente d'une

terre en Château-Thébaud faite à Charles Demons, notaire à Nantes et à Marguerite Bodin, sa femme, s^f et dame des Cherbonnières et du Pigresle (1586). — Aveu au roi par Olivier de S^r-Martin, s^r de Kerpont d'Arme, pour sa terre de la Jaleuzie, en Guérande (1627). — Aveu rendu aux Trinitaires de Châteaubriant (1642). — Procuration pour le transit de 32 muids de sel à Ingrandes (1643). — Arrentement dans lequel interviennent fr. Jean Gibouin, sacristain de Vertou et fr. Michel Busson (s.d.).

Actes concernant les familles du Masle et du Boisorhant (1572) ; — de Crémeur, Siochan de Kerigoual et Dourdu (1640) ; — de Chevigné (1687). — Contrats relatifs à S^t-Hilaire du Coing [auj. S^t-Fiacre] ; — Jans (1566) ; — S^t-Similien de Nantes [1568] ; — la Chollière en Orvault, acquise par Jacques le Borgne, s^f de la Cotière (1573) ; — Vertou (1577 et 1614) ; — Malville (1578) ; — Soulaire près d'Angers (1579) ; — la Chapelle-Heulin (1580) ; — Quiberon [1580] ; — Erbray (1582) ; — S^{te}-Luce (1583) ; — Montrelais (1584) ; — S^t-Herblon (1585) ; — la Chapelle-sur-Erdre (1587 et 1620) ; — le Loroux-Bottereau (1587 et 1618) ; — Ancenis (1590) ; — Gévezé ; — Maumusson (1592) ; — Rezé (1597) ; — Quimper (1598 et 1608) ; — Denée (1603) ; — Fay (1604) ; — la Chapelle-Basse-Mer (1607) ; — Mésanger ; — Guichen (1609) ; — Belligné (1614) ; — Fougères et S^t-Brice[-en Coglès] (1622) ; — Vieillevigne (1624 et 1655) ; — Treillières (1626) ; — [S^t-Philibert-de-]Bouaine (1630) ; — les Touches (1633) ; — Anetz (1646) ; — le Port-S^t-Père (1653) ; — S^t-Etienne-de-Mont-Luc (1687).

II. 123. (Liasse.) — 44 pièces parchemin, 1 pièce papier.

1412-1599. — Procédures. — Procédure devant la cour de la prévôté de Nantes pour une question d'héritage entre James Charreteau et Jean Thomas (1412). — Mémoire en faveur des vicomte et vicomtesse de Rohan, comme sgr et dame de Porhoët, pour la défense de leurs droits de fief contre les officiers de la cour de Ploërmel [1414]⁷¹. — Litige touchant la location d'une maison en la rue de la Chaussée, de la ville de Nantes (1464). — Transaction entre Thomine Menuet, veuve de Richard Herczon et Guillaume Herczon son neveu, de la ville du Dorat au diocèse de Limoges, au sujet de la succession dudit Richard mort sans enfants, comprenant entre autres une maison à Nantes, paroisse S^t-Denis, près le Pilon (1482). — Procès entre Charles du Parc, sgr de la Motte, capitaine de Fougères, et Gilles Deslandes touchant une maison de ce dernier dans l'enclos de la ville de Fougères. Deslandes disait que sa maison était exempte du guet et garde des portes et que, si les « demourans en icelle ont fait guet et porte par temps de éminent

⁷¹ Cf. *Lettres et mandements de Jean V, duc de Bretagne*, édités par R. Blanchard, n° 1173.

péril de guerre, comme faisoient les nobles frans et exemptz demourans en lad. ville de Foulgères », cela ne saurait infirmer son exemption (1486)⁷². — Procédure devant Pierre le Comte, alloué de Nantes, intentée par Guyon Ravart. Celui-ci et « plusieurs autres de la paroisse de Mesangé » ayant été pris par les Français, furent emmenés vers le roi de France. Là, Ravart avait cautionné Macé de la Roche qui, de ce fait, fut élargi pour chercher sa rançon ; mais La Roche n'ayant point payé, Ravart dut le faire à sa place et il lui en avait coûté 100 liv. Il demande ajournement de son débiteur [1488]. — Pr. entre Jean du Moulin et Guyorel qui acceptent pour juge M^c Raoul Savaton (1488). — Assignations devant l'official de Nantes en payement de dettes, à requête de Jean Coursault et autres fermiers des devoirs, et de Martin Regnault (1495). — Pr. entre le sgr de Vieillevigne et les religieux de l'abbaye de Villeneuve pour un droit de pêche dans le lac de Grand Lieu (début du xvi^e s.). — Sentence de la cour de Rennes prescrivant d'enquérir touchant les réparations à effectuer aux moulins à froment et à draps de Joué[-sur-Erdre], ainsi qu'à leurs pêcheries (1502). — Sentence d'Olivier Richard, archidiacre d'Acreléon et de Nantes, entre le cardinal Louis de Rossi, abbé commendataire de Redon et Yvon Breceel [1514-1519]. — Arrêt du parlement de Bretagne dans une cause entre les religieuses des Couëts demanderesses et divers défendeurs pour la propriété des îles de Cunault et de Chantelou, près Couëron, comme étant de la fondation du monastère (1532). — Assignation de témoins dans une cause entre Julien Julliot et Claude du Maix, sgr de la Rivière d'Abbaretz (1548). — Taxes pour appels au parlement : Claude, comte de Maure et sgr de Landal, 100 s. ; Claude du Matz, sgr de la Rivière d'Abbaretz, 100 s. etc. Mandement à tous huissiers de faire exécution sur les personnes taxées. « Donné à Nantes, le parlement y séant, le dernier jour d'avril » (1555). — Procès aux plaids des Huguetières devant n. h. Jean de Bailleul, s^r des Yonnières, sénéchal du duché de Rais (1584). — Procès au présidial de Nantes entre Jean Vallée et Arcis Daully au sujet de la vente, non exécutée, d'un baril de verjus (1584). — Procédures intéressant Pierre Blanchet, écuyer, sgr de la Durandière (1525) ; — concernant Couëron (1523) ; — Casson (1572) ; — Treillières (1577) ; — Meslin (1582) ; — Rezé (1582).

II. 124. (Liasse.) — 107 pièces parchemin, 1 pièce papier.

1600-1789. — Procédures. — Sentence du présidial de Nantes en faveur de Gabriel Herbert, recteur de Sucé, à l'encontre de Jean Barbart qui lui disputait son bénéfice (1602). — Arrêt du parlement de Rennes commettant les juges de Fougères pour vendre le domaine de la Mesangère (1605). — Sentence de la Cour des aides entre Jean Cosnier,

⁷² Les pièces de ce débat figurant dans la liasse II 123 sont complétées par celles qui forment actuellement la couverture d'un compte de miseur, de 1490-1492 (Arch. Nantes, CC 103).

aide de la fruiterie de la reine, demandant, par suite du don de Sa Majesté, 600 l. aux héritiers de Georges le Royer demeurants à Angers (1612). — S. du présidial de Nantes condamnant Laurent Pouet à se charger de l'entretien de l'enfant de Martine Peraud et à payer à celle-ci 40 l. pour ses dommages et frais de gésine (1617). — S. adjugeant à n. h. Jacques Jollan, s^r de Clerville et de Gaversac, le retrait féodal de la métairie du Moulinet en Auessac (1621). — S. du présidial de Nantes entre Jacques Morin et Etienne Leroux qui se disputaient la cure de S^t-Fiacre (1626). — S. de la prévôté de Nantes entre Jean Barais, recteur de Savenay et h. h. Nicolas Beaumont (1633). — S. du présidial de Nantes entre h. f. Jeanne Bureau, veuve de Mathurin Bernier, et n. h. Jean Ragaud au sujet d'une rente due à Claude Boux, écuyer, sur le domaine de la Loirie en S^t-Herblain, vendu par lad. Bureau à Ragaud (1654). — S. en règlement des salaires de feu Julien Guillet par la Compagnie des Indes Occidentales [1666]. — Procédures intéressant les familles Thomas, s^r de la Roussière et Guillon, de la province du Maine (1603) ; — du Voisde et de Goheau, de l'Anjou (1604) ; — Macé, s^r de la Bourdinière, et de la Pouëze, sgr de la Bretesche en Château-Thébaud (1605) ; — de Bourgongne (1610) ; — de Mazouier et Rocaz (1613) ; — d'Alexandre Charette, écuyer, époux de Sébastienne Paignon (1622) ; — Cillart et de Kernechriou (1628) ; — de Lantivy, s^r du Drenec (1638) ; — Ragand, s^r de la Haultière (1643) ; — de Gennes, de la Becannière et Cherbonnel (1650) ; — d'Andigné, sgr de la Chasse, Farcy de la Cartrie, Farcy de Pesnel (1657) ; — Chauveau de la Merlinière (1674) ; — Menardeau et Reliquet de la Roberdière (1693). — Procédures relatives à Antoine Rousselot, recteur de Torfou (1624) ; — aux confréries de N.-D. de la Cité et de la Chandeleur desservies à S^t-Saturnin et à S^t-Nicolas de Nantes (1679) ; — à Pierre Boutin et Pierre Charon, marchands de draps et soie à Nantes (1712). — Procédures concernant Nueil-sous-Passavant (1612) ; — Nozay (1622) ; — Abbaretz et le Plessis-Grimaud en Puceul (1626) ; — Angers pour une maison rue S^t-Michel (1630) ; — Loudun (1631) ; — Ballots sous la juridiction de Craon (1646) ; — Saumur [avant 1697] ; — Rennes, rue S^t-Louis (1711).

II 125. (Liasse.) — 11 pièces parchemin.

1591-1597. — Montres militaires. — M. de 30 gens d'armes sous la charge du s^r de Quenepilly pour tenir garnison à Hennebont sous l'autorité du duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne : Jérôme d'Aradon, s^r de Quenepilly capitaine, Louis d'Aradon, s^r de la Grandville lieutenant, etc. (sept. 1591). — Quittance de 1435 écus pour la solde d'une compagnie de cheval-légers (Lamballe, oct. 1593). — Montre le 33 arquebusiers français à pied sous la conduite de Jérémie de Bon Paillard, s^r de la Ramée, leur capitaine, passée à Rostrenen par les commissaires des guerres à ce préposés par Mgr

d'Aumont, maréchal de France (nov. 1593). — M. de 60 arquebusiers français à pied du régiment du s^f de la Croix, maître de camp en l'armée du maréchal d'Aumont : Jean de Chastaing, s^f de la Rondellerie capitaine (Rostrenen, déc. 1593). — M. reçue à Quimper des deux compagnies de Julien du Pont, s^f de Kermoguer, gouverneur de Quimper et capitaine de ces compagnies, l'une de cheveau-légers, l'autre d'arquebusiers à pied (août 1595). — M. reçue à Quimper d'une compagnie de 42 hommes y tenant garnison ; le s^f de Ponnon (?) capitaine (nov. 1595). — M. de 32 hommes armés et montés à la légère, en garnison à Josselin pour le service de la Sainte Union des catholiques sous l'autorité du duc de Mercœur ; Jean du Bois, s^f de Sansoucy capitaine (sept. 1596). — M. d'une compagnie de 43 arquebusiers à cheval ayant pour capitaine Marc-Antoine de Montfanès, s^f du Luc, faisant partie du rég^t du comte de la Maignanne, colonel des arquebusiers à cheval au service de la Sainte Union (Rostrenen, fév. 1597). — M. d'une compagnie de 29 arquebusiers à cheval en garnison à Tiffauges pour la Sainte Union sous l'autorité du duc de Mercœur, ayant pour capitaine Gilles de Grousbois, écuyer, s^f de Champigni, gouverneur de Tiffauges (août 1597). — M. d'une compagnie de 50 arquebusiers français à pied, au service de la Sainte Union, passée au château du Bois de la Roche ; ayant pour capitaine Antoine Bernardin, s^f de la Fleurette et faisant partie du rég^t de 200 hommes du baron de Camors, colonel et « mestre de camp » (nov. 1597).

II 126. (Liasse.) — 49 pièces et 37 fragments parchemin, 5 pièces papier.

1386-1785. — Documents divers. — Rôle de cargaisons : « le escaffé *Domegon* de l'île de Batz » ; « la nef *Nostre Dame du Carme* de Saint Paul, mestre Jahan Crestien » ; le baleinier de maître Guillaume Front (janv. 1386 n. s.) — Dénombrement des bénéficiers du diocèse de Nantes, avec la somme (en écus) à laquelle ils sont respectivement taxés. Chanoines de la cathédrale : Yves de Langala, Nicolas Juhel, Guillaume de S^t-André, recteur des Touches ; abbés du diocèse : Blanche-Couronne, Buzay, etc. ; chanoines de Guérande ; recteurs du doyenné de Nantes ; chapelains de la cathédrale et de [la collégiale] Notre-Dame [1387-1404]⁷³. — Vidimus par Sybondus Alaman, évêque de Grenoble, conservateur des privilèges de l'ordre des Chartreux, pour l'utilité des Chartreux du couvent des SS. Donatien et Rogatien de Nantes, d'une bulle d'un pape Clément (1456). — Vidimus par le même d'une bulle d'un pape Grégoire (1456)⁷⁴. — Lettres de Charles VII vidimant des lettres [de Philippe le Bel], données à Paris en février 1307 n. s., confirmant les

⁷³ Les noms des abbés ne figurent pas au document ; mais ceux des chanoines de Nantes, connus par ailleurs, permettent de lui assigner une date approximative.

⁷⁴ Les deux vidimus de l'évêque de Grenoble sont en fort mauvais état.

privilèges de l'évêque et du chapitre de Cahors (Gannat, mai 1456). — Vidimus par le sénéchal de Cahors des coutumes, libertés et franchises octroyées aux habitants du château de Cos⁷⁵. — Bulle de Pie II pour la protection contre les étrangers des bénéficiers de Bretagne, notamment ceux qui sont malades et les vieillards (Sienne, 21 fév. 1460, an II)⁷⁶. — Lettres de Louis XII portant confirmation des franchises et exemption d'impôts octroyées⁷⁷ par Louis XI le 31 oct. 1465 et par Charles VIII en juillet 1484 (Nantes, oct. 1500). — Devis des réparations à effectuer « ès moulins, escluses et masses de la court de Lannyon estantes sur la rivière de Leguer » (1524). — Bulle de [Clément VII] de provisions à l'abbaye de S^t-Sulpice, diocèse de Rennes, pour Alizon du Pontbellanger, par résignation d'Andrée de Belouineau sa tante (27 avril 1526). — Bulle de Clément [VII] autorisant André Mandart, recteur de S^{te}-Croix de Nantes et jouissant aussi de la cure de Cornillé, diocèse de Rennes, à posséder plusieurs bénéfices tant séculiers que réguliers [1523-1534]. — Lettres de François I^{er} concédant pour six années aux habitants de S^t-Malo un octroi de 480 l. par an, dont le produit sera employé aux fortifications de la place (Compiègne, 10 sept. 1527), et mandement du même à Antoine Bullioud, général des finances, de délivrer une lettre d'attache des précédentes (Vannes, 5 août 1532). — Mandement du même roi relatif à une levée de décimes en Bretagne (29 mai 1544). — Testament de Jean de Plédran, doyen de Nantes (1540)⁷⁸. — Lettres de provisions par Henri II de conseiller au parlement de Bretagne pour Jean de Musuillac, par résignation de Michel Deseffort (S^t-Germain-en-Laye, 4 janv. 1557 n. s.) — Entérinement des lettres d'Henri II qui octroyaient une pension de 300 l. à Thibault du Bot, capitaine d'Auray (1558). — Présentation et nomination à la chapellenie fondée par feu Jean Guillebot, prêtre, en l'église de Treillières, pour autre Jean Guillebot (1568). — Lettres de Charles IX portant aliénation de 100.000 l. de rente sur le domaine royal, dont 20.000 l. en Bretagne (Châteaubriant, avril 1570). — Acquêt pour 4 648 écus par François le Pigeon, s^f de la Maisonneuve, des moulins du Comte, sur la Vilaine, près Rennes, aliénés par le roi (1579). — Enregistrement en parlement des lettres d'Henri IV confirmant les privilèges des Chartreux de Nantes (1599). — Titres cléricaux pour Guillaume Maillard, à Guérande (1619) ; — pour Nicolas Busson, à

⁷⁵ Vraisemblablement Cos, Tarn-et-Garonne, c^{ne} La Mothe-Capdeville, par suite de la mention dans la pièce du vicomte de Bruniquel. Les deux feuillets contenant les documents relatifs à Cahors, dont nous avons la fin de l'un et le début de l'autre, semblent avoir fait partie d'un cartulaire écrit au xv^e siècle.

⁷⁶ Le vidimus de l'official de Nantes porte fév. 1458 et l'an II du pontificat. Pie II n'ayant été élu qu'en août 1458, la première indication est erronée. Nous nous sommes basé sur la seconde pour l'attribution de la date.

⁷⁷ Le début qui manque ne permet pas de savoir si c'est en faveur des habitants de Nantes que ces lettres ont été données.

⁷⁸ Orig. dudit testament, dont une copie de 1580 a été inventoriée sous la cote GG 605.

Pontchâteau (1633). — Affranchissement d'un tiers de feu pour les paroissiens de Carantec au prix de 118 l. (1638). — Lettres patentes originales de Louis XIV supprimant le droit d'aubaine en faveur des sujets du duc de Lorraine (Versailles, 4 mars 1702). — 5 lettres d'émancipation au nom de Louis XVI adressées aux officiers des juridictions de S^{te}-Pazanne et de S^t-Mars-de-Coutais (1776-1785). — Diplôme de licencié en droit civil pour Philippe Delomeau, du diocèse de Nantes, octroyé par Denis Bouchier, chancelier de l'Université d'Orléans (s.d.).

II. 127. (Liasse.) — 144 feuillets et 7 fragments parchemin, 10 feuillets et 2 fragments papier.

Divers. — Ecriture sainte avec et sans gloses, homélies, liturgie avec et sans notation musicale, dont 4 feuillets d'un incunable sur parchemin, théologie, scolastique, vies de saints, notamment de saint Maimbeuf, évêque d'Angers et de saint Wilfrid, évêque [d'York], philosophie, droit civil et droit canon, grammaire, etc. — Guillaume de Tyr, *Histoire des régions d'Outre Mer*, traduction française du XIII^e s. (14 feuillets). — Philippe de Mézières, *Le Songe du vieil pèlerin*, XV^e s. (8 feuillets). — Dictionnaire encyclopédique, vraisemblablement à l'usage des prédicateurs, analogue au *Repertorium morale* de Pierre Bersuire, mais non celui de cet auteur, XV^e s. (2 grands feuillets sur 2 colonnes avec jolies initiales peintes ou dorées⁷⁹).

II. 128⁸⁰.

Devis du portail de la ville neuve de Rennes passé par Jean Guerrieff, de Rennes, en présence de Robert d'Espinay, garde de ladite ville, et portant la signature originale du duc Jean V [1430-1440], CC 255, mention à l'inventaire. — Reconnaissance de Jacques Dondo, sergent, envers Guillemette le Court, de 6 liv. pour un cheval en poil « boyard » qu'elle lui a vendu (1533), GG 697. = Arrentement perpétuel de 300 l. de rente assises sur les seigneuries de Fougeray et de Nozay, pour 6 000 écus d'or, consenti par Marguerite d'Amboise, femme du sgr de la Trémoille, à Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, sa sœur [1463-1474], CC 99, analyse à l'inventaire. — Transport d'héritages par M^e Guillaume Lomelin (1474), GG 711. — Lettres du duc François II ratifiant le traité de paix entre lui et Louis XI passé à Senlis le 9 oct. 1475 [5 nov. 1475], EE 143. A

⁷⁹ En l'absence à Nantes de manuscrits du *Songe du vieil pèlerin*, permettant d'affirmer avec certitude l'identification des feuillets retrouvés dans cette ville, M. Omont, conservateur du département des Manuscrits à la Bibl. nationale, a bien voulu nous en confirmer la provenance. C'est également lui qui a émis l'hypothèse sur l'usage de notre Dictionnaire encyclopédique.

⁸⁰ En dehors des parchemins détachés provenant des couvertures de registres, inventoriés sous les cotes H 120-127, il en reste encore un assez grand nombre remplissant toujours leur rôle protecteur. Quelques-uns seulement ont été mentionnés en note aux deux premiers volumes du présent inventaire. Il nous a paru utile d'analyser ici les principaux et, pour les autres, de renvoyer aux cotes de l'inventaire où il sera facile de les retrouver.

l'inventaire on a bien signalé cette pièce ; mais comme la date manque, elle n'y a point été identifiée ; elle est d'ailleurs publiée dans les *Hist. de Bretagne* (D. Lob. II, 1358-59 et D. Mor. Pr. III, 293-94). — Acquêt de la Bonnaudière, en Haute-Goulaine (1529), II 3. — Retrait lignager du domaine de la Bouinière [en S^t-Même] par André Gallery, sgr du Boisjouan (1536), CC 325. — Donation par Yvonnet des Rouxières, marchand à la Fosse [1530-1540], GG 710. — Aveu de [Pierre] Bernard pour la Houidière [en Haute-Goulaine] (1546), GG 716. = Procédure entre Jean Godet, fermier de la traite des cuirs, et Jean Amyaut, de Vieillevigne, pour fraude au préjudice du fermier (1469), CC 265. — Procès devant la prévôté au sujet d'un chargement de sel amené au port de Nantes (1480), CC 258. — Sentence de la prévôté de Nantes dans une cause où l'une des parties est Jeanne de Moucy, dame de Briort, veuve de Pierre Landais, trésorier général de Bretagne [1486-1495], CC 408. — Sentence au sujet de la Ragotière [en Vallet] jadis à feu Jean Lore, sgr dudit lieu [avant 1495], CC 274. — Jugement de l'official du métropolitain de Tours, en réformant un autre de l'official de Nantes, son inférieur. L'une des parties produisit des lettres missives et « certum papirum sive librum racionis », dont l'autre contestait la valeur en justice : ces documents étant d'ordre privé [avant 1500], CC 277. — Sentence au sujet d'une rente due à Pierre Guyolle sur une maison à Nantes, paroisse S^t-Clément, appelé *L'Homme Sauvage*, à présent tenue par la veuve de Guillaume Regnaud et son fils (1508) CC 284. — Sentence au nom d'Henri, fils aîné du roi et duc de Bretagne, touchant la prébende de Louis de La Jaille, chanoine au diocèse de Cornouaille [1536-1547], CC 441. — Jugement des gens des Comptes dans une cause entre Pierre de l'Espinay, s^r du Chaffault, et Françoise Dollou, veuve de Pierre le Blanc, s^r de la Roche Martin (1564), CC 319. — Arrêt du parlement relatif aux réparations de la chaussée de Ruys (1581), II 183.

Comtes du XVII^e siècle : G^l, Rôles somptuaires de l'an IV ; — I², Certificats de résidence de l'an III. = Contrats : [1482], EE 166. — fév. 1538 n. s., CC 350, analyse à l'inventaire. — 1562, CC 320. — 1563, GG 722. — 1566, EE 203, analyse à l'inventaire. — s.d. GG 14 et GG 341. = Procédures : 1451, CC 2244. — 1463, CC 276. — 1465-1466, CC 256 et 257. — [1467], EE 144. — [avant 1473], CC 250. — [avant 1475], CC 251. — 1477, CC 268. — 1482, CC 262, analyse à l'inventaire. — [1483], CC 261. — 1484-1485, CC 285. — [avant 1487], CC 266. — [avant 1490], CC 270. — [avant 1492], CC 272. — avril 1492 n. s., CC 271, analyse à l'inventaire. — [avant 1495], CC 273. — 1498, CC 275. — [avant 1501], CC 278. — 1511, GG 712. — 1514, CC 410. — [1521], FF 52. — [1523], FF 55. — [avant 1540], GG 685. — [avant 1589], CC 137. — s.d. GG 336 et 339.

Les 193 registres de l'Etat civil, de l'an VI à l'an XIII, (série E) ont tous été reliés avec des livres de lutrin du XVII^e ou du XVIII^e siècle. De nombreuses pages de sept ou huit manuscrits différents sur parchemin ont été ainsi utilisées. D'autres livres liturgiques de même date et quelques-uns plus anciens, avec jolies initiales ornées de grotesques, fleurs, fruits, ont également servi à relier une cinquantaine de volumes de la période révolutionnaire, principalement dans la série G : rôles fonciers, matrices mobilières et somptuaires, patentes. Dans la série ancienne, les livres liturgiques servant encore de couvertures, sont fort rares, cinq ou six au plus. A côté de cela, une dizaine de volumes sont toujours recouverts avec des fragments d'écriture sainte, de théologie ou de jurisprudence.

Fond de la Nicollière⁸¹.

II. 129. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 9 pièces papier, 1 sceau.

1430-1778. — Titres relatifs au pays de Retz⁸². — Lettres de Gilles, sire de Rays, maréchal de France, confirmant les franchises en sa forêt de Chéméré, près du château de Princé, octroyées par ses prédécesseurs au prieuré de Chéméré, membre de S^t-Serge d'Angers, et vidimant quatre chartes à ce relatives, des années 1083, 1244, 1259 et 1266 (1430). — Mandement de Charles VII aux gens de son parlement d'enquérir sur le bien fondé de la plainte de divers parents de Gilles, sire de Rays, contre celui-ci pour dilapidation de son patrimoine qu'il vend à vil prix. Il entretient une chapelle de 25 à 30 personnes, fait « jouer jeux et personnages très somptueux » et, depuis deux mois, il a dépensé à Orléans 5 à 6 000 l. Si l'enquête confirme la vérité des faits, il interdit au sire de Rays l'aliénation de ses terres (Amboise, 2 juillet 1435, copie du xv^e s.). — Contrat de mariage entre Prégent de Coetivy, amiral de France, et Marie de Rays, fille du feu maréchal de Rays et de Catherine de Touars (1442). — Aveux rendus aux seigneurs de Rays par Jean du Fresne et Augustin Philipeaux de la Vrillière, prieurs du prieuré de Quinquenavant (1447 et 1669). — Procuration de Jacques de Rochemaure, vicaire général d'Albi, afin de rendre hommage en son nom au seigneur de Retz pour le prieuré de Quinquenavant (1778). — Sentence du sénéchal de Nantes expédiant la menée de Rays, entre Tanneguy Sauvage, baron de Rays et divers tenanciers de S^t-Hilaire-de-Chaléons pour le paiement d'une rente en avoine (1516). — Aveu

⁸¹ En 1900, à la mort de M. de la Nicollière, archiviste de la ville de Nantes, celle-ci est entrée en possession de tous ses livres et papiers. Les premiers ont été remis à la Bibliothèque municipale. Parmi les seconds, il s'est trouvé deux cartons remplis de documents manuscrits qui ont été versés aux Archives. Ce sont surtout des titres féodaux ou de famille. Dans ces derniers, on rencontre des pièces du XIX^e siècle qu'on n'a pas jugé à propos, vu leur petit nombre, de distraire du fonds.

⁸² D'où la famille de M. de la Nicollière était originaire et sur lequel il a publié plusieurs travaux.

baillé à Albert de Gondi, duc de Rays, maréchal de France, comme sgr de Rouans, par Louis Jousseume et Jeanne Tourtereau sa femme, pour leur seigneurie de la Basseville en Rouans (1600). — Règlements entre les religieux de Buzay et l'évêque de Paris, leur abbé commendataire : les nécessités de la vie ayant beaucoup augmenté depuis le précédent règlement de 1587 ; le nombre des moines sera porté de 12 à 15 (1615) ; — et entre le cardinal de Retz, abbé commendataire, et François Faipoult, prieur de Buzay ; la quantité des profès est fixée à 12 et, si elle est dépassée, l'abbé n'aura pas à payer davantage (1662). — Adjudication par Pierre de Gondi, duc de Rays, et Catherine de Gondi son épouse, à Honoré Nepvouet, s^t de la Breille, pour 20.000 l., de l'office de sénéchal du duché de Rays à Machecoul, aux Huguetières et à la Benaste (1670). — Prise de possession par Rousseau, maître sellier, du quart de la maison qu'il habite à Machecoul, rue du Marché, vis-à-vis la halle, et de terres en S^t-Même (1722). — Quittance de 10.225 l. délivrée à Paris par Gabriel-Louis de Neufville, duc de Villeroy⁸³, à Isidore Lottin, écuyer, subrogé aux droits du duc dans un contrat de constitution sur Jean-Jacques Milet, m^e menuisier à Paris (13 juin 1778).

II. 130. (Liasse.) — 9 pièces parchemin, 15 pièces papier.

1448-1741. — Chartriers de Banzay et de la Haie-l'Evêque en S^t-Donatien près Nantes⁸⁴. — Vente par Jean Regnaud à Jean de la Forest, pâtissier, de biens à Ranzay près du « chemin qui conduit de l'Ormeau Regnaud au port de Grenouille » (1448). — Lettres du duc François II franchissant à perpétuité de fouages et d'impôts, en faveur de Jacques Raboceau, son secrétaire, sa maison et métairie de Ranzay appartenant autrefois à feu Perrot Cordon (Nantes, 15 oct. 1469). — Arrentement perpétuel consenti par écuyer François le Bel, sgr de Bonneville en S^t-Donatien, d'une vigne entre Bonneville et Ranzay, moyennant le quart de la vendange (1483). — Partage de Ranzay entre les enfants de feu Pierre Raboceau (1512)⁸⁵. — Acquêt par Jean Gallinier, recteur de Soudan, demeurant à Nantes, d'une terre en la pièce des Treilles, au canton du Rocher Davy (1594). — Aveu rendu par n. h. Pierre Ménardeau à Simon le Cornu, commandeur de S^t-Jean et S^{te}-Catherine de Nantes, pour des près en la Grand Hanne, vis-à-vis S^t-Sébastien (1615). — Hommage au roi par écuyer Claude le Lou pour sa terre de la Regnaudière sous la juridiction de Ranzay (1653). — Aveu rendu par Mathurin Boux, sgr du Teil et Françoise Ménardeau sa femme, à René de la Tullaye, comme sgr du Port-Durand, pour une borderie sise sur le chemin de Nantes à Porteric près des terres du s^t Bidé de Ranzay (1665). = Aveu par

⁸³ Et antérieurement duc de Retz. Il venait tout récemment (18 avril 1778) de vendre cette terre.

⁸⁴ Terres possédées toutes deux au XVIII^e s. par la famille Cosnier.

⁸⁵ C'est une mauvaise copie du XVIII^e s. de l'original figurant aux Arch. munic. sous la cote II 116.

Pierre Alix à Jean, cardinal de Lorraine, évêque de Nantes, pour les maisons et métairies de la Haie-l'Evêque (1546) ; — par Jean Rouaud et consoris à la dame du Port-Durand, pour la maison de la Géraudière sise sur les landes de la Haie-l'Evêque (1592) ; — par Jacques de Marquès, s^r de la Branchoire, à Charles de Bourgneuf, évêque de Nantes, pour un moulin à vent en la lande de la Haie-l'Evêque et de près en S^{te}-Luce (1605). — Vente par Gabriel de Bruc à François Boux et Marie le Meneust, son épouse, des lieux et terres nobles de la Bouchetière, de la Baujouère et de la Haie l'Evesque, en S^t-Donatien, et autres biens, au prix de 22.000 l. (1705). — Contrat de mariage entre Gilles Cosnier sgr de la Botinière et d^{lle} Marie-Marguerite Cosnier de la Grande Haie (1708). — Procédure entre ladite Marie-Marguerite Cosnier, veuve de Gilles Cosnier, sgr de la Botinière, et Clair de Guer, s^r du Bois Jolin et du Mesnil, maître des eaux et forêts au comté de Nantes, joint aux paroissiens de S^t-Donatien, touchant la propriété d'une vaine pâture de 100 journaux afféagée de l'évêque de Nantes par la dame Cosnier dans les landes de la Haie-l'Evêque (1739-1741).

II. 131. (Liasse.) — 10 pièces parchemin, 44 pièces papier, 4 sceaux.

1404-1770. — Titres divers. — Testament de Maurice Meignen, sgr de Loiselinière en Gorges, et de l'Ecorce en Vieillevigne, veuf de Guillemette Baron, à présent époux de Catherine de la Noe. Il élit sépulture en l'église de Gorges (1404). — Certificat de Guillaume Mathieu, prêtre, recteur de la Trinité de Machecoul, ayant quant à ce les pouvoirs d'Henri [le Barbu], évêque de Nantes, délivré à Maurice le Maignen, exécuteur testamentaire du susdit Maurice le Maignen, son aïeul, attestant que le premier a accompli toutes les prescriptions du testament, sauf deux qu'il s'engage à remplir (1412). — Fondation par Alain Resmond, bourgeois de Nantes, d'une chapellenie en la chapelle qu'on vient de construire à la Sauzaie, paroisse S^{te}-Croix (1444). — Mémoire des griefs de l'évêque de Nantes contre les officiers du duc de Bretagne au fief de Guérande où l'évêque doit jouir de la plupart des devoirs ; il se plaint notamment d'abus à la foire de Saint Yves nouvellement créée par le feu duc Jean V, et d'empiétements commis sur ses terres lorsque, dernièrement, on a refait et élargi les murs de clôture de la ville [1450-1460]. — Vente par François du Breil, sgr du Breil et du Bois, et par François le Bel, sgr de Bonneville, au chapitre de N.-D. de Nantes, de 9 l. 6 s. 6 d. de rente pour 115 écus d'or (1482). — Don de 40 s. de rente fait audit chapitre par la chanoine Raouil Tual, aux fins d'inhumation dans l'église N.-D. (1499). — Aveu de Jean de Talhouët, sgr dudit lieu et du Vauguillaume, à Georges Tournemine, sgr de la Hunaudaye et de Saffré (1508). — Souffrance d'hommage octroyée par Jean de Laval, sire de Châteaubriant, à Pierre Pireaud son

secrétaire, pour ce qu'il tient de lui sous la juridiction de Nozay (1536). — Donation par ledit Jean de Laval au susdit Piraud du lieu et métairie de Taillecol en Rougé, et de 63 l. que lui doit encore René du Rouvre ; et ce, pour rembourser son secrétaire des grosses sommes qu'il lui a avancées (1538). — Aveu à Jean, cardinal de Lorraine, évêque de Nantes, par Thomas Gérard pour une chapellenie en la chapelle du Champ Flory, près les Chartreux (1544). — Quittances délivrées au receveur de la Garnache par Martin de Chaurais, commis par le roi à la recette de revenus de la maison de Rohan (1554-1555). — Vente de rentes faite au chapitre N.-D. de Nantes et aux chapelains de diverses chapellenies de ladite église, par Christophe du Breil, sgr du Bois en Riaillé, Christophe des Ridelières en Montbert, et Olivier de Lanvaux, sgr du Mas en Savenay (1559). — Rôle des taxes imposées sur un grand nombre de terres du comté nantais classées par paroisses [1567]. — Testament de Noël Bezic, notaire royal à Nantes. Il élit sépulture en l'église S^{te}-Croix dans laquelle il fait une fondation ; à ses obsèques il y aura 300 écussons de ses armoiries, savoir un cœur et deux étoiles, lesquelles se trouvent aux vitres de sa première chambre (1587). — Arrêt du parlement (imprimé) entre Suzanne de Crocelay, veuve de Michel le Lou, sgr du Breuil, m^e en la Chambre des comptes de Bretagne, et divers parents qui lui contestaient le droit de partager noblement la succession d'Yves le Lou, père de son mari (1660). — Présentation à la chapellenie de N.-D. de Bon Secours en la collégiale de Nantes, par Claude Fruchard et René Provost, prêtres, ce dernier maître de musique de la psalette de la cathédrale ; et provisions conformes pour Pierre Cozette par Mgr de Sanzay, évêque de Nantes (1727). — Sentences de Jean de Plumaugat, comme juge conservateur des privilèges de l'Université de Nantes, cassant une ordonnance du maire qui s'était indûment immiscé dans la police des rhétoriciens du collège (1747) ; — concédant défaut à Yves Gillet, m^e chirurgien, en procès avec la Faculté de médecine pour avoir pris sans droit la qualité de professeur aux écoles de chirurgie de Nantes (1749). — Procès-verbaux de l'installation de Mathurin Bellabre, sénéchal de Nantes, comme juge conservateur des privilèges de l'Université (1755) ; — de la bénédiction d'un tableau dans la chapelle de Miséricorde en S^t-Similien (1761). — Généalogie de la famille Rogier, de Bretagne (1668). — Recherches sur les de La Ville de Ferolles des Dorides (1230-1866). Y jointes des notes dont une partie provient du cabinet de Chérin, généalogiste des Ordres du roi, et trois lettres adressées à M. des Dorides par l'abbé de Vergès, au sujet des titres de famille à lui confiés par le marquis des Dorides en 1792.

II. 132. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 76 pièces papier, 3 sceaux.

1651-1889. — Titres de propriété et papiers de famille de la famille Praud de la Nicollière. — Contrat de constitution de 250 l. de rente consenti par le chapitre de S^t-Pierre de Nantes à François Bourgogne, s^r de Beaurepaire, demeurant à Machecoul, et à Mathieu Bourgogne, s^r de la Roche Baron, résidant à Nantes, moyennant 4 000 l. (1651). Subrogation des d^{lles} de Mello au chapitre pour la réception de la rente (1653). Notification des susdits actes par Jeanne de Mello à Mathurin Beaufrand (Boffrand), m^e peintre et sculpteur demeurant à Machecoul, acquéreur de certains biens de Mathieu Bourgogne (1681). — Vente à Mathurin Boffrand par Mathieu Bourgogne de la terre de Beaurepaire en Machecoul, pour 3 700 l. (1680). — Procédure de Bourgogne et de Boffrand contre ceux qui voulaient opérer le retrait lignager de Beaurepaire (1681-1682). — Ratification du contrat de vente de 1680 par Pierre, Jean et Adrien Boffrand frères, sculpteurs et peintres à Nantes, enfants de feu Mathurin et de Jacqueline d'Heus sa première femme (1690). — Fermes de Beaurepaire par Pierre Boffrand, m^e sculpteur à Clisson et son frère Adrien (1701 et 1708); — par Nicolas du Moulin, s^r de la Maisonneuve, m^d de vins en gros à Machecoul et Louise Boffrand, sa femme (1733). — Titres de propriété de la pièce des Fontnelles en S^t-Même, acquise en 1738 par Nicolas du Moulin, qui, dans le plus récent de ces titres, s'intitule lieutenant de milice bourgeoise de Machecoul (1704-1725). — Vente de la pièce des Fontnelles par Louise Boffrand, veuve de Nicolas du Moulin, à n. h. Joseph Praud, s^r de la Nicollière, capitaine au bataillon de Pornic, demeurant à Machecoul (1770). — Procédures entre ledit Joseph Praud et Jacques Guilloteau négociant, pour un droit de passage près du prieuré de S^t-Lazare, en Machecoul (1777 et 1782). — Fermes de la métairie de Beaurepaire par Joseph Praud, s^r de la Nicollière, ch^{ef} de S^t-Louis, capitaine au bataillon des canoniers de Pornic (1779 et 1783). — Tentative de conciliation devant le juge de paix de Machecoul entre lesdits Praud et Guilloteau au sujet du non paiement d'une année de la ferme de Beaurepaire en 1793. Ce dernier arguait qu'alors il avait dû abandonner sa maison de S^t-Lazare et se cacher jusqu'à la pacification (an VI). — Titres de propriété de la Grosse Roche, en S^t-Même (1801-1825).

Certificat de civisme et passeport délivrés à Nantes à Pierre-Jean Praud (ans II et III). — Journal de bord de la goëlette *Catherine* de Nantes, commandée par Praud de la Nicollière, allant de Paimbœuf à Marie-Galante (14 ventôse-19 germinal an X). — Lettres privées écrites à M. de la Nicollière, enseigne de vaisseau (1815), capitaine du navire la *Belle-Aline* (1817). Dans l'une, du 8 nov. 1817, son frère lui annonce qu'il vient de passer huit jours à Nantes pour voir le duc d'Angoulême. — Etat des services de Pierre-Jean Praud de la Nicollière (1788-1818); prisonnier de guerre en Angleterre comme second sur le corsaire *Chéri* coulé par la frégate

Pomone (1798-1799), puis comme enseigne de vaisseau pris sur la frégate *Président* (1806-1814). — Lettre d'Alexandre [Jacquemet], évêque de Nantes, à M. Stéphane de la Nicollière le remerciant de son travail sur l'abbaye d'Aindre (1860). — Diplôme d'officier d'Académie pour M. Stéphane de la Nicollière (1888).

II. 133. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1736-1822. — Familles Pommereul et Leroux. — Ventes par Guy-René Pommereul des Longrais, avocat, demeurant à la Godinière, par. de Brie, évêché de Rennes, à Hyacinthe-Vivien de Lépinay, demeurant à Fougères, de ses biens au village de Launay-Bignon, par. de Landéan (1736); à Jean Lottin de la Babinière, de maisons et terres en la par. du Loroux [près Fougères] (1737); et contrats annexes de 1785, 1788, ans V et VI. — Compte de la succession d'Elisabeth-Julienne Pommereul, dame du Gage (1784). — Actes notariés et judiciaires relatifs à ladite succession, où interviennent René-Jean Pommereul, capitaine au corps royal d'artillerie, Armand Caillère, notaire royal à Fougères et consorts (1788-1791), puis Louis Pommereul Martigny, conducteur des charrois d'artillerie de l'armée des côtes de Brest, et autres (an III à 1822). = Papiers de Jacques Le Roux, marchand verrier et faïencier à S^t-Brieuc, concernant entre autres les poursuites intentées contre lui en non-paiement par Jean-François Carro et C^{ie}, entrepreneurs de la verrerie de S^t-Rémy-du-Plein (an XII-1816).⁸⁶

Fonds Petit⁸⁷

II. 134. (Registre.) — In-4°, 62 feuillets parchemin.

1551. — Minu et déclaration des terres, seigneuries et châtelainies de Goulaine, du Pallet, de la Chapelle-Heulin et de la Houdinière, rendus au roi par François de Goulaine : lesdits biens à lui advenus par décès de René de Goulaine, sgr desdits lieux, son frère, mort le 29 sept. 1542. — Le manoir de Goulaine avec sa cour et sa basse cour où se trouve la

⁸⁶ En plus des papiers inventoriés II 129-133, les Archives municipales conservent de M. de la Nicollière de nombreuses notes généalogiques, une assez volumineuse correspondance, les minutes de plusieurs de ses travaux historiques et des copies de documents. Celles-ci ont été faites à peu près exclusivement d'après les archives du département de la Loire-Infér. et de la ville de Nantes, dépôts très accessibles qui ôtent leur utilité à ces copies. Dans le très petit nombre des autres, il suffira de noter celle empruntée à un original communiqué par le baron Arthur des Jamonnières : Acquêt de 10 sous de rente effectué par Sevestre du Chaffaut sur une maison sise près du four, en son château de S^t-Philbert-de-Grand-Lieu (1327).

⁸⁷ M. Louis Petit, ancien trésorier de la Société archéologique de Nantes, décède en 1887, était un amateur. Sa collection de dessins relatifs au Vieux Nantes, dont beaucoup faits par lui-même, avait une grande valeur documentaire. Sa fille et son gendre ont consenti à s'en dessaisir en faveur de l'un des musées de notre ville. En 1904, ils ont offert aux Archives municipales six cartons de pièces variées et de valeur fort inégale. Après triage, deux ont été classés dans la série S des Archives postérieures à 1792; les quatre autres constituent les n^{os} 134 à 153 de la présente série II.

chapelle et une clôture appelée « la court des oyseaulx », et duquel dépendent les métairies de la Tournerie, du Brays, de la Ville, de la Cristière et de la Bigotière. Au bourg de Haute-Goulaine, le sgr possède halle et cohue, foire le jour de sainte Radegonde, devoir de quintaine que les nouveaux mariés doivent courir à cheval pour rompre leurs lances, etc. Parmi les tenanciers : M^e Jean Blanchet, s^r de la Guillebaudière. — L'emplacement du château du Pallet « qui fut abatu par le temps des guerres qui ont esté en Bretagne, ouquel emplacement est située l'église parrochial dud. lieu », borné d'un côté par la rivière de Sanguèze. Deux moulins à vent en la lande de la Maillardière, appelés « les moullins turquois de Goullaine », affermés 20 setiers de blé nantais, moitié seigle, moitié froment. Parmi les tenanciers : Jacques Verdeau pour une terre « près la chappelle S. Estienne, parroisse du Pallez », Clair et Jean Haoy pour leur maison « devant la chappelle ès Goheaulx en la ville du Pallez », le recteur de Vallet pour une maison devant le presbytère, Isabeau Preseau, dame de la Jannièrre. — La châtellenie de la Chapelle-Heulin « avecques sa court haulte, basse et moyenne, avecques son bailliaige appellé le fief et bailliaige d'Acigné », dont relèvent les bourgs de la Chapelle-Heulin et de « S^t Hillaire du Coing », plus un devoir de quintaine. — La seigneurie de la Houdinière, par. du Loroux-Bottereau, de laquelle dépendent les métairies de la Houdinière, de la Guissaudière et de la Giraudière.

II. 135. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 43 pièces papier.

1675-1737⁸⁸. — Juridictions de Bourgneuf, du Bois des Tréhans, de la prieure des Moutiers et de la Touche Gerbaud. — Franchissement d'une rente en S^t-Cyr, avec quittance des lods et ventes au nom de la duchesse de Lesdiguières et de Rais (1685). — Sentence du sénéchal de Bourgneuf et Prigny (1705). — Assignation en règlement de compte à requête de Jean Tavarson, recteur de Prigny (1718). — Assignations et jugement en faveur de Boisserpe, laboureur et saunier, malmené par Guilbaud et complices (1719). — Procédures entre la veuve et la mineure de Pierre Jolly, menuisier et Joseph Louerat, marchand (1727-1729). — Procuracy d'écuyer Jean-B^{te} Poulain, s^r des Dodières en Couéron, et de Françoise Leray son épouse, à m^e Pierre Rolland (1728). — Défenses de n. h. Louis Jouaneaulx, négociant à Nantes, contre Jérôme Phelippeaux, comte de Pontchartrain, baron des îles de Bouin et de Riez, sgr de Falleron (1728) ; — de Sébastien Piraud, laboureur et saunier, contre h. h. Sébastien Guiberd, s^r de la Nigardrais (1735). = Inventaire après décès

⁸⁸ La majeure partie des pièces de ce dossier sont comprises entre 1718 et 1735 ; celles-ci proviennent de l'étude de Pierre Rolland, notaire et procureur du duché de Retz à Bourgneuf, père de Pierre, recteur de Treffieux et d'Anastasie, femme de Michel Luminais dont il sera question dans II 141 ; mais les pièces ici inventoriées concernent des affaires dont Pierre fut chargé comme procureur, et non la famille Rolland. Ainsi que ceux de la liasse suivante, tous ces documents sont venus des Luminais.

des meubles d'Honorée Dudoit, dressé par Fabien Leray, greffier du Bois des Tréhans et de Machecoul entre les deux châteaux, au duché de Rays (1675). = Apposition des scellés par Charles Pacaud, greffier de la cour de M^{me} la prieure du Bourg des Moutiers, en la demeure, au village de Villeneuve, de feu h. h. Jean Joys, capitaine de vaisseau, mort au voyage de Terre-Neuve (1716). — Assignation à Etienne Joys et Jean Ollivier, capitaines de navire, héritiers de Jean Joys, leur frère et beau-frère (1728). = Requête d'Honoré Rocquand, comme procureur fiscal des juridictions de la Touche Gerbaud et dépendances, paroisse de S^t-Cyr (1735).

II. 136. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 74 pièces papier, 2 sceaux.

1680-1784. — Baronnie et juridiction de l'île de Bouin. — Arrentement pour 75 l. par an fait par Martin Berger, curé de Chantilly, diocèse de Senlis, à cause du prieuré de S^t-Gildas de Rocheservière et Legé uni à sa cure de Chantilly, à Louise-Françoise de Bouthillier, veuve de Philippe de Clerambault, comte de Palluau et marquis de Bouin, du passage de Lespoix allant de Beauvoir au village de Lespoix, et du passage de la Claye conduisant de S^t-Gervais à l'île de Bouin, avec les barques à ce nécessaires et les droits y afférents ; suivi de l'approbation du prince de Condé comme patron de la cure de Chantilly (1711). — En la sacristie de Bouin, nomination par les paroissiens d'égailleurs pour répartir une taxe de 615 l. (1729). — Lettres de Louis XV confirmant l'établissement de l'hôpital de Bouin dont l'origine remonte à 1700, et ce, à requête de Louis-Jules Barbon Mazarini Mancini, duc de Nivernais, baron de Bouin à cause d'Hélène Phelippeaux de Pontchartrain, duchesse de Nivernais, son épouse (1735). — Procès-verbal des dégâts causés par un violent ouragan en diverses parties de l'île ; les digues, la couverture de la chapelle du Rosaire qui fait une des ailes de l'église, deux pyramides du clocher ont beaucoup souffert, ainsi que de nombreuses maisons (1751). — Pétition du clergé au roi pour le soulagement du peuple dont les salines, depuis plusieurs années, ne fournissent rien par suite des intempéries (1752). — Lettre d'Eon de Beaumont, au nom du duc de Nivernais, à X. Le duc, à présent à Londres, ne pourra s'occuper des améliorations à sa seigneurie de Bouin qu'à son retour ; quant à l'établissement d'Acadiens, il faut auparavant savoir à quoi s'en tenir sur la possibilité de leur existence dans l'île (1763). — Mémoire présenté au duc de Nivernais par le général de la paroisse de Bouin concernant plusieurs infractions aux privilèges de l'île [1766]. — Requête des habitants de Bouin pour la conservation de leurs anciennes franchises, adressée au roi lorsqu'il acheta l'île au duc de Nivernais, avec un précis historique pour justifier le bien fondé de ces franchises [1767]. — Supplique des mêmes à Mgr de Boulogne, intendant des finances et des hôpitaux de France,

pour l'obtention de nouvelles lettres patentes en faveur de leur hôpital (1774). — Procuration des habitants à René-François de la Chapelle, recteur de Bouin, afin de se rendre à Paris où, grâce aux bonnes dispositions du duc de Nivernais, ils espèrent obtenir confirmation de leurs franchises. Mémoires remis au curé, lettres de recommandation pour lui de la part du duc (1774-1775). — Mémoires à l'intendant du Poitou et au duc de Nivernais, lettres de ce dernier et du comte de S^t-Simon à M. de la Chapelle, et de [celui-ci] à M. de Sartine au sujet d'une levée excessive dans l'île de canoniers garde-côtes et de matelots (1779-1780). — Mémoires et notes diverses (s.d.)

Contrat de mariage entre Jean Doré, apothicaire, et Catherine Fret (1680). — Vente de la terre de la Pistolle pour 89 l., faite par François Moreau, laboureur, à François Domaire, écuyer, s^r de la Chesellerie et à dame Jeanne Auger, veuve de Joseph de Bellemare, baron de Courseulle (1734). — Sentences de Jacques Dugast, s^r des Nonneries, sénéchal de la baronnie de Bouin, relatives au paiement de droits sur les sels chargés à leurs bords par Honoré Lembert, capitaine de la barque *Alexis* de Bouin, Pierre Renoux et François Robard, capitaines de l'*Insulaire* et des *Deux frères* (1753). — De la part de Louis-Jules Barbon Mazarini Mancini, duc de Nivernais, baron de Bouin, publication faite par Michel Luminais, s^r des Cloudis, procureur fiscal de Bouin et du fief de la Guillaudière, à tous vassaux et colons dudit fief, d'avoir à bailler foi et hommage et à rendre leurs aveux (1762). — Procédures dudit procureur fiscal devant le sénéchal Charles Mourain, s^r de l'Herbaudière, contre les propriétaires des marais assujétis à l'entretien des « couefs » et chaussées des Bouchaud, du Moulin blanc, de la Frette et de la Guillaudière, situés au fief de la Guillaudière (1763). — Assignations au nom de Pierre Rouaud, ch^{er}, sgr de Treguel et consorts (1769).

II. 137. (6 cahiers.) — 6, 48, 48, 48, 20 et 10 f^{os} papier.

1701-1716. — Jurisdiction du prieuré de S^t-Cyr, S^{te}-Julitte et « Bois Garand » de Nantes. — Registres d'audience. — Liquidations de successions, comptes de tutelle, règlements de dettes, baux aux enchères, sentences en reddition d'aveux et présentations d'aveux à la prieure, etc. — Affaires concernant Anne le Haste, fille de feu Jean le Haste, s^r de la Combaudière ; n. h. Urbain Rodais, s^r de Brée ; écuyer Jean Menardeau, s^r de Maubreuil ; Marie-Anne du Breton, veuve de Julien Cohier, s^r des Marais, auditeur en la Chambre des comptes, auquel Laurent Jalasson, marchand de tapisserie demeurant à Aubusson, avait prêté 750 l. (1701-1702). = Affaires concernant Joseph le Barts, s^r du Port Blanc, maire perpétuel de Vannes ; les religieuses Pénitentes de S^{te}-Marie-Madeleine de Nantes ; Elisabeth le Clerc, femme de Pierre-Joseph de Guyheneuc, sgr de Vouvantes ; Guillaume de Lisle, s^r du Fief, époux de Françoise Lorido ; Pierre Lorido, s^r de la Poitevinière

en S^{te}-Luce, gendarme de la garde du Roi ; d^{lle} Françoise d'Esquinoze, veuve de n. h. Gabriel Michel ; Etienne de Frondat, procureur à la Chambre des comptes ; Pierre Galbaud, s^r du Fort, auditeur aux Comptes ; François-Roland Barin, ch^{er}, sgr de la Galissonnière ; Jean-B^{te} de Kermelec, archidiacre de Quimper et prieur de Guermittou ; n. h. Pierre Cohier, s^r des Marais, marchand en gros et bourgeois de la ville d'Alençon ; Claude Legendre chirurgien. — Provisions de sénéchal du prieuré de S^t-Cyr pour Pierre Raguideau, avocat, par sœur Marie de la Barre Desaunay, prieure du Bourg des Moutiers, S^t-Cyr et S^{te}-Julitte de Nantes et Bon Gaud, lues en l'audience présidée par Jean-François Douteau, professeur royal du droit français en l'Université de Nantes (1703-1704). = Affaires concernant Emmanuel Cassard, s^r de la Jou, et Françoise Merlet son épouse ; Jean de la Place, supérieur de l'Oratoire de Nantes, héritier de son frère Claude de la Place, s^r de Cromain, général provincial des Monnaies en Bretagne au département de Nantes, Vannes et Quimper ; n. h. François Marchais, marchand de draps et soie à Nantes ; n. h. André Rodais, s^r de la Huctière, directeur général des postes de Nantes ; Jean-B^{te} Doyen, m^e arquebusier (1704-1705). = Affaires concernant Gratienne de Lafitte, veuve de Jacques Allaire, commis aux étapes des gens de guerre ; les Ursulines de Rennes ; Marie-Anne Godard de Villiers, fille de René Godard, ch^{er}, sgr de Villiers, conseiller au parlement de Bretagne ; écuyer François le Bard, maire perpétuel de Vanne ; n. h. Damien Avril, s^r du Bois Thoreau [en Sautron] ; Antoine Barjon (var. Branjon), marchand tapissier à Aubusson, aux lieu et place de feu Laurent Jalasson ; Pierre Lesourd, s^r de la Hulonnaire, marchand ; écuyer Jacques Drouet, s^r de la Harlière, auditeur à la Chambre des comptes de Paris ; François Chambron, s^r de la Tansaurais, juge criminel au présidial de Vannes (1705-1707). = Affaires concernant Esprit Cucheron, maître musicien ; Jacques Clairay, marchand en gros et bourgeois d'Alençon ; René Restière et Jacques Petiot comme fabriciens de S^{te}-Luce ; François de Barberé, s^r de la Guerande, époux de Marguerite Lorido ; feu écuyer René de Marquès, s^r de la Verrie (1710-1711). = Affaires concernant M^e Claude Boileau, notaire royal à Nantes, héritier de feu Nicolas Boileau, recteur de S^t-Léonard, son frère ; Bernardin Piron cirier, pour frais aux funérailles de ce dernier ; François Pascaud, m^e chirurgien ; écuyer Claude Bazillais et Etienne Crias, comme fabriciens de S^t-Léonard ; m^e Joseph de Bourgues, greffier du marquisat de Goulaine ; n. h. Julien Cottineau, marchand de draps et soie à Nantes ; René Marchand, ouvrier aux basses œuvres (1716).

II. 138. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 106 pièces papier.

1726-1758. — Jurisdiction de S^t-Cyr. — Minutes. — Succession de Renée Renaud lingère, morte dans la maison Desageneaux, sise « rue S^t Léonard, anciennement dite rue du Port Comunau » :

dispositions testamentaires où R. Renaud demande à être inhumée aux Cordeliers « à costé d'une tombe qui est vis à vis la petite porte de S^t Raisné », apposition de scellés, requêtes, assignations, enquêtes par Jean-Joseph Triberge, sénéchal du prieuré, mainlevées. — Inventaire des meubles d'écuyer Claude Bazillais, s^r de l'Isle, greffier de la Chambre des comptes, séparé de bie. d'Anne Cesbron sa femme, énumérant entre autres 6 « morceaux de tapisserie Belgame », prisés 5 l. — Information relative à Maurice Brodu, laboureur à Bon Garand, attaqué par une famille du village armée d'instruments de travail, laquelle avait commencé par l'injurier, « le traitant d'animal de sorcier, magissien », l'accusant en outre d'avoir volé du bé à la poterne. Une voisine dépose qu'ayant entendu le plaignant « braire à la force », elle accourut et enleva aux assaillants un broc de fer avec lequel ils voulaient « brocher » Brodu. — Plainte de d^{lle} Anne-Geneviève Dumatz, fille de feu messire Jean-Pélagé Dumatz et information, à sa requête, pour vol à son domicile pendant son absence, notamment d'« une coiffure de dentelles de mignonette, montée et garnie de rubans ». — Ouverture de la succession de d^{lle} Marie Laillé sur réquisition de ses frères, dont l'un, Mathurin Laillé, s^r de la Filonnière, était marchand à Carquefou (1726). — Procès criminel contre Louis Barlé, marchand de bois, qui voyant saisir ses meubles par René Doussin, huissier, s'était armé d'une hache, jeté sur Doussin essayant de l'atteindre et finalement, d'un coup sur la table où celui-ci écrivait, avait coupé les pièces de son dossier⁸⁹ : ordre de saisie, procès-verbal de rébellion, conclusions, ajournement personnel, ordre d'écrou au concierge des prisons de Nantes qui devra nourrir Barié « à la petite pention du Roy » à 9 l. par mois, interrogatoire au Bouffay (1726-1728). — Succession de d^{lle} Renée-Madeleine Rodrigue, sœur de n. h. Mathurin Rodrigue, s^r de la Fremaudière, marchand : apposition et levée de scellés, inventaire des meubles et des papiers. — Appropriement d'une maison et de terres en Sautron acquises par Jeanne-Marie Pageot, veuve de n. h. François-Damien Avril, s^r du Bois Thoreau. — Procédure pour diffamations réciproques entre une servante et la femme de l'huissier Doussin ; celui-ci s'étant mêlé à la querelle s'entendit traiter de « petit sergent de deux sols » (1727). — Lettres du roi et sentence d'émancipation pour Louis-René de Kermoysan, sgr du Lech, fils de René de Kermoysan, s^r de Tresguidy (y annexé l'acte de baptême de Louis-René, du 9 mars 1707). — Succession de Jean Jollain, farinier du moulin du bois Thoreau en Sautron. — Tutelle de Jacques Simon, fils de feu écuyer Jacques Simon, s^r de Lessard et de dame Claude Hervé (1727-1728). — Appropriement d'une maison à Nantes, au coin de la rue Garde-Dieu, vis-à-vis la porte du cloître des Cordeliers et bornée, derrière ; par la commanderie S^t-Jean, maison acquise

d'écuyer Mathieu Simon, s^r des Sensives, par n. h. Christophe Guibourg, s^r de la Roullière, procureur des traites et gabelles à Châteaubriant. — Information contre Leroy, couvreur, sa femme, son fils et ses ouvriers pour voies de fait sur Julien Etienne, marchand : plainte, assignations, rapport de Pierre Gautier, m^e chirurgien à Nantes. enquête (1728). — Renonciation par l'abbé Claude le Tourneulx de l'Epronnière, fondé de procuration du fils unique des feux s^r de Moucheron et dame Anne Simon, à la succession de ladite dame (1740). — Successions de Louis Rabillé couvreur : scellés, acte de tutelle passé devant Pierre Secrétain, sénéchal de S^t-Cyr, inventaire (1758) ; — de Jacqueline Beré, décédée à Nantes en 1758 : scellés, extraits des registres paroissiaux et de la juridiction de Lamballe, de 1709 à 1758 ; — de Jacques Soudé calfat, mort à l'hôpital de Brest (1758).

II. 139. (3 cahiers.) — 36, 50 et 50 f^{os} papier.

1746-1789. — Juridiction de S^t-Cyr. — Registres d'audience. — Présentations d'aveux et de bannies, demandes en retrait lignager, liquidations de successions, règlements de dettes, police de petite voirie à Bon Garand, dispenses d'âge, etc. — Affaires concernant Françoise et Geneviève Ragaud, veuves d'écuyers Antoine et Pierre Poulain, sieurs de la Vincendière et de la Salmonais ; Jean-Vincent de Mondion, ch^{er}, sgr de Chassigny et Jeanne Ragaud, sa femme ; d^{lle} Jeanne-Thérèse Guichard et Julien-Augustin Borel, ch^{er}, sgr de Bottemont ; François Douceré, veuve de n. h. Joseph-Marie Halna, s^r de la Métairie, avocat à la cour ; Marie-Elisabeth Glaize des Sources, décédée pensionnaire au couvent S^{te}-Marie-Madeleine de Nantes ; écuyer Ferdinand du Gournay, époux de Jeanne de Palière ; Antoine Gervais, sculpteur et entrepreneur : lesdites affaires jugées par le sénéchal Triberge (1746-1748). — Provisions de sénéchal du prieuré de S^t-Cyr pour Pierre Secrétain, avocat en parlement et au présidial de Nantes, à la place de Jean-Joseph Triberge, données par Marie-Anne de Vaugirault, religieuse du Ronceray d'Angers, prieure du Bourg des Moutiers, S^t-Cyr, S^{te}-Julitte et Bon Garand (1748). = Adjudication pour 25.000 l. de la terre de la Grignonnais, en Basse-Goulaine, à n. h. Guillaume Grolleau des Roches, négociant à Nantes et à Thérèse Charron, son épouse (1774). — Affaires concernant la veuve de Charles Gallet, imprimeur en indienne ; Nicolas Breban, receveur à la poste ; Pierre-François Cardon, courtier français ; Renée Courau du Palus, veuve d'écuyer Julien Berthault de la Bossère, décédé en la maison du chapelain de la Jaillière, rue des Caves (1774-1777). — Provisions de procureur fiscal de S^t-Cyr pour Jean le Ray, à la suite du décès de Thomas-Joseph le Beau, pour Jeanne-Charlotte de Farcy de Cuillé, prieure du Bourg des Moutiers et de S^t-Cyr (1777). — Affaires concernant les sieurs Billard frères, marchands de draps, soies et fabricants de dorures à Nantes ; messire Claude-Louis de Monti,

⁸⁹ Les trois minutes du dossier antérieures à la violence faite à l'officier ministériel portent encore la trace manifeste du coup de hache.

époux de la dame Guéry ; les demoiselles Batesse et Bicard, maîtresses de pension en société ; Henri Coupperie, recteur de Vallet et écuyer Edmond-François Coupperie du Portereau, son frère ; dame Augustine Caillaud de Beaumont, supérieure du couvent S^{te}-Madeleine de Nantes ; Pierre de la Corbière, vicaire général de Verdun, comme titulaire de la chapellenie de la Jaillère ; écuyer Jean de l'Isle, chevalier du Dréneuf ; Georges Cany actuellement à Philadelphie⁹⁰ ; André-Antoine Querro imprimeur, époux de Catherine Biron (1778-1783). — Les audiences furent tenues par les sénéchaux de S^t-Cyr Louis le Beau de Bignon, de fév. 1774 à janv. 1779, et Thomas-Joseph le Beau, de janv. 1779 à mars 1783). = Affaires concernant Madeleine Guilbaud, veuve de Pierre de Montalembert, ancien m^e perruquier et mère de d^{lle} Perrine de Montalembert, épouse d'Emmanuel des Ageneaux, ferblantier ; d^{lle} Marguerite Guilbaud, veuve de Jean Ecomard, charpentier, décédé au Port-au-Prince ; Joseph-Louis Saulnier de la Jarrie ; la dame veuve Duval de S^t-Phal ; Charles du Vivier, receveur des taxes des nègres à la Basse-Terre, Guadeloupe ; Pierre Chevas, prêtre de l'Oratoire (1783-1789). — Enregistrement des lettres patentes de Louis XVI, du 18 juin 1784, portant règlement et tarif pour la procédure du parlement de Bretagne et des juridictions de son ressort. — Provisions de greffier de la juridiction pour Jean-B^{te} Herbert, par Louise-Adélaïde Veillon de la Roche, prieure du Bourg des Moutiers et de S^t-Cyr (1784).

II. 140. (Liasse.) — 22 pièces parchemin, 11 pièces papier, 1 sceau.

1382-1785. — Titres féodaux divers⁹¹. — Aveux rendus par Guillemet Juhel à Mgr Raoul..., à cause de M^{me} de Bonfour sa femme, et à dame Julienne de Bonfour pour un pré à Brécéan, paroisse de Béganne (1382 et 1384) ; — par le fils de feu Jean Juhel, de la ville de la Roche Bernard, à Marie, dame de la Richardière ; veuve de Pierre de Tréguené (1429) ; — par Guillaume Josso, à n. h. Guy de Carné, sgr de l'Estier (1454). — Pouvoirs de notaire de la juridiction de l'Estier octroyés par Jean de Maigné, au nom d'Yves de Maigné, s^f de l'Estier, son frère aîné (1597). — Echange entre Charles de Dinan, sire de Montafilant et de Châteaubriant, et frère Olivier, abbé de S^t-Jacut de l'Île (janv. 1394 n. s.) — Afféagement d'un emplacement en la ville du Port-S^t-Père, près du chemin menant au pont, acte consenti par nobles M^e Robert Le Pevrier et Pierre Le Pevrier, sgr de Launay et de S^t-Thomas (1427). — Minu des héritages de feu Georges Lesprevier, sgr de la Bouvardière, décédé le 10 sept. 1478, ballé par Arthur Lesprevier son fils aîné (1481). — Abandon de 6 planches de vignes en

⁹⁰ Cf. GG 757 les Bostoniens partis pour la guerre de l'Indépendance des Etats-Unis.

⁹¹ Dans cette liasse et les suivantes, principalement celles cotées 145 et 146, un certain nombre de pièces ont été mutilées pour enlever les vignettes des parchemins et papiers timbrés.

Rezé au profit d'Anne de Cadaran, dame de la Bouvardière en Rezé, veuve d'écuyer Antoine de Méliant (1674). — Main-levées pour Joseph de Cadarna, sgr de la Bouvardière, héritier d'Antoine de Méliant (1725 et 1728). — Quittance des droits de franc-fief délivrée à Raymond Lallemand, négociant à Nantes, pour son acquisition, le 16 sept. 1743, de la Bouvardière (1745). — Aveu à Charles, cardinal de Lorraine, comme abbé de Buzay, par Michel Pinel, recteur de S^t-Congard, prieur curé de Chauvé et de Cheix, et prieur de Rouans, à raison du prieuré de Rouans (1552). — Lettres de Henri, vicomte de Rohan et sgr de Blain, concédant une maison et un terrain près « la muraille de la barbecanne et première court » du château de Josselin, à Vincent Roy, apothicaire en cette ville, père de René Roy, apothicaire à la suite du vicomte (1594). — Vente d'un pré à Beauvoir-sur-Mer, avec la quittance des « ventes et honneurs » signés de Françoise de Rohan, dame de la Garnache (1585). — Aveux à Anne Cybouaut, dame de la Galmelière et à son fils mineur Claude Rouxel, s^f de la Galmelière, par leurs vassaux de Moisson et d'Issé (1571) ; — à Aufray de Lescouet, ch^{er}, premier président de la Chambre des comptes de Bretagne, s^f de la Guerande et de la Galmelière, par divers tenanciers de la paroisse d'Erbray (1606). — Déclaration de noblesse pour Honoré Lenfant, écuyer, s^f de Louzil, résidant à Clisson et protant pour armoiries : « d'azur à la bande d'argent costoyée de deux cottices ou filets d'or » (1670). — Pouvoirs de notaire royal à la sénéchaussée de Vannes pour François Jonnier (1682). — Fermage à Hérouville en la généralité de Caen, consenti par Charles-Edouard Colbert, comte de Sceaux (1689). — Aveux à Jean-Pélage Huchet, sgr de Villechauve, pour des terres en Glénac ; — à Armand du Gaubout, duc de Coislin, par Perrine Guyton, veuve de n. h. Henri le Brun, s^f de Fonteny, demeurant à Gambon (1695). — Afféagement par Louis Charette, sgr de la Gascherie, sénéchal de Nantes, à M^e François Brisson, procureur au présidial, d'une lande près sa maison de la Charlière en la Chapelle-sur-Erdre (1771). — Déclaration de ses biens par la dame Pascaud, veuve d'écuyer Etienne Lemoine, conseiller et secrétaire du roi, demeurant à la Rochelle, afin de jouir des privilèges accordés aux veuves secrétaires du roi (1753). — Commission de la Chambre des comptes de Nantes pour communiquer à M^e Caillé, procureur du marquisat de Goulaine, des extraits d'aveux datés de 1460 à 1550 dont il a besoin au soutien des droits dudit marquisat (1755). — Commission par Antoine Boula de Nanteuil, intendant de Poitiers, au s^f Dorotte, inspecteur des Ponts et chaussées aux Sables, afin de dresser procès-verbal de Noirmoutier vendus par le roi, « à titre d'accensement », au s^f Le Breton des Grapillières (1785).

II. 141. (Liasse.) — 11 pièces parchemin, 119 pièces papier, 10 sceaux.

1582-an VII. — Familles Luminais et Robard. — Inventaire des meubles et papiers de la succession de feu Elisabeth Robard, veuve de M^e Fabien Blanchet, décédée à Bourgneuf, fait à requête de n. h. Mathurin Robard, s^r du Temple, M^e Jean Gallot, s^r de Grand Marais, M^e René Luminais, époux de Marie Garreau, petite-fille de Michelle Robard, et consorts. Parmi les titres inventoriés figure le contrat de mariage de Blanchet, du 27 sept. 1631, la copie d'un compte de ce dernier rendu, comme receveur de Bourgneuf, au duc de Rais en 1634, et une quittance des habitants de Bourgneuf à Blanchet pour son compte de fabrique en 1644. Parmi les meubles, à côté de divers tableaux à sujets religieux, il s'en trouve un, prisé 1 l. 10 s., qui représentait le feu s^r Blanchet (1679). — Arrentement du pré Bouriau en S^t-Cyr, consenti à René Luminais, apothicaire à Bourgneuf, par n. h. Clair Charon, s^r de la Bloire, receveur du duché de Rays, comme procureur de François-Emmanuel de Bonne de Créqui, duc de Lesdiguières et de Rays, et de Paule-Françoise-Marguerite de Gondi, son épouse (1680). — Pièces produites à requête de René Luminais, apothicaire, et de Jeanne Luminais, veuve de M^e Mathurin Graton, relativement à la succession d'Honorée Luminais, décédée à Bois-de-Cené (1682-1683). — Procédure entre n. h. Jean Graton, s^r de la Gourlière, fils de feu Jeanne Luminais, et h. h. Lambert Lambert, m^e chirurgien (1698). — Aveux rendus à la seigneurie du Pont-Abert par Jean Graton, pour lui et Anne Luminais sa tante (1700) ; — au sgr de l'Héraudière, sous sa châtellenie du Coutumier, par Jean Luminais, s^r de la Guérivière en Bourgneuf (1703). — Partage des biens de Jean Luminais, leur frère, et de Jacques Luminais, prêtre, leur oncle, entre Laurent Luminais chirurgien, Madeleine Luminais, veuve d'Etienne Ernaud, s^r des Bastières et Madeleine Amoureux, veuve de François Luminais, s^r de la Bossilais (1714). — Significations d'actes, à requête de n. h. René Graton, s^r de la Gourlière, licencié ès lois, demeurant à Bois-de-Cené (1735-1741). — Procédures, à requête de n. h. Michel Luminais, s^r des Cloudis, demeurant à Bourgneuf, sénéchal du prieuré des Moutiers, héritier pour un quart de feu Madelaine Amoureux, veuve de François Luminais (1750-1752) ; — à requête du même comme héritier de n. h. René Graton, s^r de la Gourlière (1753-1759). — Connaissements au compte de M. Luminais, négociant à Nantes (1752 et 1787). — Transaction entre Michel Luminais et d^{elle} Anne Naud au sujet de 7 « journaux de retraite » à Bouin, à lui afféagés par le duc de Nivernais (1775). — Procédures entre n. M^e Michel Luminais, s^r des Cloudis, procureur du roi de la baronnie de l'île de Bouin, comme époux d'Anastasia Rolland, d'une part, et d^{elle} Charlotte-Thomasse-Renée de S^t-Aubin, exécutrice testamentaire de noble Pierre Rolland, recteur de Treffieux, frère d'Anastasia, mort en 1777 sous le proche fief de la Fleuriaye en Treffieux, d'autre part, en règlement de la succession du défunt (1777-1781), et documents provenant dudit recteur concernant,

entre autres, les biens sis en les Moutiers assignés pour son titre sacerdotal (1742), des salines relevant du bénéfice S^t-Nicolas desservi à Bourgneuf, dont il était titulaire (1750), les terres de sa chapellenie de S^t-Fiacre, en le Perrier, Sallertaine et Challans (1772). — Procuration d'Anastasia Rolland, veuve de Michel Luminais, à Alexandre Luminais son fils (1781). — Contrat de constitution d'une rente de 150 l., consenti moyennant 3 000 l. par René-Laurent Luminais des Cloudis, bourgeois de Nantes, à l'hôpital de Bouin (1783). — Assurances maritimes pour M^e Luminais des Cloudis (1787-1790). — Engagement, certificats, congé pour René-Laurent Luminais faisant partie des Volontaires nantais, puis de la garde nationale de Nantes (1789-1793). — Procès-verbaux et compte du citoyen Luminais, administrateur du dép^t de la Loire-Inférieure, comme commissaire pour l'expédition des savons destinés aux divers départements bretons (ans II-III). — Vente à Michel-Pierre Luminais, procureur du roi à Bouin, y demeurant rue du Pas Marteau, par Geneviève Lamoureux de la Javellière, veuve de Denis-François, comte de Monroy, lieutenant général des armées du roi, d'une maison rue du Pas Marteau (1787). — Acquêt par Michel-Pierre Luminais, juge de paix du canton de Bouin, de la partie appartenant aux ci-devant Trinitaires de Beauvoir dans le pré de la Pinsonnière, à Bouin, qu'il possédait en commun avec eux (1791). — Lettre du District de Challans au citoyen Luminais l'aîné, à Bouin, le remerciant de l'envoi de son ode sur le pardon des rebelles (an IV). — Lettres écrites à son [beau-] frère [Michel-Pierre] Luminais, membre du Conseil des Cinq-Cents, par G.[aspard] Josnet, général de brigade, au sujet de sa disgrâce pour avoir dit la vérité sur Hoche dans un mémoire saisi chez l'imprimeur nantais Guimar. « J'offre de payer de ma tête si je ne prouve pas les liaisons intimes du général Hoche avec les royalistes » (10 ventôse). — Mémoire de Josnet adressé au Conseil militaire : vif réquisitoire contre le général divisionnaire Tuncq accusé d'ivrognerie, de vols, d'actes d'inhumanité ayant causé la mort de patriotes (an IV)⁹². — Lettres de particuliers envoyées au représentant du peuple Luminais : observations sur l'instruction publique, l'obligation de se marier pour les prêtres qui s'y adonnent, le commerce à faire avec les Incas de la Guyane (an VI). — Lettre au même, de Daniau, receveur à Challans : « Les Anglais rôdent continuellement le long de nos parages ; on les voit tous les jours depuis les Sables jusqu'à Noirmoutiers ; ils interceptent toute communication par mer » (18 floréal an VI). — Partage de la succession de feu René Josnet Navarrière entre René Josnet Navarrière, Gaspard Josnet La Violais son frère, général de brigade, Michel-Pierre Luminais, membre des Cinq-Cents, veuf de Marie Josnet, au nom de son fils, et les

⁹² Il manque la fin de ce mémoire autographe de Josnet. Dans son état actuel, il comprend 4 pages in-f^o.

enfants de feu Jacques Cormier Deshomeaux, époux de Marguerite Josnet (an VII).

Minute d'un contrat d'échange passé devant Hélie Robard et Jean Robard, notaires à Bouin (1582). — Main-levée des biens de n. h. Jacques Voisin, s^r de l'Angle, le requérant écuyer Gabriel-Robard, auditeur en la Chambre des comptes de Bretagne (1731). — Procédure où est partie Marie Ménager, veuve de François Robard dit Brûlevent (1739-1740). — Mémoire anonyme contre « M^r Robard, cy devant lieutenant colonel du rég^t de Foix et depuis trois mois commandant de milice du pays de Retz, natif de Bourneuf où il rézide depuis plusieurs années, séparé de son épouze ». On lui reproche l'abus des corvées aux réparations de la chaussée de Bourgneuf et au corps de garde de la rade du Collet, prescrites par le duc d'Aiguillon à son dernier voyage à Bourgneuf, les malfaçons du travail, son ingérence dans des questions de police locale non de son ressort, les menaces et la prison infligées aux récalcitrants, etc. En marge, réponses de Robard aux 34 articles du mémoire. On devrait bénir le duc d'Aiguillon et lui élever une pyramide sur la nouvelle chaussée qui est maintenant praticable en hiver aux navigateurs, etc. (1756).

II. 142. (Liasse.) — 24 pièces parchemin, 13 pièces papier, 6 sceaux.

1638-1773. — Famille Montault. — Vente par Blanchet Scot, écuyer, sgr de Savigny, Rudefeu et la Fontaine Boivin, demeurant à Chicamour, paroisse de Sury-aux-Bois, à Benjamin Dufour, avocat à Loudun, des deux tiers de la terre et seigneurie de la Fontaine Boivin, par. de Bournaud, pour 6 300 l. t^s (1638). — Foi et hommage à la baronnie de Verrières par Benjamin Dufour pour la Fontaine Boivin (1639 et 1664). — Sentence d'Yves-Marie de la Bourdonnais, intendant du Poitou, condamnant pour faux Isaac Montault, s^r des Isles, avocat à Loudun, détenu dans les prisons de Poitiers, au bannissement pour cinq ans des provinces de Poitou, Anjou et Touraine, à 3 000 l. d'amende et à l'interdiction perpétuelle des fonctions d'avocat et de procureur (1691). — Factum (imprimé) pour Isaac Montault. On ne l'a impliqué de faux que parce que ses juges avaient dû reconnaître sans fondement leur accusation pour « faits de religion et commerce avec les princes estrangers et ennemis de l'Estat » s.d. — Lettres de Louis XIV levant la peine de bannissement et réhabilitant Montault, lequel, élevé dans la religion réformée, l'avait abjurée après la révocation de l'Edit de Nantes, mais qui, lors de sa condamnation, n'était pas suffisamment instruit et est prêt maintenant à donner l'exemple d'une conversion sincère (Versailles, 24 janv. 1694). — Lettres du roi, arrêt du Conseil d'Etat et autres pièces relatives à la réception d'Isaac Montault comme avocat du roi au bailliage de Loudun, charge à laquelle il a été nommé par la duchesse de la Trémoille, procuratrice de son époux engagiste du domaine de Loudun (1696). — Diplômes de bachelier et de licencié en droit pour

Jean Montault de Rudefeu, délivrés par Louis Frottier de la Messelière, chancelier de l'Université de Poitiers (1699 et 1701). — Prestation de serment comme avocat à la cour de Loudun par ledit Jean Montault (1701). — Provisions par Louis-François-Armand du Plessis, duc de Richelieu, de Pierre Montault, s^r des Isles, aux fonctions de sénéchal de la baronnie de S^t-Cassien dépendant de son duché de Richelieu (1716). — Nomination de X Montault des Isles par Nicolas de Lamoignon, intendant de Languedoc, aux offices d'avocat du roi et de procureur du roi au siège de Loudun. — Provisions du même par le même comme sénéchal de son marquisat de la Motte Champdeniers (1717, 1718). — Nomination par Guillaume-Urbain de Lamoignon, de Pierre Montault des Isles à l'office de bailli de Loudun (1732). — Vente pour 16.000 l. par Thomas Postolle à Jean-François-Isaac Montault, s^r de Rudefeu, mineur émancipé, de son office de conseiller du roi, correcteur en la Chambre des comptes de Blois (1750). — Vente pour 15.000 l. par ledit J.-F.-I. Montault de sa charge en la Chambre des Comptes de Blois à Pierre d'Estriché, sgr de Baraie (1773).

II. 143. (Liasse.) — 6 pièces parchemin, 12 pièces papier, 1 sceau.

1724-1785. — Famille Petit. — Sentence en contestation d'héritages entre les Ursulines de Caen et la veuve du sieur Le Petit, « professeur aux droits » (1724). — Acquêt par René Ollivier, cavalier de maréchaussée à Falaise, de biens dont Jacques Petit, *aliàs* Le Petit, opère le retrait lignager (1756, 1757). — Vente au prix de 12.000 l. par Charles-Henri de Brossard, capitaine au corps royal d'artillerie, à Jean-Jacques Petit, marchand de bois à Falaise, d'un « herbage » dit la Cour Harant, paroisse de Norrey ; passée à Rabodanges, en l'auberge du *Grenadier Bourbon* (1775). — Aveu pour ladite « terre en herbage » par J.-J. Petit à Guillaume Deviel, sgr de Raveton, époux de Madeleine de Colbœuf (1778). — Lettre et notes généalogiques adressées à M^r Petit, officier de santé à Falaise, relatives à la succession de Poisson, marquis de Marigny, frère de la marquise de Pompadour (s.d.)

II. 144. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 44 pièces papier, 6 sceaux.

1741-an II. — Famille Deurbroucq. — Brevets d'enseigne de la compagnie de milice bourgeoise du faubourg de Pirmil pour Simon Deurbroucq, à la place du s^r Martens passé capitaine dans la compagnie de Vertais, au nom du maréchal Louis de Brancas, gouverneur de Nantes (1741) ; — de lieutenant dans la même compagnie pour ledit S. Deurbroucq, par démission de François Giraud, au nom de Louis-Paul, marquis de Brancas, gouverneur de Nantes (1764). — Procurations à Dominique Deurbroucq, négociant à Nantes, par Augustin Rouzé, négociant à Lille (1756) ; — par la veuve

Bailly, marchande au pays de Liège (1761). — Action pour Dominique Deurbroucq sur le corsaire *Le Romain* de 20 à 24 canons, en armement à Boulogne (1757). — Lettre de change sur Joseph de Wolf, négociant à Bruxelles, signée : Dominique Deurbroucq (1762). — Charte-partie pour cent milliers de sucre à charger au Cap Français et amener à Paimbœuf, entre Mosneron, armateur du navire *La Paix*, et Dominique Deurbroucq (1763). — Assurance maritime, quittances, passavants, lettres de change et autres papiers de commerce et d'affaires de Dominique Deurbroucq, entre autres un laisser-passer, de 1767, au nom de la maison Legret, entrepreneur de voitures pour le roi et le public, à l'adresse : *Au bon conducteur*, à Paris, rue Tire-Boudin, et un certificat de 1771, des députés du commerce de Marseille attestant le chargement d'une « cheminée de marbre travaillé, fabrique de cette ville » (1764-1780). — Affrètement de la *Marie-Jeanne* de Boulogne, appartenant à Deurbroucq et C^{ie}, armée à Brest par le roi (1780). — Correspondance commerciale, lettres de change, etc. sous la raison sociale Dominique Deurbroucq et fils (1782-an II).

II. 145. (Liasse.) — 29 pièces parchemin, 79 pièces papier, 8 sceaux.

1587-1791. — Familles diverses. — *Angebaud*, à Nantes (1690). — Jacques *Astier*, commissaire de la marine et du commerce de France en Hollande (1758). — *Bahuaud*, à Rennes (1761). — François *Berger*, à Nantes (1685). — Jean-B^{te} *Berthelot*, s^f de la Paragère, demeurant à la Fosse et Jeanne *Berthelot* sa sœur, demeurant au couvent de S^{te}-Elisabeth de Nantes, contre des métayers de la Limouzinière (1726-1728 ; imprimé). — *Besnard* et consorts, à Angers (1678). — *Beugnet* et Janssoone, notaires royaux à Dunkerque (1771). — N. h. Pierre *Bidé*, s^f de la Provosté, contre m^c Guillaume *Brochard*, s^f de la Souchais (1594). — Charles *Blanchard*, marquis du Bois de la Musse, en Chantenay (1681). — Jean *Bon*, m^c serrurier demeurant au Pas Périlleux, par. S^t-Saturnin de Nantes (1695). — Succession André *Bosset*, négociant à Lille (1784). — Jean-Gabriel *Bouchaud*, marchand au pont de Monnières (1784). — Jean *Boucher*, marchand, rue des Halles à Nantes (1784-1785). — Jean *Bouedron*, à S^t-Macaire et Jean *Barbaud*, à la Séguinière (1629). — Famille *Bouet* dont l'un, Mathurin, marchand de draps et soie à Nantes, était garde de sa corporation en 1701 (1653-1730). — Pierre *Bouvier*, m^c boulanger en Verlais (1675-1682). — Rose *Bretagne* à Chantenay (1770-1790). — Joseph *Brochard* à S^t-Père-en-Retz (1687). — Héritiers de Jean *Bruneau* à Nantes, dont l'un Joseph *Bruneau*, soldat au rég^t de la Reine (1739). — Héritiers *Jacquine Brunet* à Cholet (1723). — Succession d'écuyer Jean-Célestin *Buis*, s^f du Bois Malinge [en S^t-Julien-de-Concelles], comprenant entre autres une maison située « aux arrêts de Vertais », acquise par les sieurs Petit-Pierre frères,

fabricants d'indienne à Nantes (1770-1783). — Françoise *de Chambellée*, dame de Villeray (1735). — Vente par Jean-Charles Dormy, comte de Neuvy en Bourgogne, époux de Jeanne Durandeu, et par Claude Durandeu, capitaine au rég^t d'Enghien, à Besançon, à Joseph *Charet*, marchand de draps et soie à Nantes, du jeu de paume du *Chapeau Rouge*, vis-à-vis les douves S^t-Nicolas, dans la rue qui conduit au jeu de boules du *Chapeau Rouge*, pour 18.000 l., et d'une maison, rue des Carmes, pour 3.000 l. (1720). — N. h. Louis *Charet*, négociant à Nantes, fermier général de la prévôté de Vertou (1743-1745) ; — procès avec Françoise Roguier, veuve de Pierre Bontoux architecte (1746). — Acquêt d'une vigne en S^{te}-Luce par n. h. Pierre *Cornulier*, sgr de la Tousche et de la Haye (1587). — Echange de terres en S^{te}-Luce entre n. h. Claude *Cornulier*, sgr desdits lieux, et Mathurin *Millet* (1606). — Sébastien-Jacques *Courtin*, sénéchal du Cap-Français à S^t-Domingue (1757). — Françoise *Crispielle*, veuve de Jean Brianceau, procureur au présidial de Nantes, et consorts (1737). — Laurent *Davy*, s^f du Nourois, habitant Notre-Dame de Riez (1700). — Pierre *Dornais*, prêtre de l'Oratoire de Nantes (1749). — D^{lle} Anne *Dumoulin*, veuve de m^c Louis *Chapelain*, à Nantes (1707). — *Dupuy*, propriétaire de la Hachère en S^t-Herblain (1753). — Etienne *Durand*, s^f de la Fontaine, marchand à S^t-Pater près Alençon (1736). — Vente à François *Durand* par Marin *Cotinet*, m^c barbier, baigneur, étuviste et perruquier à Vitré, près le porche au lait, de sa lettre et maîtrise dudit métier au prix de 300 l. (1777). — Extrait de sépulture à Pornic d'Etienne *Ernaud*, s^f des Bastières, sénéchal de l'île de Bouin (1762). — René *Esnaud* « terrasseur » à Nantes (1685). — Jean *Fabry*, m^c parcheminier à Bordeaux (1679). — Guillaume *Fouet*, ancien curé de S^t-Agnanle-Malherbe (1774). — Succession de Claude *Fournier* de la Pinsonnière (xvii^e s.) — N. h. Urbain *Gaborit* à Nantes (1694). — *Galipaud* à Nantes [1760]. — Antoine *Gallon* et André *Rivet*, de la châtellenie de Souché en S^t-Aignan (1726-1732). — Pierre-Etienne *Gaschignard* à Nantes (1791). — Joseph-René *de Gasé* à Essay (1770). — M^c Jean *Gaudais*, notaire à Paimbœuf (1709). — Ecuyer Charles-René *Gautier*, s^f de la Vallet, à Vannes (1735). — N. h. François *Gazon*, s^f de Maisonneuve, négociant à Rennes (1765). — Jacques *Gérard*, du Cellier (1702). — Louis Ondurat *Gervais*, sgr de Boissy-le-Girard, demeurant à Paris, rue Clocheperche (1757). — Appropriement d'une maison en la basse Sauzaie, à Nantes, acquise en 1774 par Michel *Giraud* de n. h. Jacques *Beder*, négociant (1780). — Quittance au trésorier des États de Bretagne par Marie *Grallin*, veuve Légier du Cluseau (1765). — *Jacquette Guérard* veuve de Pierre *Fizet*, de la vicomté d'Arques [1683]. — Gaspard *Guercy*, bourgeois de Caen (1689). — Bail de la métairie de la Tancherie en Cheix, consenti par Pierre *Guérin*, prêtre au Mignon, titulaire de la chapellenie Chauvet (1780). —

Charles *de Harambure*, s^f de la Bastille, paroissien de Monteille, contre Guillaume Paisant, marchand à S^t-Loup-de-Fribois (1750-1761). — Louis-François *Havet*, négociant à Montreuil-sur-mer [1777]. — Requête d'Antoine *Huet* au duc de Chaulnes maréchal de France et commandant en Bretagne, aux fins de lui faire obtenir des lettres patentes le réhabilitant dans les privilèges de noblesse ; avec sa généalogie et ses armoiries telles qu'elles sont figurées aux Minimes de Nantes (vers 1708). — René *Joubert*, baron de Landreau (1789). — Françoise *Jousset* à Nantes (1677).

II. 146. (Liasse.) — 58 pièces parchemin, 53 pièces papier, 7 sceaux.

1579-1790. — Familles diverses. — D^{lle} Françoise *Laisné* à Nantes, mère de François Porcher, s^f du Rocher, décédé aux îles d'Amérique (1729). — H. h. Julien *Lambert*, s^f de la Forêt en Sautron (1676-1704). — Vente par Mathurin Rubion, s^f du Pasty, procureur au présidial de Nantes, à Pierre *le Basque*, m^e chaussetier, d'une maison à Nantes en la Grande Rue pour 933 écus (1579). — Marie *Lebeau*, veuve de n. h. Yves Renard, avec intervention d'Ursule Foyneau, supérieure des Hospitalières d'Ancenis et autres [1753]. — Pierre *Lebeaupin*, fermier du Bois Benais en Vallet, avec intervention des religieuses du prieuré de la Regrippière, du chapitre de Nantes et consorts (1744). — Jacques *Lebreton*, s^f des Goronnières, notaire de la cour de la Garnache et Beauvoir (1712). — Acquêt de maisons et de terres à Billiers par M^e Julien *le Glan* (1608). — Alexis *le Gouvello*, ch^{er}, sgr de Kerantré, à Auray (1742). — M^e Etienne *Lehoreau*, notaire royal à Angers, et Marie-Anne Poutière, veuve de n. h. Jean-Sébastien Sourice, demeurant à Trémentines (1727). — *Lelou* de la Guillonière, à Jacmel, S^t-Domingue (1766). — *Le Maître* du Mesnil, généralité de Caen (s.d.). — Prêt de 18.300 l. fait par écuyer Jean-Charles *Leroux* des Ridelières, négociant à Nantes, à Laurent de Caradeux, écuyer, habitant le Port-au-Prince (1772). — Compte de tutelle passé à Couëron entre Joachim *Loyen*, Mathurin *Loyen*, maîtres monnayeurs à la Monnaie de Nantes, et consorts (1675). — Vente par François *Loyen* (1697). — Nobles Julien *Lucas* et Michelle d'Espinose, sa femme, s^f et dame de la Martinière, demeurants à la Fosse de Nantes (1660). — Anne *Lucas*, fille dudit Julien, épouse de n. h. Paul de la Rocque (1680). — Catherine *Mac Nemara* demeurant à Nantes, communauté de S^t-Charles, et Marie *Mac Nemara*, veuve de Georges Meade, négociant en Irlande (1773). — Jean-Michel *Marrier*, contrôleur général honoraire à la cour des Monnaies de Paris (1782). — D^{lle} Marie Desbois, veuve de Nicolas *Martin*, à Josselin (1790). — Acte de sépulture à Cayenne de François *Mary*, natif de Nantes, capitaine négrier (1768). — Jacqueline *Massé*, veuve de messire Louis-François Buor, dame de la Tigerie, paroisse de S^t-Vincent-sur-Jard (1780). — Lettre écrite à M^f *Mauduit*, place des Halles à Nantes,

par Pierre Legouz, religieux à la Chartreuse du Liget. Il le prie notamment de lui envoyer les « écrits faits pour et contre le fameux ballon Mouchet et Coutard », avec quelques réflexions sur le Père Mouchet de l'Oratoire. Sceau de ladite chartreuse (1784). — Héritiers de Guillemette *Mazureau*, dame de Bellestre, demeurants à Nantes, Joué et S^t-Julien-de-Concelles (1701). — Sentence de Charles Valleton, s^f de Malleville, prévôt de Nantes, dans la succession de Pierre *Mercier* (1696). — Madeleine *Meusnier* veuve du René Jacquin, marchand à Alençon (1728). — N. h. Guillaume *Michel*, s^f du Bois de la Roche (1733). — Julien *Minée* à Nantes (1747). — Françoise Peneau, veuve de François *Moncheveux*, m^e taillandier à Nantes, rue S^{te}-Catherine (1784). — Jean *Montacier*, voilier à Nantes (1709-1734). — Jean-B^{te} *Moreau*, marin, mort sur le *Nisus* de la Rochelle (1784). — Enregistrement en la Chambre des comptes de Bretagne des lettres du roi octroyant à Honoré *Nepvouet*, s^f de la Breille, un office de conseiller et maître ordinaire en ladite Chambre, par résignation de François-Joseph Sorin, s^f de la Hillière (1699). — Acquêt par Toussaint *Nicollon*, m^e boucher à Nantes, du parc appelé le Parc Viollet, au village de Boire-Courant en S^t-Julien-de-Concelles (1719). — Louis *Niver* contre François Baudouin, au duché de Luynes (1722). — Ecuyer Yves *Olliver*, s^f de la Plecizière, auditeur en la Chambre des comptes de Bretagne, et Antoine de Bruc, s^f de Clisson, son beau-frère (1732). — D^{lle} Mathurine *Papin*, veuve de Jacques Vallée, à Nantes (1780). — Famille *Pavageau* à Pont-Rousseau (1694-1770). — Extrait de baptême à Huningue en Haute Alsace, d'Alphonse, fils de Paul *Peltier*, directeur de l'hôpital (1747). — Succession du s^f *Pigeaud* de la Devançais, procureur du roi à la maîtrise des eaux et forêts du Gâvre (1740). — Jean-B^{te} *Piquefeu* de Bermont, négociant à Honfleur (1763). — *Plinguet* à Lyon (1763). — Julien *Plumaugat*, s^f de la Grenouillère (1700). — Marc *Poisson*, garde-chasse de Noirmoutier (1775). — Jean *Praud* de la Giraudière contre d^{lle} Anne Grilleau, à Nantes (1683). — Vente par Pierre-Gilles *Prudhomme*, s^f du Fontenay, à Louis Grou, négociant à la Fosse, de son office de « receveur garde de la prévôté et de depost des sels à Nantes », pour 14.000 l. (1737). — Contrats de constitution passés audit Prudhomme (1750-1759). — Jeanne *Raguideau* à Couëron (1700). — Bail passé par Jacques *Rivière*, bourgeois de Falaise, sous la juridiction de Tournebu (1653). — Héritiers de Tristan *Robert* à Guérande (1703). — Françoise *Robert* veuve Cottineau [1724]. — Thomas Bernard *de Robillard*, écuyer, s^f de Beaurepaire, à Caen (1732). — Feu écuyer Joseph *de Sesmaisons*, s^f de la Menantière (1673). — Ecuyer Jean *Simon*, s^f de Launay, y demeurant paroisse d'Auverné, époux de Françoise le Lou (1697). — Louis-César *Texier*, président au présidial de Blois (1729). — Contrats de constitution d'écuyer Claude *Thibaudeau*, s^f du Bois de la Poize, auditeur en la Chambre des comptes de

Bretagne, époux de Cécile Barbot, envers d^{lle} Michelle Caris (1693); — Julien Boux, sgr de Bougon et de S^t-Mars [-de-Coutais] (1699); — Catherine de Bonnemez, veuve d'écuyer Pierre Poulain, sgr de la Vincendière [1701]; — Marguerite Lorteau, veuve de François de la Roche S^t-André (1702). — Jean *Vallée* à Drain (1772). — Succession de n. h. Jacques *Voisin*, avocat, s^r de Langle en la Chevrolière, avec intervention de n. h. Robert Menard, sénéchal du comté de Rezé, et consorts (1736-1743).

II. 147. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 21 pièces papier, la plupart imprimées.

1670-1791. — Nantes. Corporations. — « Adresse des corporations des Arts et Métiers de la ville de Nantes à l'Assemblée nationale » contre le décret qui a supprimé les maîtrises [1791]. — Arrêts du parlement de Bretagne dans les instances entre les boulangers de Nantes et la municipalité relativement au tarif du pain (1697 et 1737); — condamnant Pierre Souchais, boulanger à l'Hermitage, à être attaché par l'exécuteur de la Haute Justice, un jour de marché pendant deux heures, au poteau dans la place du Bouffay de Nantes, avec un écriteau portant : « Boulanger rebelle à justice, vendant le pain au-dessus du prix réglé par la police et à faux poids » (1749). — Tarif général pour le prix du pain (1751). — Mémoire pour les officiers de police contre la communauté des maîtres boulangers (1760). — Sentence de la « Cour supérieure provisoire de Bretagne » interdisant aux boulangers d'assujétir les fariniers à d'autre corvée qu'à celle d'aller chercher les grains aux greniers et de les reconduire chez les boulangers (1790). — Sentence de police ordonnant que la boutique de Jean Daviaud, boulanger à Pirmil, sera murée pendant un mois pour vente de mauvais pain (1790). — Sentence de police dans l'affaire entre les maîtres cloutiers de Nantes et Urbain Renou, casseur d'acier (1731). — Ordonnance du comte de Menou, commandant à Nantes, contre les gabarriers allant au Pellerin et à Paimbœuf, qui, sous prétexte d'absence, se dispensent de la patrouille sans se faire remplacer (1741). — Sentence de police en faveur des maîtres menuisiers contre leurs collègues ayant pris irrégulièrement des compagnons (1737). — Lettres de Louis XV confirmant leurs privilèges aux officiers de la Monnaie de Nantes (1727). — Arrêts de la cour des Monnaies portant règlement pour les orfèvres de Nantes (1670 et 1732). — Brevet de maître potier d'étain à Nantes pour Charles, fils de feu Guillaume Jaquest (1718). — Sentence de police condamnant les portefaix de la Fosse qui avaient empêché de travailler les portefaix de Chantenay (1726). — Tarif des salaires pour les portefaix de l'entrepôt du café (1782). — Ordonnance de police, délibération et règlements des maîtres serruriers touchant les compagnons (1733, 1737, 1755). — Brevets de maître tailleur d'habits à Nantes pour Jean Chataigner (1761); — de maître traiteur, pâtissier et

rôtisseur à Nantes pour Laurent Dufoy (1786). — Mémoire du repas de noces, du 11 janv. 1789, montant à 213 l. 8 s., dû audit Dufoy par M^{me} Arrouet et M. Verger son gendre.

II. 148. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 123 pièces papier, 3 sceaux.

1674-1791. — Nantes. Commerce maritime. — Procès-verbal, à requête de François de la Pierre, s^r de Thalouet, m^e ordinaire en la Chambre des comptes de Bretagne, obligeant à payer 525 l. en vertu d'un « acte de cambie », Louis Porcher, s^r du Rocher, marchand à la Fosse, au nom des avitailleurs et chargeurs de la frégate *Renée-Marie* de Nantes, à raison des avaries causées par la tempête à ladite frégate (1700). — Arrêt du Conseil d'Etat servant de règlement pour le payement des droits de la prévôté de Nantes sur les marchandises qui y sont sujettes (1703)⁹³ — Assurances maritimes pour Gabriel Lelou, au compte de Vincent Bonnefond, dans le navire le *Bourbon* commandé par Tiercelin et se rendant à Léogane (1740); — pour Admyrauld fils, dans les *Trois Maries* retournant de S^t-Domingue à la Rochelle (1754); — pour la veuve Admyrauld et fils aîné, dans le *Bon Henri* allant de l'île de France ç Lorient (1786); — pour Bertrand de Cœuvre, dans le *Prince Noir* allant en Guinée charger des noirs destinés à S^t-Domingue (1783); — pour le même dans divers navires (1790-1791). — Billets à ordre, valeur en prime d'assurance (1773-1790). — Détail des chargements de différents vaisseaux de la Compagnie des Indes arrivés à Lorient (1754, 1755, 1768); — de 8 navires de la Compagnie des Indes Orientales parvenus en Hollande (1755). — Placards annonçant la vente à l'hôtel de la Bourse de Nantes de denrées coloniales (1757, 1769, 1770); — du grément et de la cargaison d'une prise anglaise effectuée par le corsaire nantais *Maréchal de Richelieu* (1757); — la vente au Havre des deux prises anglaises capturées par les corsaires *Chevert* et *Fulvie* de Dunkerque (1760); — la vente à Lorient du chargement des deux prises du corsaire *Franklin* (1781). — Réclamation au s^r Kervégan, négociant à Nantes, par les parents de feu Pierre Baugé, de Vernouil en Anjou, du compte de l'indigo provenant du Cap, île de S^t-Domingue, rapporté par Baugé et que devait vendre Kervégan (1760). Quittance de péage de Beaugency pour 20.412 liv. sirop de mélasse (1767). — Etats des marchandises venues de divers lieux à Nantes (1771). — Récapitulation générale des marchandises des colonies arrivées à Nantes, au cours de 1772, par 111 navires dont on donne les noms. — Observations des négociants nantais au sujet des droits sur le riz (1772); — sur un écrit imprimé au Port-au-Prince en 1773 touchant le commerce avec les colonies (1774); — sur les

⁹³ Cf. HH 227 les deux documents de 1703 avec lesquels celui-ci ne fait pas double emploi. La liasse II 148 contient en double les pièces de 1765, 1779, 1780 et 1784 de HH 227 que, par suite, nous nous abstenons d'inventorier ici.

retours des navires des colonies (s.d.) — Certificats de l'arrivée de sacs de café venus de Nantes, délivrés par l'« official au bureau principal des droits de Sa Majesté l'Empereur et Roi, établi à Bruges » (1781). — « Mémoire pour le Général du commerce de Nantes contre la marquise de Talleyrand, engagiste de la traite domaniale de Nantes, en présence du s^r Cambronne, négociant de la même ville » (1781). — Arrêts du Conseil dans la cause entre François la Perrière, négociant à Nantes, armateur du *Marquis d'Avaray* et du *Comte de Crenay*, et ses créanciers (1782-1783). — Requête au roi des assurés et affrêteurs de la place de Nantes contre les assureurs et armateurs (1782). — Arrêt du Conseil, à requête de Nicolas Salzard, ci-devant adjudicataire des fermes unies de France, contre les réclamations des s^{rs} Andrieu et Lanelle, négociants à Nantes (1788). — Adresse des Nantais à l'Assemblée nationale pour le maintien de la traite des noirs (1789)⁹⁴. — Lettres de change et effets de commerce (1734-1787). — Charte-parties, laisser-passer, lettres de voitures, connaissements, etc. ; diverses pièces concernent Pierre Hardy, marchand à la Rochelle, notamment un laisser-passer pour deux balles de draperie devant servir à l'habillement du rég^t de Karrere, 1731 ; d'autres, M. de Kervégan, négociant à Nantes, en particulier deux connaissements pour la toile de Fougères et des mouchoirs de Cholet expédiés au Cap Français, 1748, et 20 marches de grison au compte des Jésuites du Cap Français, 1751 (1730-1789).

Sentences du Consulat de Nantes (1674-1790). — Mémoires des juges et consuls de Nantes au roi demandant pour les négociants l'égalité dans les fonctions municipales avec les avocats qui la leur contestent (1777)⁹⁵. — Arrêt du parlement de Bretagne fixant aux mercredis et aux samedis les audiences du Consulat (1782).

II. 149. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 30 pièces papier, la plupart imprimées, 9 sceaux.

1693-1788. — Marine. — « Règlement du roy pour tous les officiers, matelots et soldats des vaisseaux armez en course..., du 25 nov. 1693, et l'edit du roy concernant le dixième de M. l'Amiral de France..., d'août 1743 ». — « Règlement concernant les prises faites sur mer..., du 21 oct. 1744 ». A Nantes, N. Verger, 2 petits livrets in-24. — Ordonnance royale interdisant aux capitaines de prendre en Loire d'autres matelots après l'arrêt de leurs rôles à Nantes (1695). — Edit et déclaration du roi relatifs aux gages des officiers des amirautés (1703). — Jugement par Pontcarré de Viarme, intendant de Bretagne, contre Pierre Duhart, capitaine du *Saint-Louis* de Marseille et autres, pour pillage dudit navire échoué à Notre-Dame-de-Monts en 1729. — Ordonnances et déclarations du roi concernant le petit cabotage (1740) ; — les avances à

payer aux marins corsaires (1746) ; — le dixième des prises attribué à l'amiral de France (1748, 1756). — Arrêt du parlement de Bretagne portant règlement pour les amirautés de la province (1761). — Liste des bâtiments composant le convoi arrivé à Lorient le 23 juillet 1782, dont 62 pour Bordeaux, 41 pour Marseille, 9 pour Nantes, 1 pour Lorient, 4 pour Cadix et 4 pour Brest. — Provisions de secrétaire général de la Marine pour Guillaume Perier (1782). — Procès-verbal de la condamnation en rade de Mozambique à 50 coups de garcette, d'un matelot déserteur de la *Cérés*, qui avait tiré son couteau contre son capitaine (1788).

Sentences de l'amirauté de Nantes en faveur de n. h. Jean Mosneron négociant (1752) ; — de Léonard Joubert du Collet et autres négociants qui font construire une maison sur l'île Feydeau : les entrepreneurs ne s'étant pas mis en mesure de leur livrer en temps voulu (1753). — Certificat des officiers de l'amirauté de Nantes attestant que M^e Bascher n'a dans ce siège aucun parent au degré prohibé (1777). — Brevets pour René Patron comme matelot du canot de la marine au département de Nantes (1782) ; — comme maître au petit cabotage (1786). — Pouvoirs pour retirer du greffe de l'amirauté de Nantes les effets de Pierre Vytborck, de Dunkerque, décédé à bord du *Maron* de Nantes (1784). — Certificats des amirautés de Léogane, côte de S-Domingue (1729) ; — de Guyenne à Bordeaux, d'Ostende, de Boulogne (1783-1786).

II. 150. (Liasse.) — 28 pièces papier, la plupart imprimées, 1 sceau.

1665-1789. — Nantes. Police et divers. — Audience de police concernant le règlement que les bourgeois et habitants de Nantes doivent observer afin de prévenir les incendies (1721). — Arrêt du parlement de Bretagne touchant les amendes énoncées par provision par les juges de la police (1725) ; — défendant à tous habitants, chirurgiens et matrones de donner asile aux filles et femmes grosses (1725) ; — pour le recensement des boissons (1736). — Audience de police touchant la répression des jeux de hasard, le règlement du port d'armes, le numérotage et le tarif des chaises à porteurs, la circulation des rues (1738). — Liste des pompiers de la ville de Nantes (1738). — Etat général des six pompes à incendie (1778). — Règlements concernant la réédification des maisons (1743) ; — pour les voitures par terre (1749) ; — pour le louage des fiacres et des carrosses de remise (1786). — Convocation pour la nomination des députés du Tiers-Etats (1789). — Avis de la municipalité expliquant les raisons du dénombrement des maisons et des habitants qu'on opère (1789). — Liste des biens domaniaux de la Communauté de Nantes à vendre par parties (s.d.)

« Sommaires raisons que proposent les officiers du siège présidial de Nantes pour soutenir la concession de la robe rouge qu'il a plu au Roy leur

⁹⁴ Cf. HH 236 où cette adresse est analysée plus longuement

⁹⁵ Ici deux mémoires de la même année, dont un seulement figuré dans HH 49.

accorder, contre la demande de révocation qu'en fait le Parlement de Rennes » [vers 1665]⁹⁶. — Ordonnance royale enjoignant à la municipalité de fournir au greffe de la Réformation du domaine un état de ses biens patrimoniaux (1678). — Extrait de la Réformation établissant la propriété de la Communauté de Nantes sur la halle du Bouffay dont la construction a été autorisée par lettres du 13 mars 1582, sur divers moulins à eau notamment ceux acquis le 11 avril 1485 de Jeanne Duteil et de son fils, les moulins Coustans autrement le moulin Harnois, sis dans une des tours des murailles de ville, etc. (1681). — Description des illuminations faites à l'hôtel de ville le 7 sept. 1721 au sujet du rétablissement du roi. — Etat estimatif des ouvrages à effectuer au pont de Pirmil (1729). — Mémoire en réponse au libelle de M^e Bruneau, greffier de la Chambre des comptes, touchant une question de préséance dans l'église des Cordeliers (1733). — Abrégé du compte de la miserie (1759-1760). — Lettre du roi demandant des prières pour le repos de l'âme du Dauphin, et mandement de Mgr de la Muzanchère, évêque de Nantes, prescrivant ces prières (1765-1766). — Mémoire pour Clair-Pierre de Laville, recteur de S^{te}-Croix de Nantes, contre Louis Mergey, prieur commendataire de S^{te}-Croix de Nantes, concernant la portion congrue, suivi de 16 pièces justificatives des XI^e et XII^e s. (vers 1775)⁹⁷. — « Question : La grève de la Saulzaye, au fief de la Prévoté, doit-elle des lods et ventes ? » (1782). Mémoire sur le pavage de Nantes adressé à [Guérin] de Beaumont, procureur syndic de cette ville [1775-1786]. — Discours prononcé par le procureur du roi du siège présidial de Nantes, le 12 nov. 1788, à la rentrée du Palais. — Quittance de souscription pour l'approvisionnement de la ville en grains (1789). — Deux mémoires pour l'Université de Nantes contre sa translation à Rennes, dont l'un signé du recteur Berthelot, docteur en théologie (XVIII^e s.)

II. 151. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 32 pièces papier, la plupart imprimées, 1 sceau.

1691-1789. — Bretagne. — Délibération des paroissiens de Gourin dont l'église a besoin de grosses réparations estimées à 2 800 l. (des murs entiers penchant au dehors), par laquelle ils acceptent l'offre de Jacques de Kerguz, ch^{er}, s^r de Kerstang, d'opérer la réédification à ses frais, sous bénéfice de recevoir dans l'église, lui et ses descendants, les honneurs dus « à un restaurateur », et de changer la place de son banc et de sa tombe. — Requête de Jacques de Kerguz et arrêt conforme au parlement de Rennes (1691-1692). — Arrêt du Conseil concernant

⁹⁶ Imprimé In-f^o, s. l. n. d. La date que nous donnons entre crochets est celle que lui a attribuée M. Petit en publiant cette pièce avec une notice explicative (*Bull. de la Soc. archéol. de Nantes*, IX, 1869, p. 185-194).

⁹⁷ La plupart sont imprimées d'après les Preuves de l'*Hist. de Bretagne* de D. Morice. Quelques-unes cependant, reproduites d'après les originaux, offrent un texte beaucoup plus complet que celui de cet auteur.

le recouvrement du dixième en Bretagne (1716). — Lettres patentes du roi amnistiant quelques gentilshommes bretons, leurs complices et adhérents (1720). — Ordonnance des Etats de Bretagne pour l'exécution d'arrêts de saisie sur les héritiers d'Etienne Doriot, m^e chirurgien (1736), et de d^{lle} Moriceau du Pontreau (1737). — Requête de n. h. Jacques Gaudin, s^r de la Bérillais et de Marie-Anne Luzeau sa femme (1735), et arrêt du Conseil (1738), dans la cause entre ceux-ci et René Cochon, s^r de Maurepas et sgr de la Haie-Mahéas, ancien conseiller au Conseil supérieur du Cap de S^t-Domingue, touchant la propriété d'arbres abattus dans les communs de S^t-Etienne-de-Montluc et de Cordemais, spécialement dans celui de la Censive. — Traité entre René Cochon de Maurepas, conseiller-secrétaire du roi au parlement de Bretagne, et Pierre Sacquenville, son beau-fils et son neveu, fixant la répartition entre eux des produits de leurs sucreries et indigoteries au Cap Français à S^t-Domingue (1720). Partage entre eux des esclaves de l'exploitation et autres transactions (1724). Dissolution de la Société entre feus Joseph de Galifet et Pierre Sacquenville (1706). Inventaire, à requête de Perrine Caignard, veuve dudit Sacquenville (1707). Contrat de mariage, au Cap, entre ladite Perrine et René Cochon de Maurepas, natif de S^t-Nicolas de Nantes (1707). Sentence du présidial de Nantes entre les héritiers Sacquenville et les héritiers Cochon de Maurepas (1754). — Arrêts du parlement concernant la nourriture des enfants mineurs de la campagne (1737) ; — pour le règlement à ses héritiers des vacations dues à feu Jean Tilly, procureur (1738). — Ordonnances des intendants Pontcarré de Viarme et Lebret touchant le payement du centième denier (1740) ; la répartition du vingtième (1755) ; — l'arrentement par le Domaine d'un terrain près Nantes sur la prairie de Mauves (1756). — Lettre de M. Hévin au sujet de l'*Histoire de Françoise de Foix, comtesse de Chateaubriand* [1756]⁹⁸. — Arrêt de règlement sur la traite domaniale de Bretagne (1762). — Commission de débitante de poudre à giboyer pour la dame Bossu, à Baud, poudre à prendre au magasin du Port-Louis (1765). — Mémoire de Landois de Cleumeur, négociant à Concarneau, au duc de Praslin, ministre de la Marine, proposant l'établissement de cinq feux sur la côte de Cornouaille (1767). — Arrêts du parlement de Bretagne sur la résidence des Jésuites en cette province (1770) ; — concernant la brochure : *Très-humbles et très-respectueuses représentations de l'ordre de la noblesse*. — Séance du roi en son parlement de Paris touchant l'affaire intentée contre le duc d'Aiguillon (1770). — Mémoire des négociants de S^t-Malo au roi sur les entraves apportées à leur commerce par le directeur des traites (1782). — Lettre de Rosnyvinen de Piré sur son projet de canaux en Bretagne (1782). — Compliment fait au parlement par M. de Coniac, sénéchal de Rennes

⁹⁸ Exemplaire incomplet. Cf. *Catal. de la Bibl. de Nantes*, n^o 51450.

(s.d.) — Mémoire au roi des députés de l'Ordre des avocats au parlement de Bretagne, concernant la malheureuse affaire de Rennes, des 26 et 27 janv. 1789. — Lettre de M. de Lenvos, gentilhomme de Vannes, à plusieurs recteurs de cet évêché (29 janv. 1789). — Relation de ce qui s'est passé à Rennes lors de la nouvelle du renvoi de M. Necker (juil. 1789). — Lettre aux députés de la sénéchaussée de Nantes à l'Assemblée nationale, sur les privilèges de la Bretagne (sept. 1789). — Lettre des électeurs de Bordeaux aux diverses municipalités bretonnes concernant la libre circulation des grains (oct. 1789). — « Adresse à l'Assemblée nationale de la part des communes de la ville de Pont-Chateau » (déc. 1789). — Réflexions impartiales sur l'Adresse de Pontchâteau (s.d.)

II. 152. (Liasse.) — 74 pièces papier, presque toutes imprimées.

1683-1788. — Edits et ordonnances. — Edits, déclarations et ordonnances du roi, arrêts du Conseil d'état et du parlement de Paris, etc. Beaucoup sont édités à Nantes chez Jacques Mareschal (1713-1716), Nicolas Verger (1720-1741), Pierre Mareschal (1724-1733), la veuve Pierre Mareschal (1730-1776), Joseph Vatar (1756), la veuve Joseph Vatar (1766), Vatar fils aîné (1770-1744), et deux à Rennes chez la veuve François Vatar (1704). — Edit appelant à la succession de la couronne le duc du Maine, le comte de Toulouse et leurs descendants, à défaut de prince du sang royal (1714). — Arrêts jugeant l'état d'un enfant réclamé par deux mères (1727) ; prescrivant la laceration du libelle : *Lettre d'un docteur de Sorbonne à un évêque de province, le 8 mars 1733*. Relations de la prise de Boucachique près Carthagène sur la côte d'Espagne (1741) ; — du tremblement de terre de S^t-Domingue, du 3 juin 1770. — Observation d'un français [du Port-au-Prince] sur un mémoire en réponse à celui du Commerce de France (1773). — Procès-verbal du lit de justice tenu par le roi le 12 nov. 1774. — Mémoires des négociants de Marseille à propos du privilège des Messageries ; — des négociants de Lyon sur le même sujet (1782). — Réflexions d'un vieillard du pays de Médoc sur l'arrêt du Conseil qui permet l'admission des étrangers dans nos colonies (1785). — Réplique à l'auteur du *Pour et contre* (1785) ; même sujet que le précédent). — Arrêt du Conseil concernant la convocation des Etats généraux du royaume (1788).

Actes relatifs aux haras, offices, tabacs, impôts, à la liberté du commerce, la direction des affaires du royaume, la Chambre de justice, la création de rentes, la vente des domaines, la Compagnie d'Occident, aux loteries, académies de jeux, à la peste de Marseille, la plantation des vignes, aux indiennes, faillites, gens de main-morte, jésuites, à l'administration de la justice dans les Iles sous le vent, l'établissement d'entrepôts à S^t-Domingue, au commerce des mornes, aux corvées des grandes routes, à la police des noirs.

II. 153. (Liasse.) — 13 pièces papier, en partie imprimées.

1727-1786. — Documents divers. — Projet de règlement sur l'orfèvrerie en la province d'Alsace, avec les observations de M. de Harlay ; — avec celles des magistrats de Strasbourg (1727). — Jugements homologuant divers contrats de vente des biens successoraux de Charles, duc de la Vieuville, à requête de René-Jean-B^{te}, marquis, et de Charles-Marie, comte de la Vieuville ; — en particulier, la vente de la seigneurie de Beaumarchais en Poitou, acquise pour 151.912 l. 10 s. par Suzanne Pascaud et provenant de la même succession (1753). — Gazette de Hollande du 11 janv. 1760. — Compte rendu au Roi par M. Necker, directeur général des Finances. Paris, 1781. — Censure de la Faculté de théologie de Paris contre l'*Histoire philosophique et politique des établissemens des Européens dans les deux Indes*, par G.-Th. Raynal. Paris, 1781. — Mémoire pour le cardinal de Rohan dans le procès du Collier (1786).

Bibliothèque.

II. 154. (Manuscrit.) — in-4°, 268 feuillets papier.

Catalogue des maires, échevins, procureurs syndics et greffiers de la ville de Nantes. — Copie exécutée en 1684, alors que Rolland Guyton était procureur syndic. Additions postérieures donnant, jusqu'à 1774, les noms des maires et des échevins. A partir de cette dernière date jusqu'en 1807, on n'a plus noté que les noms des maires. A la suite, un Nobiliaire de Bretagne. Ex-libris de François-Guyton, avocat en la Cour, fils du susdit Rolland Guyton. Y joint une lettre du 21 oct. 1861, d'un sieur Biry, à Nantes, alors détenteur du volume.

II. 155. (Imprimés.) — 26 ouvrages, 28 volumes.

XVII^e-XVIII^e s. — Sciences et lettres. — Essai sur la religion naturelle, par Du Voisin (plus tard évêque de Nantes). Paris 1780. — Missel (le titre et les gravures, sauf une, ont été enlevés) suivi des *Missae propriae festorum ordinis fratrum minorum*. « Lutetiae Parisiorum, ex typographia Nicolai de la Vigne », 1628. In-4°, 28 f^{os} (non chiffrés)-608-CXVIII-12-8-64 pages. — *Missale romanum, in quo missae SS. trium ordinum S.P. Francisci suo ordine inseruntur, ad usum fratrum et sororum eorumdem ordinum*. « Parisiis, sumptibus Edmundi Couterot, Ordinum Seraphicorum Bibliopolae ordinarii », 1699. In-f^o, 30 f^{os} (non chiffrés)-695-4-CXII p., 12 gravures⁹⁹. — *Proprium sanctorum Nannetensium*. Nantes, Pierre Querro, 1675. — Manuel de prières, par Lebreton de Gaubert, recteur de S^t-Similien de Nantes, 1773. — Coutumes de Bretagne, édit. de 1737, 1759, 1771. — Us et coutumes de la mer par Cleirac. Bordeaux, 1661. In-4°. — Commentaires de

⁹⁹ Ces deux missels proviennent de l'oratoire de l'Hôtel de ville longtemps desservi, avant la Révolution, par les Cordeliers. La date du premier (en l'absence du titre) se trouve à la p. CXVIII ; pour le second, cf. CC 233, note.

Matthiole sur Dioscoride, traduction d'Antoine du Pinet. Lyon, 1620. Grand in-4°, figure¹⁰⁰. — Saint Louys ou la sainte couronne reconquise. Poème héroïque, par P. Pierre le Moyne. Paris, 1666. In-12.

Divers ouvrages relatifs aux droits canon, civil et maritime, aux sciences nautiques et à la linguistique.

II. 156. (Imprimés.) — 35 ouvrages, 57 volumes.

XVII^e-XVIII^e s. — Histoire. — Histoire des aventuriers flibustiers, par Oexmelin, Paris, 1699. — *Clave historial*, par Henrique Florez, 6^e édit., Madrid, 1769. In-4°. — Traité du droit de voyrie, par Gérard Mellier, général des finances en Bretagne. Paris, 1709. In-12. — Recueil d'édits... et reglemens concernant les offices des Trésoriers de France, Généraux des finances de Bretagne, par Gerard Mellier. Nantes, Jacques Mareschal, 1712. In-8°. — Recueil d'ordonnances de la Police de Nantes [publié par Gerard Mellier, maire de Nantes]. Nantes, Mareschal s.d. [1721]. In-4°. — Arrests, ordonnances, réglemens et délibérations expédiés sur les principales affaires de la ville et communauté de Nantes [pendant la mairie de Mellier]. Nantes, N. Verger, 1723-1731 ; 8 vol. petit in-8°, avec une Table alphabétique publiée par René Recommencé. Nantes, v^e Ant. Marie, 1755. — Etrennes nantaises pour 1775, 1787, 1789, 1791. — Recueil général d'arrêtés, discours et autres pièces concernant le Tiers-Etat de la ville de Nantes en 1788. « En Bretagne, 1788 ». In-8°. — Privilèges accordez par les ducs de Bretagne et nos rois très chrétiens aux maires, échevins, bourgeois et habitans de la ville et fauxbourgs de Nantes. Nantes, Nicolas Verger, 1734. In-8°.

Volumes divers de voyages, histoire ecclésiastique, histoire de France, histoire de Bretagne, histoire étrangère.

Plans et cartes¹⁰¹.

II. 157. — 22 plans, 1 planche gravée sur cuivre.

XVIII^e s. — Plans généraux. — Plans de Nantes par De Fer [1716]¹⁰² ; — par Louis Jouaneaulx, 1722. — par Nicolas Portail, 1739 : partie centrale seulement de la ville, comprise dans l'enceinte fortifiée ; hauteur 2^m 80^c, largeur 4^m 25^c ; à raison de sa grande échelle, ce plan peut servir à donner ceux de chacun des monuments publics, fidèlement reproduits. — Plan de la ville et du château avec les projets d'alignement et élargissements des rues, levé sur l'ordre du maréchal de Brancas, par Touros

ingénieur, 1742¹⁰³. — Plans de Nantes, anonymes, 1742 et sans date. — Projet pour continuer la navigation depuis Barbin jusqu'à la Loire, par Abeille, 1745¹⁰⁴ ; en copie par Fournier, an XII. — Plan des territoires des paroisses S^{te}-Croix, S^t-Saturnin, dressé à propos du terrain de l'île Feydeau contesté entre les recteurs des deux premières de ces paroisses [1744-1747], planche gravée sur cuivre au XVIII^e s.¹⁰⁵. — Plan de Nantes avec ses changements et accroissements, par le s^t de Vigny, 1755¹⁰⁶. — Pl. de Nantes levé par Cacault en 1756, vérifié par Magin en 1757. — Pl. de la ville de Nantes et de ses faubourgs levé par François Cacault en 1756 et 1757, gravé par Jean Lattré en 1759. — Pl. de Nantes et des projets d'embellissement présentés par Rousseau, architecte, à Armand du Plessis de Richelieu, duc d'Aiguillon, [1756]¹⁰⁷, en copie par Fournier, an X. — Pl. des ville et château de Nantes, anonyme, s.d. [milieu du XVIII^e s.], copie de 1874 faite sur le plan communiqué à la Ville par la Génie Militaire. — Pl. de la ville, faubourgs et banlieues de Nantes, par Ceineray, 1761 ; original et 2 copies par Fournier, an VIII, dont l'une à une échelle plus grande que l'original. — Pl. de Nantes, avec divers embellissements projetés, « tracé au crayon en 1761 par J.-B. Ceineray, passé à l'encre et en couleur en 1865 par Martellière ». — Pl. de la ville de Nantes, anonyme, s.d. [1756-1766], photographie [d'un plan gravé ?]. — Pl. de Nantes et de ses faubourgs, levé par Nicolas Sauzeau, 1787 et 1789 ; donné à la Ville en 1870 par le D^r Foulon. — Plans du centre de la ville, par Crucy, 1787 ; orig. et 2 copies. — « Plan de Nantes *intra muros* », anonyme, XVIII^e s.

II. 158. — 107 plans.

XVIII^e s. — Edifices publics. — Projet d'une salle de spectacle à bâtir rue S^{te}-Catherine, par Ceineray, 1765. = Nouvelle Bourse sur le quai de la Fosse, par Goubert, 1720. — La Fosse et position à donner à la Bourse projetée, par Lafond, 1722. — Appartement au-dessus de la grande salle de la Bourse, par Portail [1722]. — 1^{er} et 2^e projets (1769), 3^e projet (1774) de Bourse, par Ceineray ; 12 pl. par terre et d'élévation¹⁰⁸. — Bourse, par Crucy ; façades et élévation du côté de la Loire avec figuration de la promenade (1790). = Augmentations à faire à l'hôtel de la Monnaie et construction d'une halle au poisson, place du Bouffay, pour remplacer celle brûlée en 1721, par Goubert, 1721. — Halle au poisson à la tête de l'île Feydeau, par Crucy, 1783 ; autres plans s.d. et anonymes, 1786 ; plans de distribution des places (au

¹⁰⁰ C'est le plus vieux livre imprimé des Archives, que suit le Missel de 1628.

¹⁰¹ Pour classer les plans, nous avons suivi l'ordre d'un inventaire de l'an X (II 207), date à laquelle la majeure partie de ceux qu'on trouvera ici ont été répertoriés et cotés. A cette époque, ils étaient déposés dans les 26 tiroirs de 2 placards qui les renferment encore. Sauf indication contraire, tous ces plans sont manuscrits.

¹⁰² Copie à la plume, finement exécutée au XIX^e s., du plan de De Fer, gravé en 1716.

¹⁰³ Cf. DD 246.

¹⁰⁴ Cf. DD 166.

¹⁰⁵ Les exemplaires tirés à l'époque avec cette planche étaient sûrement annexés à l'un des factums du procès. Cf. Dugast-Matifeux, *Plan de la circonscription territoriale de la paroisse S^{te}-Croix de Nantes*, dans *Revue des provinces de l'Ouest*, VI, 1858, p. 716-718, où l'auteur a fait reproduire le plan.

¹⁰⁶ Cf. DD 247.

¹⁰⁷ Cf. II 164.

¹⁰⁸ Cf. DD 313, 315, 319.

nombre de 409, *aliàs* 356), par Crucy et Demolon, mars et juillet 1788. — Halle et greniers à blé sur le quai Brancas, par Portail, 1742. — Halles au blé et au poisson de chaque côté de la porte Brancas, par Abeille, 1750. — Halle au blé et salle de concert au-dessus, par Ceineray, 1759. — Halle neuve [au blé], par Crucy, 1786 et 1790. = Bains publics établis à Nantes pour la première fois en 1770 sur le quai de la Belle Croix, anonyme. = Hôtel de ville, plan partiel par Portail, s.d. — Façade, auditoire, anon., s.d. — Ecurie, par Crucy, 1790. = Château, plan pour servir au projet de 1745 ; copie du XIX^e s. — Pl. du rez de chaussée, levé en 1762 ; copie du XIX^e s. — Plans avec le projet d'arsenal et des bâtiments destinés aux forges et à l'atelier des ouvriers en bois, anon., s.d., 10 plans¹⁰⁹. = Nouvelle façade proposée pour le Palais sur la place du Bouffay, par Touros, 1742. — Prisons près la Chambre des comptes, par Crucy, 1790. = Eglise S^t-Denis, par Rousse, 1716. — Chapelle de Toussaints, par Perrochaud, 1790. — Cordeliers, par Crucy, 1785. — par Douillard et Seheult, 1790. — Minimes par Douillard et Seheult, 1790. — par Buron, 1791. — Chartreux, par Douillard et Seheult, 1790. — Jacobins, par les mêmes, 1790. = Corps de garde, rue Santeuil, par Seheult fils, 1790. — Corps de garde et fontaine, place Louis XVI, *aliàs* pl. Egalité (aujourd'hui pl. Royale), par Crucy, 1791. — Corps de garde du Port au vin, par Crucy, 1792. = Pavillon projeté sur la Petite Hollande, par Portail, s.d. = Manège le long de la muraille des Minimes, par Portail, s.d. = Salle de concert, anon., s.d. = Bureau d'octroi, route de Rennes, par Peccot, 1790. = Monument avec statue de Louis XVI sur la place Graslin, projeté par les 14 compagnies des Volontaires nantais, 2 pl. dressés par Mathurin Crucy aîné, 1790. Sur la base de la statue sont inscrits les noms de 300 Volontaires. = Ecole de chirurgie, par Portail, 1743. — Elévation du portail de ladite Ecole, par Ceineray, 1764.

II. 159. — 44 plans.

XVIII^e s. — Edifices particuliers. — Maisons à construire place de la Chambre des comptes, anonyme, 1781. — Hôtel d'Aux et autres hôtels à bâtir cours des Etats, par Ceineray, 1773. — Maisons place Viarme, côté de Miséricorde et côté du Marchix, anon., s.d. — Corniches des maisons à édifier place Graslin, par Ceineray, 1786. — Façade, quai du Port-Maillard, d'une maison construite par les Jacobins et qui devra servir de modèle pour les constructions du même quai, par Ceineray, 1761. — Grève de la Sauzaie, île Feydeau, par Goubert, 1723. — Quai de l'Hôpital, plan et façades par Ceineray, 1779. — Quai de Chézine ; dessin des façades (original et gravure) et plan (gravé) des 14 emplacements de maisons, par Delafond, 1724-

¹⁰⁹ Ces derniers plans, non datés, sont antérieurs à la Révolution parce que, d'une part, la rose indiquant les points cardinaux est ornée d'une fleur de lis et que, d'autre part, on y voit encore la tour des Espagnols qui fit explosion en 1800.

1725¹¹⁰. — Maisons du pont de la Madeleine, plan des propriétaires et plan donné par la Communauté de ville, anon. s.d. — Moulin Grogard, par Goubert, 1724. — Boucheries et moulins des Halles, par Crucy, 1791. — Café, cours des Etats et rue Prémion, anon. s.d. — Maison Goineau, quartier Graslin, [par Berranger], 1778 et par Crucy, 1785. — Maison Mariot, rue de Vertais, par Crucy, 1791. — Maisons Bontems et Poidras, rue Dos d'âne, plans pour poser la culée du nouveau Pont Rousseau, par Berranger, sous-ingénieur voyer, 1777. — Maison au s^t Berthélémy, sellier, place S^t-Nicolas, anon., s.d. — Maisons du chapitre S^t-Pierre, rue du Séminaire, par Crucy, 1791. — Maison Pineau et Pellerin, rue S^t-Clément, par de Marmayou, 1778-1779. — Maisons Bruyers et Renou, rue de la Casserie, par Crucy, 1791. — Maison place du Bouffay, pour remplacer la Monnaie, par Crucy, 1781. — Hôtel de Martel, place d'Armes (auj. pl. Louis XVI), [par Crucy], 1782, et façades, rue de l'Evêché, par Crucy, 1783. — Maisons, quai de la Sauzaie, par Berranger, 1777. — Maisons sur la nouvelle place Louis XVI (auj. pl. Royale), par Crucy, 1788. — Maison Prébois et Plumard, quai de la Sécherie, par Crucy, 1782. — Maison Porteau du Plessis, quai île Gloriette, par Ceineray, 1778.

II. 160. — 30 plans.

XVIII^e s. — Quartiers Richebourg et S^t-Clément, cours S^t-Pierre et S^t-André. — Projet d'une rue allant de la Loire à l'Erdre, en croisant celle du Séminaire près du portail des Ursulines, par Crucy, 1791. — Terrain Chauvel, rue du Séminaire, anon., s.d. — Rue S^t-Donatien, an., s.d. — Environs de S^t-Georges et de Ranzay (en S^t-Donatien), an., s.d. — Tenue de Clermont à M^{me} Mercier de Boisgérard, par Fournier, 1791. — Terrain Fremont et Berthélémy, rue S^t-André, par Ceineray, 1777. = Mottes S^t-Pierre et S^t-André, anon., s.d. — Cours des Etats (cours S^t-Pierre, place Louis XVI et cours S^t-André), par Ceineray, 1761, 1765 et 1769, et anon., s.d. — Plans partiels desdits cours, anon., s.d. — Place d'Armes (pl. Louis XVI), par Ceineray, 1783 et an., s.d. — Plan des maisons le long du cours des Etats, par Ceineray, 1764 et 1769. — Cul de sac de la Visitation et terrains de Bellisle, par Ceineray, 1772. — Rue S^t-Laurent, par Fournier, 1791. — Plan de la paroisse S^t-Laurent, an., s.d.

II. 161. — 29 plans.

XVIII^e s. — Quartiers de la Préfecture, de l'Hôtel de ville, du Château, de S^t-Saturnin. — Casemate et partie à en retrancher pour la formation de la rue Royale, par Crucy, 1782 et anon., s.d. — Terrain du chapitre Notre-Dame pour former ladite rue, an., s.d. — Terrains divers entre les rues Tournefort et d'Argentré, par Ceineray, 1780. — Terrain Paccot et Crucy, quai Le Bret, le long de l'Erdre, par Berranger,

¹¹⁰ Cf. DD 212.

1779. — Rues du Cloître Notre-Dame, du Château et Haute-Grande-Rue, avec prolongements, par Ceineray, 1777. — Rue Garde-Dieu : église, cimetière et presbytère S^t-Léonard, anon., s.d. — Places d'Armes, S^t-Pierre et de la Chambre des comptes, anon., s.d. = Rue de Verdun (auj. de la Commune), anon., 1781 et s.d. = Quais projetés le long du château, par Crucy, 1784 et 1790. — Terrains joignant les fossés du château avant l'ouverture de la rue Prémion, anon., 1756. — Rue Basse-du-Château, par Crucy, 1781 et 1790. — Le Port-Maillard ; plan à la requête de Forestier qui demande concession de deux emplacements près du mur de ville et de la tour des Jacobins, et dont l'un servira à installer des moulins à bras qui pourront faire, chacun, 8 boisseaux de farine par heure, anon., s.d. — Rues des Chapeliers et du Port-Maillard, par Touros, 1741. = Rues « Barillette » (auj. de la Barillerie), par Portail, s.d. ; — de la Casserie, par Touros, 1741 ; — du Vieil Hôpital, par Ceineray, 1767. — Rue de la Poissonnerie, depuis le Change jusqu'à la porte de la Poissonnerie, par Touros, 1741. — Rue de la Poissonnerie, par Crucy, 1782. — Rue des Halles, depuis le change jusqu'au bas de la rue de la Boucherie, par Portail, 1741. — Place du Bouffay et rue de la Poulaille, par Ceineray, 1772 et anon., 1784.

II. 162. — 26 plans.

XVIII^e s. — Quartiers du Port-Communeau et de la place du Commerce. — Anciens murs de Ville, depuis la tour du Port-Communeau jusqu'à celle de Sauvetout, par Portail, 1752. — Partie du précédent, avec projet de la rue Bellabre (auj. du Cheval Blanc), par le même, 1752. — Rue allant de la place Bretagne à la rue du Cheval Blanc, par Berranger, 1778. — Quais de l'Erdre, par Crucy, 1791. — Marais près le Port-Communeau, appartenant à la Ville, à M. Bertaud et autres, par Crucy, 1791. — Marais de la Grenouillère (S^t-André) et projet d'un jardin des plantes, anon., 1771. — Terrains à l'abbé de Méliant, propriétaire de la Retraite des femmes, rue S^t-Léonard, par Crucy, 1782 et an., s.d. — Rue des Pénitentes, an., s.d. — Place d'Aiguillon (auj. du Port-Communeau) et banlieue de Rennes, an., s.d. — Chaussée de Barbin : marais à la ville, à Malgogne et autres, an., 1787. — Banlieue de Rennes : plan d'un bâtiment pour loger le préposé aux ouvrages de la Ville et les chevaux qu'elle y emploie, par Crucy, 1783. — Fief de la Gascherie, en S^t-Similien, comprenant notamment le terrain de Versailles, levé en 1759 ; joli plan anonyme aux armes des Charette [seigneurs de la Gascherie, en la Chapelle-sur-Erdre]. = Nouveaux quais, depuis la tour de la Poissonnerie jusqu'au pont Feydeau (auj. de la Bourse), par Portail, [1738-1740]. — Quai de la Poterne (auj. Flesselles), par Ceineray, 1766. — Quai du Port au vin, par Abeille, s.d. — Quai Brancas, par Ceineray, 1764. — Places du Port au vin et de la Bourse, anon., 1736. — Cale au pont Brancas (auj.

pont d'Erdre), par Crucy, 1790. — Rue de la Fosse, par Portail, 1741. — Projet de quais depuis la Bourse jusqu'au Château, présenté au duc d'Aiguillon en 1761, anon.

II. 163. — 26 plans.

XVIII^e s. — Quartiers de la place Viarme, de la Bastille, de la place Bretagne. — Plan du projet de fortification de la ville neuve du Marchix en 1574 ; copie de l'an VIII par Fournier sur un plan des archives du château de Nantes. — Marchix, porte de « Sauvetour », marais des Chartreux, par Portail, 1736. — Chemin neuf de la route de Vannes et de Rennes, en arrivant à Nantes, par Portail, 1750. [La future place Viarme est encore couverte de maisons et de jardins]. — Place Viarme, par Portail, s.d. [La place est ne grande partie dégagée]. — Place Viarme, anon., s.d. — Rue des Hauts Pavés, an., s.d. — Terrain Houssaix, rue des Hauts Pavés, par Crucy, 1783. — Place et église S^t-Similien, par Crucy, 1783 et 1788. — Chemin de Talensac, par Portail, 1742. = Rue des Gâtineaux conduisant de la place Brancas au pont de Gigant, anon., 1780. = Rue Contrescarpe, anon., 1790. — Rue du Pont de l'Arche Sèche, projet par Berranger, 1777-1778, et anonymes, 1781 et s.d. — Promenade du Calvaire, par Crucy, 1790 et anon., 1791.

II. 164. — 45 plans.

XVIII^e s. — Quartiers de la place Royale et de la place Graslin. — Place Royale, anon. et par Crucy, 1778 et 1790. — Terrain à M. Courtois dans les douves S^t-Nicolas, par Crucy, 1790. — Porte, douves et motte S^t-Nicolas, avec extension jusqu'à la porte et au boulevard de « Sauvetour », par Portail, s.d. ; — anonymes, 1758, 1773 et s.d. — Rue d'Aiguillon projetée à travers les douves S^t-Nicolas (auj. rue Guépin, précédemment partie de la rue Contrescarpe), par Rousseau, 1756 ; extrait du plan général présenté au duc d'Aiguillon. — Plan de l'église S^t-Nicolas projetée sur la place Royale, anon., 1773. = Terrains à ouvrir dans la tenue de la Cagassaie et l'enclos des Capucins (place Graslin), par Ceineray, 1779. [Dans l'angle de l'un de ces plans, un beau lavis représente le prèstyle d'un théâtre]. — Plans du quartier Graslin, par Crucy, 1786, par Demolon, 1787 et an., s.d. — Place Graslin, par Crucy, 1783 et 1791, plans anonymes (dont deux gravés), s.d. — Rues du Merle Blanc (Boileau), par Peccot et Seheult, 1784 ; — de Gouyon (Crébillon), par Crucy, 1788 et an., s.d. ; — Jean-Jacques Rousseau, par Crucy, 1781. — Rues de la Héronnière et des Capucins, par Portail, s.d. — Rue de Penthièvre (Voltaire), [par Demolon], 1788. — Rue projetée du quai de la Fosse à la rue de Gigant, sur les terrains Boucher et Montaudouin, par Crucy, 1783, 1786 et s.d. — Terrain Michel pour l'ouverture de la rue Bouvet (passage du Commerce), par Crucy, 1781.

XVIII^e s. — Quartiers du boulevard Delorme, de l'Entrepôt, de la Fosse avec l'Hermitage. — Plans généraux du quartier du Boulevard [Delorme], par Demolon, 1787 et 1788, par Crucy, 1789 (en copie de l'an V), et anonymes, s.d. et 1792. — Rue de Calvaire, par Demolon, 1786, 1788, et anon., s.d. = Plan général du quartier de l'Entrepôt, par Crucy, 1786. — Rues de l'Entrepôt, par Demolon, 1790 ; — de Gigant, par Berranger, 1779. = Quais de Chézine, par Delafond, 1725. — Chantiers de construction à Chézine, avec l'emplacement des magasins de la Compagnie des Indes, anon., [vers 1725]. — Projet de chantiers de construction à la Piperie, dressé par ordre du duc d'Aiguillon, anon., 1764 ; — autre, par Crucy, 1780, avec extension des quais et rues depuis Chantenay jusqu'aux nouvelles Salorges ; — extrait du plan précédent à l'endroit du quai d'Aiguillon, 1791. — Confluent de la Chézine avec la Loire, anon., 1781 et s.d. — Quais et cales depuis la Machine jusqu'au Sanitat ; — depuis la Machine jusqu'à la cale d'Ancin, par Portail, 1740 et 1741. — Commencement du quai de la Fosse en partant de la Bourse, par Portail, 1736 et an., s.d. — Quai d'Aiguillon et les Capucins [de l'Hermitage], an., s.d. — Terrain cédé à M^{me} Grou sur la Fosse, par Berranger, 1778. — Terrain retranché à MM. Libeau et Chaurant sur le quai d'Estrées (de la Fosse), par Crucy, 1780. — Terrains Beconais, Plumart et Prébois, Levêque, Hubert et Boudoux, Betingier, situés à la Piperie, par Crucy, 1781. — Plan du port d'Estrées réglé par Delafond, ingénieur en chef du Roi à Nantes, 1730.

XVIII^e s. — Quartiers de l'île Feydeau, de l'île Gloriette, de Vertais. — La Sauzaie et porte de la Poissonnerie, par Delafond, 1721 ; — par Goubert, 1723, original. — Réduction (gravée) dudit plan de Goubert, aux armes de l'intendant Feydeau de Brou et du maire Mellier, 1723 (5 exemplaires). — La Sauzaie, anon., s.d. [avant 1749]. — Projet d'une place au milieu de l'île Feydeau, anon., 1758 ; — des quais du pont d'Aiguillon, par Ogée, 1759 [fragment figurant l'île Feydeau avec un éperon pour la protéger]. — Plans partiels de la Sauzaie et de l'île Feydeau, par Abeille, 1738, anon., 1741, par Ceineray, 1772 et 1775, par Berranger, 1777, anon. 1778 et s.d. — Quais et cales de l'île Feydeau, par Goubert, 1723, par Ceineray, 1774. — Rue de la « Saulais », an., s.d. — Plan de 4 emplacements de maisons derrière la chapelle Bon Secours, par Gigaud, 1747. — Terrain Liton, quai de la Sauzaie, par Crucy, 1781. — Terrain Berlier, même quai, an., 1781. — Terrains Guichet et Grassin, même quai, anon. 1780, par Crucy, 1781. — Terrain Tual, rue Basse Sauzaie, par Ceineray, 1775. = Ponceau et quai sur l'étier de l'île Gloriette, an., s.d. — Quai Deurbroucq, anon., 1772 et s.d. — Quai devant la maison de M. du Plessis Porteau, par Berranger,

1779. — Nouveau quai depuis le pont de la Belle Croix jusqu'à l'étier de M. Laurencin, par Lailaud, s.d. — Terrain Delair et hôtel Roger, quai de l'île Gloriette, anon., 1777 et s.d. = Terrain de l'Hôtel-Dieu, chaussée de la Madeleine, par Crucy, 1781. — Terrain Chauveau, en Grande Biesse, anon., 1778.

1665-XVIII^e s. — Riveières et atterrissements, égoûts. — La Loire, de Nantes à S^t-Nazaire, avec les ouvrages qu'on y a faits depuis 1755 pour la rendre navigable, par Bonvoux¹¹¹. — Cours de la Loire depuis son embouchure jusqu'à Nantes, par Vilminot, 1754. — La Loire, de Nantes à Lavau, par Bonvoux, inspecteur des ouvrages de la Loire sous les ordres de Magin, ingénieur du Roi et de la Marine, 1766 (5^m 20^c de long sur 60^c de haut). — Carte de la Loire, d'Ingrandes à Paimbœuf, par Ambroise Grion, arpenteur juré demeurant à Châlons en Champagne (Châlons-sur-Marne), mai 1665 (3^m 70^c de long sur 40^c de haut)¹¹². — La Loire, de Nantes à Ingrandes, par Bonvoux, 1765. — Iles de Belle-Isles, de la Maréchale et autres en face du Migron, anon., s.d. — La Loire, de Roche-Balu au Pellerin et à Couëron, par Bonvoux, s.d. ; anon., 1783, 1785 et s.d. ; par Recommencé, 1791. — La Loire, de Couëron au Port-Launay, par Magin, 1763, visé par le duc d'Aiguillon. — Iles Cheviré et Boty, an., s.d. — Atterrissements à la Piperie, par Bonvoux, 1771. — Prairie au Duc, îles Cochard, Lemaire et S^{te}-Annes, anon., 1781 et s.d. — Ile des Chevaliers, par Berranger, 1779 et an., s.d. — Iles Turmelière, Launay vulgairement prairie d'Amont, pré Joly, anon., 1759 ; par Bonvoux, 1768, 1779 et 1780 ; an., s.d. — Ils Dirion ou Chiron, îles Pinet et Barthélemy (prairie de Mauves), par Bonvoux, 1776 ; anon., 1763, 1764 et s.d. — L'Erdre dans la traverse de Nantes, par Goubert, 1722 ; — par Seheult, 1751. — Nivellement de l'Erdre, depuis la chaussée de Barbin (Nantes) jusqu'à Nort, an., s.d. — Môle de Paimbœuf, par Magin 1762, visé par le duc d'Aiguillon ; — par Magin, 1767 ; — par Groleau, 1776 ; — détails du môle. = Aqueduc allant de la rue des Jésuites (rue de Briord) au Port-Maillard par la rue des Chapeliers, par Portail, 1755. — Latrines des prisons du Bouffay, anon., 1783.

¹¹¹ A la suite de ce plan fort intéressant et qui ne mesure pas moins de 3^m 96^c de long sur 60^c de haut, les anciens inventaires en mentionnent un autre du cours de la Loire, de Nantes à S^t-Nazaire, levé en 1755 et 1756 sur l'ordre du duc d'Aiguillon, par Magin et Blaveau, ingénieurs de la Marine, et qui ne devait pas être moins précieux que le précédent. Il résulte d'une assez volumineuse correspondance, qu'en 1845, ledit plan, alors dans les bureaux de la voirie, fut communiqué à la Préfecture de la Loire-Inférieure. En 1856, sur les réclamations de la Ville, le préfet renvoya bien un plan jadis également prêté ; mais ce n'était point le plan de Magin et Blaveau réclamé. Ce dernier est toujours en déficit.

¹¹² Suivant une note au dos du plan, celui-ci est l'original donné à la Ville par M. Grou en 1761, auquel on en remit une copie faite par Bonvoux.

XVIII^e s. — Ponts et chaussées. — Pont de Pirmil : pont de bois provisoire en charpente au dessus des 3 arches ruinées, par Thevenon, Marot, Herdebourg, Laillaud et Roussel, 1711-1712 [12 plans, dont plusieurs figurent la tour de Pirmil, à l'une, et la porte S^t-Louis, à l'autre extrémité du pont]. — Arches de pierres pour la réparation dudit pont, par Thevenon et Roussel, 1711-1714 ; — par Desgodetz, conformément aux propositions de l'Académie d'architecture, 1714. — Plans généraux dudit pont avec les arches refaites, par Goubert, 1724, 1725 ; — par Gabriel, premier ingénieur des ponts et chaussées et architecte ordinaire, puis inspecteur général des bâtiments du Roi, 1727 et 1741. — Projet de moulins et de maisons sur le pont de Pirmil, an., s.d. — Ensemble des ponts de Nantes depuis la Sauzaie jusqu'à Pirmil, avec l'indication des pêcheries « qui causent la ruine desdits ponts et du pais voisin », par Bounin, 1712 ; — depuis la tour de Pirmil jusqu'à la porte de la Poissonnerie, par Bounin, 1712. — Pont des Récollets et porte Gellé, par Portail, s.d. — Pont-Rousseau, projet par Thevenon, 1711 ; — pont provisoire, par Ceineray, 1775. — Pont de la Madeleine, par Berranger, 1777 (original et copie de Crucy, 1792). — Pont de la Belle Croix, an., s.d. — Pont de la Poissonnerie, par Abeille, 1738 ; — par Portail, 1741 ; — anon., 1757, 1759, 1766 et s.d. — Pont de la Casserie, par Touros, 1741. — Pont sur l'Erdre, vis-à-vis l'Abreuvoir, par Crucy, 1787. — Porte de Sauvetour et pont des Petits Murs, par Goubert, 1722. — Pont des Petits Murs, par Crucy, 1784 et 1788. — Pont de Sauvetour, pai-Goubert, 1723¹¹³. — Pont de la Chézine sous le quai d'Estrées (de la Fosse), par Delafond, 1731. — Ponceau du Gué Moreau et pont du Cens (route de Rennes), par Ceineray, 1764. — Chaussée de Pont-Rousseau, par Crucy, 1790. — Ancienne et nouvelle chaussées du Port-Communeau, par Portail, 1753. — Chaussée de Barbin, par Seheult, s.d. — Digue sur le bras de Loire de la Madeleine, par Abeille, 1738. — Projet d'écluse à Barbin, par Gobert, de l'Académie royale de Toulouse, 1769. — Projet d'écluse au pont de la Madeleine, an., s.d.

II. 169. — 30 plans.

XVIII^e s. — Routes et chemins. — Banlieue de Nantes sur la route de Paris, anon., 1759 ; — par Ceineray, 1761 ; — par Demolon, 1786 (copie de 1792) ; — anon., s.d. — Banlieue de Rennes, de la borderie Gruel au Petit Hermitage, anon., 1779 ; — du Gué Moreau à la rue qui même à S^t-Similien (rue de Bel-Air), par Crucy, 1782) ; — du Gué Moreau au Port-Communeau, an., s.d. ; — de la place d'Aiguillon (place du Port-Communeau) au ruisseau du Cens, an., s.d. — Banlieue de Pont-Rousseau, par Berranger (orig. s.d. et copie de 1792, par Crucy). — Balieue de Couëron, par Ceineray et anon., s.d. —

¹¹³ En plus des trois arches encore existantes, ce plan en figure trois autres actuellement englobées dans le sous-sol des maison voisines.

Chemins de Chantenay, depuis l'Hermitage jusqu'à la Brianderie, avec le parc de Luzançay, par Demolon, 1787. — Terrain Naud, route de Paris, anon., 1779. — Terrains route de Rennes, à Le Verrier, 1780 ; à Rougé et Nogue, 1781 ; à de la Gallerie, de la Sicaudais et autres, s.d., anonymes. — Banlieue de Vannes, par Ceineray, 1759. — Terrains Corps et La Pointe, même banlieue, par Crucy, 1785. — Chemin du Gué aux chèvres, anon., s.d.

II. 170. — 11 plans.

XVII^e-XVIII^e s. — Cartes et plans divers. — Carte (gravée) du duché de Bretagne. « Apud Guillelmum Blaeu ». [1650] (d'après une note manuscrite). — « Carte des côtes de la Direction de l'Artillerie de Nantes, dressée d'après la reconnaissance qui en a été faite par M^r de Bonnay, lieutenant-colonel, sous-directeur de ladite Direction, conformément aux ordres de Mgr le comte de Brienne, ministre et secrétaire d'Etat au département de la Guerre, en datte du 18 juillet 1788 ». — 6^e, 7^e et 8^e cartes particulières des côtes de Bretagne, depuis la baie d'Audienne jusqu'à l'île de Noirmoutier, avec l'entrée de la Loire jusqu'à Nantes (3 cartes gravées réunies en une seule)¹¹⁴. — « Plan du port et de la rade de Pornic et du canal de communication dudit Pornic avec Nantes, suivant le projet donné au gouvernement par le M^{is} de Brie-Serrant, sgr de Pornic » [1787] (gravé). — Carte réduite d'une partie de l'Océan Atlantique, publiée par M^{is} de Verdun de la Crenne, le ch^{er} de Borda et Pingré, 1775 (gravée). — Paris, ses faubourgs et ses environs, par Roussel, ingénieur du Roi, 1731 (5 feuilles seulement d'un grand plan gravé). — Plan de Paris, levé par Bretez sur l'ordre de Turgot, 1734-1739 (pl. gravé, complet, monté sur toile, en médiocre état). — Plan (profil et élévation) du pont que l'on doit construire sur le canal de Maubec, dans la place de celui de S^t-Sauveur à la Rochelle, an., 1740. — Plan des moulins sur l'Escaut à l'entrée de Tournay, par Van Dael, 1753. — Plan du « Nazareth » (lazaret) de Marseille, an., s.d.

II. 171. (Volume.) — In-f^o, 73 cartes gravées.

1762-1771. — « Atlas moderne ou collection de cartes sur toutes les parties du globe terrestre, par plusieurs auteurs ». Paris, chez Lattre, graveur. (La plupart de ces cartes sont datées de 1771).

II. 172. (Volume.) — In-f^o, 49 cartes gravées.

¹¹⁴ Ces cartes doivent faire partie d'un Recueil de cartes hydrographiques du dépôt de la Marine. Une indication manuscrite, datée de 1791, soigneusement collée sur l'une d'elles, répète le libellé, reproduit par nous entre guillemets, de la carte précédente, dont l'original (notre exemplaire n'est vraisemblablement qu'une copie) a dû servir de modèle pour la confection des cartes gravées. Ainsi du moins peut-on conclure des profondeurs d'eau en brasses, identiques sur la carte manuscrite et sur les cartes gravées. Ces dernières sont à une plus grande échelle que le modèle.

1736. — « Great Britain's coasting pilot, in two parts..., by captain Greenville Collins, hydrographer in ordinary to the king's most excellent Majesty ». London, William Mount and Thomas Page. 1736.

II. 173. (Volumes.) — 2 vol. grand in-f° de 31 et 15 cartes gravées.

1786-1789. — « Atlas maritimo de España », par don Vicente Tofiño de San Miguel. Madrid, 1789. (Les cartes elles-mêmes sont datées de 1786 à 1789.)

Gravures et dessins.

II. 174. — 13 pièces.

1631-1790. — Vues de Nantes. — Nantes (gravure extraite des *Plans et profils des villes de France*, par Tassin, 1631). — Nantes (gravure insérée dans la *Topographia Galliae*, Francfort, Merian, 1657)¹¹⁵. — « Nantes anciennement Corbilo, Condivineum (*sic*, au lieu de Condivincum) et Namnetes..., fait par Aveline ». (grav. s.d., 2 exemplaires). — « Nannetum vulgo Nantes » (tirage moderne réduit d'une ancienne vue de Nantes gravée en Hollande). — « Vue perspective d'une partie de la ville de Nantes, prise du côté de la Mote S^t-André, faite par Seheult le 6 août 1756 ». (Magnifique dessin au lavis donnant, au premier plan, la porte S^t-Pierre et le chevet de la cathédrale, et, à l'arrière plan, le château)¹¹⁶. — « Le port de Nantes vu de l'isle Feydeau. Réduit de la Collection des ports de France dessinés pour le Roi en 1776 par le s^r Ozanne, ingénieur de la Marine », gravure. — La Bourse de Nantes, 1723-1769 (tirage moderne d'une vignette du XVIII^e s.) — Tir du papegault à Nantes, « regravé » par Garreau en 1694 d'après une autre gravure de S. le Clerc, exécutée en 1668. — La place du Bouffay en 1720, avec l'échafaud pour l'exécution de Pontcallec et des trois autres gentilshommes bretons, (photographie d'un dessin à la plume, contemporain du fait, et dont l'original appartient à M. Paul de Berthou. — Vue perspective de l'aérostat *Le Suffren*, lancé à Nantes le 14 juin 1784 et dans lequel prirent place Coutard et le P. Mouchel, oratorien (grav. du temps)¹¹⁷. — « Temple de mémoire. Bienfaisance du Roi ; zèle ardent de Necker ; liberté au peuple. Gravure patriotique dédiée aux citoyens de Nantes. Lemaignan *inv., del. et scul.*, 1789 »¹¹⁸. — « Serment prêté devant la Commune de Nantes par Monsieur de Kervegard, maire, le 8 février 1790. Lemaignan *inv., del. et scul.* » (Au fond, le Cercle Louis XVI, la rue de l'évêché et l'une des tours de la cathédrale).

¹¹⁵ Nous possédons seulement la partie IX de la *Topographia*, comprenant la Bretagne, avec la carte général et les vues des diverses villes de la province.

¹¹⁶ Ce dessin de Seheult est une copie — où celui-ci a seulement changé les personnages animant le décor — d'un dessin original attribué à Portail, dessin que possède actuellement la Bibliothèque municipale. Tous deux proviennent d'un autre Seheult décédé en 1858, descendant du précédent.

¹¹⁷ Cf. FF 276.

¹¹⁸ Cf. GG 670 des lettres de Lemaignan et la description du sujet.

II. 175. — 85 pièces.

Divers. — Combat du 22 sept. 1779 entre le capitaine Pearson, commandant le *Sérapis*, et Paul Jones, commandant le *Bonhomme Richard*, et son escadre, anonyme, grav. — Combat d'Ouessant, 6 oct. 1779, entre la frégate française la *Surveillante*, commandée par le s^r du Couédic, et la frégate anglaise le *Québec*, capitaine Farmer, peint par Georges Carter, gravé par J. Cala... (2 gravures de format différent). — Combat d'Ouessant, 6 oct. 1779, anonyme (gravure différente des précédentes). — Combat naval entre un vaisseau anglais, qui saute, et un navire français rasé comme un ponton, « Rossel, 1788 », (gravure avant la lettre). — Portrait en buste d'un officier, (règne de Louis XV ; sur le côté, armoiries en alliance : de sable à la croix pattée d'argent, et de gueules à la croix ancrée d'or ; les deux écus surmontés d'une couronne de comte ; peinture à l'huile). — Louis-François-Gabriel d'Orléans de la Motte, évêque d'Amiens, né en 1693, mort en 1774 (portrait gravé d'après le tableau original de la C^{lesse} de Bourzac). — Nouveau livre des cinq ordres d'architecture, par Jacques Barozzio Vignole. Paris, Daumont, 42 planches gravées petit in-f°. — Modèles d'architecture, 36 planches provenant de divers recueils ou détachées.

II. 176. (Volumes.) — 2 vol. in-f° de 64 et 14 planches.

1763. — « Détails des plus intéressantes parties d'architecture de la basilique de S^t-Pierre de Rome », par Gabriel-Martin Dumont. — « Suite des élévations, coupes et profils entiers de la basilique de S^t-Pierre du Vatican à Rome, pour servir de 1^{ère} partie aux Détails », par le même. Paris, 1763.

Sceaux.

II. 177. — 3 pièces.

Sceaux matrices en bronze. — Sceau rond de 26 mill. Un temple constitué par une galerie de 4 arcades surmontée de 3 arcs brisés. Légende : + *Mil[ites] Templi Sal[omonis]*¹¹⁹. — Sceau rond de 52 mill. Sous un portique gothique à 3 arcades, la Vierge assise tenant l'enfant Jésus debout. Légende : + *S. Conventus monialium Be[ate] Marie Clarevallis Met [tensis]*, XIV^e s.¹²⁰. — Sceau rond de 50 mill. Un vaisseau avec ses 2 châteaux, son mât, sa voile au chef fleurdelisé, ses agrès. Légende : *S. des me[stres] arbaletiers du Roy notre sire et de la ville de Paris*, XV^e s.

II. 178. — 27 pièces.

¹¹⁹ Douet d'Arcq, *Collection de sceaux (des) Archives de l'Empire*, cite (n^{os} 9860, 9861, 9864), des sceaux de 1214, 1235 et 1269, d'un type analogue au nôtre, avec la même légende.

¹²⁰ C'est, à n'en pas douter, la même matrice qui, communiquée par M. Boblet, a fourni le n^o 9451 au recueil cité de Douët d'Arcq, sous le titre : Prieuré de N.-D. de Clervaux, à Metz.

Sceaux anciens détachés. — Grand sceau de majesté avec son contre-sceau, de Henri II, roi de France, à la légende : *Henricus Dei gratia Francor. rex secund[us]*¹²¹. — Contre-sceaux de divers rois de France, à l'écu de France couronné et soutenu par deux anges inclinés ; sans légendes (15 exemplaires : 12 en cire brune, 2 en cire blanche, 1 en cire verte)¹²² — Contre-sceaux à l'écu de France couronné et soutenu par deux anges debout ; sans légendes (2 exempl. en cire brune)¹²³. — Contre-sceaux à l'écu (fruste) couronné et entouré du collier de l'Ordre de Saint-Michel ; sans légendes (2 exempl. en cire rouge). — Sceau rond armorial, de 34 mill., de Charles de Blois, duc de Bretagne. Dans une rosace à 6 lobes ogivaux, l'écu d'hermines : 4, 3, 2, 1. De la légende il ne reste que quelques lettres isolées¹²⁴ — Sceau rond armorial, de 32 mill., de Jeanne de Penthièvre, duchesse de Bretagne, femme de Charles de Blois. Dans une rosace à 6 lobes arrondis, l'écu en la forme usuelle, mi-parti d'hermines plein et d'hermines à la bordure. De la légende : ... *[d]uchesse : de : [bre]tag[ne]*¹²⁵. — Sceau rond armorial, de 35 mill., de la susdite Jeanne. Au centre, l'écu en losange, miparti d'hermines plein et d'hermines à la bordure, accosté sur ses 4 faces de 4 petits écus ronds : le 1^{er} d'hermines plein, le 2^e d'hermines à la bordure, le 3^e de 3 lions, le 4^e d'un coupé ; dans les compartiments séparant les petits écus, 4 anges. Légende : ... *jehane duch-esse de bretagne*¹²⁶. — Sceau rond armorial, de 43 mill., pour les Contrats [de Nantes]. Ecusson couronné mi-parti de France et de Bretagne. Il ne reste que quelques lettres frustes de la légende¹²⁷. — Sceau ovale armorial, de 40 sur 30 mill. Ecu au lion couronné et lampassé, surmonté d'un lambel. Légende : *[S.] de la court du Pless[is G]rimaud, XVI^e ou XVII^e s.*

Inventaires des Archives.

¹²¹ Voy. Douët d'Arcq, *op. cit.*, n° 98.

¹²² Ainsi que les quatre suivants, ces contre-sceaux sont isolés, c'est-à-dire qu'ils n'ont point été imprimés au revers du grand sceau. Le présent type ayant servi pendant un siècle et demi, de Louis XI à Louis XIII, (cf. Douët d'Arcq, *op. cit.*, n°s 79 à 108), il est impossible de préciser à quel roi chacun de nos exemplaires a pu appartenir.

¹²³ D'après Douët d'Arcq, *op. cit.*, ce type aurait servi à Louis XIII (n°s 110 et 111), puis à Louis XIV et à Louis XV.

¹²⁴ Ce sceau est le même que celui qui est appendu à un acte de 1353 (Arch. Loire-inf., E 176).

¹²⁵ Ce sceau est le même que ceux fixés à des actes de 1348 (Ar. L. Inf., E 152) et de 1351 (Biblioth. Nantes, ms. fr. 1543).

¹²⁶ C'est manifestement le n° 543 de Douët d'Arcq, *op. cit.*, bien que celui-ci n'ait relevé que des hermines dans l'écu central. La bordure, il est vrai peu accusée, n'est cependant pas douteuse : particularité que confirmerait, s'il était nécessaire, le type du sceau précédent qui manque au recueil de Douët d'Arcq. L'exemplaire cité par celui-ci date de 1369 ; nous en connaissons d'autres, de 1366, 1377 et 1378 (Ar. L.-Inf., E 165 et E 68).

¹²⁷ Un exemplaire semblerait et meilleur, avec la légende presque complète, mais dont l'aplatissement ne permet pas la lecture intégrale, est apposé sur un vidimus de 1517 de lettres de privilèges concédés par la reine Anne en 1508, confirmées par mandement de son mari en 1509 (Arch. mun. Nantes, AA 4).

II. 179. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 94 pièces papier, 2 sceaux.

1517-1865. — Documents relatifs aux archives, à leurs inventaires, ainsi qu'au *Livre des privilèges* déposé auxdites archives. — Monitoire et réaggrave d'O. Richard, official de Nantes, aux recteurs, chapelains, clercs et notaires, sur la plainte d'Antoine du Tertre, procureur des bourgeois de cette ville, d'avoir à publier l'injonction à tous détenteurs des lettres, mandements et papiers concernant les privilèges et libertés de Nantes, de restituer ces pièces, sous peine d'excommunication ; avec certificats de publication à S^t-Saturnin et à S^t-Nicolas de Nantes (janv. 1517 n. s.) — Procès-verbal des diverses dépenses faites par la municipalité pour deux inventaires, l'un en forme de table, de tous ses registres, l'autre des « anciens actes et titres étant en confusion et désordre dans les archives » : dépenses auxquelles il faut ajouter celle d'un grand nombre de copies des principaux documents, destinées au soutien des droits de la Ville (1681). — Arrêté chargeant René Preau, greffier de la Ville, de dresser un inventaire des registres et papiers de celle-ci (1722). — Lettre de l'intendant Pontcarré de Viarme aux maire et échevins autorisant une dépense de 1 200 l. pour acquérir, de ses héritiers, les manuscrits de l'abbé Travers (1751). — Arrêtés de Ville portant « que les cahiers originaux du manuscrit de feu M. Travers, prêtre, sur l'*Histoire du comté nantois*, relié en veau dans un seul volume, seront déposés aux Archives... Ledit volume a été renfermé auxdites Archives dans l'armoire cottée K » (1753)¹²⁸ ; — décidant que Jean-Mathurin Hubelot, avocat au parlement, mettra en ordre les papiers qui se trouvent aux Archives, chez les greffiers et dans le cabinet particulier du Bureau servant, qu'il en fera l'inventaire et aura à « reviser, retoucher et augmenter, au moins d'une table chronologique, ample et détaillée, l'*Histoire des évêques de Nantes* par feu M. Travers », et, que pour ce travail, Hubelot recevra, sous forme d'honoraires, 4 000 l., à raison de 500 l. par six mois (1753) ; — adjoignant à M^r Hubelot, qui avait été obligé de suspendre son travail pour s'occuper des affaires du Commerce, M^r Greslan, ancien sous-maire, son beau-frère, lesquels auront pouvoir de prendre « le nombre suffisant d'écrivains et copistes entendus, surs et fidèles », pour exécuter les transcriptions (1755) ; — acceptant la démission de M^r Hubelot, dont les travaux à la continuation de l'*Histoire de Nantes* et au classement des archives avaient paru, tardivement, à certains esprits, comme déroatoires à la noblesse de sa profession d'avocat et incompatibles avec l'échevinage auquel il désirait se présenter (1755) ; — décidant la confection de tables décennales pour les registres de Délibérations (1765). — Procès-verbal du transfert provisoire des archives dans divers appartements de l'Hôtel de ville, pendant les grosses réparations à la salle qui les contient

¹²⁸ Ce manuscrit est aujourd'hui à la Bibliothèque municipale.

(1768). — Consultation touchant l'obligation de communiquer aux contrôleurs des domaines les actes des archives qui peuvent être sujets à la formalité du contrôle (1783). — Rapport de [Menard de Rochecave], secrétaire greffier de la Ville, sur le travail considérable à effectuer pour mettre de l'ordre aux Archives, et demandant un aide capable [1789]. — Notes d'Hippolyte Etiennez, archiviste de la Ville (1848-1871) sur les anciens inventaires, le dépôt, le personnel des archives, la plupart sous forme d'extraits des registres de Délibérations relatifs à ces objets. — « Etat des arrêtés, délibérations et autres pièces relatives à l'histoire des archives municipales » [par H. Etiennez].

Procès-verbal de François du Plessis, conseiller en parlement, chargé de vérifier les privilèges accordés aux habitants de Nantes par les ducs de Bretagne et par les rois de France, et d'en faire des extraits. Dans ce but, Du Plessis se rendit aux Archives ; on lui produisit « un vieil livre... couvert de cuir sur aisse de bois », contenant 127 feuillets en vélin, où sont transcrits la plupart des « chartres, enseignemens et privilèges de lad. ville » ; on lui présenta également certains originaux (1603). — Procès-verbal de Mathurin Guisnard, s^r de Martigné, conseiller en parlement, relatant son transport aux Archives pour y faire, à requête de la municipalité, des extraits des privilèges de la Ville. Suivent une copie des lettres du duc Jean V, du 2 déc. 1407, extraite des f^{os} 20 et 21 du susdit vieux livre sur vélin, et deux lettres de Charles IX, du 13 sept. 1573, et de Henri III, du 26 mai 1578, reproduites d'après les originaux des archives (1612)¹²⁹. — Extrait du registre des Délibérations de la Communauté relatant la disparition de diverses pièces des archives, notamment du livre couvert de cuir à ais de bois contenant les privilèges (1647). — Monitoire de l'official pour la recherche des titres de la Ville et, en particulier, du registre des privilèges (1689). — Mémoires et notes de Pierre Greslan, échevin, relatifs au recouvrement du volume des privilèges (1752-1753). — Notes d'H. Etiennez sur le livre des privilèges et les mentions anciennes qui en sont faites dans les archives de la Ville (1865).

II. 180. (Cahier.) — 37 f^{os} papier¹³⁰.

1615. — Inventaire des titres de la Ville, rédigé en diverses vacations, du 10 juillet au 3 août 1615. Non conclu et vraisemblablement inachevé 377 cotes, dont un grand nombre de collectives pour les sacs de procédures, pour l'hôpital, etc. L'inventaire a porté sur la généralité des archives : privilèges, octrois, procédures, comptes, etc.

II. 181. (Registre.) — In-f^o, 35 feuillets papier.

¹²⁹ Les originaux des lettres de 1497 et de 1573 existent encore dans AA 2 et AA 3, et l'original du procès-verbal de Guisnard se trouve dans AA 17.

¹³⁰ En mauvais état ; plusieurs feuillets, perdus d'humidité, sont en partie détruits.

1628-1629. — « Second inventaire d'actes mis aux Archives de la Ville, du 28^e (*sic*, lisez 8^e) juin 1628 ». Texte de la délibération municipale prescrivant d'inventorier les titres non « employez dans le premier inventaire ». — Actes divers ; quelques-uns seulement sont de la fin du XVI^e s. — « Papiers du greffe », c'est-à-dire Registres des délibérations, de 1615 à 1628. — Comptes de la Ville, de 1615 à 1626. — « Ung papier couvert de peau de veau noir, doré, sur vellin, partie duquel est escript en lettre d'or, contenant l'enregistrement des noms et surnoms des maire[s] et eschevins et procureurs sindicz de la ville, et les jours et an de leur[s] eslections, depuis la création de la mairerie ». — Total : 96 articles. — Récolement du premier inventaire dont les titres étaient répartis en 15 armoires, cotées A à Q. — Addition : Inventaire, en 1629, des actes d'un sac touchant la construction de la halle du Bouffay. Ces actes, au nombre de 18, s'étendent de 1579 à 1628.

II. 182. (Cahier.) — 19 f^{os} papier.

1628-1629. — Copie collationnée du précédent, laquelle semble du XVIII^e siècle.

II. 183. (Registre.) — In-f^o, 60 feuillets papier.

1632-1633. — Inventaire exécuté en 1632 et 1633, en vertu de diverses délibérations municipales de 1631 et 1632, en présence de M^c Etienne Bourboulon, contrôleur de la Ville et garde des chartes, « attendu que tous les actes sont en confusion, brouillez, tirez et divertys hors », et qu'il y a lieu de faire des additions au précédents inventaire. — Récolement des armoires A à Q du premier inventaire. — Récolement du second inventaire. — Nouvel inventaire (proprement dit). Les analyses généralement bien faites sont comprises sous 258 numéros, les uns visant des pièces isolées, les autres des liasses entières. Nous n'avons relevé que deux documents antérieurs à 1527 : une lettre du duc Jean III, de 1335, « pour la taille et rente de Toussainetz », (pièce qui semble manquer actuellement aux Archives), et une commission du duc François II, de 1487, pour démolir les maisons préjudiciables à la fortification de la ville. Sous la cote 173, sont mentionnés deux gros livres imprimés in-8^o, intitulés : *Arrests pour les marchands fréquentants la rivière de Loire*, et, sous la cote 175, un volume de 298 feuillets, commencé le 19 août 1631, des choses les plus mémorables durant la mairie de Guillaume Blanchard, s^r de la Chapelle.

II. 184. (Cahier.) — 29 f^{os} papier.

1632-1633. — Copie collationnée du précédent, paraissant du XVIII^e siècle.

II. 185. (Registre.)¹³¹. — In-f^o, 19 feuillets non paginés pour la table, et 149 feuillets paginés pour l'inventaire proprement dit.

1681-1682. — « Cet inventaire a été fait dans les deux dernières années du mairat de M^r du Bouffay Fremon, conseiller du roy au siège présidial de Nantes, continué maire par Sa Majesté pendant trois ans ». — Sonnet par M^r Lenoble pour M^r Fremon, « auteur de cet Inventaire » : Sans lui

« Nantes verroit encor ses archives
obscurer... »

Mais ta main, les tirant de leurs poudres
impures,

Dans un bel ordre icy tu nous les as
rendus ».

Inventaire méthodique où les documents
sont repartis dans 20 sacs.

II. 186. (Registre.) — In-f^o. 14 feuillets non paginés et
149 feuillets paginés.

1681-1682. — Copie du précédent qu'on s'est
efforcé de suivre pas à pas (XVII^e s.)

II. 187. (13 cahiers.) — In-f^o, 155 feuillets papier.

1720-1721. — Inventaire général des Archives dressé, à l'instigation du maire Mellier, par Triberge, garde des archives de la Chambre des comptes de Bretagne¹³². La préface qui précède ledit inventaire relate l'importance et la difficulté du travail : « Plus de vingt mille pièces difficiles à déchiffrer, dont les unes enfermées dans des sacs, fort mal arrangées, les autres jettées au hasard dans les armoires qui renferment les archives ». Les pièces de cet inventaire sont réparties dans 51 sacs assez singulièrement cotés : 1 à 19, +, ++, ++ bis, +++, +++ bis, A à Z, AA, BB, auxquels il faut ajouter A bis, G bis et OOO. Suit un sac non coté contenant les comptes des miseurs, enfin les registres du greffe (délibérations), au nombre de 46, de 1555 à 1668¹³³.

II. 188. (5 cahiers.) — 30, 12, 10, 30 et 3 f^{os} papier.

1720-1721. — « Table alphabétique des matières contenues dans l'Inventaire des archives de l'hôtel de ville, dressé et rédigé en 1720 et 1721 ». Le rédacteur de cette table — l'un des secrétaires de Mellier — a travaillé sur un exemplaire de 798 folios différent par suite de notre II 187 et du modèle de ce dernier. — Copie de la précédente table. — Autres tables alphabétiques, par ordre de matières, de l'Inventaire

¹³¹ Très soigné comme écriture, ce registre relié en pleine basane est orné, sur ses plats, des armes dorées du maire Jacques Frémou. Les 4 plaques en cuivre fixant les fermoirs sont aux armes de la ville. Une autre plaque porte un anneau dans lequel devait passer une chaîne pour empêcher de déplacer le volume.

¹³² Cf. II 51, les documents relatifs audit inventaire.

¹³³ Nos cahiers, d'une écriture fine et serrée, ne sont qu'une copie à peu près contemporaine de l'inventaire original. En marge, on a pris soin de noter les folios correspondants de l'exemplaire qui a servi à la confection de la présente copie ; ce modèle avait 469 feuillets.

de 1720. — Table chronologique des principales pièces de l'Inventaire de 1720.

II. 189. (7 cahiers.) — In-f^o, 100 feuillets papier.

1723. — « Inventaire général des actes, titres et registres du Greffe de l'Hôtel de ville de Nantes, depuis l'année 1636 jusqu'au premier janvier 1722 », par Pierre Boutin, échevin, Nicolas Bouhier, procureur syndic, et René Preau, greffier. Cet inventaire complète le précédent. Il porte sur des pièces relativement modernes déposées, évidemment, dans un local autre que celui des Archives proprement dites. Divisé en autant de liasses que d'années, de 1636 à 1721, on a pris soins d'indiquer en marge le nombre de pièces contenues dans chacune de ces liasses annuelles, où lesdites pièces sont inventoriées dans un ordre chronologique rigoureux. Exceptionnellement, en tête de la première liasse, ont été mentionnés 13 actes qui s'échelonnent de 1558 à 1635. A la suite de la liasse de 1721, on lit : « Ensuit la liasse des minutes et pièces (au nombre de 278) concernant le Bureau de Santé pour l'année 1721, qui est la première année de son établissement ». L'inventaire se termine par celui des registres : inventaires courants et registres du greffe (délibérations), de 1668 à 1721, après lesquels sont indiqués 3 sacs de procédures. — Original signé de Boutin, Bouhier et Preau.

II. 190. (10 cahiers.) — In-f^o, 119 feuillets papier.

1723. — Double du précédent, revêtu des signatures originales de Boutin, Bouthier et Preau.

II. 191. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1726-1736. — Inventaires des minutes, pièces et registres du Greffe de l'Hôtel de ville pour 1722-1725, par Pierre Boutin, échevin ; — pour 1726 et pour 1727, par Michel Pondavy, échevin, puis sous-maire ; — pour 1728, par Pierre Charron, sous-maire ; — pour 1729 et pour 1730, par René-François Leray, échevin ; — pour 1731, par Thomas Montaudouin, échevin ; — pour 1732-1734 et pour 1735, par Joseph Lory, conseiller et assesseur de la Ville. Ils sont assistés du greffier René Preau. — Originaux, la plupart en double.

II. 192, 193. (2 registres.) — In-f^o, 62 et 14 feuillets papier.

Vers **1830**¹³⁴. — Inventaire assez informe pour lequel on a utilisé les feuillets blancs (les autres ont été coupés) de deux anciens registres, lesquels n'ont même point un format identique. Les documents sont classés par siècles et, dans chacun de ceux-ci, selon un ordre alphabétique des matières, quelque peu arbitraire.

II. 194. (Registre.) — In-f^o, 181 feuillets.

¹³⁴ La pièce la plus récente inventoriée est de 1828.

1853-1858. — « Inventaire provisoire, général et sommaire, des registres, cartons, liasses, papiers et documents divers, existant aux archives et dans les bureaux de la mairie », par Hippolyte Etiennez, conservateur des Archives. — « 1^{ère} série comprenant spécialement toutes les pièces antérieures à l'avènement de Louis XIV (1643) ». Classé par ordre alphabétique des matières : Arts et métiers, assistance publiques, cultes, etc. Ledit inventaire clos le 18 mai 1853. — 1^{er} supplément clos le 10 août 1854. — 2^e supplément clos le 25 oct. 1858.

II. 195. (Cahier.) — 14 f^{ms} papier.

[1854]. — 1^{er} supplément à l'Inventaire provisoire, [par H. Etiennez]. Minute dont la mise au net se trouve à la fin du registre précédent.

II. 196. (5 cahiers.) — 35, 27, 17, 32 et 43 f^{ms} papier.

[1853]. — Inventaire provisoire des archives municipales. 2^e série : Actes postérieurs à l'avènement de Louis XIV (1643-1853), [par H. Etiennez]. Classé, comme le précédent, par ordre alphabétique des matières, cet inventaire est incomplet. Il s'arrête à la subdivision Finance inclusivement. (Minutes).

II. 197. (Cahiers.) — 292 f^{ms} papier.

1888. — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790, par S. de la Nicollière-Teijeiro, archiviste. Séries AA à DD. Copie au net préparée pour l'impression du t. I^{er} du présent inventaire, paru en 1888.

II. 198. (Cahiers.) — 491 f^{ms} papier.

1899. — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1792, par S. de la Nicollière-Teijeiro, archiviste. Séries EE à GG. Copie au net préparée pour l'impression du t. II du présent inventaire, paru en 1899.

II. 199. (Cahiers.) — ... f^{ms} papier.

19... — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1792, par R. Blanchard, archiviste. Séries GG à II. Copie au net du présent t. III de l'inventaire en cours d'impression.

II. 200. (Liasse.) — ... pièces papier.

19... — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1792, par R. Blanchard. Séries GG à II. Minutes du présent t. III de l'inventaire en cours d'impression¹³⁵.

¹³⁵ Il n'a pas semblé inutile de conserver ces minutes qui pourront, à l'occasion, rendre quelques services. On y trouvera, pour les registres, l'indication des folios des pièces citées à l'inventaire imprimé, folios qui n'y ont point été notés, et, dans les liasses contenant nombre de pièces de la même année, les dates de jour et de mois de ces pièces, qui permettront de les retrouver plus rapidement. De même aussi y figurent quelques notes indiquant les

II. 201. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1656-1739. — Inventaires spéciaux. — « Bref inventaire des actes et pièces qui m'ont été mises entre mains par M. du Chastelier Lirot, procureur et syndic de Nantes », par Jean Cailleateau, conseiller au présidial de Nantes (1656). — Inventaires de pièces remises par le maire Mellier au s^t Preau, greffier de la Ville (1723) ; — d'actes trouvés chez Robert Rouillé, ci-devant greffier de la Ville, le 15 mai 1739 ; — des minutes dont Nicolas Moricet, notaire royal et apostolique à Nantes, était chargé en qualité de greffier secrétaire de la Ville et Communauté (1739). — Inventaire des papiers trouvés dans le cabinet de la Maison de ville, provenant du maire Mellier, des greffiers Perrot et Rouillé, dressé par Hyacinthe Petit des Rochettes, échevin, pour être, lesdits papiers, remis aux Archives (1739).

II. 202. (5 cahiers.) — 31, 31, 7, 8, et 12 f^{ms} papier.

1750-1752. — Inventaires fournis à la Communauté par Pierre Buart, secrétaire greffier, des minutes et pièces déposées en son greffe depuis son entrée en exercice [1739-1750] (1752) ; — par Robert Rouillé, secrétaire greffier alternatif, de toutes les pièces déposées aux minutes de son greffe pendant les quatre premières années [1742-1749] de son exercice (1750).

II. 203. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1761-1816. — Etat des livres, registres et papiers appartenant à la Communauté, trouvés dans le cabinet de M. Giraud, procureur syndic, après son décès [1761]. — Inventaires de minutes du Greffe déposées aux Archives (1765-1768). — Inventaires des registres, papiers, boîtes contenant des objets saisis, etc., le tout provenant du greffe des Traités, et versés au greffe de la Municipalité (an III). — Relevé des divers registres de la mairie, autres que ceux de l'Etat civil : délibérations, de 1555 à 1816, travaux publics, jurandes, etc. (1816).

II. 204. (Registre.) — In-f^o, XXIII-195 feuillets papier.

XVIII^e s.¹³⁶. — « Table alphabétique, chronologique et sommaire des Registres de Délibérations de la ville et communauté de Nantes, n^{os} 24 à 28, de 1742 à 1751 ». Inventaire sommaire de toutes les pièces transcrites dans les registres des archives, actuellement cotés BB 87 à BB 91, précédé d'une table.

II. 205. (Registre.) — In-f^o, XXVI-200 feuillets papier.

XVIII^e s. — « Table alphabétique... (des) Délibérations..., n^{os} 29 à 33, de 1751 à 1760 ». Inventaire, dans les mêmes conditions que le

raisons qui ont fait adopter telle ou telle date mise entre crochets, notes qui n'ont pas paru assez importantes pour être imprimées.

¹³⁶ Cf. II 179, l'arrêté de Ville, de 1765, décidant la publication de ces tables décennales, dont on ne possède que trois.

précédent, des registres actuellement cotés BB 92 à BB 96.

II. 206. (Registre.) — In-f^o, XXX-177 feuillets papier.

XVIII^e s. — « Table alphabétique... (des) Délibérations..., n^{os} 34 à 38, de 1760 à 1771 ». Inventaire, dans les mêmes conditions que les deux précédents, des registres maintenant cotés BB 97 à BB 101.

II. 207. (Registre.) — In-f^o, 132 feuillets papier.

An X. — Inventaire général des plans de la ville et faubourgs de Nantes, « lesquels plans ont été déposés au Bureau des Travaux publics en trois armoires à ce destinées, après avoir été timbrés, numérotés et classés en 27 articles »¹³⁷.

II. 208. (Liasse.) — 44 pièces papier.

1792-1861. — Inventaire de 7 copies de plans et de 3 pièces relatives aux plans de la ville, remises par la Municipalité au Département de la Loire-Inférieure (1792). — Inventaire des plans de rues, places, etc., déposés au Bureau des travaux publics de l'administration municipale (vers 1793, avec additions jusqu'à l'an VIII). — Arrêté du maire prescrivant d'inventorier, timbrer et numéroter les plans de la ville (an X). — Table de l'inventaire des plans (an X). — Nombreux récépissés par les agents de la ville de plans (dont une certaine quantité font actuellement défaut) ; correspondance au sujet de ces prêts (1829-1861)¹³⁸.

II. 209. (Registre.) — In-f^o, 741 pages papier.

1865. — « Inventaire détaillé des archives de la ville de Nantes. Série A : Arts et métiers, précédé d'une Histoire officielle desdites archives » [par H. Etiennez, archiviste de la Ville]. Cette série A comprend notamment ce qui a trait au commerce maritime, à la Compagnie des Indes, aux corporations, documents maintenant classés dans notre série HH.

II. 210. (9 cahiers.) — 117 feuillets papier.

XIX^e s. — Inventaires de la série AA : Arts et métiers [par H. Etiennez]. Rédactions d'essais fort soignées, avec en-tête et subdivisions imprimées. — Inventaires sommaire (complet), et détaillé (début seulement) de la série B, *aliàs* BB : Assistance publique [par le même]. Ces derniers documents font actuellement partie de notre série GG.

II. 211. (Liasse.) — 12 cahiers.

1730-1841. — Répertoires et tables. — Répertoires généraux des Délibérations de la mairie de Nantes, de 1674 à 1793, l'un par ordre chronologique, l'autre par ordre alphabétique des

matières [1793]. — Table alphabétique des matières contenues dans les 8 volumes imprimés de la mairie de Mellier [1730]. — « Répertoire alphabétique des papiers contenus dans les petits cartons [au nombre de 312, ce semble] placés sur la corniche des tablettes des Archives. Toutes ces pièces paraissent concerner la mairie de M^r Mellier, de 1720 à 1730 ». — Répertoires alphabétiques du recueil des ordonnances et règlements de police déposé au Bureau de police, de 1718 à 1790 ; — de 1718 à 1841. — Dictionnaire ou répertoire analytique des arrêtés, règlements et ordonnances, tant de police que d'administration municipale, extrait des registres de la mairie, depuis janvier 1780 jusqu'au 1^{er} janvier 1806, par Robert, sous-secrétaire de la Mairie (2 exemplaires). — Relevé alphabétique des ordonnances contenues dans les 49 registres d'audiences de police avant la Révolution, « moins les [trois] premiers qu'on n'a pu lire », par Charles-Maurice Etiennez, secrétaire en chef de la Mairie, de 1813 à 1838. — Répertoire des cartons collationnés par M^r Faye en 1816.

II. 212. (Liasse.) — 63 pièces papier.

XVIII^e s. — Fiches d'inventaire rédigées au XVIII^e s., de documents isolés et des diverses pièces de certains dossiers.

II. 213. (Liasse.) — 1 cahier de 13 f^{os} et 3 pièces papier.

1871. — « Etat de situation des Archives de la ville de Nantes au 10 juillet 1871 » [date de l'entrée en fonctions de M. Stéphane de la Nicollière, archiviste]. C'est un état sommaire des archives anciennes et modernes, classées par ordre alphabétique des matières : Arts et métiers, assistance publique, cérémonial, etc., suivi de l'état des plans généraux, de la bibliothèque, des journaux, bustes, dessins, curiosités. — Notes diverses.

SUPPLEMENT

II. 214. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1685-1790. — Supplément aux archives de l'ancienne commune de Chantenay¹³⁹. —

¹³⁹ En 1908, les communes suburbaines de Chantenay et de Doulon ont été annexées à la ville de Nantes. Celle-ci est alors entré en possession des papiers de toute sorte de ces deux localités et les a réunis à son dépôt. L'inventaire des archives antérieures à 1790 de ces deux communes a été publié en 1892 par M. Maître, dans le tome V des archives de la Loire-Inférieure, Supplément à la série E : pages 298-302 pour celles de Doulon, représentées seulement par des registres paroissiaux compris entre 1611 et 1792, et, pages 375-382 pour celles de Chantenay. Ces dernières, plus importantes, à côté des registres paroissiaux, de 1567 à 1792 ont conservé d'assez nombreux documents répartis dans les diverses séries du cadre communal.

Au cours du récolement opéré lors du transfert à Nantes des archives de Chantenay et de Doulon, quelques pièces d'un intérêt

¹³⁷ Cf. la note 1 de II 157.

¹³⁸ Cf. II 167, note 1.

Consentement par Jean Cormerais, m^e boulanger, à l'inscription au livre des Délibérations d'un arrêt du Conseil notifié au général de la paroisse de la part du marquis de la Musse (1767). — Devis du mur de clôture du nouveau cimetière (s.d.) — Certificats de la bénédiction par le vicaire de la paroisse, du « cache marée, nommé *le S^t-Nicolas*, » amarré « au quay d'Estrées vis à vis de l'isle Lemer » (1745) ; — d'inhumation d'une pilote de S^t-Nazaire, qui avait conduit à Nantes le vaisseau *la Fortune* de Dunkerque (1685). — Permis d'enterrer Jacques Guet, mousse sur *le S^t-Esprit* de l'Ile-d'Yeu, mouillé au quai neuf, tombé des haubans et noyé en Loire (1745) ; — Vincent Hioreau, sa femme et sa fille, écrasés par la chute de leur maison à l'Hermitage (1768). — Certificats de décès de Jean Bernier, mort sur *le Huron* parti pour la Martinique (1776) ; — de Pierre Olivier, décédé sur la goëlette *la Bienheureuse* et inhumé à Charleston, en la Nouvelle-Angleterre (1778). — Pièces relatives à l'état civil de divers particuliers.

II. 215. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1779. — Supplément aux archives de l'ancienne commune de Doulon. — Mémoire pour Boisquet de la Fleurière, acquéreur de la maison de la Colleterie en la paroisse de Doulon, tendant à faire comprendre la terre de la Noe dans son acquêt. Consultation d'avocat sur la question.